

Tremplin

1^{re} STMG

Économie

GUIDE PÉDAGOGIQUE

Sous la direction de
R. Aidemoy

C. Cadoux-Zucchinali
C. Canis
W. Gobert
M. Karouri
G. Laravoire
C. Marineau
P. Vaudelin

Tremplin

1^{re} STMG

Économie

Guide pédagogique

Sous la direction de
R. Aidemoy

C. Cadoux-Zucchinali
C. Canis
W. Gobert
M. Karouri
G. Laravoire
C. Marineau
P. Vaudelin



Sommaire

Thème 1 Quelles sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

1	Comment résoudre le problème économique ?	5
1.	Les termes du problème économique	6
2.	Les activités économiques, solution au problème économique	10
	Entraînez-vous Quand le monde sera privé de chocolat....	14
	Corrigé - Entraînez-vous !	15
	Synthèse rédigée	16
2	Quel est l'impact des fonctions économiques sur la vie des individus ?	19
1.	La fonction principale des ménages et des entreprises.	20
2.	La fonction principale des administrations, des sociétés financières et du reste du monde.	22
3.	Les acteurs économiques, composantes des secteurs institutionnels.	24
	Entraînez-vous Le scandale Volkswagen.	28
	Corrigé - Entraînez-vous !	29
	Synthèse rédigée	31
3	Comment les choix économiques conduisent-ils à l'échange ?	33
1.	La réalisation des échanges entre les agents économiques.	34
2.	Les interrelations multiples, conséquences des échanges	36
3.	Les fonctions de la monnaie dans l'échange	38
	Entraînez-vous Willy, jeune créateur d'entreprise	42
	Corrigé - Entraînez-vous !	43
	Synthèse rédigée	45

Thème 2 Comment se crée et se répartit la richesse ?

4	Comment garantir l'efficacité de la combinaison productive ?	47
1.	Les facteurs de production, source de création de richesse	48
2.	L'efficacité de la combinaison productive	50
3.	Enjeux économiques, sociaux, environnementaux des gains de productivité	52
	Entraînez-vous Combinaison productive des stations de ski	56
	Corrigé - Entraînez-vous !	57
	Synthèse rédigée	58
5	Comment évaluer la richesse produite par une économie ?	61
1.	La création de richesse par les agents économiques.	62
2.	Le PIB, indicateur de performance des pays	64
3.	Les limites de la mesure de la production par le PIB	66
	Entraînez-vous Le travail domestique	70
	Corrigé - Entraînez-vous !	71
	Synthèse rédigée	72

6	Quels sont les enjeux et les évolutions de la répartition des revenus ?	75
1.	Les origines des revenus primaires des agents	76
2.	Les évolutions et les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée	78
3.	Les revenus de transfert, moyens de correction de la répartition primaire	80
	Entraînez-vous Vers un revenu de base pour tous ?	84
	Corrigé – Entraînez-vous !	85
	Synthèse rédigée	86
	Vers le Bac Thème 2	89
	Corrigé – Vers le bac !	93

Thème 3 Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

7	Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ?	95
1.	Les déterminants de la décision de consommer	96
2.	Les déterminants de la décision d'épargner	99
	Entraînez-vous Le pouvoir d'achat des Français enfin en (petite) hausse	104
	Corrigé – Entraînez-vous !	105
	Synthèse rédigée	106
8	Quelles sont les grandes évolutions des modes de consommation ?	109
1.	La mesure de la structure de la consommation	110
2.	Les facteurs explicatifs de l'évolution de la structure de consommation	112
3.	Les mutations des modes de consommation	114
	Entraînez-vous La société de consommation en voie d'ubérisation	118
	Corrigé – Entraînez-vous !	119
	Synthèse rédigée	120
	Vers le Bac Thème 3	123
	Corrigé – Vers le bac !	127

Thème 4 Quels modes de financement de l'activité économique ?

9	Quelle est la situation financière des agents économiques ?	129
1.	La situation financière des agents économiques	130
2.	Les agents à capacité et à besoin de financement	133
	Entraînez-vous Comment financer le déficit budgétaire de l'État français ?	138
	Corrigé – Entraînez-vous !	139
	Synthèse rédigée	140
10	Comment se réalise le financement de l'économie ?	143
1.	Financement direct : rôle du marché financier dans le financement de l'économie	144
2.	Financement indirect : rôle des institutions financières dans le financement de l'économie	147
	Entraînez-vous Le financement des PME	152
	Corrigé – Entraînez-vous !	153
	Synthèse rédigée	154
	Vers le Bac Thème 4	157
	Corrigé – Vers le bac !	161

Thème 5 Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?

11	Quels sont les déterminants de l'intensité concurrentielle ?	163
1.	Les invariants du fonctionnement du marché concurrentiel	164
2.	La formation du prix sur un marché concurrentiel	167
	Entraînez-vous Streaming : les cinq concurrents du tout-puissant Netflix	172
	Corrigé – Entraînez-vous !	173
	Synthèse rédigée	174

12	Quels sont les moyens de réduire l'intensité concurrentielle ?	177
1.	Les moyens internes pour réduire l'intensité concurrentielle	178
2.	Les moyens externes pour réduire l'intensité concurrentielle	181
	Entraînez-vous « C'est probablement la fin programmée du monopole des taxis... »	186
	Corrigé - Entraînez-vous !	187
	Synthèse rédigée	188
Vers le Bac Thème 5		191
	Corrigé - Vers le bac !	195
Thème 6	L'État doit-il intervenir sur les marchés ?	
13	Pourquoi l'intervention de l'État est-elle légitime ?	199
1.	Les fonctions régaliennes de l'État	200
2.	L'État face aux défaillances du marché	202
3.	L'État face aux imperfections du marché	205
	Entraînez-vous Le rôle de l'État en question ?	208
	Corrigé - Entraînez-vous !	209
	Synthèse rédigée	210
14	Quelles sont les actions de l'État sur le marché des biens et services ?	213
1.	L'État régulateur des marchés	214
2.	L'intervention de l'État sur le marché des biens et services	217
	Entraînez-vous Quick s'implante en Corse	222
	Corrigé - Entraînez-vous !	223
	Synthèse rédigée	224
Vers le Bac Thème 6		225
	Corrigé - Vers le bac !	228
Mots-clés		231

Comment résoudre le **PROBLÈME ÉCONOMIQUE** ?

1



NOTIONS

- choix économiques
- besoins
- biens et services
- rareté
- production
- formes de la répartition
- dépenses de consommation, d'investissement

Les besoins de la famille Amgar

Carine et Kamel ont trois enfants. Ils font le point sur leurs futures grosses dépenses.

Avec l'arrivée du petit dernier, il faut vraiment agrandir la maison...

Pour cela, nous devons d'abord économiser un peu...

... Et Elina a tellement grandi qu'il faut renouveler tous ses vêtements pour la rentrée...



Nous avons promis aux deux grands de partir en voyage l'été prochain...

Oui, tu as raison... et il y a aussi l'anniversaire de Kevin qui rêve de la dernière console de jeux.

Ah ! j'entends notre petit Sacha qui se réveille, il doit avoir faim...

1 Listez les besoins de la famille Amgar.

Les besoins évoqués par le couple Amgar sont les suivants : agrandir la maison, partir en voyage, acheter le cadeau d'anniversaire de Kevin, se vêtir pour Elina, se nourrir pour Sacha, le nourrisson.

2 Indiquez les éléments qui font varier ces besoins.

On remarque au fil de la conversation que les besoins de la famille Amgar varient en fonction de la structure familiale (agrandir la maison), des envies (partir en vacances), des économies réalisées (et donc des revenus), du moment dans l'année (anniversaire de Kevin, l'adolescent exprime ici un besoin de confort), du temps (renouveler les habits d'Elina pour la rentrée), de l'âge (le nourrisson qui a faim et qui exprime ici un besoin vital : se nourrir).

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Les décisions des familles face à leurs besoins

<http://tinyurl.com/pgnz6yc>

0'56



3 Expliquez la décision que devra prendre généralement une famille face à tous ses besoins.

De façon générale, une famille devra donner une priorité à certains de ses besoins : elle devra les hiérarchiser, procéder à un arbitrage et faire des choix. En effet, elle dispose de revenus limités alors que ses besoins semblent illimités ; des choix s'imposent.

1

Les termes du problème économique

A Des besoins illimités

DOC 1 Les besoins d'Ingrid

Ingrid vient d'être sélectionnée pour participer au célèbre jeu de télé-réalité qui consiste à survivre sur une île déserte pendant quarante jours. Elle se prépare à cette aventure et pense d'ores et déjà à ses divers besoins sur l'île et notamment à ce qui lui manquera le plus...



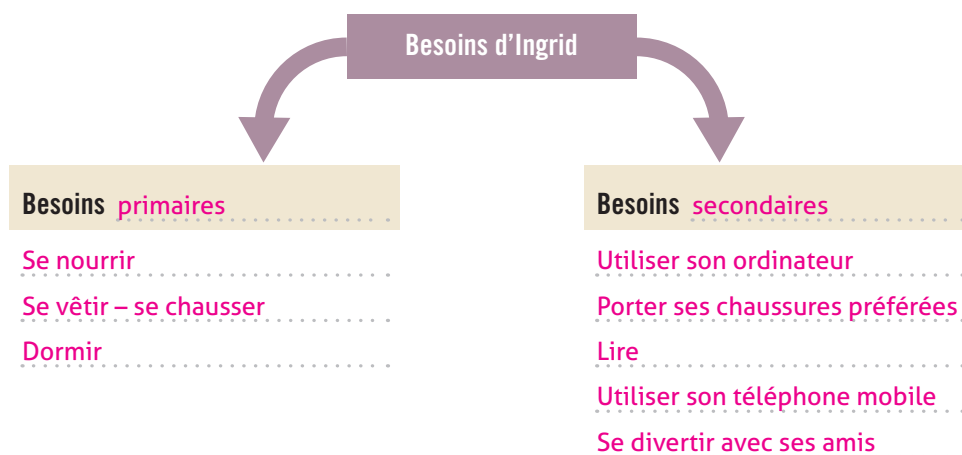
© Foucher

DOC 2 Les caractéristiques des besoins

Le besoin naît d'un sentiment de manque ou d'un sentiment de désir. On distingue les besoins vitaux ou physiologiques dits « besoins primaires », des besoins de confort appelés « besoins secondaires ». Un besoin pourra parfois être à la fois primaire et secondaire : par exemple se nourrir en prenant un repas au restaurant.

© Foucher

- 1 Après avoir identifié les deux principaux types de besoins, complétez le schéma pour classer les besoins d'Ingrid.



- 2 Expliquez pourquoi la liste des besoins d'Ingrid n'est pas complète.

La liste des besoins est difficile à terminer car les besoins humains sont illimités.

B Une grande diversité de biens pour satisfaire les besoins

DOC 3 Les différents types de biens

Un bien est ce qui a la capacité à satisfaire un besoin. Les biens sont obtenus grâce à l'activité humaine, on ne peut donc pas les trouver en quantité illimitée.

Parmi les biens économiques on distingue les biens matériels qui ont une substance physique comme, par exemple, un ordinateur, des biens immatériels comme par exemple un logiciel ou des services. Ces derniers ont la particularité d'être produits et consommés simultanément et ne peuvent être stockés (ex. : une coupe de cheveux chez le coiffeur ou les conseils dispensés par un avocat).

Parmi les biens matériels et immatériels, on trouve les biens de production qui sont destinés

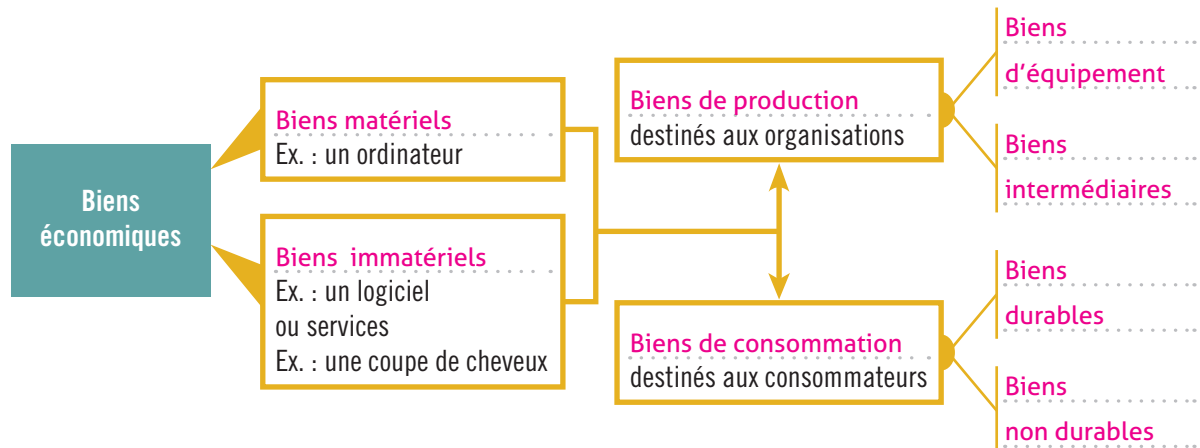
aux organisations, et les biens de consommation qui sont eux destinés au consommateur final.

Les biens de production comprennent les biens d'équipement utilisés au cours du processus de production (ex. : une machine-outil), ils ont une durée de vie de un an minimum et constituent l'investissement. Les biens intermédiaires, quant à eux, sont consommés au cours du processus de production (ex. : les briques utilisées par une entreprise de construction).

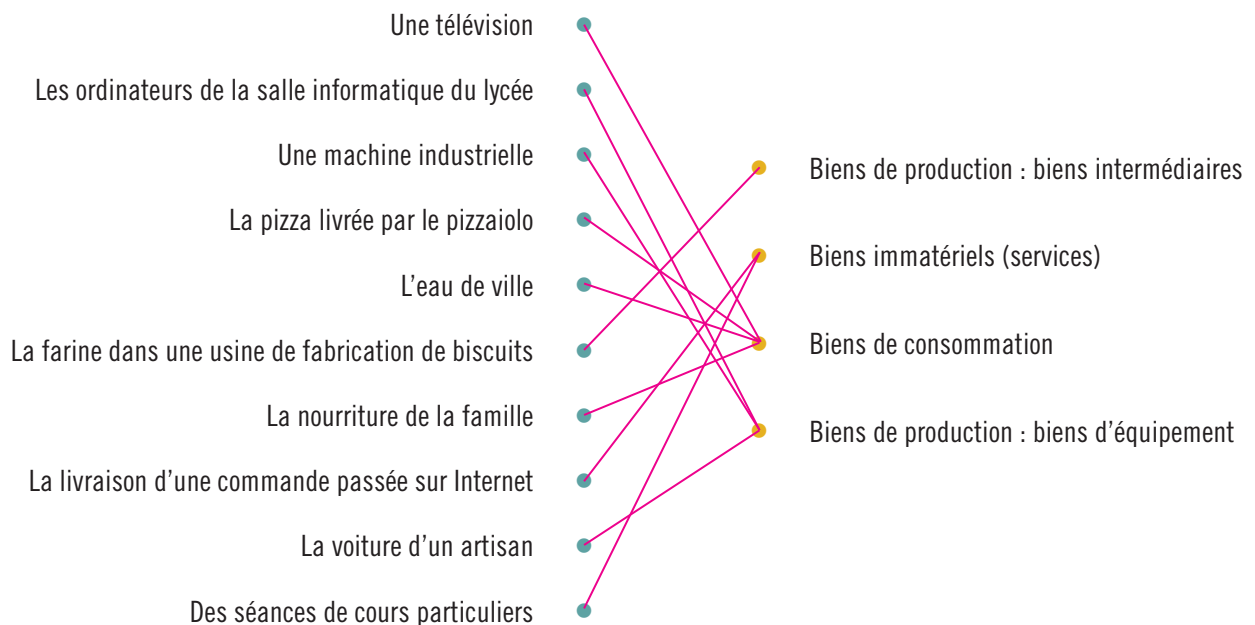
Les biens de consommation se composent des biens durables dont l'utilisation est étalée dans le temps (ex. : une voiture, les appareils électroménagers) et des biens non durables qui sont détruits au moment de leur utilisation (ex. : la nourriture).

© Foucher

3 Complétez le schéma ci-dessous avec les différents types de biens.



4 Reliez les exemples de biens suivants à la catégorie à laquelle ils appartiennent.



C Le problème de la rareté des ressources naturelles

DOC 4 L'humanité consomme 1,5 Terre

Le jour du dépassement des ressources planétaires



D'après Global Footprint Network

Selon les calculs de l'ONG américaine Global Footprint Network, à la date du 13 août 2015 la population mondiale avait consommé toutes les ressources à sa disposition pour l'année 2015. Depuis le 13 août 2015, l'humanité vit à crédit ! Toutes les ressources que la Terre est en mesure de renouveler en une année sont consommées de plus en plus tôt au fil des années. L'ONG WWF Suisse déclare : « Désormais, il faut 1,5 planète pour couvrir les besoins de la population mondiale. Si cette évolution se poursuit, nous aurons globalement besoin de 2 planètes en 2030. »

© Foucher

5 Expliquez ce que représente le « jour du dépassement ».

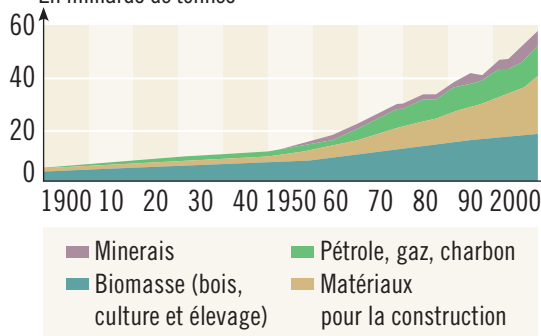
Ce jour représente la date approximative à laquelle notre consommation de ressources naturelles dépasse la capacité annuelle de la planète à les renouveler.

DOC 5 L'épuisement des ressources

L'appétit de matières premières grandit

Consommation de matières premières

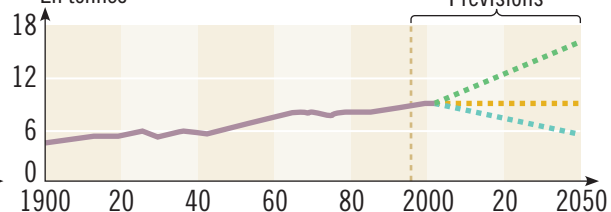
En milliards de tonnes



Les trois scénarios envisagés par l'ONU jusqu'en 2050

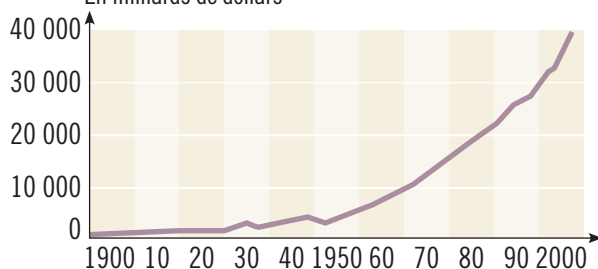
Consommation de matières premières par habitant

En tonnes



La croissance économique mondiale augmente plus vite

En milliards de dollars



6 Présentez et explicitez les évolutions de la consommation de matières premières.

En un siècle, la consommation des matières premières telles que le pétrole, le gaz, le charbon, les minerais, les matériaux pour la construction mais aussi la biomasse (le bois, la culture et l'élevage) n'a cessé d'augmenter. Cette consommation a connu une forte augmentation à partir des années 1950. La croissance économique mondiale entraîne une surconsommation des matières premières qui provoque au fil du temps leur épuisement.

7 Formulez la conséquence envisagée pour chacun des scénarios de l'ONU.

L'ONU présente trois scénarios jusqu'en 2050 :

- 1 : L'épuisement des ressources est certain (scénario à forte consommation).
- 2 : Le scénario permettrait de se maintenir à la consommation actuelle et donc de reculer la date d'épuisement des ressources (scénario à consommation moyenne).
- 3 : Le scénario permettrait de préserver les ressources naturelles (scénario à faible consommation).

DOC 6 Les raisons de la surconsommation des matières premières

La surconsommation des matières premières s'explique par l'accroissement de la population mondiale et par le fait de nos modes actuels de consommation. À cela s'ajoute l'émergence de certains pays dont les populations accèdent à un niveau de vie s'approchant de celui des populations occidentales. Il faut alors produire toujours plus afin de satisfaire les besoins. L'épuisement des sources d'énergie fossiles telles que le pétrole, le gaz, l'uranium, le charbon ainsi que certains minerais est prévisible. Par ailleurs, le développement de l'urbanisation laisse de moins en moins de place à la culture des terres agricoles

qui se raréfient, sans compter les aléas climatiques qui peuvent limiter leur production.

Un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement datant de 2011 avertit que si la croissance mondiale reste aussi gourmande en matières premières, leur consommation triplera d'ici à 2050.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Audio

La consommation de viande en hausse



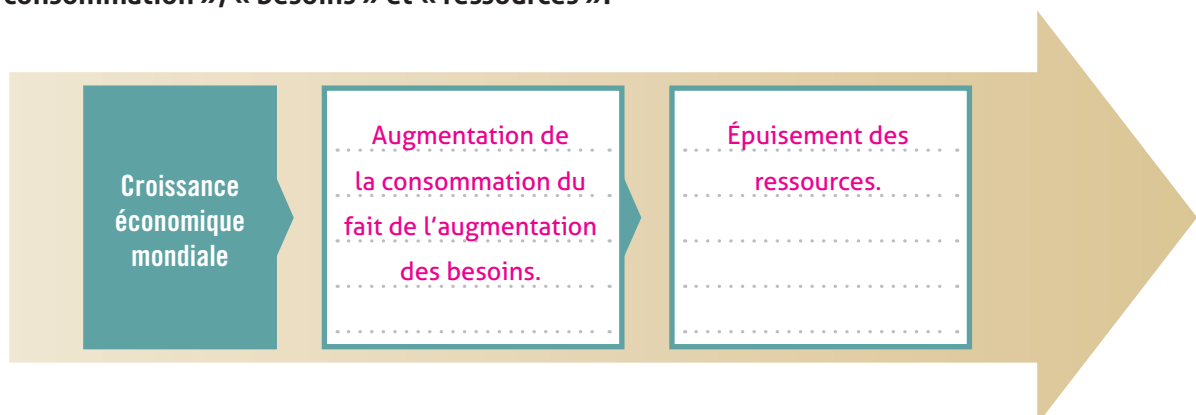
<http://tinyurl.com/hktuck5>

1'46

8 Surlignez, puis expliquez les causes de la surconsommation des ressources naturelles.

Les ressources planétaires s'épuisent du fait des modes de consommation modernes qui sont la conséquence de la croissance économique mondiale et, notamment, celle des pays émergents dont les populations ont des besoins primaires et secondaires qui se développent (sous l'effet du poids démographique et de la modification des modes de vie qui tendent à s'occidentaliser). Parallèlement, les ressources se raréfient du fait de l'urbanisation et des aléas climatiques.

9 Décrivez le problème économique de la rareté en complétant le schéma et en utilisant les mots « consommation », « besoins » et « ressources ».



2

Les activités économiques, solution au problème économique

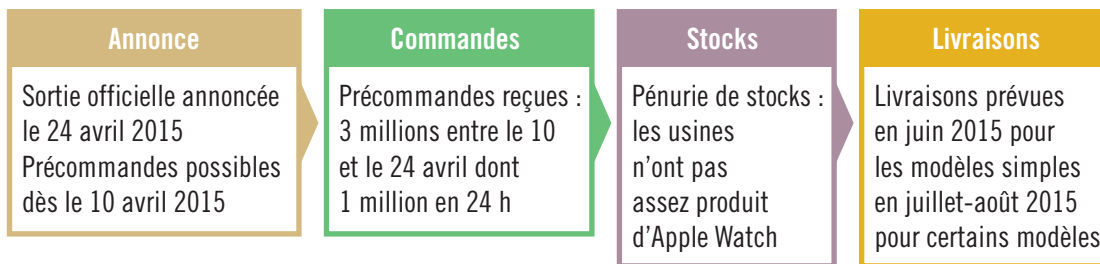
A La production

DOC 7 Comparaison de l'Apple Watch et de l'iPhone 5c



1 Complétez le doc 7 en précisant qui est offreur et qui est demandeur.

DOC 8 L'Apple Watch, victime de son succès



DOC 9 Apple met un terme à la production des iPhone 5c chez Foxconn en Asie

Apple a-t-elle fait une erreur de calcul en proposant un modèle bas de gamme de son produit phare, l'iPhone ? C'est possible. Car au lieu de rencontrer le succès espéré pour un produit Apple « plus accessible » qui aurait dû permettre à la firme de Cupertino de gagner quelques parts de marché, l'iPhone 5c a déçu et les ventes ont été bien inférieures à ce qui était attendu. [...] Un véritable paradoxe alors que les dépenses des ménages tendent à se réduire. C'est d'ailleurs en faisant levier sur ce paramètre qu'Apple espérait

conquérir le marché. Dans les hautes sphères d'Apple, on avait présenté ce modèle comme le premier iPhone *low-cost* d'Apple. Du coup, face aux chiffres des ventes, Apple n'a pas eu d'autres choix que de réorganiser ses commandes. L'usine Foxconn aurait donc arrêté la production du modèle 5c [...]. De même, les commandes du modèle *low-cost* à l'usine Pegatron auraient été réduites de 20 %. [...]

Paolo Garoscio, www.lejournaldeleconomie.fr, 19 novembre 2013

2 Analysez les deux situations de marché proposées pour compléter le tableau suivant.

	Excès d'offre ou de demande ?		Explication et réaction d'Apple
Apple Watch		Excès de demande	Demande > offre ⇒ pénurie. Apple a sous estimé le succès, la demande a dépassé l'offre et il a fallu produire plus.
iPhone 5c	Excès d'offre		Offre > demande ⇒ excédent, invendus. Apple a décidé de stopper la production car l'iPhone 5c n'intéresse pas les acheteurs.

3 Reformulez la problématique posée aux producteurs en matière de production.

Les producteurs doivent s'adapter au marché : ils doivent être en capacité de produire les biens demandés et en quantité suffisante pour satisfaire les besoins des demandeurs.

B La répartition des richesses et des dépenses

DOC 10 Le partage de la richesse

La richesse dégagée par la production est partagée entre les acteurs qui ont participé, de façon directe ou indirecte, à cette production. Le partage se fait entre **les salariés** (qui reçoivent le **revenu du travail**, c'est-à-dire le salaire) et **l'entreprise et ses propriétaires** (qui reçoivent le **revenu de la propriété** appelé **revenu du capital**, sous forme de loyers, de profit ou de dividendes). Les revenus du travail et du capital sont liés à l'activité et à la propriété et

sont appelés « **revenus primaires** ». **Les administrations**, quant à elles, reçoivent les impôts, taxes et cotisations sociales qui seront redistribuées, sous forme de prestations sociales, aux ménages afin de leur permettre de couvrir leurs dépenses vitales. Ces **revenus secondaires** appelés aussi « **revenus de transfert** », sont donc liés à une situation (chômage, retraite, maladie...) et non à l'activité. Ils ont pour rôle d'atténuer la disparité des ressources.

© Foucher

- 4 **Surlignez d'une couleur les principaux acteurs bénéficiaires de la richesse dégagée par la production, et d'une autre les grandes catégories de revenus.**

DOC 11 Les conflits liés au partage de la richesse

Le partage de la richesse est souvent source de conflits car chaque acteur veut augmenter sa part au détriment des autres. Les salariés vont rechercher une augmentation de leur salaire qui les motivera et leur permettra de consommer plus, mais cette situation peut conduire à une diminution du bénéfice de l'entreprise et donc une diminution des bénéfices potentiellement distribuables aux actionnaires. Si le bénéfice distribué (les dividendes) augmente, la part du profit qui reste à

l'entreprise va diminuer, ce qui peut être un frein pour le développement de l'entreprise et le financement de ses investissements.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Aux États-Unis, un patron idéal baisse son salaire



<http://tinyurl.com/o3p98n9>

1'13

- 5 **Expliquez les enjeux de la répartition de la richesse pour les salariés et pour l'entreprise.**

Un partage de la richesse au profit des salariés va développer une certaine motivation chez eux et plus de revenus pour satisfaire leurs besoins. Le partage de la richesse en faveur de l'entreprise lui permettra de financer ses investissements, de se développer, de distribuer plus de dividende.

DOC 12 Consommation et investissement

La consommation est l'utilisation d'un bien ou d'un service en vue de satisfaire un besoin. Les individus peuvent aussi faire le choix d'épargner, c'est-à-dire de différer leur consommation. L'investissement représente, pour les organisations, l'acquisition de moyens de production. On n'admet comme investissement, pour les ménages, que l'achat du logement et son entretien.

© Foucher

- 6 **Complétez le tableau suivant en cochant la bonne colonne.**

Situations	Consommation	Investissement
Jeanne achète un ordinateur pour ses études.	×	
Louis, coiffeur, renouvelle ses sèche-cheveux.		×
Vous allez chez le coiffeur.	×	
Un agriculteur achète un quad pour se déplacer sur sa propriété.		×
Vous achetez un scooter.	×	
Une pizzeria achète un scooter pour les livraisons à domicile.		×
En couple, Marc et Lola achètent leur premier appartement.		×
Une entreprise de fabrication de biscuits achète une nouvelle machine-outil.		×

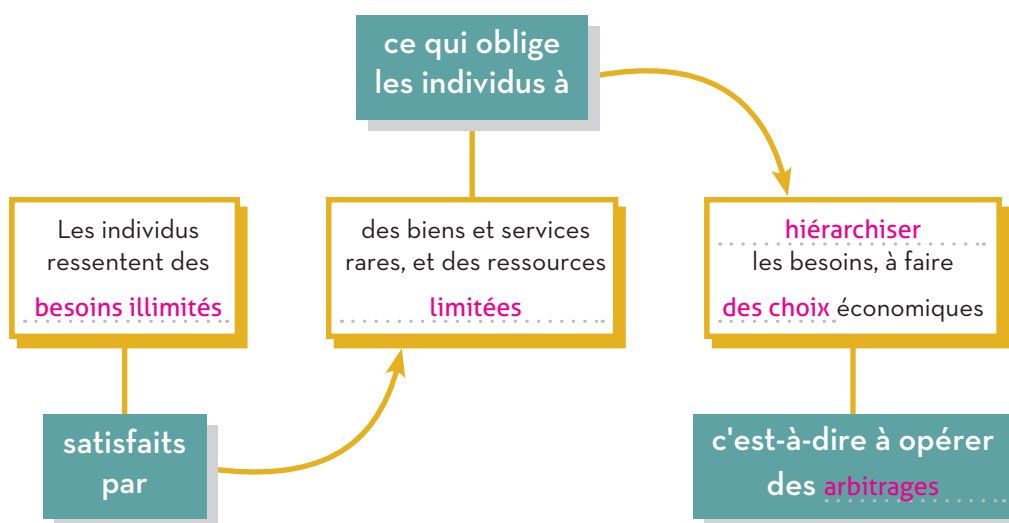
Besoins : naissent suite à un état de manque ou de désir et peuvent être primaires ou bien secondaires, c'est-à-dire vitaux ou de confort. Ils sont satisfaits principalement par les biens économiques qui sont le résultat du travail humain.

Choix économiques : les besoins des individus sont par nature illimités face à des ressources limitées. Pour les satisfaire les individus sont donc contraints de procéder à des arbitrages, c'est-à-dire de faire des choix.

Opérations économiques : désignent les fonctions de production, de répartition des richesses et de choix des dépenses qui permettent d'apporter une réponse aux besoins des individus. Elles déterminent une certaine organisation de la société.

1

Les termes du problème économique

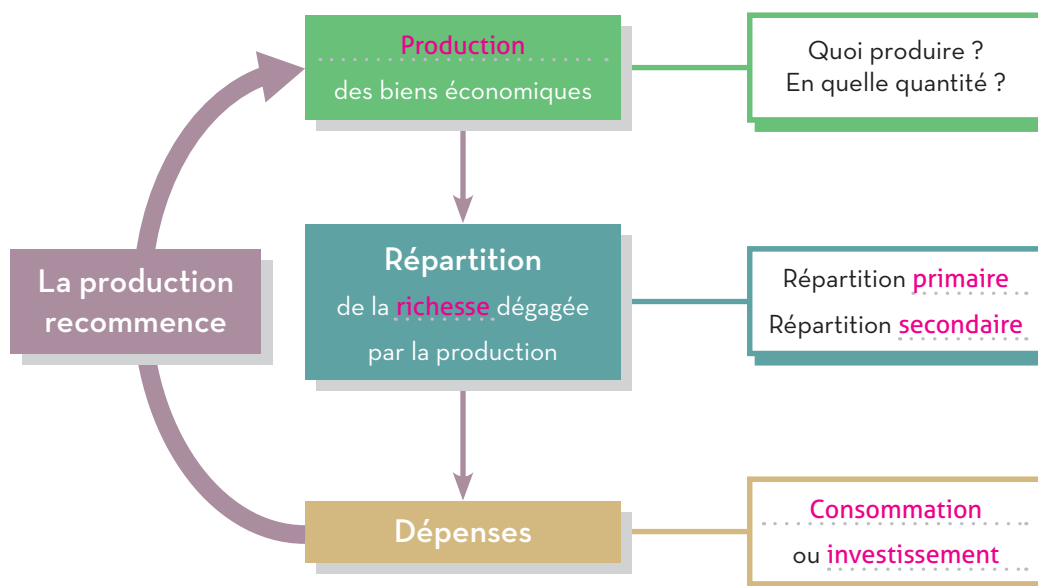


Le problème économique de la rareté consiste à satisfaire des besoins illimités sous la contrainte de ressources limitées et donc rares.

2

Les activités économiques, solution au problème économique

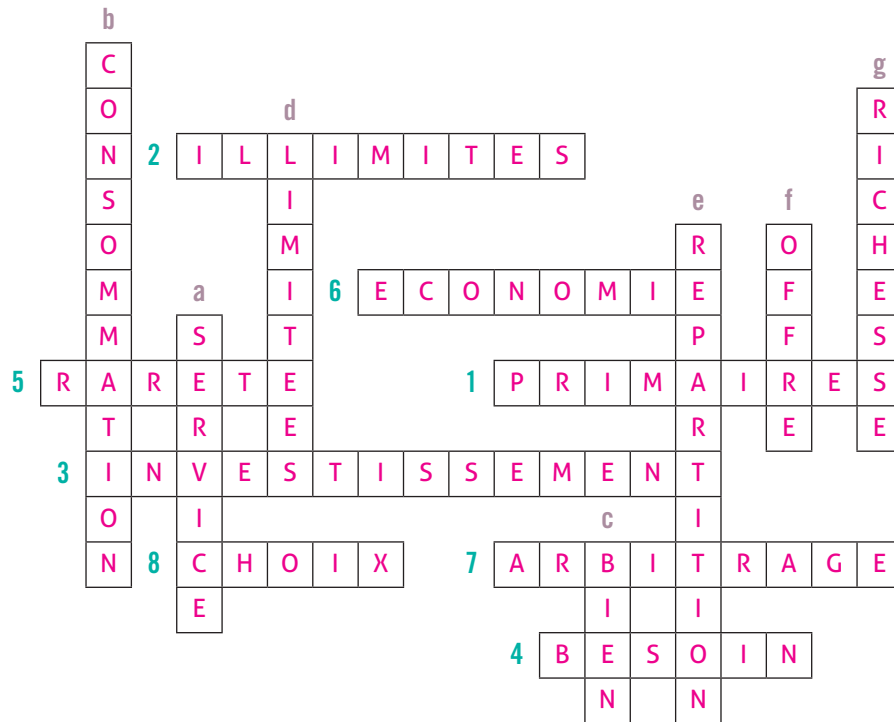
Afin de répondre au problème économique, l'organisation sociale s'organise autour de trois opérations économiques principales.



TESTEZ-VOUS!

Comment résoudre le problème économique ? 1

1 Complétez la grille.



HORizontalement

- 1 Se dit des besoins vitaux.
- 2 Caractéristique des besoins humains.
- 3 Permet d'augmenter la capacité de production des entreprises.
- 4 Naît d'un sentiment de manque.
- 5 Situation dans laquelle les ressources sont limitées et insuffisantes pour satisfaire les besoins.
- 6 Science des choix.
- 7 Choix que les individus doivent effectuer en fonction de leurs besoins et de la rareté des ressources.
- 8 Les individus ont l'obligation de les hiérarchiser pour satisfaire leurs besoins.

VERTICALEMENT

- a Sa production et sa consommation sont simultanées.
- b Achat de biens et services visant à satisfaire les besoins des individus.
- c Produit qui a une existence physique et qui est stockable.
- d Caractéristique des ressources naturelles.
- e Action consistant à distribuer la richesse dégagée par la production.
- f Émane des vendeurs.
- g Dégagée suite à la production.

2 Rayez les six incohérences parmi les propositions suivantes.

~~Service matériel~~

Revenus primaires

~~Faire des choix économiques signifie économiser~~

~~Besoins limités~~

~~Services durables~~

Biens non durables

~~Ressources illimitées~~

Besoins illimités

Revenus de transfert

~~Biens primaires et secondaires~~

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Quand le monde sera privé de chocolat...



Trop petites, pas assez productives, les plantations de cacao ne parviennent plus à répondre à la demande mondiale et les prix s'envolent. [...]

Pour répondre à la hausse de près de 50 % du cours du cacao en un an, le numéro un de la confiserie aux États-Unis, Hershey's, a relevé de 8 % l'été dernier le prix de ses produits chocolatés. Son rival Mars (Mars, Twix, Snickers, M & M's...) a rapidement suivi en augmentant ses tarifs de 7 % en moyenne. [...] Cette tendance ne semble pas près de s'inverser et la pénurie de cacao pourrait encore s'accroître dans les prochaines années.

« D'ici à 2020, la demande de cacao excédera de un million de tonnes la production mondiale », prévient John Andrew Morris de KPMG. [...]. Les pays émergents sont en effet de plus en plus ama-

teurs de plaisirs chocolatés. En 2020, sur ces marchés, les ventes de tablettes et autres bouchées « seront supérieures à celles réalisées dans les nations développées », annonce Damien Courvalin de Goldman Sachs. Au Brésil, les ventes de chocolat devraient atteindre, à elles seules, 18,5 milliards de dollars en 2017, un chiffre comparable à celui enregistré aux États-Unis. Le marché chinois augmente, lui, de 6,8 % chaque année, ce qui représente des volumes considérables au regard de la population locale. [...] Pour accroître de 7 % la production mondiale, les planteurs devraient exploiter 638 210 hectares de terres supplémentaires. Un objectif quasiment impossible à atteindre...

« Dans les quarante prochaines années, il va falloir produire autant de nourriture que lors des huit derniers millénaires, résume Aalt Dijkhuizen, un professeur de l'université Wageningen aux Pays-Bas. La consommation alimentaire mondiale va doubler d'ici à 2050 et 90 % de cette croissance proviendra d'Afrique et d'Asie. » Mais « l'espace disponible pour l'agriculture va se raréfier dans ces régions et la concurrence entre les différentes matières premières va s'accroître », ajoute l'enseignant. Or ces deux continents produisent près de 90 % de la production mondiale de cacao. [...] En Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux pays qui assurent 55 % de la production mondiale de cacao, des milliers d'agriculteurs ont déjà arraché leurs cacaoyers. Récoltés deux fois dans l'année, ces arbres ont laissé la place aux hévéas qui, eux, fournissent dix mois de revenus par an aux agriculteurs. [...] En outre, il faut trois personnes pour s'occuper d'un hectare de cacaoyers alors qu'un homme seul peut entretenir et récolter trois hectares d'hévéas. Le calcul est vite fait. [...] Les planteurs de cacao ont été la mamelle de l'économie ivoirienne, mais on ne leur a rien donné en retour. Ils sont toujours aussi pauvres et près de 350 000 enfants travailleraient dans les plantations. Les agriculteurs continuent de tout faire avec leur machette. Rien n'a changé en cinquante ans... Dans les plantations, les fermiers vivent dans des cabanes souvent sans eau ni électricité [...].

Frédéric Thérin, www.lesechos.fr, 29/10/2014

LE DÉCLIC



Analysez bien les consignes pour répondre au travail demandé.

- 1 Identifier : c'est trouver et formuler le problème économique posé par le texte.
- 2 Pensez à surligner dans le texte les différents éléments pour ne rien oublier.
- 3 Reprenez les conséquences pour les cultivateurs, les industriels et les consommateurs

- 1 Identifiez le problème économique posé par le document.
- 2 Relevez et explicitiez les causes de ce problème économique sur le marché du cacao.
- 3 Précisez les conséquences de ce problème pour les différents acteurs économiques (les cultivateurs, les industriels et les consommateurs).

Corrigé – Entraînez-vous !

Quand le monde sera privé de chocolat...

Identifiez le problème économique posé par le document.

Le problème économique posé par le document est la pénurie des terres agricoles produisant les fèves de cacao. Cette pénurie va s'accroître dans les prochaines années.

En effet, selon Aalt Dijkhuizen, l'espace disponible pour les terres agricoles va se raréfier et la consommation alimentaire va doubler d'ici 2050 du fait des pays émergents, essentiellement en Afrique et en Asie. Or, ce sont ces deux mêmes continents qui produisent 90 % de la production mondiale de cacao.

Relevez et explicitez les causes de ce problème économique sur le marché du cacao.

La demande en produits à base de cacao est supérieure à l'offre. Cette situation est due à la consommation croissante des populations des pays émergents, notamment le Brésil et la Chine, qui sont « de plus en plus amateurs de produits chocolatés ».

Grâce à la croissance économique de leur pays, les populations des pays émergents connaissent une amélioration de leurs conditions de vie et voient leurs modes de consommation évoluer. Leurs besoins primaires étant désormais satisfaits plus facilement, ils ressentent des besoins de confort (dits besoins secondaires) et se font notamment plaisir en dégustant du chocolat. Consommer du cacao correspond donc à un besoin secondaire, car de confort.

Les cultivateurs utilisent des moyens de production rudimentaires (la machette), ils sont très pauvres, leurs conditions de vie sont difficiles (ils vivent dans des cabanes sans eau ni électricité), cette activité professionnelle n'est pas attrayante.

La Côte d'Ivoire et le Ghana produisent 55 % de la production mondiale de cacao, mais les cultivateurs préfèrent se tourner vers la culture des hévéas (arbres dont le latex est extrait puis transformé en caoutchouc) qui rapporte plus de revenus pour la même surface de terre exploitée et nécessite trois fois moins de main-d'œuvre.

Précisez les conséquences de ce problème pour les différents acteurs économiques (les cultivateurs, les industriels et les consommateurs).

Le cours du cacao a augmenté de 50 % en un an, ce qui contraint les industriels à augmenter les prix de leurs produits chocolatés. Les consommateurs arbitrent en fonction de leurs revenus et en achètent donc moins, ce qui a un impact sur les ventes.

La phrase « les planteurs de cacao ont été la mamelle de l'économie ivoirienne, mais on ne leur a rien donné en retour » signifie que la répartition de la richesse est largement inégalitaire, et ceci en défaveur des cultivateurs.

Les industriels confisquent une part de la richesse (valeur ajoutée) : le prix payé aux cultivateurs de cacaoyers pour leurs fèves est dérisoire face au prix que paie le client final pour acheter du chocolat. Cette situation pousse les cultivateurs à se tourner vers d'autres cultures comme l'hévéa, plus facile à cultiver et qui rapporte plus.

1

Comment résoudre le problème économique ?

Synthèse rédigée

1 Les termes du problème économique

A Des besoins illimités

Les besoins des individus naissent d'un sentiment de manque ou de désir. Ils varient en fonction de différents éléments tels que la structure familiale (sa composition), l'utilité, les envies, les revenus dont les individus disposent, le moment, le temps disponible, l'âge, etc.

Parmi ces besoins, il convient de distinguer les **besoins dits primaires** (ou physiologiques, c'est-à-dire vitaux) comme par exemple s'alimenter ou dormir, des **besoins dits secondaires** (ou de confort) comme par exemple écouter de la musique, lire, aller au cinéma.

Les besoins des individus sont par nature illimités. Les ressources permettant de satisfaire ces besoins (les revenus, les biens nécessaires à leur fabrication) étant limités, les individus sont dans l'obligation de donner une priorité à certains d'entre eux et donc de les hiérarchiser. On dit ainsi que les individus effectuent des arbitrages.

B Une grande diversité de biens pour satisfaire les besoins

Les besoins des individus sont satisfaits par différents types de biens.

Ils se distinguent tout d'abord en fonction de leur rareté. En effet, ils peuvent être libres ou économiques.

Les biens libres sont produits par la nature, ils ne nécessitent pas l'intervention de l'homme. Ils sont accessibles librement et gratuitement, et sont en principe en quantité illimitée (ex. : la chaleur du soleil, la lumière du jour, l'air...), bien que certains deviennent de nos jours rares dans certaines régions du monde, comme l'eau par exemple.

Par opposition, les biens économiques sont produits par l'activité humaine et se trouvent en quantité limitée, ils sont donc rares. On peut classer ces biens économiques en fonction de deux critères :

- **Le critère physique** : on trouve des **biens matériels** (ayant une substance physique comme par exemple une voiture ou un ordinateur), mais aussi des **biens immatériels** (ils n'ont pas de substance physique : un logiciel, ou encore une prestation de service comme les conseils prodigués par un médecin, ou encore la coupe de cheveux réalisée par le coiffeur). La prestation de service a la particularité d'être produite et consommée de façon simultanée. Le stockage des biens immatériels est impossible, contrairement à celui des biens matériels.

- **Le critère de la destination** : les biens économiques sont destinés soit aux organisations (**biens de production**), soit au consommateur final (**biens de consommation**).

Parmi les biens de production, on trouve tout d'abord les biens d'équipement qui sont destinés à rester à long terme dans l'organisation (ce sont les investissements) et qui permettent le processus de production (ex. : le four pour un pizzaiolo). On trouve également les biens intermédiaires qui sont, eux, utilisés au cours du processus de production (ex. : la tomate pour le pizzaiolo).

Concernant les biens de consommation destinés aux individus, on distingue les biens durables dont l'utilisation est étalée dans le temps (ex. : la voiture), des biens non-durables qui disparaissent avec leur utilisation (ex. : la nourriture, le carburant).

C Le problème de la rareté des ressources naturelles

La fabrication des biens économiques, qui viennent satisfaire les besoins des individus, nécessite l'utilisation de ressources naturelles telles que le charbon, l'eau, le pétrole, la culture de terres agricoles, l'élevage d'animaux, la production de bois, divers minerais, etc.

La croissance démographique mondiale, l'émergence de certains pays (comme la Chine, l'Inde, le Brésil), ainsi que l'évolution de nos modes de consommation provoquent une augmentation importante des quantités de biens consommés. Il faut produire toujours plus pour satisfaire toujours plus de besoins à l'échelle mon-

diale, ce qui se répercute sur la quantité des matières premières consommées. La croissance de la population conjuguée au développement de l'urbanisation conduit, en outre, à une rareté des terres exploitables, comme par exemple pour la culture ou l'élevage. Se pose alors la question de savoir comment satisfaire les besoins croissants et illimités des individus avec des ressources limitées qui se raréfient.

2 Les activités économiques, solution au problème économique

A La production

La production est réalisée grâce aux biens de production (biens d'équipement et biens intermédiaires), et à la force de travail proposée par les individus aux organisations. Elle consiste à combiner les biens de production, la force de travail et les ressources matérielles pour obtenir des biens et services qui s'échangeront sur un marché.

La production des divers biens et services est la réponse des offreurs (les vendeurs) à la demande des acheteurs. Cette demande peut émaner d'un besoin primaire ou secondaire. Elle peut être spontanée ou parfois provoquée par les vendeurs. En effet, ils peuvent, par des stratégies commerciales, inciter les acheteurs à consommer les biens et services qu'ils produisent en créant chez eux un besoin. Par exemple, pour de nombreux jeunes, posséder la dernière console de jeu devient indispensable pour pouvoir continuer à jouer en réseau aux mêmes jeux vidéo que leurs amis. Les producteurs doivent s'adapter au marché pour être en capacité de produire les biens demandés en quantité suffisante afin de satisfaire les besoins des demandeurs.

B La répartition des richesses et des dépenses

La vente des biens et services produits permet de dégager de la richesse qui sera partagée entre les acteurs qui ont permis cette production : les salariés, l'entreprise et ses propriétaires puis les administrations publiques.

- Les salariés fournissent la force de travail nécessaire à la production, et reçoivent les revenus de leur travail : les salaires. Ces revenus sont tirés de l'activité et sont appelés **revenus du travail**.
- Les propriétaires de l'entreprise apportent les capitaux indispensables à la création, au fonctionnement et au développement de l'organisation, et perçoivent en échange une part de la richesse dégagée sous forme de dividendes ; l'entreprise elle-même en dégageant des bénéfices pourra, grâce à ses profits, se constituer des réserves et financer les investissements nécessaires à sa pérennité. Ces revenus sont tirés de la propriété et sont appelés **revenus du capital**.
- Les revenus du travail et du capital forment ce que l'on nomme les **revenus primaires**.

Les administrations publiques, quant à elles, fournissent des biens publics utilisés par les individus et les organisations (ex. : les infrastructures routières) qu'elles financent grâce aux prélèvements obligatoires, notamment les impôts et les taxes prélevés sur la richesse créée par les organisations. Les cotisations sociales prélevées sur les salaires sont elles redistribuées sous forme de prestations sociales appelées **revenus de transfert**.

On distingue donc la **répartition primaire** (revenus du travail et du capital) de la **répartition secondaire** constituée par les revenus de transfert.

Cette répartition de la richesse est source de conflits entre les acteurs qui en sont bénéficiaires, car chacun d'eux en veut une plus grande part que les autres. Cette répartition est souvent inégalitaire et le juste équilibre est difficile à trouver. Si les salariés ont une part importante de la richesse, ils seront motivés au travail et pourront, grâce à ces revenus, satisfaire plus de besoins en consommant plus de biens et services. Cependant, l'entreprise et ses propriétaires auront moins de richesse à consacrer à son développement, ce qui pourra menacer l'emploi des salariés...

La richesse distribuée aux salariés est principalement consommée, c'est-à-dire affectée à l'achat de biens et services qui viennent satisfaire leurs besoins. Les organisations, quant à elles, la consacrent au financement des investissements, à l'acquisition de biens d'équipement qui permettront la mise en œuvre de la production.

Ressources vidéo complémentaires :

Les besoins d'un étudiant et la nécessité d'arbitrer (1'53) :

http://www.francetvinfo.fr/france/rentree/video-cout-des-etudes-des-etudiants-contraints-de-travailler_393031.html

Les causes de la pénurie des ressources naturelles et les solutions envisageables (3'10) :

<http://dessinemoileco.com/décroissance-solution-crise/>

L'Apple Watch ou la stratégie de la rareté (0'58) :

<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/l-apple-watch-ou-la-strategie-de-la-rarete-509439.html>

QUEL EST L'IMPACT DES FONCTIONS ÉCONOMIQUES

sur la vie des individus ?

2



NOTIONS

► différents agents économiques et fonction principale

La routine matinale d'Aurélien

Pour Aurélien, tous les matins se ressemblent... Le rituel est quasiment toujours le même pour se rendre au lycée.

J'ai l'impression de toujours courir le matin, comment fais-tu pour t'organiser ?

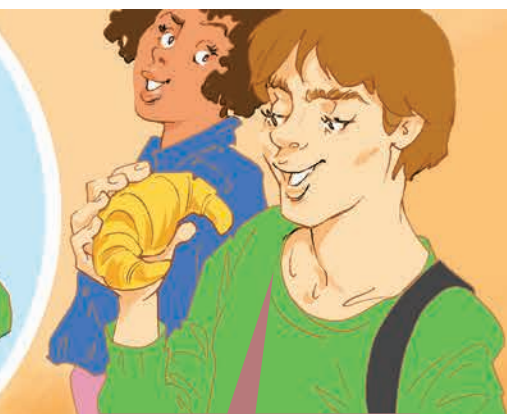
Après, tu attrapes le bus que je rate un matin sur deux...



Question de routine : d'abord je me lève et je prends le petit-déjeuner avec ma famille...



Exactement. D'ailleurs on a changé de chauffeur ! Le lundi, je retire mon argent de poche à la banque pour la semaine...



Comme ça, je passe à la boulangerie pour le goûter !

1 Listez les différents acteurs présents dans cette histoire.

Aurélien, sa camarade, le chauffeur de bus, la banque, le boulanger, le lycée.

2 Identifiez les principales opérations économiques réalisées par les acteurs.

Les principales fonctions économiques représentées ici sont les dépenses (la consommation) et la production : Aurélien consomme et les autres acteurs produisent des biens (pain au chocolat) ou des services (transport en bus, services de la banque, enseignement).

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Le circuit économique

<http://tinyurl.com/gswex29>

4'46



3 Montrez que les agents économiques sont mis en relation à travers les opérations économiques.

Pour obtenir les biens et services qui vont satisfaire leurs besoins primaires et secondaires, les individus doivent se mettre en relation. Le consommateur sera satisfait d'assouvir ses besoins grâce à la consommation. L'entreprise va produire, répartir la richesse dégagée et pouvoir se développer grâce aux bénéfices réalisés.

1

La fonction principale des ménages et des entreprises

A La fonction économique principale des ménages

DOC 1 Les caractéristiques d'un ménage

Un ménage est constitué par un individu ou un groupe d'individus vivant sous le même toit, même s'il n'existe aucun lien de parenté. S'il en existe un, alors on parle aussi de famille.

Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Sont par ailleurs considérées comme ménages les personnes vivant en permanence en communauté, économiquement peu autonomes, et soumises à des dépenses communes telles que les résidents d'une maison de retraite ou encore les prisonniers.

Les ménages proposent leur force de travail aux producteurs et en tirent des revenus d'activité. La fonction principale des ménages est d'utiliser ces ressources pour consommer des biens et des services qui permettront de satisfaire leurs besoins. La part du revenu non consommée constituera l'épargne.

Selon la définition de la Comptabilité nationale, les entreprises individuelles (artisans, professions libérales, exploitants agricoles, commerçants, autoentrepreneurs...) peuvent être considérées comme des ménages car le patrimoine professionnel se confond avec le patrimoine privé de la personne à laquelle elles appartiennent.



© Foucher

1 Relevez les éléments qui caractérisent un ménage.

Un ménage est constitué par un individu vivant seul dans un logement ou par un groupe d'individus vivant sous le même toit avec des dépenses communes à tous.

2 Reliez les propositions suivantes selon qu'elles correspondent ou non à un ménage.



3 Indiquez les opérations économiques réalisées par les ménages.

Les ménages travaillent pour recevoir des revenus, dépensent ces revenus pour satisfaire leurs besoins. Enfin ils épargnent.

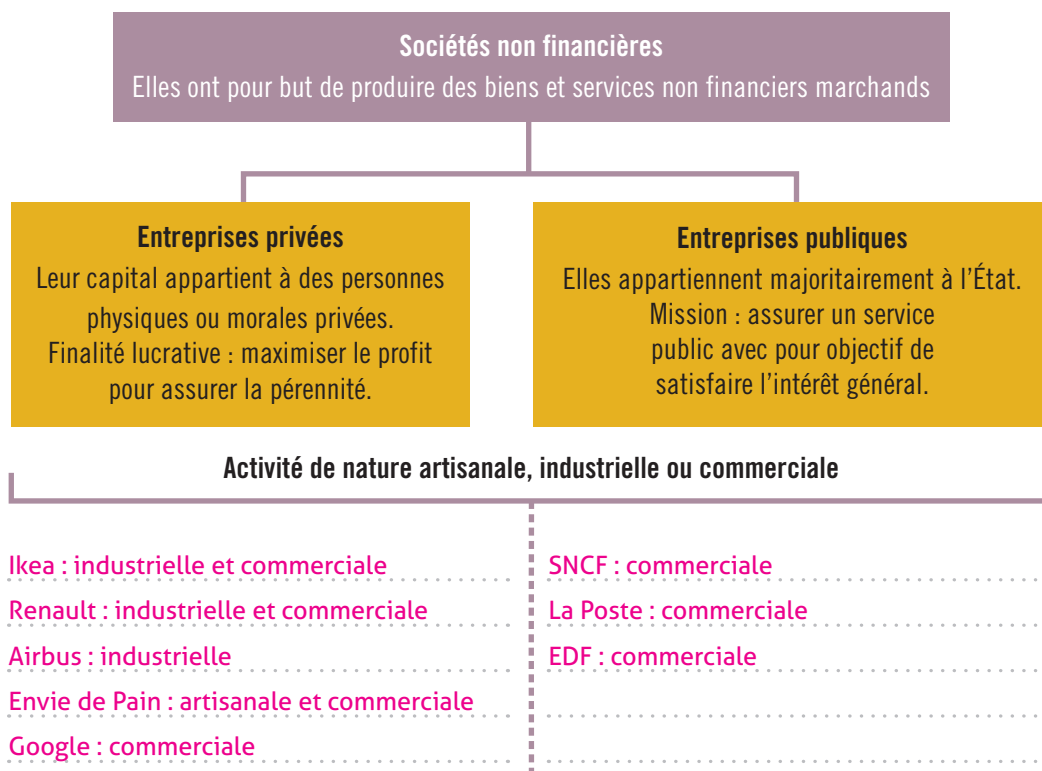
4 Déduisez-en la fonction principale des ménages dans l'économie.

La fonction principale est la consommation de biens et services.

B La fonction économique principale des entreprises

DOC 2 La diversité des entreprises

La notion d'entreprise englobe les entreprises individuelles et les sociétés. Les premières étant assimilées à des ménages par la Comptabilité nationale, seules les sociétés seront ici étudiées. On les appelle des sociétés non financières car elles se distinguent des entreprises du secteur financier. Parmi les sociétés non financières, on trouve les entreprises privées et les entreprises publiques.



© Foucher

- 5 Remplacez dans le schéma les entreprises suivantes en indiquant la nature de leur activité principale :

Ikea, Renault, Airbus, SNCF, Envie de Pain, La Poste, Google, EDF.

- 6 Repérez la finalité des entreprises sur le schéma et déduisez-en la ressource qui permet aux entreprises privées d'exister.

Les entreprises publiques ont une mission de service public avec pour but la satisfaction de l'intérêt général.

Les entreprises privées ont pour finalité la création de profits dans le but d'assurer leur pérennité. La ressource qui leur permet d'exister est constituée par les recettes de leurs ventes, autrement dit le chiffre d'affaires qu'elles réalisent.

- 7 Déduisez-en la fonction économique principale des entreprises privées.

La fonction économique principale des entreprises privées est la production de biens et services destinés à être vendus aux autres acteurs de l'économie.

2

La fonction principale des administrations, des sociétés financières et du reste du monde

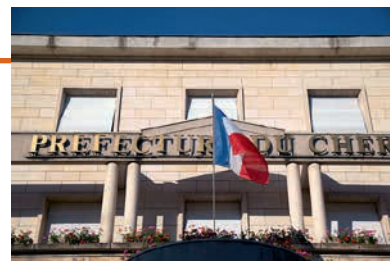
A La fonction principale des administrations publiques et privées

DOC 3 La fonction des administrations publiques

Les administrations publiques ont pour but de satisfaire l'intérêt général. Elles comprennent les administrations centrales (État, ministères et services déconcentrés tels les rectorats et les préfetures), les collectivités territoriales (régions, départements, communes), ainsi que les organismes de Sécurité sociale.

Une des fonctions principales des administrations publiques est de fournir des services publics non marchands à la population, c'est-à-dire des services gratuits ou à un prix inférieur au coût de production. L'autre fonction des administrations est d'effectuer par le biais de la répartition secondaire une redistribution des richesses et des revenus.

Elles tirent leurs ressources des prélèvements obligatoires (impôts et taxes d'une part pour les administrations publiques et cotisations sociales d'autre part pour les administrations de Sécurité sociale).



© Foucher

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

À quoi servent les impôts ?

<http://tinyurl.com/jcz3et6>

1'23



1 Complétez le tableau grâce aux éléments identifiés dans le texte.

Administrations	Ressources	Fonctions et exemples
Administrations publiques centrales :	Impôts et taxes	Produire des services non marchands : enseignement, soins dans les hôpitaux. Réaliser et entretenir les infrastructures (routes...).
Administrations publiques locales :		
Administrations de Sécurité sociale :	Cotisations sociales	Redistribuer les revenus sous forme de prestations sociales : allocations familiales, indemnités chômage...

DOC 4 La fonction des administrations privées

Sous l'appellation d'administrations privées sont regroupées toutes les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Elles ont donc pour but de satisfaire les intérêts privés. On trouve parmi elles **les associations, les syndicats,**

les partis politiques, les fondations diverses. Ces organisations sont financées par **les dons ou les cotisations individuelles de leurs adhérents.**

© Foucher

2 Surlignez dans le document, avec deux couleurs différentes, des **exemples d'administrations privées** et leurs **ressources**.

3 Indiquez la fonction principale des administrations privées.

Les administrations privées ont pour fonction de proposer des services non marchands aux ménages dans le but de défendre leurs intérêts.

B La fonction principale des sociétés financières et du reste du monde

DOC 5 Le rôle des sociétés financières

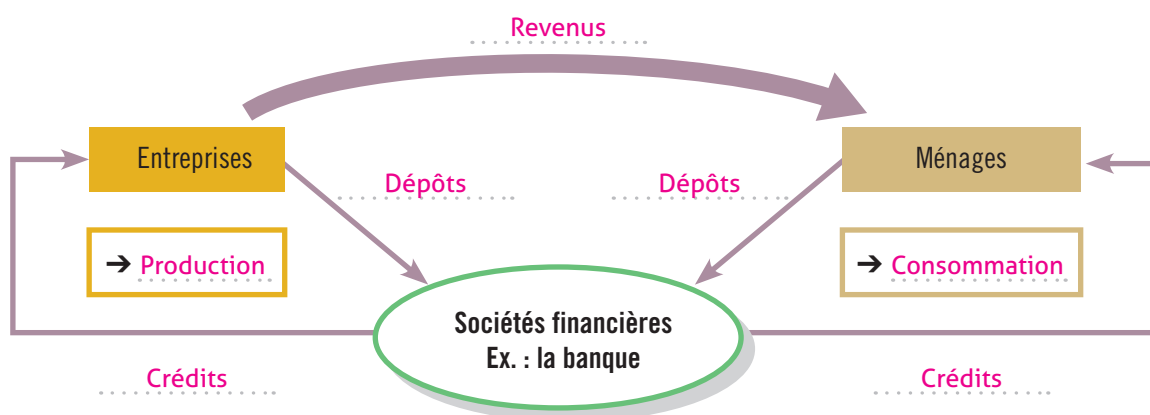
Les sociétés financières sont essentiellement représentées par les banques et les institutions financières ou organismes de crédit. Elles comprennent aussi les sociétés d'assurances, y compris les mutuelles, ainsi que les fonds de pension. Toutes ces organisations ont un rôle d'intermédiaire financier entre les agents économiques. Elles leur rendent des services marchands en permettant la circulation de monnaie et ainsi le financement des différentes opérations économiques.

Les banques proposent notamment de recevoir les dépôts d'argent des agents économiques, de fournir des moyens de paiement et d'accorder des prêts d'argent.

Les sociétés d'assurance, grâce à la mutualisation des risques de tous les assurés et en contrepartie du paiement d'une prime, couvriront quant à elles les conséquences financières des sinistres subis par les agents économiques si le risque survient.

© Foucher

- 4 Complétez le schéma, qui prend pour exemple l'activité bancaire, avec les mots suivants : dépôts – crédits – production – consommation – revenus.



- 5 Expliquez en quoi consiste le rôle d'intermédiaire des sociétés financières dans les échanges des agents économiques.

Les sociétés financières permettent la circulation de la monnaie entre les agents économiques et, de ce fait, elles permettent le financement des opérations économiques : production de biens et services par les entreprises, répartition des richesses, dépenses. Elles contribuent donc au financement de l'économie en collectant des dépôts et en accordant des crédits.

DOC 6 Un autre type d'agent économique : le reste du monde

Le reste du monde correspond à l'« extérieur » du territoire national, c'est-à-dire aux autres pays avec lesquels sont réalisés des échanges commerciaux : les importations et les exportations. Les importations désignent les achats de biens

et services réalisés auprès d'autres pays. Les exportations désignent, quant à elles, les ventes réalisées aux autres pays.

© Foucher

- 6 Cochez la bonne case pour qualifier la situation pour l'économie française.

	Importations	Exportations
La compagnie Aramco en Arabie Saoudite vend des barils de pétrole à la France.	×	
En 2018, Airbus livrera 22 avions à Aeroflot, compagnie aérienne russe.		×
L'Oréal est le premier distributeur de cosmétiques sur le marché chinois.		×
La France achète des textiles à la Chine.	×	

Les acteurs économiques, composantes des secteurs institutionnels

DOC 7 La classification des agents opérée par la Comptabilité nationale

Pour les besoins de la Comptabilité nationale et l'enregistrement des opérations économiques, les multitudes d'agents économiques, appelés « unités institutionnelles », sont classées en « secteurs institutionnels ». Cette nomenclature repose sur les comportements économiques similaires de ces unités, caractérisés par leur fonction principale, la nature de leur activité et leur autonomie de décision.

Les Comptes de la Nation distinguent les secteurs institutionnels résidents suivants : les ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les unités non résidentes ayant des relations avec les unités résidentes sont regroupées dans « le reste du monde ».

© Foucher

1 Repérez les critères de classification opérée par la Comptabilité nationale.

La Comptabilité nationale classe les agents en secteurs institutionnels selon leur fonction principale dans l'économie, la nature de leur activité et leur autonomie de décision.

DOC 8 Quelques situations économiques

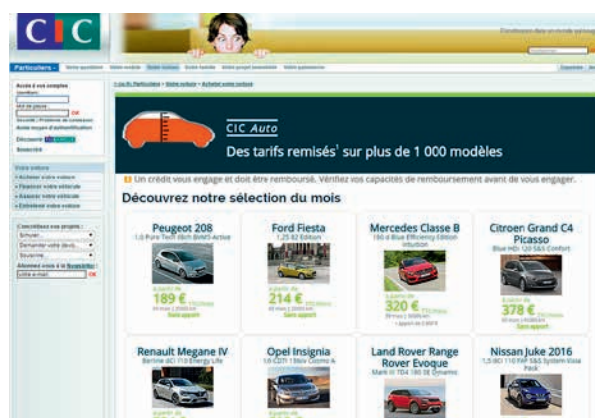
• **Situation 1 : Sonia, étudiante et auto-entrepreneur**
Sonia, jeune étudiante, fabrique des bijoux fantaisie et des sacs à main. Elle souhaite vendre ses créations sur les marchés. Pour lancer son activité, elle a décidé de profiter du dispositif de l'auto-entrepreneur. Une fois déclarée, Sonia pourra démarrer son activité de vente et bénéficiera de ses premières rentrées d'argent.

© Foucher

• **Situation 2 : les communes octroient des crédits**
Les caisses de Crédit Municipal sont des établissements publics communaux de crédit et d'aide sociale. Elles ont pour mission d'accorder des prêts sur gages corporels dont elles ont le monopole. Elles exercent leur activité après avoir obtenu l'agrément du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

www.credit-municipal-toulouse.fr

• Situation 3 : la banque CIC vend des voitures



www.cic.fr

• **Situation 4 : les ménages vendent des services**
BlaBlaCar est un service de covoiturage longue distance mettant en relation les conducteurs et les passagers souhaitant partager les frais d'un même trajet [...]. Nous sommes leader européen avec une communauté de plus de 20 millions de membres. BlaBlaCar a lancé en 2011 le premier service de réservation en ligne au monde dans le secteur du covoiturage, faisant de cette nouvelle pratique un véritable moyen de transport sur lequel tout le monde peut compter.

www.blablacar.fr

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

BlaBlaCar : mode d'emploi

<http://tinyurl.com/gtlhht4>

1'40



2 Complétez le tableau.

	Secteur institutionnel présenté	Fonction principale du secteur institutionnel	Fonction économique dans la situation	Selon la Comptabilité nationale, à quel secteur institutionnel appartient traditionnellement cette fonction ?
Situation 1	Ménage	Consommer les biens et services	Production marchande de biens destinés aux ménages	Sociétés non financières
Situation 2	Administration publique	Fournir des services non marchands Redistribuer les revenus	Accorder des crédits aux ménages (par le biais du gage)	Sociétés financières
Situation 3	Société financière	Production de services financiers marchands	Vente de biens (voitures)	Sociétés non financières
Situation 4	Ménage	Consommer les biens et services	Vente de services (transport)	Sociétés non financières ou administrations (vente de services non marchands, ex. : transport avec la SNCF)

3 Montrez que les notions d'agents économiques et de secteurs institutionnels ne sont pas synonymes.

Les agents économiques peuvent cumuler plusieurs fonctions économiques. Les comportements des agents économiques ne se limitent donc pas à une unique fonction économique comme le suppose la classification.

4 Expliquez, grâce aux exemples du tableau, l'intérêt pour les individus de pouvoir cumuler plusieurs fonctions.

Le cumul des fonctions permet aux individus :

- d'augmenter leurs revenus tout en créant des emplois : exemple de Sonia et des personnes pratiquant le covoiturage (ménages), qui produisent eux-mêmes des biens et services ;
- de diminuer les dépenses : exemple du CIC qui propose de vendre des véhicules à des tarifs préférentiels ou des utilisateurs du covoiturage ;
- de permettre plus de consommation : exemple du Crédit Municipal qui offre aux ménages la possibilité d'obtenir des prêts sous une autre forme que les institutions financières (prêt sur gage) ;
- d'œuvrer en faveur de la protection de l'environnement et de satisfaire ainsi des besoins sociétaux (covoiturage).

Le cumul de fonctions par les acteurs économiques permet donc aux individus de consommer plus, de satisfaire plus de besoins, du fait d'une augmentation de revenus, d'une diminution des dépenses ou des modes de consommation différents.

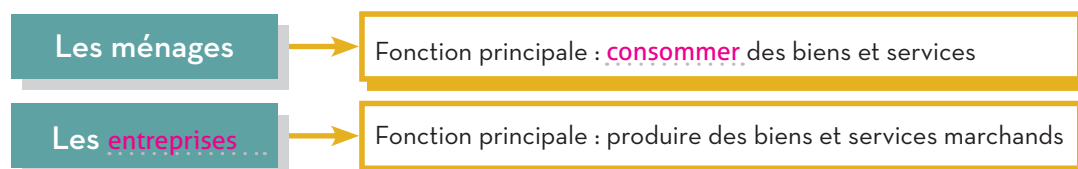
Agent économique : individu ou groupe d'individus qui réalise des opérations économiques.

Fonctions économiques : ensemble des opérations réalisées par les acteurs économiques. Les principales fonctions sont : la consommation, la production, la redistribution, le financement.

Secteur institutionnel : regroupement d'acteurs économiques ayant une fonction économique principale similaire et qui prennent des décisions de façon autonome.

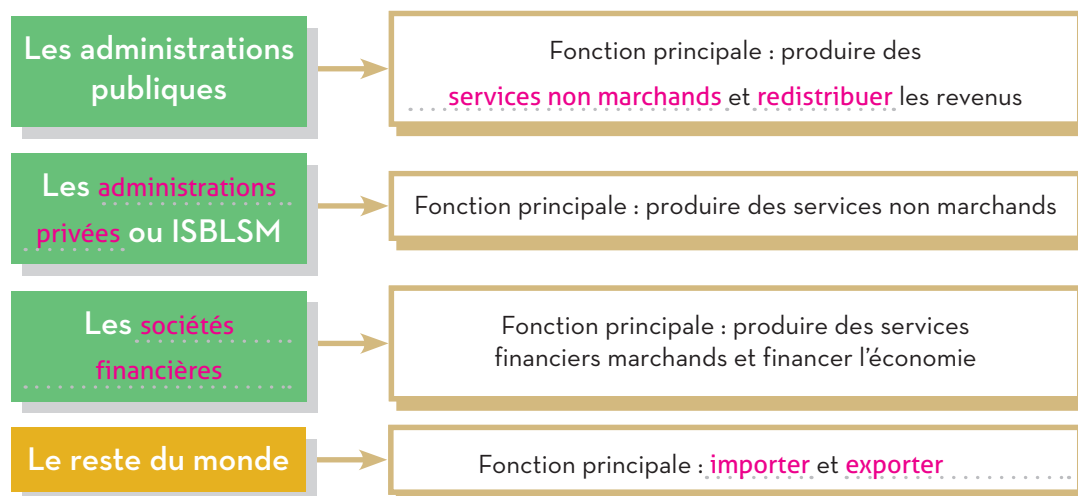
1

La fonction principale des ménages et des entreprises



2

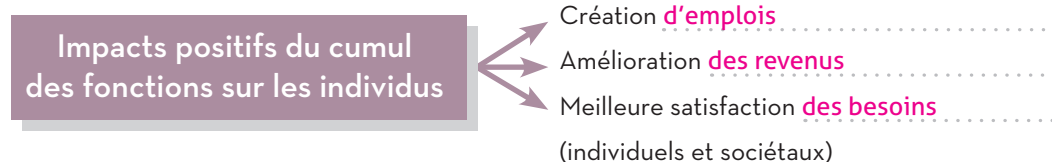
La fonction principale des administrations, des sociétés financières et du reste du monde



3

Les acteurs économiques, composantes des secteurs institutionnels

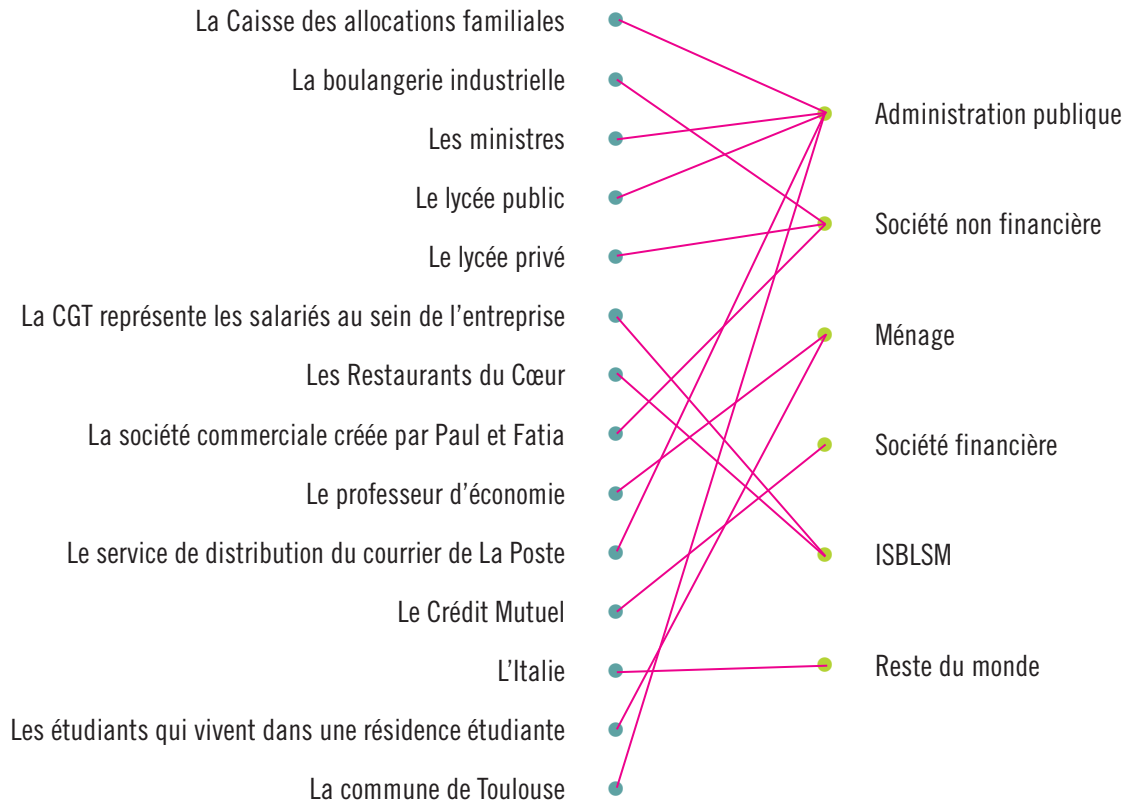
La classification en secteurs institutionnels des agents économiques est restrictive car ceux-ci ne se limitent pas aux fonctions indiquées par la Comptabilité nationale mais peuvent les cumuler.



TESTEZ-VOUS!

Quel est l'impact des fonctions économiques sur la vie des individus ? 2

1 Reliez chaque agent économique au secteur institutionnel correspondant.



2 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
La fonction principale des ménages est la production de biens et services.		×
Les ménages fournissent leur force de travail aux entreprises.	×	
Les entreprises industrielles sont des sociétés non financières.	×	
Les entreprises publiques produisent des biens et services marchands.		×
Les administrations publiques redistribuent le revenu.	×	
Les administrations privées correspondent aux services administratifs des entreprises privées.		×
Les associations sont considérées comme des administrations publiques.		×
Les banques sont considérées comme des entreprises.		×
Les sociétés financières facilitent la circulation de la monnaie entre les agents économiques.	×	
Le reste du monde représente tous les pays en dehors de l'Union européenne.		×

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Le scandale Volkswagen

DOC 1 L'association de défense des consommateurs et usagers (CLCV) porte plainte contre Volkswagen

Entre 2009 et 2015, le groupe Volkswagen a équipé plusieurs modèles de ses marques (Volkswagen, Audi, Skoda, Seat) d'un logiciel destiné à diminuer les émissions polluantes des moteurs en situation de test. Ainsi, les normes de pollution étaient apparemment respectées alors que, sur la route, cela n'aurait pas été le cas. En France, plus de 900 000 véhicules seraient concernés. [...] La CLCV, qui représente et défend l'intérêt des consommateurs, a donc décidé de porter plainte afin d'obtenir la condamnation pour pratiques déloyales du groupe Volkswagen qui a contourné les tests anti-pollution par des manœuvres frauduleuses.

www.clcv.org, 06/10/2015

DOC 2 La ministre de l'Écologie dénonce le scandale Volkswagen

« C'est une forme de vol du contribuable et de l'État », a déclaré Ségolène Royal à la sortie du Conseil des ministres, rappelant que les véhicules réputés plus propres permettaient souvent de bénéficier de « primes » ou « bonus ». [...] « Toute la transparence doit être faite afin de protéger les consommateurs qui doivent savoir exactement quel type de véhicule ils achètent », a déclaré Ségolène Royal. Il s'agit de « protéger aussi les intérêts du pays, parce qu'il y a des enjeux très forts sur la transition énergétique et sur le choix de véhicules propres [...] ». « Les industriels français sont évidemment les premiers à avoir intérêt à donner toutes les garanties à leurs consommateurs, à leurs acheteurs, à leurs clients, sur la nature du véhicule qu'ils achètent », a souligné la ministre. [...]

Jean-Baptiste Durval, www.huffingtonpost.fr, 23/09/2015

LE DÉCLIC



Analysez bien les consignes pour répondre au travail demandé.

- 1 Identifier, c'est trouver et citer les agents économiques présents dans le texte.
- 2 Reliez chaque agent à son secteur institutionnel et présentez sa fonction principale.
- 3 Repérez les secteurs institutionnels non représentés dans les documents et présumez quel aurait pu être leur rôle.
- 4 Reprenez bien chaque agent économique et déduisez pour chacun d'eux les conséquences du scandale Volkswagen.

- 1 Identifiez les agents économiques évoqués dans les documents.
- 2 Rattachez ces agents aux secteurs institutionnels les concernant en décrivant avec précision leur fonction économique dans la situation présentée.
- 3 Rappelez les autres secteurs institutionnels et indiquez la fonction qu'ils auraient pu avoir dans cette situation.
- 4 Précisez l'impact du scandale Volkswagen sur les différents agents économiques.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le scandale Volkswagen

Identifiez les agents économiques évoqués dans les documents.

L'entreprise industrielle automobile Volkswagen est une entreprise privée. Les clients de Volkswagen sont ici les consommateurs. L'État central est représenté par le ministère de l'Écologie. La CLCV est une association nationale de défense des consommateurs et des usagers.

Rattachez ces agents aux secteurs institutionnels les concernant en décrivant avec précision leur fonction économique dans la situation présentée.

L'entreprise industrielle Volkswagen correspond à une société non financière et a pour fonction la production et la commercialisation de véhicules automobiles.

Les clients et les consommateurs sont ici des ménages : ils consomment en achetant les biens proposés par l'entreprise automobile pour satisfaire le besoin de posséder un véhicule.

L'État fait partie des administrations publiques. Il propose ici une aide financière dans le cadre de la redistribution des revenus (répartition secondaire). Le but est de permettre aux ménages de consommer et de satisfaire leurs besoins, tout en incitant à consommer un certain type de biens qui préservent l'environnement (des véhicules propres).

Les associations de consommateurs font partie des administrations privées ou ISBLSM (Institutions sans but lucratif au service des ménages). Elles défendent les intérêts de leurs adhérents (les consommateurs) qui ont payé une cotisation. Leur production est non marchande, elle n'est pas lucrative autrement dit il n'y a pas de finalité de profit mais une finalité de satisfaction des adhérents.

Rappelez les autres secteurs institutionnels et indiquez la fonction qu'ils auraient pu avoir dans cette situation.

D'une part, les sociétés financières, notamment les banques, ne sont pas représentées dans les documents. Les fonctions des banques :

- elles gèrent les comptes des ménages et des entreprises, en leur fournissant entre autres des moyens de paiement ;
- elles récoltent l'épargne des ménages (afin que ceux-ci puissent différer leur acte d'achat, trop onéreux, de véhicules) et des autres agents économiques, dans cet exemple l'entreprise Volkswagen ;
- elles octroient des crédits. Elles auraient pu ici financer les acquisitions de véhicules pour les ménages en leur permettant d'emprunter (elles auraient donc pu permettre aux ménages de consommer). Elles auraient aussi pu financer les investissements de l'entreprise Volkswagen.

D'autre part, le reste du monde n'est pas représenté dans les documents : l'entreprise Volkswagen exporte (vend) des véhicules à des agents non résidents (pays du monde qui sont extérieurs à la France). Les pays extérieurs achètent des véhicules à l'entreprise Volkswagen, ce qui représente pour eux des importations.

NB : on pourra préciser aux élèves que des concessions Volkswagen sont présentes sur le territoire national, c'est pour cette raison que cette entreprise a été considérée dans cette exercice comme agent résident (société non financière) et non comme « le reste du monde ». Par ailleurs, le siège social de Volkswagen Group France se situe à Villers-Cotterêts (02), ce qui en fait une filiale française.

Précisez l'impact du scandale Volkswagen sur les différents agents économiques.

- L'entreprise Volkswagen devra peut-être supporter des amendes et un remboursement des primes à l'État. Ces dédommagements pourront également être décidés par la justice.
- L'entreprise subira peut-être une perte de son image de qualité, une perte d'une partie de ses clients qui achèteront moins de véhicules, ce qui pourrait entraîner une baisse de la production, une perte de profit, et certainement une réduction des effectifs au sein des salariés de l'entreprise.
- Les ménages, qui sont consommateurs des véhicules Volkswagen, vont subir une perte de la valeur de leurs véhicules et/ou des performances de leur véhicule (après réparation). Ils sont victimes de tromperie, d'escroquerie (ils pensaient acheter un « véhicule propre » qui est, en fait, très polluant). Ils risquent de perdre confiance en l'industrie automobile. Les ménages risquent aussi de perdre leur emploi en cas de baisse de production dans les usines, suite à la baisse de la demande des produits Volkswagen.

- L'État va perdre confiance en l'industrie automobile. Il est victime de tromperie sur les engagements de l'industrie automobile à répondre aux exigences en matière de protection de l'environnement, en fabricant des véhicules « propres ». Ceci a pour effet de remettre en cause l'objectif à atteindre dans le domaine du développement durable et la volonté de mettre en place une transition énergétique.
- Les associations de défense des consommateurs vont connaître un développement de leur activité, une augmentation du nombre d'adhésions. Il pourra aussi y avoir création de nouvelles associations prêtes à défendre les intérêts des consommateurs face à l'industriel automobile.

2

Quel est l'impact des fonctions économiques sur la vie des individus ?

Synthèse rédigée

1 La fonction principale des ménages et des entreprises

A La fonction économique principale des ménages

Un ménage représente un individu ou un groupe d'individus vivant sous le même toit. Un célibataire est considéré comme un ménage au même titre qu'un couple vivant avec ses enfants ou même des colocataires. Les individus composant un ménage peuvent avoir des charges communes et être économiquement peu autonomes, comme des retraités, des élèves vivant en internat ou même des prisonniers. Ainsi, le lien de parenté n'est pas un critère indispensable au ménage. S'il y a lien de parenté, le ménage est assimilé à une famille.

Les ménages fournissent leur force de travail aux producteurs de biens et de services, et les revenus tirés de cette activité seront soit consommés (c'est-à-dire consacrés à l'acquisition de biens et services visant à satisfaire des besoins), soit épargnés (l'épargne est la part du revenu non dépensée). Selon la Comptabilité nationale, un entrepreneur individuel peut être considéré comme un ménage, alors qu'il est producteur de biens et de services. La raison réside dans la confusion qui règne entre le patrimoine de l'entreprise et celui de la personne à laquelle elle appartient. La fonction économique principale des ménages reste toutefois **la consommation des biens et services**.

B La fonction économique principale des entreprises

Les entreprises, ou sociétés non financières, ont pour fonction principale la **production de biens et de services non financiers marchands**, c'est-à-dire destinés à être vendus aux autres acteurs économiques. Les entreprises privées (appartenant à des personnes physiques ou morales privées) recherchent la création de profit pour assurer leur développement et leur pérennité. Elles vendent leur production à un prix plus élevé que son coût de production, de façon à dégager une marge ainsi qu'un profit. Les entreprises publiques (celles dont plus de 50 % du capital appartient à l'État) vendent leurs biens et services à un prix proche de leur coût de production, leur objectif est d'assurer un service public et de satisfaire l'intérêt général.

2 La fonction principale des administrations, des sociétés financières et du reste du monde

A La fonction principale des administrations publiques et privées

• Les administrations publiques

Parmi les administrations, on distingue :

- les administrations publiques centrales : l'État, les ministères, et les services déconcentrés (préfectures, rectorats, etc.) ;
- les administrations publiques locales ou territoriales : les régions, départements et communes ;
- les administrations de Sécurité sociale : l'Urssaf, les caisses de retraite, les caisses d'assurance maladie, le Pôle Emploi (l'assurance chômage), la caisse d'allocations familiales...

Les administrations publiques centrales et locales, grâce aux prélèvements obligatoires (impôts et taxes), réalisent des investissements publics, et proposent des services publics non marchands cédés gratuitement ou vendus à un prix inférieur à leur coût de production. Leur objectif est de rendre un **service public en satisfaisant l'intérêt général**.

Les organismes de Sécurité sociale, grâce aux cotisations sociales prélevées, procèdent, par le biais de la répartition secondaire, à une certaine redistribution des revenus et permettent donc de rétablir une certaine équité dans le partage de la richesse. Elles versent des **revenus de transfert**.

- **Les administrations privées**

Elles regroupent toutes les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) : associations, syndicats, partis politiques, fondations diverses.

Elles défendent des intérêts privés et non publics, ceux de leurs adhérents qui versent une cotisation.

Globalement, les administrations fournissent des biens et services non marchands à la population.

B La fonction principale des sociétés financières et du reste du monde

- **Les sociétés financières**

Les sociétés financières réunissent les banques, les organismes de crédit, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les mutuelles. Leur principale fonction économique est de rendre des services financiers marchands aux acteurs économiques et de permettre la circulation de la monnaie entre eux, grâce au financement des opérations économiques : la production de biens et de services par les entreprises, la répartition des richesses, et les dépenses (consommation de biens et de services par les ménages). Les banques reçoivent, par exemple, les dépôts de certains agents économiques et accordent des crédits à d'autres. Elles ont donc un rôle d'intermédiaire financier entre les agents économiques.

- **Le reste du monde**

Les agents économiques situés en dehors du territoire national sont regroupés sous l'appellation « reste du monde ». La nation et le reste du monde réalisent des échanges commerciaux : les importations et les exportations. Les importations désignent les achats réalisés aux agents extérieurs alors que les exportations désignent les ventes réalisées avec eux.

3 Les acteurs économiques, composantes des secteurs institutionnels

La Comptabilité nationale opère une classification des acteurs économiques en prenant en compte leur fonction principale. Ainsi, elle reconnaît les secteurs institutionnels suivants et leur fonction principale :

- les ménages, qui consomment les biens et services produits ;
- les sociétés non financières, qui produisent des biens et services marchands ;
- les sociétés financières, qui produisent des services marchands financiers ;
- les administrations publiques, qui fournissent des services non marchands à la population ;
- les ISBLSM, qui produisent des biens et services non marchands destinés aux ménages ;
- le reste du monde, qui représente les unités institutionnelles non résidentes qui entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes.

La notion d'agent économique, contrairement à celle de secteur institutionnel, sous-entend une plus grande liberté dans les fonctions économiques, qui, de plus, se rapprochent plus des activités réelles des acteurs économiques. **Un agent économique peut, en effet, cumuler plusieurs fonctions économiques.** Par exemple, un ménage, vu par la Comptabilité nationale en tant que secteur institutionnel, a pour seule fonction la consommation de biens et de services. Dans la réalité des activités, il peut pourtant cumuler les fonctions et éventuellement produire des biens et services, tout comme les sociétés non financières. Le cumul de fonctions par les acteurs économiques présente des avantages et permet aux individus de consommer plus, de satisfaire plus de besoins, du fait d'une augmentation de revenus, d'une diminution des dépenses ou de modes de consommation différents.

Ressources vidéo complémentaires :

La fonction des ménages (2'06) :

<https://www.youtube.com/watch?v=HeiaMmghtAQ>

La diversité des entreprises (4'35, à visionner jusqu'à 1'34) :

<https://www.youtube.com/watch?v=OyL3V50rIfg>

Les sociétés financières : « À quoi sert une banque ? » (3'29) :

http://www.dailymotion.com/video/xwy51y_une-banque-a-quoi-ca-sert_news

Comment les choix économiques **CONDUISENT-ILS À L'ÉCHANGE ?**

3



NOTIONS

- spécialisation
- échange
- prix
- interrelations entre agents économiques
- fonctions de la monnaie

Le marché du dimanche matin

Après l'obtention de leur baccalauréat, Lenny, Emma et leurs amis ont décidé de s'offrir des vacances dans le sud de la France. Ils sont enfin arrivés dans la maison de vacances. Lenny et Emma sont désignés pour s'occuper des courses de la semaine. Ils profitent du traditionnel et célèbre marché des producteurs locaux qui a lieu tous les dimanches matin dans le village pour aller faire les achats.

Alors, il nous faut, de la salade, des tomates, des courgettes, et un poulet rôti...

Bonjour, auriez-vous des salades à vendre ?

Cela vous fera 4,50 €, s'il vous plaît.

Tiens, allons voir par ici, ce producteur a l'air de vendre ses légumes à des prix intéressants.

Bien sûr, Mademoiselle, et je les produis moi-même, comme tous les légumes que vous trouverez sur mon étal !

Merci bien !

1 Présentez les acteurs présents au marché.

Les acteurs présents au marché sont des vendeurs (producteurs) et des acheteurs (consommateurs).

2 Précisez quelle est leur fonction et leur but dans la situation présentée.

Les producteurs vendent leurs biens pour en dégager un revenu, les acheteurs achètent des biens pour satisfaire leurs besoins.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

La négociation au marché

<http://tinyurl.com/gmfdjxw>

1'26



3

Formulez les conditions pour participer aux échanges sur un marché.

Pour les vendeurs, il faut avoir un bien qui intéresse les acheteurs.

Pour les acheteurs, il faut avoir un besoin à satisfaire et avoir les ressources nécessaires pour acheter ce que proposent les vendeurs.

1

La réalisation des échanges entre les agents économiques

A Le marché, lieu des échanges

DOC 1 La nouvelle vie d'Adam

Adam vient d'obtenir son BTS et a récemment passé un entretien d'embauche pour le poste de responsable qualité au sein de l'entreprise Chocotop. Il apprend que sa candidature a été retenue et qu'il prend ses fonctions la semaine prochaine. En attendant, il doit fournir à son futur employeur ses informations bancaires pour le versement de ses salaires. Par ailleurs, il décide de s'acheter quelques vêtements appropriés à son nouvel emploi dans son magasin de prêt-à-porter favori. Adam a aussi rendez-vous en fin de journée avec son banquier pour demander un emprunt afin de pouvoir acheter son premier véhicule chez le concessionnaire conseillé par son père.

© Foucher

1 Surlignez dans le doc 1 d'une couleur les offreurs et d'une autre les demandeurs.

DOC 2 Les règles du marché

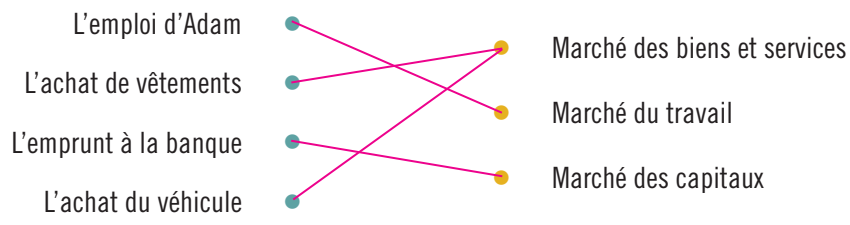
Le marché est le lieu de rencontre de l'offre des vendeurs et de la demande des acheteurs. Il peut être physique, comme par exemple le marché des fruits et légumes sur la place du village, ou bien virtuel comme le marché boursier où s'échangent les actions. On distingue généralement le marché des biens et services, le marché du travail et le marché des capitaux. L'offre désigne la quantité de biens et services ou capitaux que les vendeurs sont prêts à vendre pour un prix donné, et la demande désigne la quantité de biens et services que les acheteurs sont prêts à acquérir à un prix donné.

L'offre et la demande s'ajustent donc à un certain prix. Lorsque la quantité demandée est supérieure à la quantité offerte, le prix augmente. La quantité échangée dépend donc à la fois des prix, des revenus et des choix économiques des acheteurs.

© Foucher



2 Soulignez dans le doc 2 les éléments caractérisant le marché et reliez chaque situation au type de marché qui lui correspond.



ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Visite du marché de Rungis



<http://tinyurl.com/gm2n4ku>

1'51

3 Précisez les biens et/ou services échangés sur les différents marchés et leur contrepartie.

Sur le marché des biens et services : des vêtements, une voiture sont proposés par les offreurs. La contrepartie sera le prix payé par Adam. Sur le marché du travail : Chocotop propose un emploi ; la contrepartie sera le paiement du salaire. Sur le marché des capitaux : la banque propose un emprunt ; la contrepartie sera le remboursement du capital prêté et le paiement des intérêts.

4 Expliquez pourquoi les prix augmentent.

Ils varient en fonction de la quantité offerte. C'est la rareté (quantité offerte inférieure à la quantité demandée) qui fait que les prix augmentent.

B La spécialisation, condition des échanges

DOC 3 Émilie et la baguette de pain

Émilie a l'habitude d'acheter quotidiennement son pain chez le boulanger. Toutefois elle s'interroge... Serait-il plus rentable pour elle de le fabriquer elle-même ? Elle fait quelques calculs. Le boulanger vend 1 € la baguette de pain. Grâce à son expertise technique et à son équipement professionnel, il est capable de fabriquer des centaines

de baguettes en quelques heures. Émilie est coiffeuse, son salaire mensuel est de 1 500 € pour 151,67 h de travail.

Si elle décide de fabriquer sa baguette elle-même, elle mettrait beaucoup de temps, qu'elle évalue à 1 h environ, pour un résultat qui ne serait peut-être pas satisfaisant...

© Foucher

5 Complétez le tableau selon les hypothèses proposées.

Hypothèses	Impact budgétaire	Avantages ou inconvénients (justification)
Émilie achète la baguette au boulanger.	Coût : 1 €	Avantage : le pain est bon et peu coûteux.
Émilie fabrique elle-même sa baguette.	Coût : 10 € environ $(1\,500\text{ €}/151,67) \times 100$	Inconvénient : en plus de la perte de temps, le pain revient cher et peut-être ne sera-t-il pas bon.
Le boulanger ne vend pas sa baguette et préfère la consommer lui-même.	Il perd 1 €.	Inconvénient : il ne tire pas de revenu de son travail.
Le boulanger vend sa baguette à 1 €.	Il a perdu du temps à fabriquer la baguette, mais il gagne 1 €.	Avantage : il tire un revenu de son travail ; il s'enrichit.
Le boulanger décide de vendre 100 € sa baguette.	Gain = 100 € par baguette Il va s'enrichir fortement.	Inconvénient : les clients sont perdants dans cet échange. Ils ne vont pas s'y engager, ils préféreront produire eux-mêmes les baguettes.

DOC 4 La spécialisation, bénéfique pour les échanges

Les échanges économiques se réalisent dans la mesure où un agent économique possède ou est capable de fabriquer ce dont a besoin un autre agent économique. En effet, il est impossible pour un même agent économique de pouvoir satisfaire lui-même l'intégralité de ses besoins : peu de personnes sont capables de fabriquer eux-mêmes leur

électricité, de réparer leur voiture, de produire leurs légumes... Ils font donc appel à des agents économiques spécialisés dans ce qu'ils font de mieux et qui leur proposeront ce dont ils ont besoin au prix du marché. L'intérêt de ces échanges réside dans les gains qui peuvent en être dégagés pour les agents économiques.

© Foucher

6 Surlignez dans le doc 4 les éléments en faveur de la spécialisation et déduisez-en l'intérêt de se spécialiser pour Émilie et son boulanger.

La spécialisation permet les échanges : Émilie achète son pain pour une modique somme et le boulanger s'enrichit. La situation est profitable aux deux agents économiques. La spécialisation permet de produire plus de biens et services en un temps donné, d'être plus efficace, et cela est rentable pour les parties à l'échange.

7 Précisez la condition pour que l'échange puisse se réaliser.

Il ne faut pas que les agents soient perdants, sinon ils ne souhaiteront plus s'engager dans un échange et préféreront soit se priver, soit produire eux-mêmes les biens et services, ce qui leur coûtera moins cher. Il faut qu'ils aient un intérêt suffisant à l'échange.

2

Les interrelations multiples, conséquences des échanges

A Les flux

DOC 5 Flux réels et flux monétaires

Chaque échange entre les agents économiques est matérialisé par deux flux : la remise du bien ou la réalisation de la prestation de service qui correspond à un flux réel ou physique, et sa contrepartie financière, le paiement, qui désigne un flux monétaire. Les échanges effectués sur le marché des capitaux ne comprennent que des flux monétaires.

© Foucher

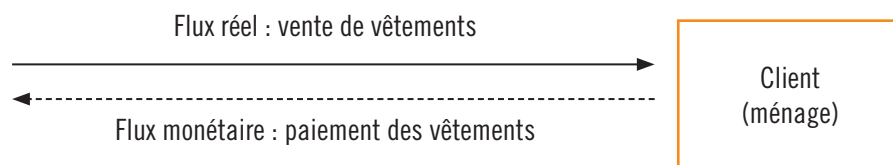
1 Cochez la bonne colonne en fonction de la situation présentée.

Situations	Flux réel	Flux monétaire
Amazon livre une commande.	×	
Un salarié reçoit sa rémunération.		×
Un enseignant donne un cours d'économie à ses élèves.	×	
Une banque verse sur le compte de son client le montant du prêt qu'elle lui accorde.		×

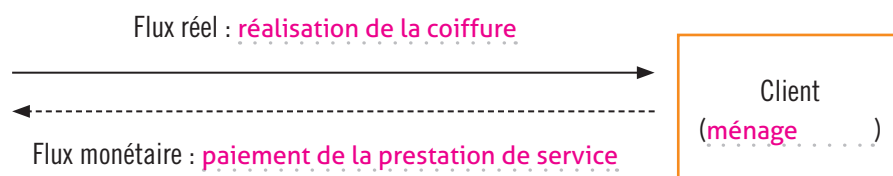
2 Schématisez les échanges représentés sur les images en suivant le modèle proposé.



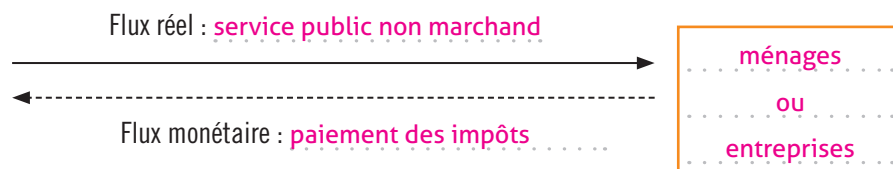
Entreprise



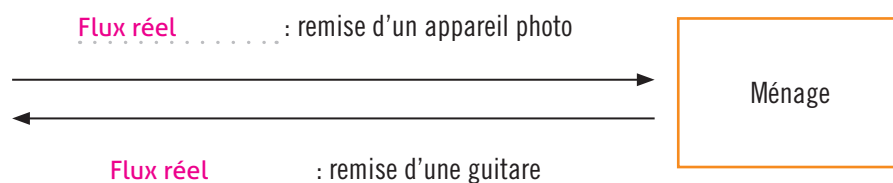
entreprise



administration publique



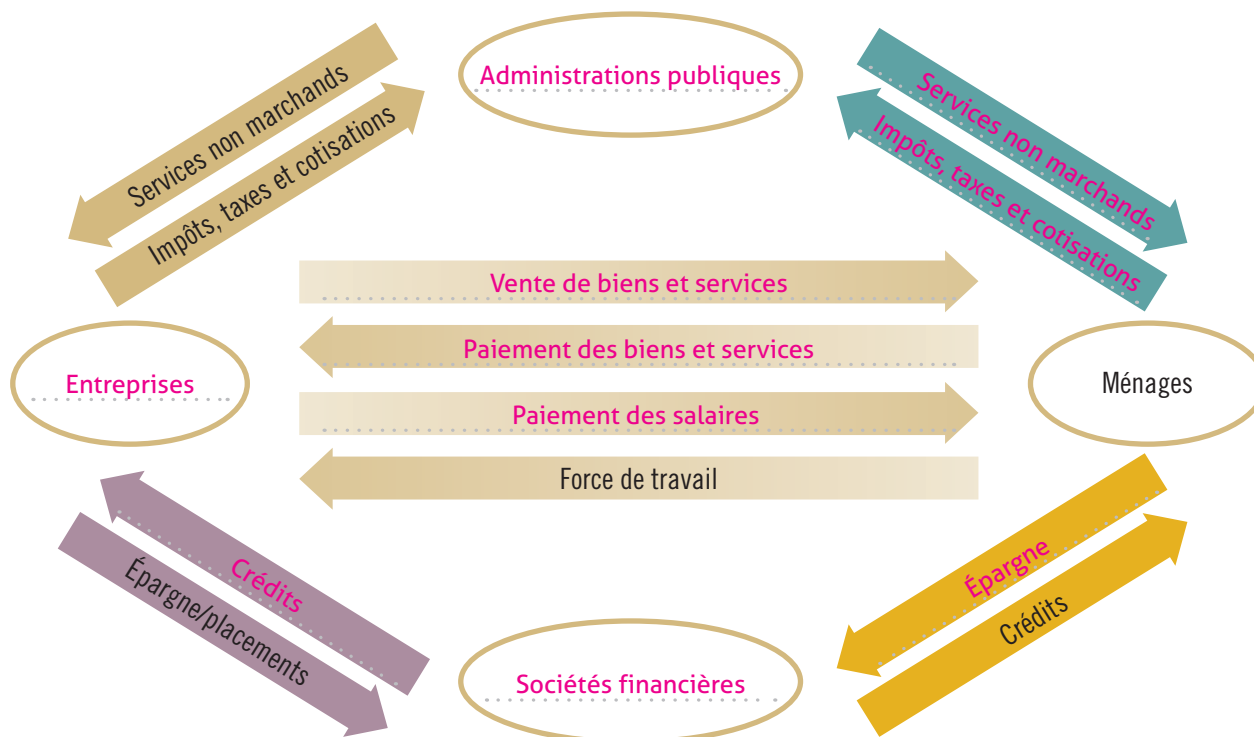
ménage



3 Indiquez les caractéristiques principales de tout échange. Tout échange économique entre deux agents est composé de deux flux, en général réel et monétaire, de valeur identique et de sens opposé.

B Le circuit économique

DOC 6 Représentation du circuit économique



4 Insérez dans le schéma les agents, les flux réels et les flux monétaires manquants en précisant leur nature.

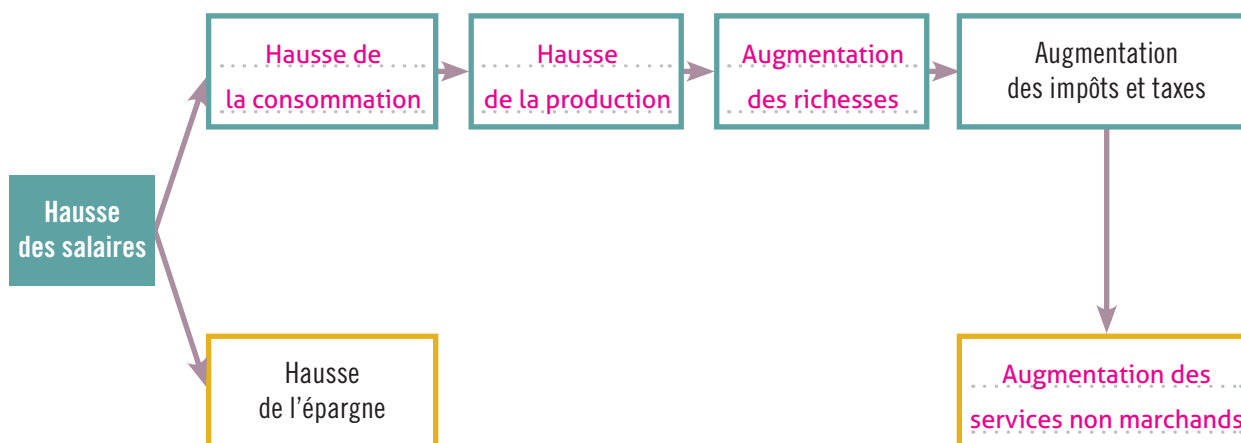
5 Expliquez ce que représente le circuit économique.

Il représente les échanges entre les agents économiques et montre précisément les flux entre agents.

Il montre les interrelations entre les agents.

6 Complétez le schéma grâce aux propositions suivantes pour présenter les conséquences d'une hausse des salaires sur le circuit économique.

augmentation des richesses – hausse de la consommation –
augmentation des services non marchands – hausse de la production



7 Concluez sur la nature des relations entre les agents économiques.

Les agents économiques sont interdépendants. L'action d'un agent économique a un impact sur les autres agents économiques.

3

Les fonctions de la monnaie dans l'échange

A Les propriétés de la monnaie

DOC 7 Les caractéristiques indispensables d'un moyen de paiement

Un actif, autrement dit ce que l'on possède, pourra être accepté comme moyen de paiement universel s'il répond à certaines conditions indispensables. Il doit tout d'abord **pouvoir être conservé**. En effet, s'il est périssable, il perdrait trop en valeur. On doit aussi pouvoir le trouver en **quantité suffisante**, l'actif ne doit pas « manquer », sinon les échanges ne pourraient plus se réaliser. Cependant, il doit être suffisamment **difficile à reproduire et assez rare**, car trop de monnaie en circulation aurait pour conséquence une augmentation des prix des biens et services. Enfin, pour qu'elle puisse être utilisée

par tous et partout, et immédiatement, la monnaie doit être **facile à transporter**. Enfin, l'actif servant de monnaie doit pouvoir être **divisible**, c'est-à-dire qu'il doit pouvoir permettre de payer avec précision, ce qui permettra de « recevoir la monnaie de sa pièce », de fractionner les achats et finalement de l'utiliser sans coût supplémentaire.

© Foucher

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Le Bitcoin est-il une monnaie comme les autres ?



<http://tinyurl.com/hl56w3y>

3'16

- 1 Surlignez les caractéristiques indispensables que doit posséder un moyen de paiement pour permettre les échanges économiques.
- 2 Cochez les cases correspondantes et déduisez-en le ou les moyens de paiement permettant les échanges économiques.

Actifs	Peut se conserver	Disponible en quantité suffisante	Assez rare et difficile à reproduire	Facile à transporter	Peut être divisible
Des pierres précieuses	×		×	×	×
Un panier rempli de pommes					×
Un troupeau de quelques chameaux	×	×			×
Un château	×		×		
Des Bitcoins (monnaie virtuelle)	×		×	×	×
Des pièces et billets (euros)	×	×	×	×	×

L'Euro et le Bitcoin sont des moyens de paiement car ils présentent toutes les caractéristiques proposées.

Mais l'Euro est reconnu officiellement comme monnaie (il a un cours légal), contrairement au Bitcoin qui n'est accepté que par certains agents. L'Euro est accepté comme moyen de paiement universellement, immédiatement et sans coût.

B Le rôle de la monnaie

DOC 8 Les fonctions de la monnaie

La monnaie est un moyen de paiement reconnu, accepté par tous, et utilisable sans coût supplémentaire. Elle présente essentiellement trois fonctions : elle est tout d'abord une unité de compte, c'est-à-dire qu'elle permet de mesurer avec précision la valeur d'un bien ou d'un service.

La monnaie est ensuite une réserve de valeur, ce qui signifie qu'elle permet d'épargner afin de différer la consommation de biens et services ou même investir.

Enfin, elle favorise les échanges, car elle permet de choisir le partenaire de la transaction et de se procurer tout bien ou service vendu sur un marché : on dit qu'elle est un intermédiaire des échanges.

© Foucher

3 Repérez et expliquez les fonctions de la monnaie.

Unité de compte : elle permet de mesurer la valeur d'un bien ou d'un service.

Réserve de valeur : elle peut se conserver pour être utilisée ultérieurement.

Intermédiaire des échanges : elle facilite les échanges car elle permet de choisir le partenaire de la transaction.

DOC 9 Les Systèmes d'échange local (SEL)



SEL : c'est un système qui rassemble des personnes échangeant entre elles des biens et/ou des services sans utiliser d'argent.

4 Présentez les limites des Systèmes d'échange local.

Les biens proposés à l'échange n'ont pas forcément la même valeur.

Les biens possédés ne se conservent pas forcément pour un échange ultérieur, autrement dit, l'épargne n'est pas tout le temps possible en fonction du bien.

L'échange ne peut se réaliser que si on parvient à trouver la personne intéressée par le bien ou le service qu'on propose.

5 Concluez sur le rôle de la monnaie dans l'activité économique.

La monnaie a un rôle essentiel dans l'activité économique, car elle facilite les échanges grâce à ses différentes fonctions.

Circuit économique : schéma qui représente les échanges et les types de flux existant entre les différents agents économiques. Il met en évidence l'interdépendance des agents économiques.

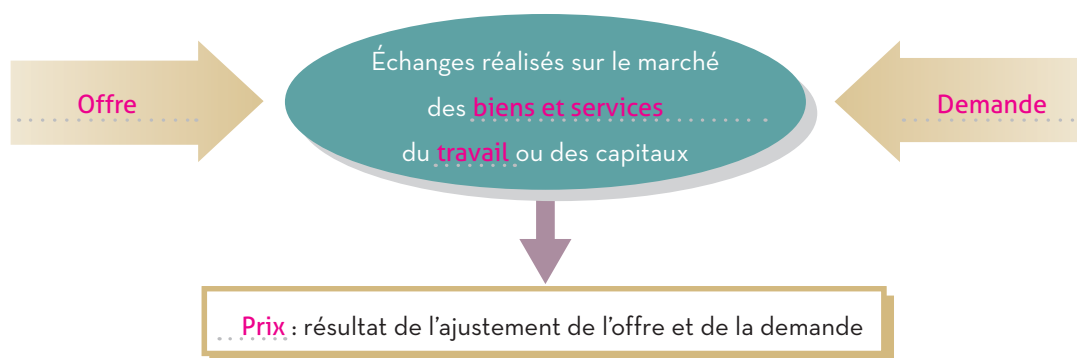
Échanges : relations entre les agents économiques qui se traduisent par des flux opposés. Ils peuvent être réels (échange de bien ou service) ou monétaires (échange de monnaie).

Monnaie : moyen de paiement qui permet la réalisation des échanges et qui est donc essentiel à l'activité économique.

1

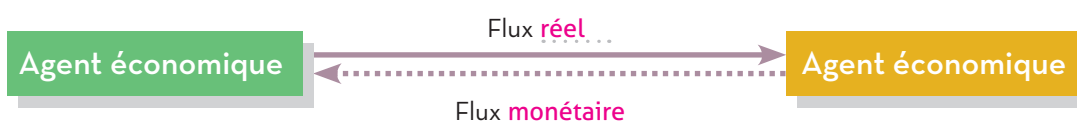
La réalisation des échanges entre les agents économiques

Les échanges économiques se réalisent dans la mesure où un agent économique possède ou est capable de fabriquer ce dont a besoin un autre agent économique. On appelle cela la spécialisation.



2

Les interrelations multiples, conséquences des échanges

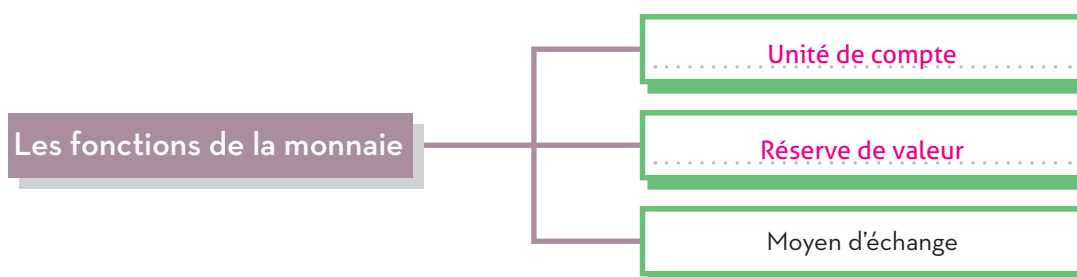


Le circuit économique met en évidence que l'action d'un agent économique a des conséquences en chaîne sur les autres agents économiques. On parle d'interdépendances entre agents économiques.

3

Les fonctions de la monnaie dans l'échange

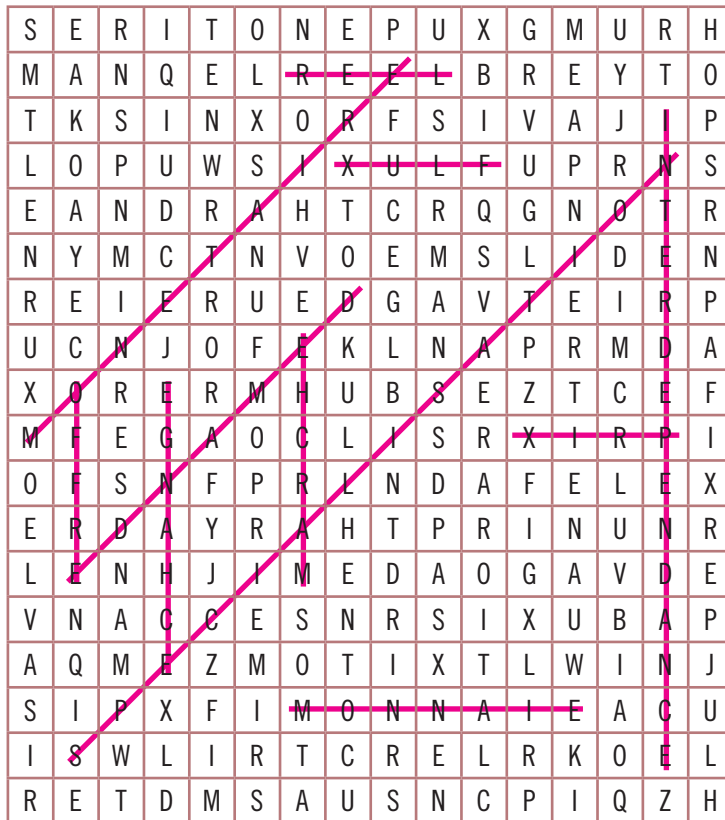
La monnaie est acceptée comme moyen de paiement universellement, immédiatement et sans coût.



TESTEZ-VOUS!

Comment les choix économiques conduisent-ils à l'échange ? 3

1 Retrouvez dans la grille les mots qui correspondent aux définitions proposées.



- 1 Sont toujours à double sens lors d'un échange entre agents économiques.
- 2 Lieu des échanges.
- 3 Quantité de biens et services que les vendeurs proposent.
- 4 Quantité de biens et services que les acheteurs sont prêts à acquérir.
- 5 Résultat de l'ajustement de l'offre et de la demande sur un marché.
- 6 Relation à double sens entre deux agents économiques qui a pour finalité de satisfaire leurs besoins.
- 7 Fait d'être très compétent dans une activité et qui permet de la proposer aux autres agents économiques contre un prix.
- 8 Caractéristique d'un flux quand celui-ci se concrétise par le transfert d'un bien ou service.
- 9 Caractéristique d'un flux quand celui-ci se concrétise par le transfert d'une somme d'argent.
- 10 Nature des relations entre les agents économiques mise en évidence par le circuit économique.
- 11 Permet de faciliter les échanges entre les agents économiques.

2 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
Il n'existe qu'un seul type de marché : celui des biens et services.		×
Les individus peuvent se passer des échanges.		×
Lors d'un échange, les flux sont forcément composés d'un flux réel et d'un flux monétaire.		×
L'interdépendance des agents économiques signifie que l'action d'un seul agent peut impacter tous les autres.	×	
Sans monnaie, les échanges économiques seraient aussi nombreux.		×

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Willy, jeune créateur d'entreprise

« Après avoir obtenu mon bac STMG et décroché mon diplôme dans une école de commerce, j'ai été recruté en tant que responsable commercial dans une entreprise locale bien implantée, Atlasport, spécialisée dans la production et la vente de matériel sportif. J'y ai fait mes premières armes. J'y suis resté cinq ans. J'ai réalisé mon rêve il y a deux ans quand j'ai pris la décision de quitter mon employeur pour créer ma propre entreprise dans le secteur de la remise en forme. Malgré un apport de 7 500 euros en fonds propres, il fallait convaincre une banque de me suivre. Après avoir passé des semaines à réaliser des états prévisionnels chiffrés de ma future activité, j'ai décroché l'accord pour le financement de tout le matériel de la salle de sport. Le choix des fournisseurs n'a pas été simple. Il a fallu comparer les différentes offres, mais finalement mon ancien employeur m'a fait des prix intéressants pour du matériel que je sais de bonne qualité. Au bout d'un an d'activité, j'ai dû recruter un salarié pour me seconder dans la gestion de la salle et le conseil aux clients. Au début, j'ai bénéficié d'allègements de charges au niveau des prélèvements obligatoires, ce qui m'a permis de lancer mon activité plus confortablement. Le bouche-à-oreille a bien fonctionné et la clientèle s'est développée assez rapidement. Il faut dire que personne ne proposait alors ces services dans le quartier... Je viens de faire réaliser le revêtement du parking, dont l'accès sera bientôt facilité grâce aux travaux qu'effectue la mairie dans la rue. Je suis content d'avoir sauté le pas, même si cela n'a pas toujours été simple... Il a fallu réussir à convaincre à la fois les institutions et les clients, et surtout les satisfaire ! Il faut prendre les bonnes décisions ! »

© Foucher

LE DÉCLIC



- 1 Repérer, c'est trouver et citer les agents économiques évoqués dans le document. Pour ne pas en oublier, pensez à les surligner.
- 2 Reprenez bien tous les agents économiques trouvés à la question 1 et tracez les deux flux, à contresens, entre chaque agent et l'entreprise de Willy.
- 3 Imaginez l'enchaînement des conséquences liées aux aides fiscales attribuées par l'État aux entreprises, sur les agents économiques. Pour vous aider, pensez à tracer un schéma au brouillon.

- 1 Repérez les agents économiques présents dans la situation.
- 2 En plaçant l'entreprise de Willy au centre, construisez un schéma dans lequel vous représenterez les échanges qu'elle réalise avec les autres agents économiques, en indiquant les flux réels, les flux monétaires et leur contenu.
- 3 Expliquez l'impact des aides fiscales aux entreprises sur les agents économiques.

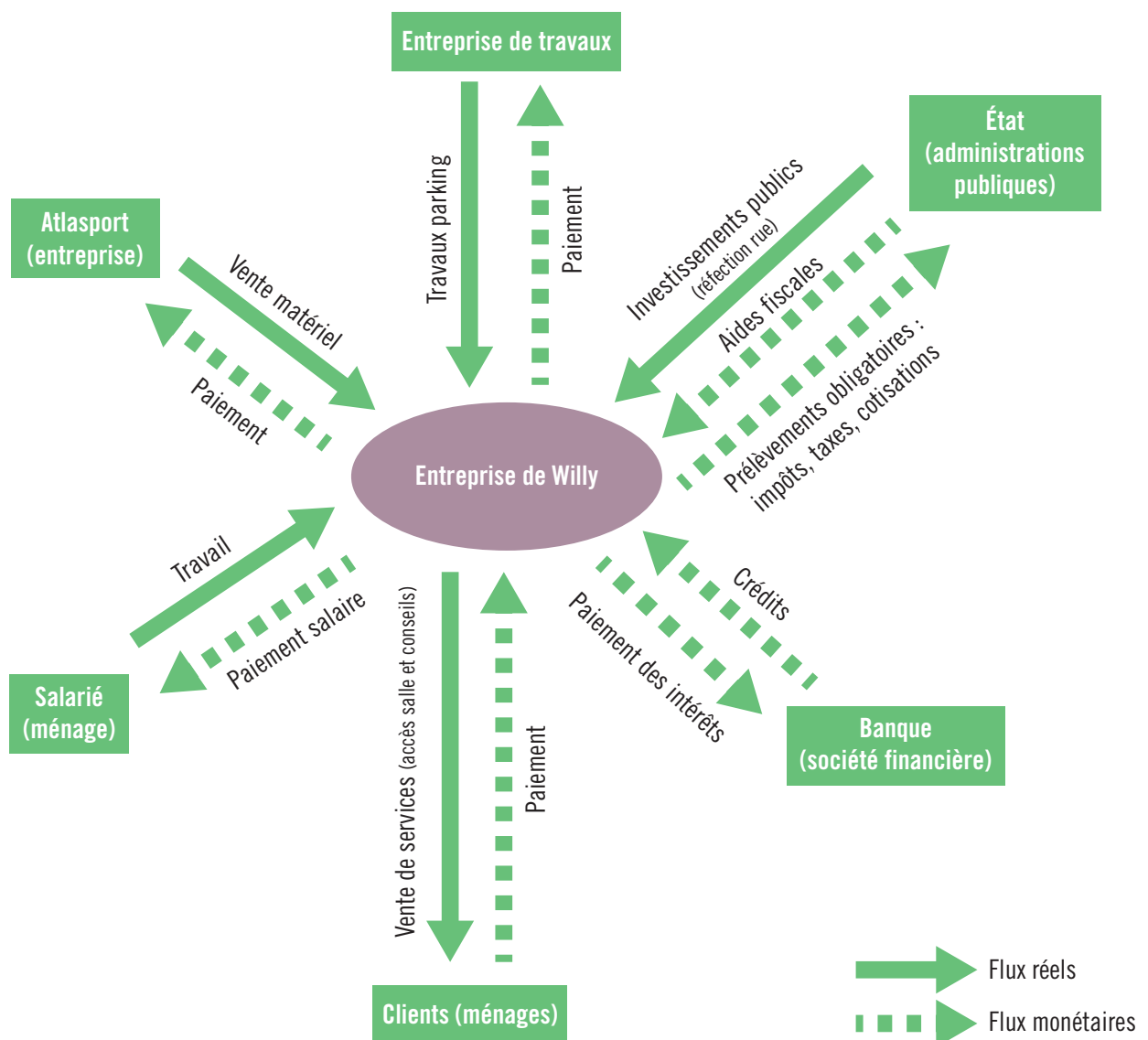
Corrigé – Entraînez-vous !

Willy, jeune créateur d'entreprise

Repérez les agents économiques présents dans la situation.

- **Les entreprises** : Atlasport (ancien employeur de Willy mais aussi son fournisseur), l'entreprise de Willy et l'entreprise du bâtiment qui a refait le parking.
- **Les ménages** : les clients, le salarié de l'entreprise de Willy.
- **La banque**.
- **L'État** : administration centrale (service des finances publiques) et territoriale (mairie).

En plaçant l'entreprise de Willy au centre, construisez un schéma dans lequel vous représenterez les échanges qu'elle réalise avec les autres agents économiques, en indiquant les flux réels, les flux monétaires et leur contenu.



Expliquez l'impact des aides fiscales aux entreprises sur les agents économiques.

Si les entreprises bénéficient d'aides fiscales, cela signifie que leurs prélèvements obligatoires à destination de l'État diminuent.

- **Piste n° 1** : la richesse qui n'est pas redistribuée à l'État pourra être redistribuée en faveur des entreprises elles-mêmes, qui pourront alors se constituer des réserves afin de réaliser des investissements, et compléter éventuellement le financement en faisant des emprunts aux banques. Les entreprises pourront réaliser des gains liés à ces investissements et développer leurs ventes. Afin de permettre leur croissance, elles devront recruter et créeront donc de l'emploi.

• **Piste n° 2** : la richesse qui n'est pas redistribuée à l'État pourra être redistribuée en faveur des salariés. Ils disposeront donc de plus de revenus et pourront consommer plus de biens et services. La demande va augmenter et les entreprises vont devoir ajuster leur offre pour y répondre, la croissance des ventes des entreprises permettra leur développement.

Conséquences pour les deux pistes : si les entreprises développent leur chiffre d'affaires et créent de l'emploi, les prélèvements obligatoires liés aux salariés (cotisations) et les impôts (liés au volume de l'activité) vont augmenter. Les recettes de l'État vont s'accroître. Ce dernier pourra alors réaliser des investissements publics pour répondre au bien-être de la population et à l'intérêt général.

3

Comment les choix économiques conduisent-ils à l'échange ?

Synthèse rédigée

1 La réalisation des échanges entre les agents économiques

A Le marché, lieu des échanges

Le marché est le lieu de rencontre de l'offre des vendeurs et de la demande des acheteurs. On distingue essentiellement trois types de marchés : le **marché des biens et des services**, le **marché des capitaux** et le **marché du travail**. La contrepartie de l'échange d'un bien ou d'un service est le prix (ex. : la contrepartie sur le marché de l'emploi est le paiement du salaire). L'offre désigne les quantités de biens et de services, ou capitaux, que les vendeurs sont prêts à vendre pour chaque niveau de prix. Quant à la demande, elle désigne les quantités de biens et de services que les acheteurs sont prêts à acquérir pour chaque niveau de prix. Lorsque la quantité demandée est supérieure à la quantité offerte, cela crée une situation de rareté qui a pour conséquence l'augmentation du prix. Un échange se réalise donc en fonction du prix du bien ou du service proposé à l'échange, mais aussi en fonction des revenus dont dispose le demandeur, et enfin en fonction des choix et arbitrages qu'il opère.

B La spécialisation, condition des échanges

La spécialisation d'un agent économique suppose que celui-ci possède, ou est capable de fabriquer avec expertise, ce dont a besoin un autre agent économique. La spécialisation est la condition des échanges dans la mesure où très peu d'agents sont capables de satisfaire l'intégralité de leurs besoins (faire son pain soi-même, fabriquer son propre véhicule, construire sa maison, produire sa viande, etc.). En effet, l'échange devient alors indispensable, celui-ci se fera au prix du marché, en fonction de la quantité offerte et demandée. La spécialisation est profitable aux agents économiques, puisque le fait d'être spécialisé et expert permet de produire et de fournir plus de biens et services en un temps donné, avec efficacité, ce qui permet de parvenir à une certaine rentabilité et donc un profit pour les partenaires de l'échange.

2 Les interrelations multiples, conséquences des échanges

A Les flux

Les flux matérialisent les échanges réalisés entre les agents économiques. Chaque échange se traduit par au moins deux flux, à contresens et de valeur identique : en général un flux réel (ou physique) qui est la contrepartie d'un flux monétaire (financier). Le flux réel correspond à la remise du bien ou à la réalisation de la prestation de service alors que le flux monétaire correspond au paiement du prix correspondant. Sur le marché des capitaux, les échanges se traduisent par des flux uniquement monétaires. En revanche, dans le cas du troc, les échanges ne comprennent que des flux réels puisqu'il s'agit d'échanger un bien contre un autre bien.

B Le circuit économique

Le circuit économique schématise l'ensemble des échanges, et donc la nature des flux réels et monétaires, qui existent entre les différents agents économiques. On remarque ainsi que l'action d'un agent a un impact sur les autres agents : le circuit économique permet donc de mettre en évidence les interdépendances entre agents économiques.

Une hausse des salaires pourrait avoir, par exemple, des conséquences en chaîne sur l'ensemble des agents. Les ménages auront, en effet, des revenus plus importants qui leur permettront de consommer plus de biens et de services, ou d'épargner plus (et de faire des placements au sein des sociétés financières qui seront à même d'octroyer plus de crédits). Les entreprises produiront plus pour répondre à cette augmentation de la demande. Elles développeront le chiffre d'affaires et donc la création de richesse. La répartition de cette augmentation de la richesse se fera aussi au profit de l'État (par le paiement des impôts et taxes), il pourra alors proposer plus de services non marchands aux autres agents.

3 Les fonctions de la monnaie dans l'échange

A Les propriétés de la monnaie

Pour être accepté de manière universelle, immédiatement et sans coût, un moyen de paiement doit répondre à certaines caractéristiques. Il doit en effet :

- pouvoir être conservé, pour éviter sa perte de valeur ;
- se trouver en quantité suffisante, pour ne pas en manquer et permettre aux échanges de continuer à se réaliser ;
- être assez rare et donc difficile à reproduire, car s'il existe en quantité abondante alors les prix des biens et des services augmenteront ;
- être facile à transporter, pour être utilisable immédiatement et partout ;
- être divisible, pour recevoir la « monnaie de sa pièce » et donc ne pas être perdant dans l'échange.

Seules les monnaies reconnues officiellement, comme l'euro, réunissent toutes ces caractéristiques et sont donc acceptées comme moyen de paiement universel, immédiatement et sans coût.

B Le rôle de la monnaie

La monnaie présente trois fonctions dans les échanges :

- elle sert d'unité de compte : elle permet de mesurer la valeur d'un bien ou d'un service ;
- elle est une réserve de valeur : elle peut être conservée pour une utilisation ultérieure, c'est-à-dire épargnée, afin de différer la consommation ou d'investir ;
- elle est un intermédiaire des échanges : elle facilite les échanges dans la mesure où elle est acceptée par tous. On peut donc se procurer tout bien ou service vendu sur le marché, contrairement au troc ou systèmes d'échange local où l'on doit attendre de trouver un partenaire à l'échange intéressé par ce qu'on lui propose. Le rôle de la monnaie est essentiel dans l'activité économique car elle permet de faciliter les échanges.

Ressources vidéo complémentaires :

- **Sur le circuit économique :**

Le circuit économique et les conséquences en chaîne : impact des attentats et effets de l'investissement (1'27) : http://www.francetvinfo.fr/economie/croissance/la-croissance-plus-faible-que-prevu-selon-l-insee_1229283.html

Reprise économique et enchaînement des conséquences (2'16) :

<http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/croissance-francaise-ca-va-mieux-les-credits-repartent-623613.html>

L'impact de la croissance chinoise (2'06) :

<https://www.youtube.com/watch?v=HeiaMmghtAQ>

- **Sur les propriétés de la monnaie :**

« À Strasbourg, on paie en Stück » (1'30) :

http://www.francetvinfo.fr/decouverte/a-strasbourg-on-paye-en-stuck_1135531.html

Comment garantir l'efficacité de **LA COMBINAISON PRODUCTIVE ?**

4



NOTIONS

- facteurs de production : travail, capital et investissement, ressources naturelles, savoir et information
- productivité et gains de productivité

Comment faire des sacs de bateau pour le club de voile ?

Dans leur bureau, Nathalie et Salomon, ravis d'avoir décroché une commande de la part du Cercle de voile de Sévrier, s'interrogent.

Nous avons le choix entre plusieurs possibilités pour produire...

Je peux continuer avec nos 23 ouvriers et notre vieille machine... Ou bien investir dans ce robot ultramoderne à 74 320 euros, qui ne nécessite que deux techniciens spécialisés.

Alors quelle combinaison choisir ?

Ou pas !

La moins chère !

1 Repérez le choix auquel est confronté Nathalie.

Nathalie doit satisfaire son client soit en continuant à produire avec les mêmes moyens, soit en investissant dans une machine moderne.

2 Comparez les deux possibilités de production envisagées.

Les deux possibilités de production utilisent, pour produire, des salariés (ouvriers ou techniciens) et des machines (vieille machine ou machine moderne). Dans le cas de la situation initiale, la production utilise beaucoup de travail. Alors que dans le cas de l'investissement de 74 320 euros, la production est devenue plus intense en machine (intense en capital).

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Agriculture : à la découverte des fermes urbaines de Singapour

<http://tinyurl.com/zf6xfp6>

2'29



3 Analysez les effets du choix de moderniser la production.

L'achat de machines permettra de réduire le nombre de salariés pour l'entreprise. En se modernisant, l'entreprise pourra mieux affronter la concurrence en spécialisant et en augmentant la production.

1

Les facteurs de production, source de création de richesse

A De multiples facteurs de production

DOC 1 La notion de facteurs de production

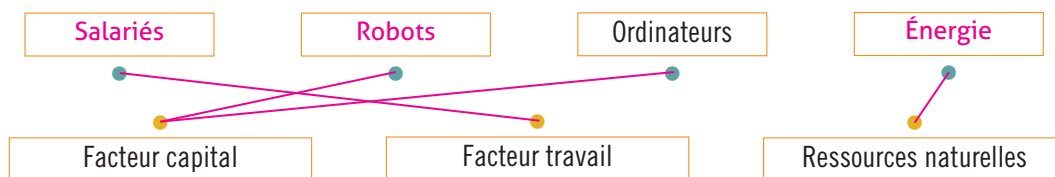
Les facteurs de production sont les moyens utilisés par l'agent économique pour produire. On peut répertorier trois principaux facteurs de production : les facteurs liés à la main-d'œuvre appelés facteur travail, les facteurs liés au matériel/machines appelés facteur capital et les ressources naturelles.

© Foucher

DOC 2 Des exemples



- 1 Complétez le schéma en indiquant les moyens utilisés pour produire, puis reliez chaque moyen au facteur de production approprié.



DOC 3 Les nouveautés des stations de ski des Alpes

Chaque été, les stations de ski entretiennent leurs pistes et réaménagent certaines zones de leur domaine skiable. Le renouvellement ou la création de remontées mécaniques est chaque année un véritable événement pour les stations qui comptent sur la modernité de leurs installations pour attirer les clients. Le parc des remontées mécaniques français est particulièrement

moderne et profite chaque année d'investissements importants [...] qui cherchent [...] à améliorer le confort d'utilisation [des] infrastructures avec l'utilisation de sièges à bulles pour protéger les skieurs des intempéries, l'élargissement et la création de pistes ou l'installation de toilettes.

Sylvain Aymoz, www.skieur.com, 28/09/2015

- 2 Repérez les investissements effectués dans les stations de ski et leurs effets sur la production.

Les stations de ski investissent en modernisant leurs installations (renouvellement ou création) : sièges à bulles, nouvelles pistes, pistes élargies, sanitaires. Les investissements assurent la modernisation des infrastructures, c'est-à-dire la modernisation du facteur capital. Ils permettent donc d'améliorer la production.

DOC 4 De l'information au travail

L'information est un ensemble de données structurées qui, étant utilisées et organisées par ceux qui ont la connaissance, deviennent du savoir.

© Foucher

- 3 Construisez un schéma montrant comment l'information contribue à la production.



B Le choix de la combinaison productive

DOC 5 Des exemples



- 4 Distinguez les deux types d'organisation de la production. Nous distinguons deux types d'agriculture : l'une de petite taille et à taille humaine, l'autre « industrielle » nécessitant de lourds investissements.

DOC 6 La combinaison productive

La combinaison productive correspond au choix et à la quantité des facteurs pour réaliser la production. Plus le poids du facteur capital est important dans la combinaison, plus la combinaison est dite « capitaliste » ou « intense en capital ». Le choix de la combinaison productive est fonction du coût relatif du travail et du capital car l'entreprise choisit l'intensité capitaliste qui minimise ses coûts de production. Le capital humain se définit comme l'ensemble des capacités, connaissances et compétences, que les personnes développent

par l'éducation, la formation et l'expérience. L'investissement en capital humain renforce les performances du facteur travail et permet donc d'optimiser la production.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Structures à hauts risques : une station de ski s'effondre en Turquie



<http://tinyurl.com/hsuc3ha>

3'22

- 5 Repérez et justifiez le choix qu'effectue l'entreprise en matière de combinaison productive. La combinaison productive correspond au choix et à la quantité de facteurs pour réaliser la production. Elle vise à optimiser la production en minimisant les coûts de production.
- 6 Complétez le tableau ci-dessous en indiquant si la combinaison productive est intense en travail ou en capital.

Type de production	À forte intensité capitaliste	Intense en travail ou faiblement intense en capital
Usine de production automobile	×	
Rizière en Chine		×
Ferme robotisée en Suède	×	
Apiculture		×

- 7 Expliquez les effets de l'investissement en capital humain sur la production. L'investissement en capital humain rend le facteur travail plus performant dans la combinaison productive. La formation, l'éducation et la santé sont des investissements qui participent à la création de richesse.

2

L'efficacité de la combinaison productive

A La productivité, indicateur de l'efficacité de la combinaison productive

DOC 7 La productivité

La productivité mesure l'efficacité d'une économie ou d'une entreprise, en rapportant sa production aux moyens mis en œuvre pour l'obtenir. On calcule la **productivité globale des facteurs**, la **productivité du travail** (qui mesure la quantité de biens ou de services produits pour une « unité de

travail ») ou la **productivité horaire** qui mesure la production par heure de travail. La **productivité du capital** se mesure en rapportant la production au capital fixe (moyens de production durables participant à la production de biens ou services).

© Foucher

1 Présentez la notion de productivité.

La productivité mesure l'efficacité des facteurs de production et de leur combinaison tant au niveau d'une entreprise que d'un pays.

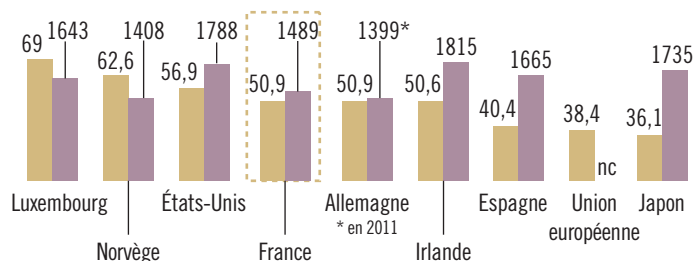
2 Surlignez dans le doc 7 les différentes mesures de la productivité.

3 Complétez le tableau de productivité ci-dessous.

Outil de mesure	Formule de calcul
Productivité horaire du travail =	$\frac{\text{Production totale ou CA}}{\text{Nombre d'heures de travail}}$
Productivité du travail = Productivité par unité de travail =	$\frac{\text{Production totale ou CA}}{\text{Effectif}}$
Productivité du capital =	$\frac{\text{Production totale ou CA}}{\text{Capital fixe}}$
Productivité globale des facteurs (PGF) =	$\frac{\text{Production totale ou CA}}{(\text{Quantité de facteur travail} + \text{capital})}$

DOC 8 Comparatif temps de travail et productivité

France : faible temps de travail, mais forte productivité



ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Les clés du succès de Ryanair, qui affiche des bénéfices records

<http://tinyurl.com/hyyaedd>

1'32



■ Productivité en \$/heure travaillée, en 2013
 ■ Temps de travail effectif (moyenne annuelle des heures travaillées par travailleur, en 2013)

4 Analysez le lien qui existe entre le temps passé au travail et la productivité.

Il existe un lien inversement proportionnel entre la productivité et temps passé au travail. La Norvège a une productivité par travailleur parmi les plus élevées au monde (63 \$/h) pour un temps de travail effectif faible (1 408 heures). A contrario, le Japon, l'Espagne, présentent une productivité plus faible (36-40 \$/h) alors que les salariés travaillent beaucoup (+ de 1 665 h).

B L'évolution de la productivité

DOC 9 Le travailleur français : caricature ou non ?



5 Commentez la situation des travailleurs en France.

La loi sur les 35 heures hebdomadaire génère du temps libre (RTT) qui se combine avec les jours fériés :
le travailleur français est caricaturé comme le champion du temps libre, qui défend ses avantages acquis.

DOC 10 Gains de productivité

Obtenir des gains de productivité consiste soit à produire plus (+) avec la même quantité de facteurs de production ; soit à produire autant avec moins de facteurs de production.

© Foucher

6 Étudiez les conséquences du passage de la semaine de 39 h à 35 h en 2000 en termes de compétitivité et de productivité.

Le passage aux 35 h a immédiatement réduit la compétitivité des entreprises, car le salaire est resté identique malgré la réduction du temps de travail. Les entreprises ont dû s'organiser pour obtenir des gains de productivité.

DOC 11 Pourquoi la productivité est-elle en baisse ?

En 2014, la productivité globale des facteurs (PGF) – capital et travail – était pratiquement nulle pour la troisième année de suite, alors qu'elle était de 1 % durant la période 1996-2006 et de 0,5 % durant les années de crise 2007-2012. [...] [La] progression (du taux de croissance, ndlr) dépendra exclusivement des améliorations apportées dans l'éducation et la formation professionnelle [...] et des investissements en faveur des infrastructures [...]. [La] diminution de la PGF traduit la stagnation de l'évolution technique. [...] Les découvertes de dimension historique – de l'eau courante à l'électricité en passant par le moteur à combustion interne et les moteurs d'avion – sont derrière nous. En comparaison, les progrès dus aux messageries instantanées et aux jeux vidéo ne représentent pas grand-chose en termes de gain de productivité et d'amélioration de niveau de vie.

Barry Eichengreen, www.lemonde.fr, 16/12/2015

7 Repérez les tendances de l'évolution de la productivité (PGF).

Au niveau mondial, la PGF a augmenté de 1 % par an de 1996 à 2006, de 2007 à 2012, elle n'a augmenté que de 0,5 % par an. Et depuis 2012, elle est quasi nulle.

8 Expliquez le ralentissement de la productivité et les sources de gains de productivité.

Le ralentissement de la PGF provient du fait que l'évolution technologique liée aux TIC est mineure face aux révolutions technologiques passées. Les gains de productivité proviendront de l'éducation, de la formation professionnelle et des investissements en infrastructures.

Enjeux économiques, sociaux, environnementaux des gains de productivité

A Les gains de productivité entre destruction et création d'emplois

DOC 12 Le dilemme du progrès technique : quel avenir pour le travail ?

[Le] progrès technique et technologique et la hausse des gains de productivité qui l'accompagne génèrent-ils davantage d'emplois qu'ils n'en détruisent ? Pour beaucoup, il suffit de s'en remettre à l'histoire économique pour répondre par l'affirmative. [...] Le progrès technique générerait ainsi plus d'emplois à long terme qu'il n'en supprimerait à court terme, principalement parce qu'il conduit à une augmentation des gains de

productivité [...] ». Ces gains de productivité se traduisent par une augmentation des profits des entreprises et [...] de la demande (pour des produits moins chers).

Vincent Pichon, www.natura-sciences.com, 06/11/2015

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Comprendre l'impact des gains de productivité sur l'économie



<http://tinyurl.com/zn007vm>

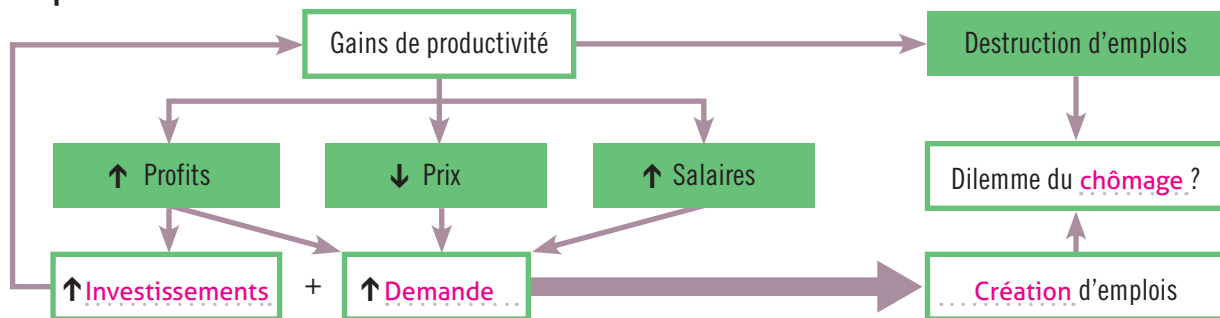
3'18

1 Repérez les bénéficiaires des gains de productivité.

Les gains de productivité profitent aux entreprises qui augmentent leurs profits (afin de les réinvestir pour tout ou partie), aux consommateurs grâce à la baisse des prix et aux salariés dont les revenus peuvent croître.

2 Étudiez les conséquences des gains de productivité sur l'emploi. À court terme, les gains de productivité créent du chômage. À long terme, ils se « déversent » dans l'économie, en développant l'emploi dans de nouveaux secteurs.

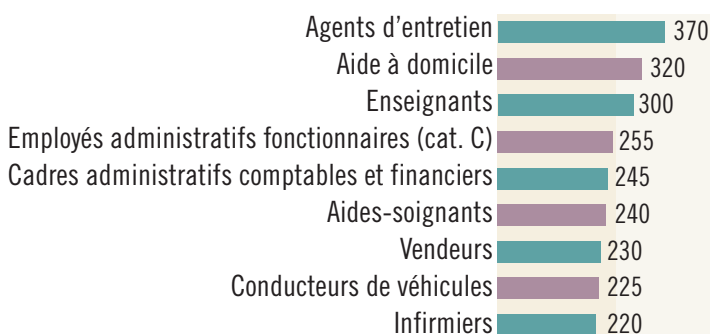
3 Complétez le schéma ci-dessous.



Les métiers qui recrutent d'ici 2022 en France

DOC 13

Créations d'emplois de 2015 à 2022 en milliers d'emplois



Étienne Gless, www.letudiant.fr, 30/04/2015

4 Analysez la productivité des métiers créateurs d'emploi d'ici 2022.

Les créations d'emplois proviennent de métiers peu sensibles aux gains de productivité : ils sont « riches » en création d'emplois, car la machine ne peut remplacer le facteur travail.

5 Déduisez de votre analyse les incidences des gains de productivité sur la qualification des individus.

Les gains de productivité développent des emplois plus (+) qualifiés, et la formation des travailleurs renforce les gains de productivité.

B L'efficacité des combinaisons productives en débat

DOC 14 Les trente ans de Tchernobyl

Le 26 avril 1986, l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl (ex-URSS, Ukraine) libère une énorme quantité d'éléments radioactifs dans l'atmosphère. Le nuage contaminé se propage en Europe. Des mesures de protection sont décrétées en urgence dans la plupart des pays (interdiction aux enfants de jouer à l'extérieur, mise en garde contre l'exposition à la pluie, destruction de milliers de tonnes de légumes frais contaminés etc.),

sauf en France où les gouvernants ont décidé de désinformer la population. La conséquence en est l'explosion des cancers de la thyroïde un peu partout en France. La région de la centrale nucléaire a perdu toute vie économique depuis avec des villes fantômes. Mais, depuis 2011, la région attire 10 000 touristes par an pour voir la catastrophe nucléaire la plus grave de tous les temps.

© Foucher

6 Analysez les effets économiques, sociaux et environnementaux de la catastrophe.

La catastrophe de Tchernobyl a eu des conséquences négatives : au niveau économique, avec la suppression d'activités de production d'énergie ; au niveau social, avec les maladies et les morts engendrées ; au niveau environnemental, avec la pollution. Aujourd'hui, cette catastrophe génère une activité économique positive avec le développement du tourisme (qui ne compense pas les autres effets négatifs).

7 Complétez le tableau ci-dessous en commentant les effets (+ ou -) des situations présentées.

Situations	Effet économique/social		Effet environnemental	
	Positif	Négatif	Positif	Négatif
Caisses automatiques dans les grands magasins	Rentabilité des magasins. Rapidité pour les consommateurs.	Chômage des personnes qui sont remplacées par les machines.		
Avoriaz, station sans voiture	Image positive de la station.	Réticences des vacanciers pour leurs déplacements.	Réduction de la pollution.	
Covoiturage	Économies pour les voyageurs et revenus pour les chauffeurs. Sentiment de comportement citoyen.	Concurrence faite aux trains, bus, avions.	Réduction de la pollution.	
Pêche industrielle	Création d'emplois de pêcheurs.	À long terme risque de destruction des emplois avec épuisement des fonds marins.		Déforestation des fonds marins. Mise en péril de la biodiversité.

8 Expliquez en quoi l'efficacité des combinaisons productives fait débat.

Les combinaisons productives font débat car elles engendrent des effets positifs et négatifs à court, moyen et long terme tant au niveau économique, social qu'environnemental.

Capital humain : ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques d'un individu développées par l'éducation et la formation qui favorisent la productivité.

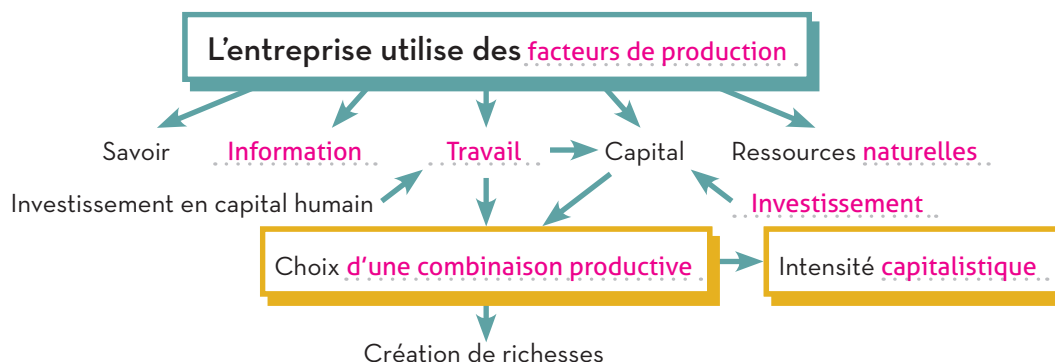
Combinaison productive : choix et quantités de facteurs de production utilisés pour produire des biens ou des services.

Facteurs de production : moyens mis en œuvre par une organisation pour produire des biens et des services : facteur travail et facteur capital, ressources naturelles, information et savoir.

Productivité : rapport entre le volume de production et le volume de facteurs de production.

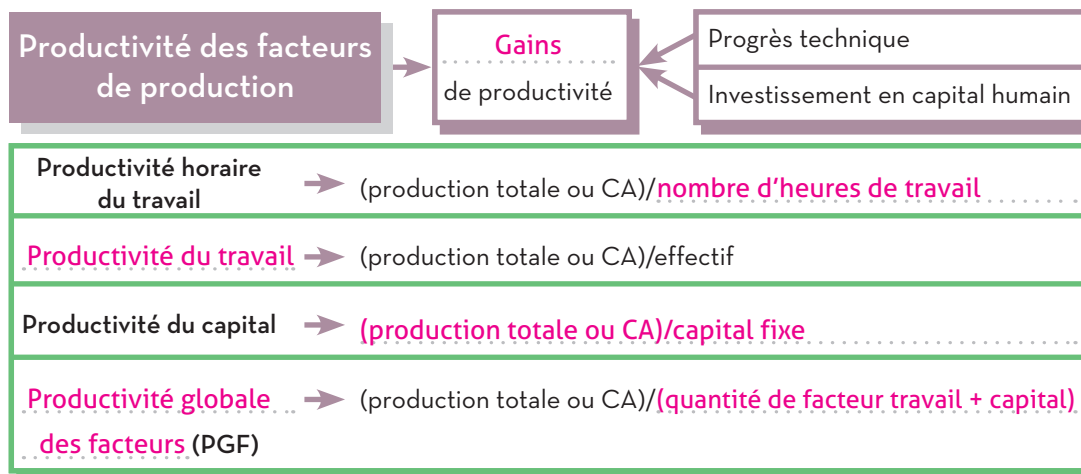
1

Les facteurs de production, source de création de richesse



2

L'efficacité de la combinaison productive



3

Enjeux économiques, sociaux, environnementaux des gains de productivité

Effets	Négatifs	Positifs
Économiques	Obsolescence de produits et d'activités	Pouvoir d'achat, profits, nouveaux secteurs d'activités
Sociaux	Chômage, paupérisation	Création d'emplois
Environnementaux	Pollution	Nécessité de prendre en compte l'environnement



TESTEZ-VOUS!

Comment garantir l'efficacité de la combinaison productive ? 4

1 Indiquez la ou les bonnes réponses aux propositions suivantes.

1. Parmi les propositions suivantes, lesquelles sont des facteurs de production ?

- ☐ Les produits vendus
- ☒ Les machines
- ☒ Les salariés
- ☒ Les matières premières
- ☐ Le chiffre d'affaires
- ☐ Les salaires

2. La productivité des facteurs mesure :

- ☐ le bénéfice.
- ☒ le résultat obtenu comparé aux moyens utilisés.

3. Quelle est la contrepartie de la production de facteur travail ?

- ☐ Le facteur capital
- ☒ La rémunération
- ☐ La production

4. Les facteurs travail et capital sont les deux seuls facteurs de production.

- ☐ Oui
- ☒ Non

5. Le progrès technique permet d'augmenter la productivité du capital.

- ☒ Oui
- ☐ Non

6. L'investissement en capital humain améliore la productivité.

- ☒ Oui
- ☐ Non

7. Une combinaison productive fortement capitalistique :

- ☒ utilise peu de travail.
- ☐ utilise peu de capital.
- ☐ place l'épargne de l'entreprise sur les marchés financiers.
- ☐ utilise beaucoup de travail.
- ☒ utilise beaucoup de capital.

2 Complétez les tableaux ci-dessous, concluez et interprétez vos résultats.

Chez Bauges, la direction décide d'investir en capital humain en formant ses collaborateurs pour fabriquer 200 parets (luges) par jour et vendus à 169 euros l'unité. On sait que : 1 heure de travail coûte 23 euros, 1 heure d'utilisation d'une machine coûte 35 euros, la journée de travail est de 7,5 heures, la formation coûte 2 000 euros.

Période 1 (avant formation), la combinaison productive pour 200 parets nécessite 40 salariés et 35 machines.

Période 2 (après formation), la combinaison productive pour 200 parets nécessite 27 salariés et 35 machines.

Période 1	Total
Coût de la production de 200 parets	$7,5 \times 35 \times 35 + 7,5 \times 40 \times 23 = 16\,087,5$ euros
Profit	$200 \times 169 - 16\,087,5 = 17\,712,5$ euros

Période 2	Total
Coût	$7,5 \times 35 \times 35 + 7,5 \times 27 \times 23 = 13\,845$ euros
Profit	$200 \times 169 - 13\,845 = 19\,955$ euros

L'investissement en capital humain va permettre à Bauges de gagner 2 242,5 euros (19 955 – 17 712,5) de plus par production journalière de 200 parets.

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Combinaison productive des stations de ski



DOC 1 Quand le sport de montagne nuit gravement... à la montagne

Le recours à l'enneigement artificiel [...] est énormément gaspilleur en eau comme en énergie : selon une étude de la Commission internationale pour la protection des Alpes, ce sont près de 95 milliards de litres d'eau qui sont nécessaires pour couvrir de blanc les 23 800 hectares de pistes de ski alpines. D'importants volumes qui sont prélevés dans les lacs et rivières, affectant ainsi la vie aquatique. [...] Enfin les transports générés par une forte concentration de population sont responsables à eux seuls de plus de la moitié des émissions carbonees liées aux sports d'hiver. L'heure est à la prise de conscience. Ainsi, [les] stations de ski [...] multiplient [...] les initiatives allant dans le sens d'une véritable intégration des problématiques écologiques dans leur réflexion de développement. [...] Parmi celles-ci, citons [...] Orcières-Merlettes (Hautes-Alpes) qui a procédé à l'enneigement sous terre des lignes de haute tension pour protéger les oiseaux du site, les campagnes de ramassage des déchets organisées par [...] Valberg (Alpes-Maritimes) à la fin de chaque saison hivernale, ou [...] Avoriaz (Haute-Savoie), qui a décidé d'appliquer une politique générale de gestion durable sur son site devenu entièrement piétonnier (transports en calèche) avec notamment la construction d'un quartier durable ou l'installation d'un Snow Park écologique. [...] Depuis 2013, les stations sont tenues d'informer leur clientèle sur le coût carbone des remontées.

Chloë Bergouts, www.leparisien.fr, 17/12/2015

DOC 2 Ski et réchauffement : comment les stations s'adaptent aux aléas de la neige ?

Cet ajustement passe par une diversification des activités proposées aux vacanciers en moyenne montagne – autour de 1 300 mètres d'altitude – où « une très forte variabilité annuelle » va s'installer, prédisent les scientifiques. Là où, précisément, les téléskis avaient poussé comme des champignons dans les années 1960-70, à la faveur d'une « démocratisation » des sports d'hiver. Depuis 1960, les Alpes françaises ont connu un abaissement de 30 % des quantités de neige sur 30 ans et gagné 1,6 degré, selon l'Observatoire régional des effets du changement climatique [...]. À Drouzin-le-Mont, petite station familiale de Haute-Savoie située à 1 250 mètres d'altitude, la municipalité a repris les rênes de l'exploitation en 2013 et initié une reconversion en bannissant le « tout ski alpin » au profit d'un projet de « montagne douce ». Sur la petite dizaine de pistes que comptait le domaine, canons à neige et remontées mécaniques ont été démontés et la végétation a repris ses droits. Et face aux pentes qui doivent accueillir une piste de luge et des itinéraires de ski joëring (du ski attelé, équestre ou canin), de raquettes ou de chiens de traîneaux, seuls 40 des 600 lits disponibles étaient occupés à l'heure des premiers flocons, fin novembre. « Ça fait trois saisons qu'on n'a pas ouvert. Ce n'était plus rentable. La glisse n'est pas abandonnée mais on veut essayer d'attirer du monde par d'autres moyens. Sinon, c'est la mort assurée », souligne Franck Vernay, premier adjoint de la commune du Biot – 600 âmes – qui gère la station, où les prix de l'immobilier ont chuté. [...] En France, selon le Réseau d'éducation à la montagne alpine (Éduc'Alpes), la saison pourrait être amputée d'un mois dès 2040 et de deux mois et demi en 2080.

AFP, 12/12/2015

LE DÉCLIC



- 1 Identifiez les facteurs de production (ici : travail, capital ou ressources naturelles).
- 2 Présentez les tendances à la hausse ou à la baisse des ressources naturelles.
- 3 Montrez les avantages que l'on peut obtenir grâce au choix d'une bonne combinaison productive.

- 1 Repérez les facteurs de production qui participent à la production des stations de ski.
- 2 Étudiez les évolutions des ressources naturelles.
- 3 Présentez alors les enjeux liés à l'efficacité des facteurs de production dans les stations de ski.

Corrigé – Entraînez-vous !

Combinaison productive des stations de ski

Repérez les facteurs de production qui participent à la production des stations de ski.

Les stations de ski combinent comme facteurs de production :

- les ressources naturelles : neige, montagnes, réserves en eau pour les canons à neiges ;
- le capital : logements, infrastructures (remontées mécaniques), les canons à neige, les dameuses... ;
- le travail : les moniteurs, les salariés de remontées mécaniques, les restaurateurs ;
- l'information : sur les conditions climatiques.

Étudiez les évolutions des ressources naturelles.

Le réchauffement climatique affecte les stations de ski : en 55 ans les chutes de neige ont baissé de 30 % et la température a augmenté de 1,6 degrés. En 2040 la saison de ski sera raccourcie de 1 mois et en 2080 de 2 mois.

Présentez alors les enjeux liés à l'efficacité des facteurs de production dans les stations de ski.

Tableau d'analyse des enjeux

Enjeux	Positifs	Négatifs
Économiques	Création de richesse sur les territoires Emplois	Forte concentration des touristes sur une courte période
Sociaux	Mairie qui peut gérer une station de ski	Chômage Baisse des prix immobiliers Villages fantômes
Environnementaux	Éco village, ville sans voiture, <i>snowpark</i> écologique, ramassage des déchets Projets de « montagne douce » : démontage des infrastructures, développement d'activités alternatives	Les canons à neige altèrent les réserves en eau dans les stations. Nécessité de sortir du tout « neige »

4

Comment garantir l'efficacité de la combinaison productive ?

Synthèse rédigée

L'efficacité de la combinaison productive s'étudie à la lumière des choix technologiques mis en œuvre, de la substitution capital/travail et des conséquences en termes d'emplois et de qualification des travailleurs. L'efficacité de la combinaison productive nécessite la maîtrise du savoir et de l'information pour que l'entreprise demeure concurrentielle sur les marchés. L'efficacité des facteurs de production est analysée à travers la notion de productivité. Enfin, l'investissement en capital humain favorise et renforce les gains de productivité.

1 Les facteurs de production, source de création de richesse

A De multiples facteurs de production

Les facteurs de production sont les moyens utilisés par l'agent économique pour produire. On peut répertorier trois principaux facteurs de production : les facteurs liés à la main-d'œuvre appelés **facteur travail**, les facteurs liés au matériel/machines appelés **facteur capital** et les **ressources naturelles** (les énergies solaire et éolienne, la terre, l'eau, les énergies fossiles (pétrole, gaz), les minerais...). S'ajoute l'**information**, ensemble de données structurées qui, étant utilisées et organisées par ceux qui ont la connaissance, devient du savoir. Ainsi l'information est nécessaire pour développer l'activité productive. C'est ainsi que les entreprises acquièrent, traitent, produisent et diffusent de l'information pour développer leur production. Et le savoir (issu de la maîtrise de l'information, le savoir-faire, le savoir-être), dans un environnement de plus en plus incertain et instable, devient aussi une ressource à maîtriser et à développer par l'entreprise pour assurer sa compétitivité et donc sa pérennité.

B Le choix de la combinaison productive

La combinaison productive correspond au choix et à la quantité de facteur capital et de facteur travail pour réaliser la production. Les facteurs de production sont complémentaires lorsque travail et capital sont nécessaires pour la production. Et les facteurs de production sont substituables quand une quantité d'un facteur peut être échangée (substituée) par une certaine quantité de l'autre facteur de production.

Quand le poids du facteur capital est important dans la combinaison productive, la combinaison est dite capitalistique, ou intense en capital (beaucoup de capital, peu de travail). Et quand le poids du facteur travail est important dans la combinaison productive, la combinaison est dite peu ou faiblement capitalistique ou intense en travail (beaucoup de travail, peu de capital). Le choix de la combinaison productive optimale dépend du coût relatif du travail et du capital.

Le capital humain se définit comme l'ensemble des capacités, connaissances et compétences, que les personnes développent par l'éducation, la formation et l'expérience. L'investissement en capital humain renforce les performances du facteur travail et permet donc d'optimiser la combinaison productive. Nous pouvons considérer que l'éducation, la formation et la santé ne sont pas des coûts mais des investissements qui favorisent la création de richesse d'un pays.

2 L'efficacité de la combinaison productive

A La productivité, indicateur de l'efficacité de la combinaison productive

La productivité se définit comme le rapport entre le volume de production et les quantités de facteurs de production utilisés (heures travaillées, effectif salarié, machines, capital...). La productivité évalue l'efficacité de la combinaison productive d'une entreprise ou d'un pays.

B L'évolution de la productivité

Obtenir des gains de productivité consiste soit à produire davantage avec la même quantité de facteurs de production, soit à produire autant avec moins de facteurs de production. Par exemple, une entreprise qui licencie des salariés, pour effectuer la même quantité de production, réalise alors des gains de productivité (malgré le chômage engendré). On note un ralentissement de la PFG (productivité globale des facteurs) dû au fait que l'évolution technologique des TIC est mineure face aux révolutions technologiques passées.

3 Enjeux économiques, sociaux et environnementaux des gains de productivité

A Les gains de productivité entre destruction et création d'emplois

Aujourd'hui, Facebook, Twitter, Uber, Airbnb, Blablacar, et toutes les inventions de la révolution numérique génèrent certes du bien-être pour les utilisateurs, mais ne génèrent pas (ou peu) de gains de productivité. Alors qu'au contraire, l'invention de la machine à vapeur ou encore l'électricité avaient permis de spectaculaires gains de productivité pour engendrer de longs cycles de croissance.

Par exemple, l'arrivée des machines à laver a considérablement réduit le nombre de blanchisseries. Le constat est analogue dans l'agriculture, qui fut l'un des premiers secteurs à bénéficier des progrès technologiques.

Force est de constater que les machines élimineront les emplois les plus répétitifs et les plus épuisants, mais elles permettent l'émergence de nouveaux emplois dans les services. Enfin, le progrès technologique a participé à la réduction des coûts de production, ce qui a permis aux consommateurs de plus dépenser dans les loisirs, générant ainsi des emplois dans les secteurs liés à ceux-ci.

B L'efficacité des combinaisons productives en débat

Les combinaisons productives font débat car elles engendrent des effets positifs et négatifs à court, moyen et long terme tant au niveau économique, social qu'environnemental.

Ressources vidéo complémentaires :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiEk8fMONE--kxZZpC80tJwG>

https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiE9ZuJHXm2KxSbEn0_TMsvc

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiGYr6Ua9CgB326gnL0sKeKH>

COMMENT ÉVALUER LA RICHESSE PRODUITE par une économie ?

5

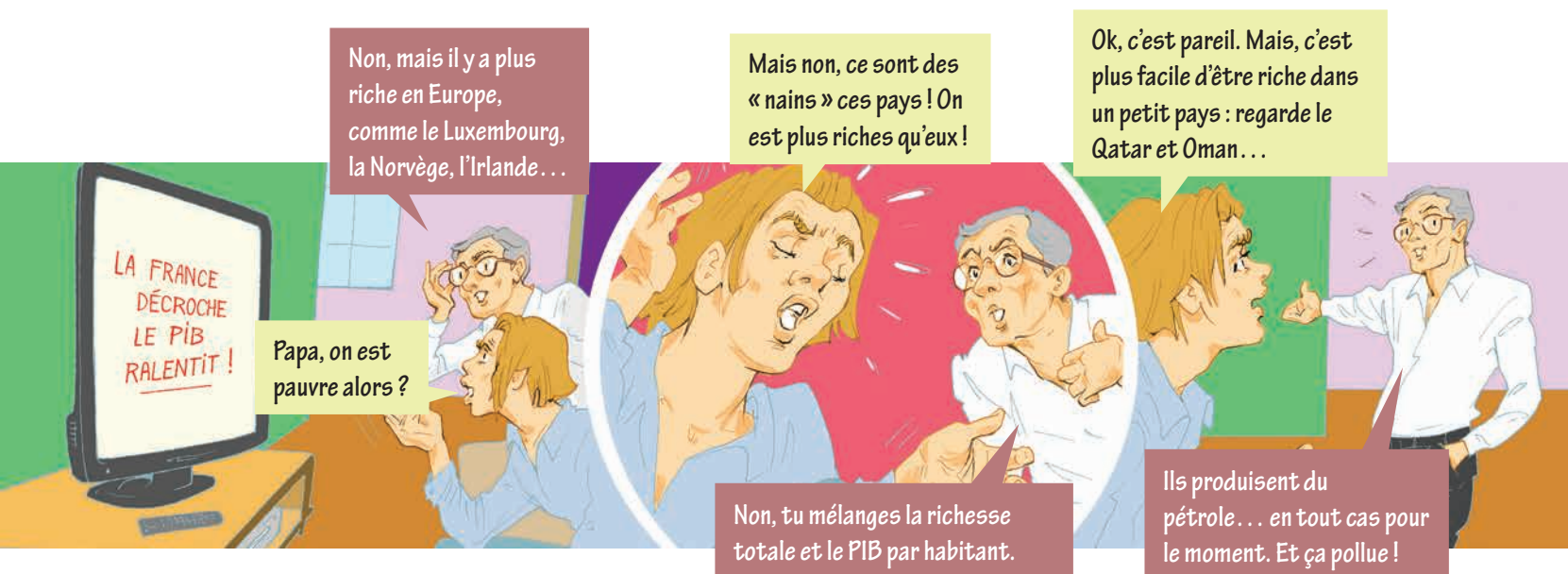


NOTIONS

- valeur ajoutée
- produit intérieur brut (PIB)
- taux de croissance du PIB

La richesse en question entre père et fils

Sur le canapé, en regardant le JT sur TV8, Guillaume discute avec son fils adolescent Noah.



1 Repérez le sujet sur lequel porte la discussion entre Guillaume et Noah.

Le père et le fils discutent au sujet de la richesse.

2 Analysez les effets de la production de pétrole.

Aujourd'hui, la production de pétrole crée la richesse de pays comme le Qatar, Oman.

Mais cette production n'est pas éternelle : se pose la question de savoir sur quoi reposera la création de richesse des pays exportateurs de pétrole. Enfin, cette production a des effets négatifs.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

PIB : la France décroche

<http://tinyurl.com/hyu5z2c> 2'54



3 Distinguez les moyens de mesure de la richesse d'un pays.

Nous distinguons le PIB comme outil de mesure de richesse d'un pays ; le PIB par habitant comme outil de mesure du niveau de vie (moyen qui peut cacher de grandes inégalités).

1

La création de richesse par les agents économiques

A La valeur ajoutée des agents économiques

DOC 1 La richesse créée par l'entreprise

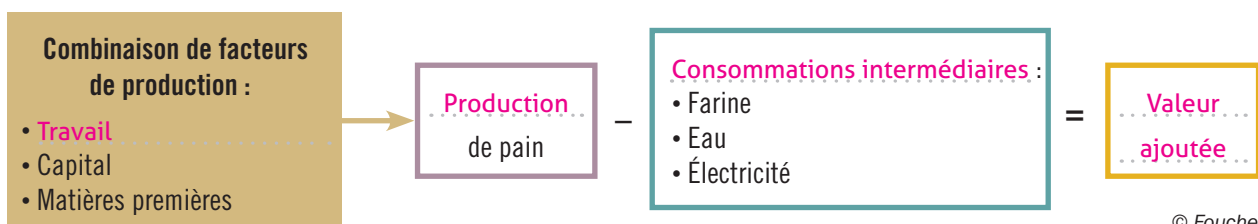
Trois entreprises unissent leurs efforts pour obtenir une production de pain : une exploitation agricole produit du blé à partir de semence ; une minoterie produit de la farine à partir du blé ; une boulangerie produit du pain à partir de la farine. Chacune de ces entreprises réalise une production de biens, mais

les productions ne s'ajoutent pas : à l'issue du processus n'existe plus que le pain. La semence, puis le blé, puis la farine ont été successivement transformés pour finalement devenir du pain, [...] donc de la richesse créée...

Paul-Louis Brodier, www.vadway.com

- 1 Repérez, dans le doc 1, ce que produit chaque entreprise en surlignant de couleurs différentes ces productions.
- 2 Expliquez pourquoi la richesse créée par ces trois entreprises n'est pas la somme de leurs productions. Les productions ne s'ajoutent pas mais se combinent pour créer de la richesse. Pour réaliser sa production, l'entreprise utilise d'autres biens et services transformés au cours de la production. Ils constituent ses consommations intermédiaires.

DOC 2 La valeur ajoutée de la production de pain



© Foucher

- 3 Complétez le doc 2 en utilisant les mots : valeur ajoutée, consommations intermédiaires, travail et production.

DOC 3 De la valeur ajoutée par branche d'activité au PIB (France 2014)

Branches d'activité	VA 2014 (milliards d'€)	% du total
Agriculture, sylviculture, pêche	32,0	1,6 (= 32/1 910,2 × 100)
Industries	262,9	13,8
Construction	108,3	5,7
Services principalement marchands	1 064,0	55,7
Services principalement non marchands*	443,0	23,2
Total	1 910,2	100

*Correspondent au regroupement des administrations publiques, de l'enseignement et de la santé.

www.insee.fr

- 4 Complétez le tableau pour déterminer le PIB de la France en 2014 et la part des valeurs ajoutées par branche d'activité.
- 5 Commentez la place des services dans le total des valeurs ajoutées. Selon l'Insee, en 2014, les services marchands et non marchands (de l'État) pesaient 79 % du PIB.

B L'évaluation du PIB

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Qu'est-ce que le produit intérieur brut ?

<http://tinyurl.com/ltqdvsvz>

2'54



DOC 4 Comment se calcule le produit intérieur brut ?

Le 4 janvier 1934 naissait le premier outil macroéconomique pour mesurer la richesse d'un pays, le Produit intérieur brut (PIB). [...] Depuis, le PIB est devenu la superstar des indicateurs économiques. [...] Le **Produit national brut (PNB)**. [...] **calcule le montant des richesses créées par des acteurs économiques de même nationalité et ce, quel que soit leur emplacement géographique.** Avec le PIB, on évalue le montant de la richesse créée par les activités économiques d'un pays sur une période

donnée, le plus souvent une année ou un trimestre, sans tenir compte de la nationalité des producteurs. [...] [Le PIB] correspond à la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur le sol français de biens et de services des secteurs marchand et non marchand. En France, c'est l'Insee qui calcule le PIB. [...] Concernant les normes de calcul, l'organisme public doit se conformer à celles établies par l'Union européenne.

Florian Fayolle, www.challenges.fr, 30/05/2014

DOC 5 Production marchande et non marchande

La production marchande désigne la production destinée à être vendue sur le marché. La production non marchande désigne la production qui n'est pas vendue sur le marché ou fournie à titre quasi gratuit. La production non marchande est essentiellement fournie par l'État (éducation, santé, justice, police).

© Foucher

6 Repérez le rôle du PIB.

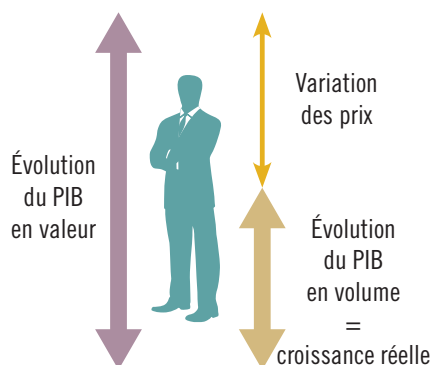
Le PIB est l'indicateur phare pour mesurer la richesse d'un pays.

7 Distinguez le PIB du PNB en les surlignant dans le doc 4 de deux couleurs différentes.

8 Classez les activités de l'économie française en cochant les cases appropriées.

Activités	PIB marchand	PIB non marchand	PNB
Production de Dacia (filiale Renault) en Roumanie			×
Éclairage public à Albi		×	
Émission sur la chaîne belN Sports	×		
Enseignement au lycée Jeanne d'Arc d'Albertville		×	
Intervention à l'hôpital français de New York			×
Production de tomme de Savoie	×		

DOC 6 PIB en valeur et PIB en volume



www.nouvelobs.com

9 Distinguez le PIB en valeur du PIB en volume.

Le PIB en valeur inclut les variations de prix qui peuvent gonfler artificiellement le PIB ; alors que le PIB en volume est le PIB en valeur diminué de la variation des prix. Le PIB en volume fait donc abstraction de la variation des prix. Il s'agit du PIB réel.

10 Calculez la croissance du PIB en volume si le PIB en valeur a augmenté de 1,5 %, alors que les prix ont augmenté de 0,8 %.

Croissance du PIB en volume (ou croissance réelle) = croissance du PIB en valeur - variation des prix = 1,5 - 0,8 = 0,7 %. La croissance réelle du PIB est de + 0,7 %.

2

Le PIB, indicateur de performance des pays

A Dynamisme des pays et croissance de PIB

DOC 7 Projections du PIB

En milliards de dollars constants 2014

2014			2030			2050		
Rang	Pays	PIB	Rang	Pays	PIB	Rang	Pays	PIB
1	Chine	17 632	1	Chine	36 112	1	Chine	61 079
2	USA	17 416	2	USA	25 451	2	Inde	42 205
3	Inde	7 277	3	Inde	17 138	3	USA	41 384
4	Japon	4 788	4	Japon	6 006	4	Indonésie	12 210
5	Allemagne	3 621	5	Indonésie	5 486	5	Brésil	9 164
7	Brésil	3 073	6	Brésil	4 996	6	Mexique	8 014
8	France	2 587	8	Allemagne	4 590	7	Japon	7 914
9	Indonésie	2 554	9	Mexique	3 985	9	Nigeria	7 345
11	Mexique	2 143	11	France	3 418	10	Allemagne	6 338
20	Nigeria	1 058	16	Nigeria	2 566	13	France	5 207

Traduit de IMF World Economic Outlook database (oct. 2014)
for 2014 estimates, PwC projections for 2030 and 2050 (www.pwc.fr)

Le taux de croissance

Taux de croissance (en %) =
(valeur finale – valeur initiale) /
valeur initiale × 100.

© Foucher

1 Repérez les évolutions du PIB de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigeria et du Mexique entre 2014 et 2050 en surlignant ces évolutions à l'aide de couleurs différentes.

2 Calculez le taux de croissance du PIB de la France, de la Chine, du Nigeria et de l'Inde entre 2014 et 2030 et commentez.

Taux croissance PIB France = $(3\,418 - 2\,587) / 2\,587 \times 100 = + 32 \%$ pour 17 ans.

Taux croissance PIB Chine = $(36\,112 - 17\,632) / 17\,632 \times 100 = + 105 \%$ pour 17 ans.

Taux croissance PIB Nigeria = $(2\,566 - 1\,058) / 1\,058 \times 100 = + 142 \%$ pour 17 ans.

Taux croissance PIB Inde = $(17\,138 - 7\,277) / 7\,277 \times 100 = + 135 \%$ pour 17 ans.

D'ici 2030, le PIB du Nigeria et de l'Inde vont plus que doubler (+ 140 % environ) ; celui de la Chine va doubler (+ 105 %) ; et celui de la France n'augmentera que de 32 %.

DOC 9 Les pays émergents, centre de gravité de la croissance mondiale à terme

Selon l'étude, « les économies européennes ont tendance à perdre du terrain au classement général : le taux de croissance moyen annuel des principaux pays de la zone euro ne devrait guère dépasser 1,5 à 2 % d'ici à 2050 ». [L'étude] prévoit « un taux de croissance annuel d'à peine plus de 3 % d'ici à 2050 » pour l'économie mondiale, soit un doublement de taille en 2037 et un triplement en 2050.

www.lesechos.fr (source AFP), 10/02/15



3 Analysez la situation de la France.

D'ici 2050, la France va faire face à un déclin relatif par rapport aux nouvelles puissances émergentes, comme le Mexique, l'Indonésie, le Nigeria. La faible augmentation du PIB de la France reflète son relatif manque de dynamisme économique vis-à-vis des puissances émergentes.

B Le PIB par habitant pour mesurer les niveaux de vie des pays

DOC 10 Quel est le montant du PIB par habitant ?

Le PIB par habitant, aussi appelé produit par tête (ou revenu par tête), correspond au produit intérieur brut d'un pays divisé par la population en milieu d'année. Le produit intérieur brut par habitant est un indicateur qui permet de mesurer le pouvoir d'achat moyen dont disposent les habitants.

www.journaldunet.com, 05/12/2015

4 Repérez ce que mesure le PIB par habitant.

Le PIB par habitant mesure le niveau de vie des habitants d'un pays, ou la quantité de biens et services dont dispose chaque ménage en fonction de ses ressources.

DOC 11 Les pays au plus gros PIB par habitant (estimations 2015, prix courants)

A	B	C	A	B	C	A	B	C
1	Luxembourg	118 251	8	Singapour	58 146	15	Finlande	51 020
2	Norvège	100 439	9	États-Unis	57 045	16	Allemagne	48 226
3	Qatar	93 535	10	Islande	52 967	17	Belgique	47 704
4	Suisse	83 974	11	Pays-Bas	52 770	18	Royaume-Uni	46 244
5	Australie	64 257	12	Autriche	52 368	19	Nouvelle-Zélande	46 204
6	Danemark	64 186	13	Canada	52 287	20	Émirats arabes unis	44 771
7	Suède	58 472	14	Irlande	52 260			

Légende : A = rang, B = pays, C = PIB 2015 par habitant (\$).

www.journaldunet.com, 14/01/2015

5 Commentez la place de la France et de la Chine en termes de PIB/habitant.

La France et la Chine n'apparaissent pas dans ce classement car ils se situent au-delà de la 20^e place en termes de PIB/habitant. La France dispose du 8^e rang tandis que la Chine dispose du 1^{er} rang.

6 Établissez un lien entre le PIB et le PIB par habitant.

Le PIB permet de mesurer la puissance économique d'un pays, alors que le PIB par habitant mesure le pouvoir d'achat de la population.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Le Népal va-t-il s'en sortir grâce au tourisme ?



<http://tinyurl.com/zsmzyff>

3'03

3

Les limites de la mesure de la production par le PIB

A Le PIB, indicateur incomplet

DOC 12 Le PIB est-il un bon indicateur de la richesse d'un pays ?

Le PIB ne tient pas compte de toute l'activité économique. D'abord, il omet de prendre en compte l'économie informelle et au noir bien que, selon l'OCDE, deux tiers des travailleurs dans le monde seront employés dans le secteur informel du Système D en 2020. C'est pourquoi l'agence européenne de statistique (Eurostat) demande aux pays de l'Union européenne de prendre en compte dans le calcul du PIB certaines activités criminelles comme le trafic de drogue ou la

prostitution. Ensuite, le PIB ne tient pas compte du bénévolat et du travail domestique. Enfin, le PIB est un indicateur trop quantitatif qui ne permet pas de comprendre si la richesse produite est équitablement répartie entre les individus. Il ne permet pas de mesurer le bien-être ou la qualité de vie des habitants. On peut ainsi considérer que le PIB n'est pas l'indicateur absolu pour mesurer la richesse.

© Foucher

DOC 13 Les limites du PIB en images



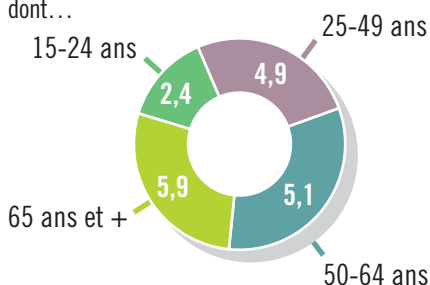
1 Montrez en quoi le PIB est un indicateur incomplet.

Le PIB est un indicateur incomplet. Il ne tient pas compte des activités souterraines légales ou illégales qui génèrent de la richesse. Il ne tient pas compte du travail domestique ou du bénévolat qui améliorent le bien-être de la population. Aussi, nous constatons que le PIB est un indicateur trop quantitatif et pas assez qualitatif dans une analyse macroéconomique (globale).

Le bénévolat en France

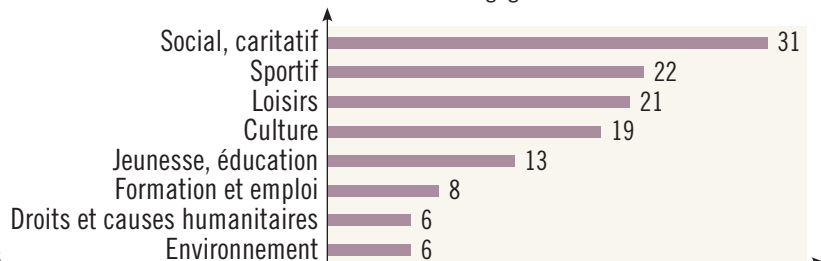
18,3 millions de bénévoles

dont...



Quels secteurs ?

% de bénévoles engagés dans le...



B Des activités négatives comptabilisées

DOC 14 La myopie du PIB

Le PIB ne mesure pas les externalités négatives (conséquences indésirables de la production de richesses qui ne font pas l'objet d'une transaction financière, comme la dégradation de l'environnement). Pire encore, réparer les dégâts d'une marée noire ou d'une pollution fait augmenter le PIB. Aussi, après une catastrophe comme un tsunami, un séisme, le PIB comptabilise les efforts de reconstruction et ne mesure pas les destructions de villes ou d'infrastructures.

© Foucher

DOC 15 Le PIB à tout prix



DOC 16 Le PIB, un outil de mesure sourd aux enjeux environnementaux

Depuis des décennies, le PIB est critiqué et contesté : il ne permet de raisonner qu'en termes de flux et est incapable de mesurer la qualité de vie réelle d'une population ou encore les dégradations environnementales. [...] Les impacts de notre modèle économique sur la biodiversité sont connus : destruction d'habitats, propagation d'espèces invasives, pollutions de toutes sortes ou encore surexploitation des ressources naturelles. [...] Le PIB ne prend pas en compte les externalités environnementales, c'est-à-dire les actions des agents économiques dont les conséquences, positives ou plus souvent négatives, sont ignorées

par les mécanismes de marché. Une réforme du PIB apparaît donc nécessaire. [...] Nous devons réussir à concilier économie et environnement pour répondre aux besoins humains d'une part et protéger la biodiversité d'autre part.

Nastasia Keurmeur, www.vertigolab.eu, 2^e semestre 2015

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Consultation : tableau de bord d'indicateurs complémentaires au PIB



<http://tinyurl.com/hlx49bn>

3'00

- 2 Expliquez comment le PIB prend en compte les externalités négatives et démontrez pourquoi il ne le devrait pas.

Le calcul du PIB considère que les externalités négatives sont des créations de richesses dès lors qu'elles génèrent des flux monétaires. Ainsi l'utilisation abusive des ressources naturelles, les activités polluantes peuvent jouer un rôle d'accélérateur du PIB. Le PIB ne devrait pas prendre en compte ces externalités négatives car elles dégradent le bien-être des populations.

- 3 Complétez le tableau des activités comptabilisées dans le PIB.

Activités	Participe à la croissance du PIB	
	Oui	Non
Nettoyage des dégâts dus à une marée noire.	×	
Bénévoles qui nettoient une plage polluée.		×
Flambée des prix du maïs dans un pays pauvre.	×	
Déforestation pour vendre du bois.	×	
Reforestation par l'association Le maquis.		×
Reconstruction des hôtels après un tsunami.	×	
Production industrielle qui pollue l'air.	×	
Pêche industrielle en eau profonde.	×	

- 4 Expliquez comment améliorer la mesure de la richesse.

Le PIB donne une image floue et incomplète de la situation économique du pays ou du bien-être des habitants. Il conviendrait de le compléter par des indicateurs sociaux et environnementaux.

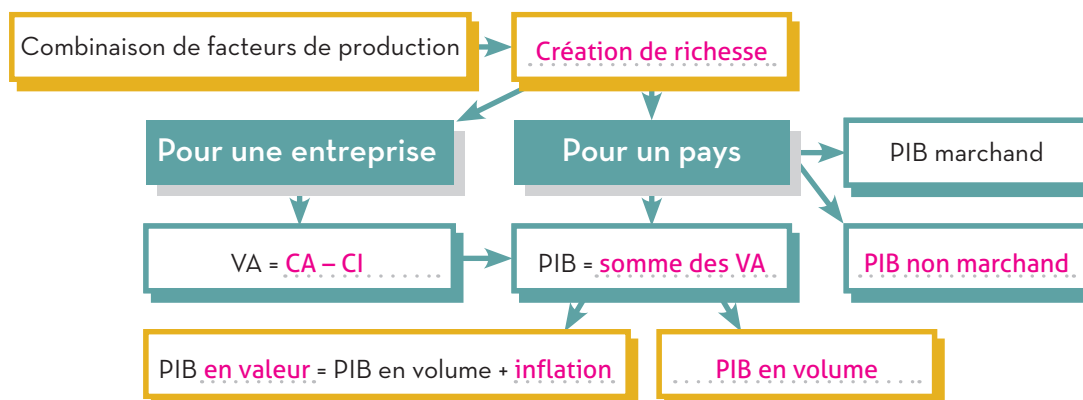
Produit intérieur brut (PIB) : ensemble des richesses créées (somme des valeurs ajoutées) sur le territoire national pendant un an par les agents économiques.

Taux de croissance du PIB : $(\text{PIB année } N - \text{PIB année } N-1) / (\text{PIB année } N-1) \times 100$. Le taux de croissance du PIB est l'indicateur généralement utilisé pour mesurer le dynamisme économique d'un pays.

Valeur ajoutée : production – consommations intermédiaires. La valeur ajoutée d'une entreprise se définit comme la richesse qu'elle crée réellement.

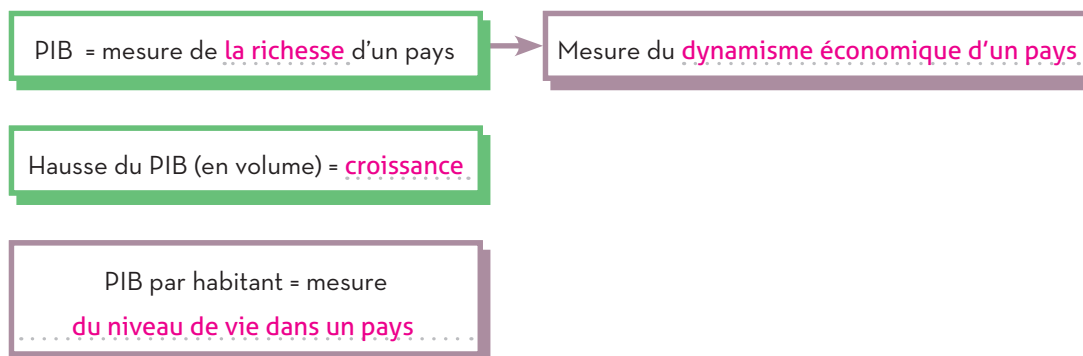
1

La création de richesse par les agents économiques



2

Le PIB, indicateur de performance des pays



3

Les limites de la mesure de la production par le PIB

Limites du PIB	
Activités non comptabilisées par le PIB comme richesse	Externalités négatives comptabilisées par le PIB comme richesse
troc (sans échange monétaire) bénévolat, travail domestique activités informelles	ventes d'armes, destruction de l'environnement et des ressources naturelles pollution, maladies

TESTEZ-VOUS!

Comment évaluer la richesse produite par une économie ? 5

1 Indiquez la ou les bonnes réponses.

1. La valeur ajoutée mesure :

- ☐ le bénéfice après impôt.
- ☐ la richesse créée par l'État.
- ☐ la production domestique d'un ménage.
- ☒ la richesse créée par les agents économiques.

2. Le PIB est :

- ☐ la productivité intérieure brute.
- ☒ le produit intérieur brut.
- ☐ un indicateur de niveau de vie.
- ☒ l'indicateur de richesse d'un pays généralement utilisé.
- ☒ un indicateur macroéconomique.
- ☐ un indicateur microéconomique.
- ☒ un indicateur imparfait.
- ☐ un indicateur parfait.

3. La Chine est la première puissance économique mondiale.

- ☒ Vrai
- ☐ Faux

4. Les Chinois ont le meilleur niveau de vie du monde.

- ☐ Vrai
- ☒ Faux

5. En 2050, la France aura rétrogradé au 13^e rang des puissances économiques.

- ☒ Vrai
- ☐ Faux

6. Le niveau de vie est plus élevé au Luxembourg qu'aux États-Unis.

- ☒ Vrai
- ☐ Faux

2 Complétez le tableau ci-dessous.

Le PIB du « Paysdesreves » en 2016 est de 1 974,3 milliards de dollars.

Les « Paysdesreviens » sont 32,6 millions d'habitants en 2016. Le Paysdesreves a été touché par une épidémie de grippe aviaire provenant de Chine et la population est passée à 27,2 millions en 2017.

Le PIB a augmenté de 1,3 % en 2017, et les prix de 1,8 %.

	Calcul	Analyse
PIB en volume en 2017	$1\,974,3 \times 1,013 = 2\,000$ milliards de dollars	Le PIB en valeur est passé de 1 974 à 2 000 milliards de dollars entre 2016 et 2017.
PIB réel en 2017	$2\,000/1,018 = 1\,964,6$ milliards de dollars	Le PIB réel du Paysdesreves a baissé entre 2016 et 2017. Le pays s'est réellement appauvri de 9,7 milliards de dollars si l'on tient compte de l'inflation qui vient rogner l'augmentation du PIB en valeur.
PIB/habitant en 2016	$1\,974,3 \text{ milliards} / 32,6 \text{ millions} = 60\,561$ dollars	Le niveau de vie par habitant s'élève à 60 561 dollars en 2016.
PIB/habitant en 2017	$2\,000 \text{ milliards} / 27,2 \text{ millions} = 73\,529$ dollars	Le niveau de vie des habitants s'est amélioré suite à la baisse de la population. Le PIB est donc un indicateur imparfait.

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Le travail domestique



DOC 1 Les activités domestiques en France

Emploi du temps des Français - 35 ans d'enquête

Femmes	Temps passé par activité en 2010 et évolution depuis 1974	Hommes
4 h 07 ↘ 85 min	Activités domestiques	2 h 36 ↗ 39 min
0 h 54 ↘ 18 min	• Cuisine	0 h 20 ↗ 4 min
0 h 19 ↘ 27 min	• Vaisselle	0 h 09 → 0 min
0 h 50 ↘ 4 min	• Ménage	0 h 17 ↗ 5 min
0 h 35 ↘ 3 min	• Éducation et soin des enfants	0 h 16 ↗ 7 min
1 h 57 ↘ 22 min	Travail	3 h 07 ↘ 72 min
4 h 54 ↗ 19 min	Loisirs	5 h 30 ↗ 52 min



www.lefigaro.fr, Insee, 29/10/2015

DOC 2 Le travail domestique pèse dans le PIB

Le PIB ne mesure pas les productions non marchandes qui pourtant contribuent à améliorer le niveau de vie et du bien-être des ménages. Il s'agit du travail non rémunéré domestique réalisé pour son propre intérêt ou celui de ses proches. Pour mesurer le poids du travail domestique dans l'économie française, il convient de ne pas confondre le travail domestique productif avec le loisir. Cette distinction est un enjeu car le jardinage ou le bricolage peuvent être considérés comme du travail ou du loisir selon les ménages. Cependant, l'Insee a développé des outils de mesure du travail domestique, dont le travail domestique restreint où la

cuisine et la vaisselle sont évaluées comme du travail, tandis que promener son animal de compagnie, faire du shopping ou du jardinage relèvent du loisir. Une fois ces périmètres définis, il convient de déterminer le temps passé en moyenne par les Français à ces activités. En moyenne, 3 h 20 par jour sont consacrées aux activités domestiques. Si l'Insee évalue ces heures de travail domestiques à un SMIC horaire, la production domestique non marchande et non comptabilisée dans le PIB s'élèverait à 330 milliards d'euros soit environ 15 % du PIB. Cette valorisation donne une image simplifiée de la richesse globale créée par le travail domestique, qui pèse autant que l'industrie et plus que le tourisme dans le PIB.

© Foucher

LE DÉCLIC



- Lorsque vous utilisez une source, pensez à la citer en veillant également à préciser la date de celle-ci.
- Pensez à vérifier si les documents concordent entre eux. Par exemple, le doc 2 explique que les activités domestiques sont de 3 h 20. Nous pouvons vérifier ce calcul en faisant la moyenne des activités domestiques des hommes et des femmes $(2 \text{ h } 36 + 4 \text{ h } 07)/2 = 3 \text{ h } 20$.
- L'infographie donne des éléments de réponse qui complètent le document rédigé.

- 1 Précisez la signification du travail domestique.
- 2 Analysez le poids du travail domestique restreint dans l'économie française.
- 3 Étudiez comment il est possible d'améliorer la mesure de la richesse d'un pays.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le travail domestique

Précisez la signification du travail domestique.

Le travail domestique représente l'ensemble des tâches réalisées par les ménages dans leur entourage privé. Le travail domestique correspond aux activités quotidiennes des individus dans l'entretien de leur habitation, la préparation des repas, la vaisselle, l'éducation et le soin des enfants, les loisirs tels que le jardinage et le bricolage. Enfin, la définition du travail domestique a des contours multiples.

Analysez le poids du travail domestique restreint dans l'économie française.

Le travail domestique est évalué à 3h20 hebdomadaires selon les études de l'Insee. On constate que les activités domestiques journalières des femmes sont de plus de 4h, alors que celles des hommes sont d'environ 2h30. Valorisé au SMIC, le travail domestique restreint contribuerait à la production nationale pour 15 % du PIB, c'est-à-dire autant que la valeur ajoutée de l'industrie.

Étudiez comment il est possible d'améliorer la mesure de la richesse d'un pays.

L'analyse des docs 1 et 2 nous montre que le calcul du PIB est « myope », car il omet de prendre en compte l'activité économique des ménages. En effet, le PIB ne prend en compte que l'activité économique des entreprises et des administrations. Pour avoir une vision complète de l'activité économique, il conviendrait donc de prendre en compte le travail domestique dans le calcul du PIB.

5

Comment évaluer la richesse produite par une économie ?

Synthèse rédigée

La richesse d'une nation est évaluée par des organismes statistiques (l'Institut national de la statistique et des études économiques ou Insee en France, EUROSTAT en Europe...) à partir du produit intérieur brut (PIB). Le PIB résulte de la combinaison productive des facteurs de production. Mais, l'efficacité de cette combinaison productive au niveau économique, social et environnemental, tout comme la pertinence du PIB comme indicateur de mesure de la richesse créée font débat.

1 La création de richesse par les agents économiques

A La valeur ajoutée des agents économiques

Au niveau microéconomique, la création de richesse se mesure par la valeur ajoutée produite par les agents économiques. Selon l'Insee, la valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires (biens et services incorporés ou détruits au cours de la production).

Valeur ajoutée = valeur de la production – montant des consommations intermédiaires

Au niveau d'un pays (macroéconomique), la création de richesse s'évalue par le produit intérieur brut (PIB) grâce à la somme des valeurs ajoutées des secteurs d'activité.

PIB = somme des valeurs ajoutées

B L'évaluation du PIB

La richesse nationale (le PIB) se compose de la somme des valeurs ajoutées réalisées par les entreprises, situées à l'intérieur d'un pays : **PIB marchand** et **PIB non marchand** (production non marchande réalisée par les administrations publiques).

Le PIB quantifie la production de richesse réalisée par un pays sur une période donnée (mois, trimestre ou année) par les agents économiques résidant dans le pays. Il s'agit donc d'un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'un pays.

- **Le PIB en valeur** inclut les variations de prix, qui peuvent gonfler artificiellement le PIB.
- **Le PIB en volume** est le PIB en valeur diminué de la variation des prix. Le PIB en volume fait donc abstraction de la variation des prix. Il s'agit du PIB réel.

Évolution du PIB en valeur = évolution du PIB en volume + variation des prix

Le PIB mesure la puissance économique d'un pays.

2 Le PIB, indicateur de performance des pays

A Dynamisme des pays et croissance de PIB

La variation du PIB d'une année sur l'autre mesure le taux de croissance économique d'un pays.

Le taux de croissance du PIB s'avère être le principal critère pour mesurer le dynamisme économique d'un pays.

Taux de croissance du PIB = $(\text{PIB année } N - \text{PIB année } N-1) / \text{PIB année } N-1$

Le taux de croissance du PIB et ses prévisions permettent aux pays de mener les politiques économiques, aux entreprises d'affiner leurs stratégies, et aux ménages d'anticiper leur consommation.

- Lorsque le taux de croissance du PIB est positif, la richesse créée s'accroît.
- Lorsque le taux de croissance du PIB est positif et augmente (ex. : s'il passe de + 1,2 % à + 1,4 %), le pays est en expansion. La croissance s'accélère.
- Lorsque le taux de croissance du PIB est positif et se réduit (ex. : s'il passe de + 2,5 % à + 1,5 %), cela signifie que la croissance du pays se ralentit (tout en demeurant positive).
- Lorsque le taux de croissance du PIB est négatif, la richesse baisse.

B Le PIB par habitant pour mesurer les niveaux de vie des pays

Le PIB par habitant mesure le niveau de vie des habitants d'un pays, ou la quantité de biens et services dont dispose chaque ménage en fonction de ses ressources.

$$\text{PIB/habitant} = \text{PIB/population}$$

Ainsi, le PIB par habitant est un indicateur du pouvoir d'achat de la population.

3 Les limites de la mesure de la production par le PIB

Le PIB est un indicateur imparfait qui présente de nombreuses limites.

A Le PIB, indicateur incomplet

Le PIB est un indicateur quantitatif et trop peu qualitatif de la situation économique d'un pays. Le PIB ne tient donc pas compte de toute l'activité économique (bénévolat et travail domestique), et ne permet pas de mesurer le bien-être ou la qualité de vie des habitants.

Le PIB ne tient pas compte de l'économie informelle et au noir (secteur informel du « système D »).

On peut ainsi considérer que le PIB n'est pas l'indicateur absolu pour mesurer la richesse.

B Des activités négatives comptabilisées

L'utilisation abusive des ressources naturelles (non renouvelables), l'impact négatif de l'homme sur la Terre, voire les pollutions peuvent contribuer à la croissance du PIB. En effet, le mode de calcul du PIB considère que les externalités négatives (activité d'un agent économique qui dégrade le bien-être d'autres agents économiques, sans que cet effet ne fasse l'objet d'une transaction économique compensatrice) sont des créations de richesses dès lors qu'elles génèrent des flux monétaires. Le PIB ne devrait pas prendre en compte ces externalités négatives, car elles dégradent le bien-être des populations.

Il convient donc d'améliorer la mesure de la richesse d'un pays par des indicateurs complémentaires du PIB.

Ressources vidéo complémentaires :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiEk8fMONE--kxZZpC80tJwG>

https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiE9ZuJHXm2KxSbEn0_TMsvc

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOwz6lHwnwiGYr6Ua9CgB326gnL0sKeKH>

Apprendre avec l'INSEE : www.statapprendre.education.fr/insee/

QUELS SONT LES ENJEUX ET LES ÉVOLUTIONS de la répartition des revenus ?

6



NOTIONS

- revenus primaires :
revenus du travail, revenus
du capital, revenus mixtes
- partage de la valeur ajoutée
- revenus de transfert
- revenu disponible

Juan ne sera pas augmenté cette année...

En ce moment, les fins de mois sont difficiles pour la famille de Juan Hernandez. Pour améliorer la situation, il a aujourd'hui demandé une augmentation à son employeur.

Chérie, mon employeur va réfléchir, mais je crois qu'il dira non à cette augmentation.

Il vient d'investir dans du nouveau matériel, ses comptes sont dans le rouge...

J'ai une idée ! Nous avons une chambre vide. On pourrait la louer à un étudiant ?

Mais comment va-t-on payer toutes nos factures ?

Si seulement les allocations augmentaient aussi vite que nos dépenses !

1 Exposez le problème rencontré par la famille Hernandez.

La famille Hernandez a des problèmes financiers : ses dépenses dépassent ses revenus. Juan et sa femme cherchent à augmenter leurs revenus.

2 Identifiez les différents moyens envisagés par la famille Hernandez pour améliorer cette situation.

Juan Hernandez a demandé une augmentation de salaire à son employeur. Sa femme aimerait que leurs allocations augmentent. Elle pense également à louer une pièce de la maison pour percevoir un loyer.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Grève Ikea
Grenoble

<http://tinyurl.com/jofa4pk>

1'22



3 Expliquez le problème que pose, en général, la répartition des revenus dans l'économie.

Les richesses produites par l'entreprise sont destinées à être partagées entre les acteurs qui ont contribué à cette création de richesse. Cette répartition va faire l'objet de conflits : par exemple, lorsque les salariés revendiquent des augmentations de salaire. Si la part des richesses qui leur est attribuée augmente, c'est au détriment des autres agents économiques qui interviennent dans cette répartition.

1

Les origines des revenus primaires des agents

A Le partage de la valeur ajoutée

DOC 1 La répartition de la valeur ajoutée



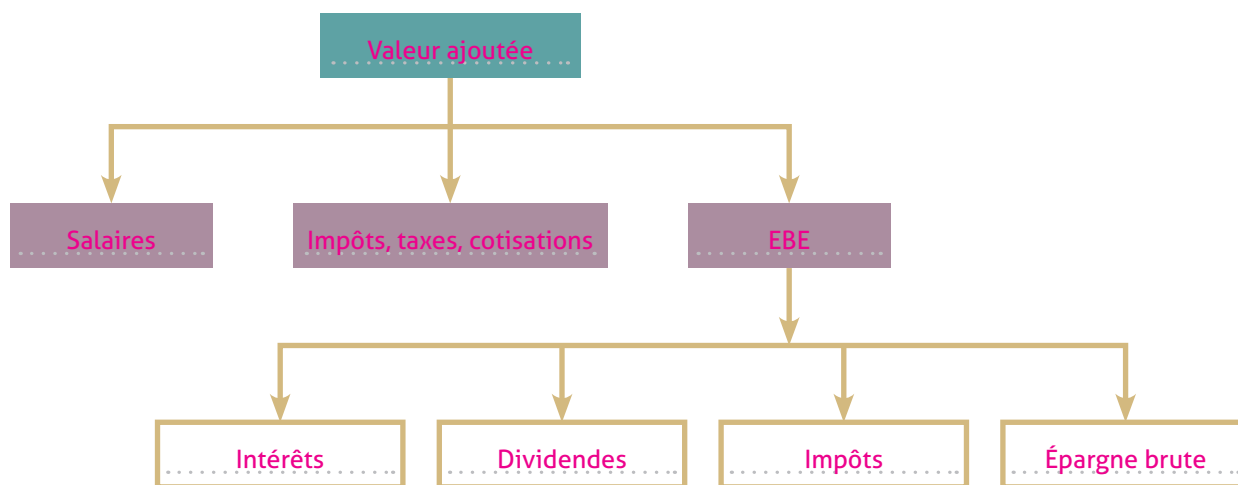
La valeur ajoutée mesure la richesse créée par l'entreprise. Celle-ci sera répartie, sous forme de revenus, entre les agents économiques ayant contribué, directement ou indirectement, à sa formation.

Dans un premier temps, la valeur ajoutée permet de rémunérer les salariés, qui perçoivent les revenus de leur travail sous forme de salaire. Une autre partie de la valeur ajoutée est versée à l'État sous forme d'impôts sur la production, de taxes et de cotisations sociales.

On appelle « excédent brut d'exploitation » (EBE) la somme qui reste à l'entreprise à la suite de cette première répartition. Cet EBE est utilisé pour rémunérer les propriétaires de l'entreprise (actionnaires) sous forme de dividendes, pour payer les intérêts à ses prêteurs de fonds (banques) et pour verser l'impôt sur les sociétés (impôt sur les bénéfices) à l'État. Une fois ces opérations effectuées, la somme qui reste dans l'entreprise peut servir à autofinancer des investissements (matériel, locaux) sans avoir à emprunter de capitaux. On l'appelle « épargne brute ».

© Foucher

1 Complétez le schéma pour mettre en évidence les différents éléments issus du partage de la valeur ajoutée.



2 Associez les différents éléments issus du partage de la valeur ajoutée à leurs bénéficiaires.

Propriétaires de l'entreprise	→	Dividendes
État	→	Impôts, taxes et cotisations
Personnel de l'entreprise	→	Salaires
Banques	→	Intérêts
Entreprise elle-même	→	Épargne brute

3 Identifiez, en justifiant votre réponse, les éléments de la valeur ajoutée qui peuvent bénéficier aux ménages.

Les ménages bénéficient principalement des salaires. Ils peuvent éventuellement bénéficier aussi des dividendes s'ils possèdent des actions.

B Les sources de revenus d'un ménage

DOC 2 Extrait d'un relevé de compte bancaire

Octobre 2016

Dates	Opérations
02-01	Virement – Salaire octobre
03-01	Païement carte – Carburant Esso
05-03	Chèque – Cabinet médical du docteur Gentil
05-01	Virement – Dividendes perçus sur actions TopMedia
07-01	Prélèvement mensuel assurance auto
08-01	Païement Internet – Carrefour Drive
09-01	Intérêts perçus sur votre livret A
10-01	Virement – Location de votre logement AirBnB
10-01	Retrait espèces
11-01	Païement carte – Péage société des autoroutes de Bretagne

© Foucher

DOC 3 Les revenus primaires des ménages



4 Surlignez dans le relevé de comptes les différents éléments qui constituent une source de revenus (doc 2).

5 Classez ces revenus dans le tableau ci-dessous.

Revenus du travail	Revenus de la propriété	
	Sur des biens mobiliers	Sur des biens immobiliers
Salaire de décembre	Dividendes perçus sur actions Intérêts perçus sur livret A	Loyer du logement

6 Expliquez le terme « mixtes » dans la dénomination « revenus mixtes ».

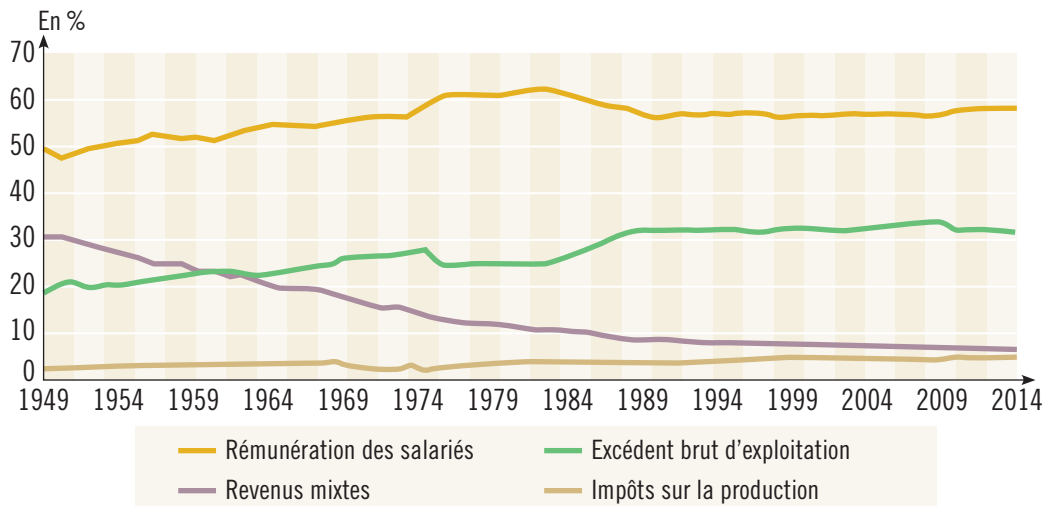
On qualifie ces revenus de mixtes car ils représentent à la fois un revenu du travail et un revenu de la propriété. Ils rémunèrent, en effet, un travail (celui de l'entrepreneur individuel), mais aussi les biens qu'il a engagés dans son activité (matériel, locaux par exemple) et dont il est propriétaire. Ces revenus sont donc à la fois des revenus du travail et de la propriété.

2

Les évolutions et les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée

A Les évolutions du partage de la valeur ajoutée

DOC 4 Le partage de la valeur ajoutée en France entre 1949 et 2014



Insee, Comptes nationaux, 2015

1 Identifiez qui sont actuellement les principaux bénéficiaires du partage de la valeur ajoutée.

Ce sont les salariés qui reçoivent entre 50 % et 60 % de cette richesse. La rémunération du travail constitue donc la part la plus importante dans la distribution de la valeur ajoutée. C'est encore plus important si on y ajoute les revenus mixtes qui représentent aussi, en partie, des revenus du travail (leur part varie de 30 % en 1949 à moins de 10 % en 2014).

2 Présentez les tendances d'évolution de ce partage depuis 1949.

Depuis 1949, la part de l'EBE progresse régulièrement (plus 10 points, de 20 % à 30 % de la VA) ainsi que celle des salaires (plus 5 points, de 50 % à 55 % de la VA). Les impôts sur la production représentent une faible part (moins de 5 %) et progressent légèrement. Ces progressions se font au détriment de la part des revenus mixtes (moins 20 points, de 30 % à 10 %).

DOC 5 La part des dividendes dans l'EBE des entreprises depuis 1993

	1993	1996	2000	2004	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
% de l'EBE	4,7	7,9	8,2	9,5	12,4	14,1	10,9	10,11	8,5	6,7	7,4

Insee

3 Analysez les évolutions récentes de ce partage.

Depuis 2009, on observe une légère augmentation de la part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée (5 points de plus environ), au détriment de l'EBE et des revenus mixtes. Par ailleurs, au sein de l'EBE, la part des dividendes est en diminution depuis 2009 après avoir fortement augmenté depuis le début des années 1990. La part des dividendes était passée de 4,7 % en 1993 à 14,1 % en 2009 pour redescendre à 7,4 % en 2014.

B Les enjeux du partage de la valeur ajoutée

DOC 6 Le partage des richesses



© Foucher

DOC 7 Les enjeux économiques et sociaux du partage de la valeur ajoutée

Le partage de la valeur ajoutée peut avoir différents effets sur la croissance économique. Lorsque la part des revenus de la propriété augmente, les entreprises disposent de plus d'argent pour investir. Si la part des revenus du travail augmente, cela sera favorable à la consommation. L'État, quant à lui, verra son budget varier en fonction de la part

de valeur ajoutée collectée sous forme d'impôts et de cotisations.

Les enjeux de cette répartition sont aussi sociaux. Dès qu'une catégorie d'agents économiques obtient une part plus importante dans la répartition de la valeur ajoutée, cela réduit la part des autres catégories d'agents.

© Foucher

4 Expliquez pourquoi le partage de la valeur ajoutée peut être source de conflits.

Dans le cadre du partage de la valeur ajoutée, chaque catégorie d'agents économiques a intérêt à augmenter sa part. Dès qu'un groupe d'agent réussit à capter une part plus importante, cela se fait au détriment des autres groupes. Cette répartition est donc conflictuelle.

5 Précisez les conséquences économiques de la situation suivante.

	Impact sur le revenu des agents économiques	Conséquences économiques possibles
Depuis 2009, la part des dividendes dans la valeur ajoutée a diminué au profit de la part des salaires	Évolution du revenu des salariés <input checked="" type="checkbox"/> à la hausse <input type="checkbox"/> à la baisse	La part des salariés dans le partage de la VA augmente, ce qui améliore leur pouvoir d'achat, donc la consommation.
	Évolution du revenu des actionnaires <input type="checkbox"/> à la hausse <input checked="" type="checkbox"/> à la baisse	La réduction des dividendes distribués aux actionnaires affecte la consommation et/ou l'investissement.

6 Identifiez les évolutions de la répartition de la valeur ajoutée qui peuvent avoir les conséquences économiques suivantes.

Hausse de l'investissement des entreprises	Répartition plus favorable aux entreprises ou aux propriétaires de l'entreprise.
Baisse de la consommation des ménages	Répartition défavorable aux ménages (salariés, actionnaires).
Hausse du budget de l'État	Répartition favorable aux administrations publiques qui perçoivent l'impôt.

Les revenus de transfert, moyens de correction de la répartition primaire

A Les mécanismes de redistribution de la richesse

DOC 8 La prime d'activité

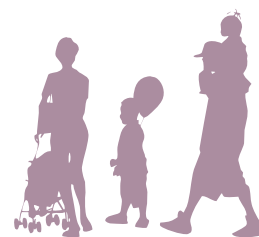
La prime d'activité est un complément de revenu mensuel versé aux travailleurs d'au moins 18 ans dont le salaire est inférieur à 1,3 SMIC, soit environ 1 500 euros nets. Les étudiants et les apprentis peuvent également y avoir droit s'ils justifient de revenus d'activité suffisants. La prime d'activité n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu et concerne environ 4 millions de foyers.

© Foucher



Un célibataire sans enfant dont le salaire mensuel est de 1 300 euros nets par mois, sans autres ressources, percevra une prime d'activité de 97 euros par mois.

Un couple avec deux enfants dont les revenus mensuels sont au SMIC (1 135 euros nets par mois) percevra une prime d'activité d'environ 243 euros par mois.



www.gouvernement.fr

DOC 9 L'augmentation des inégalités en France



www.georgesdessins.canalblog.com

1 Identifiez les bénéficiaires et l'intérêt de la prime d'activité.

Les bénéficiaires de cette prime sont des travailleurs dont le salaire est faible (moins de 1,3 SMIC). L'intérêt de cette prime est d'améliorer les revenus des travailleurs les moins favorisés.

2 Expliquez comment cette prime d'activité peut être financée.

Cette prime peut être financée par des impôts prélevés, entre autres, sur les revenus des salariés les plus favorisés.

3 Présentez, dans le tableau ci-dessous, quatre exemples de prélèvements et/ou de compléments sur les revenus primaires que vous connaissez.

	Nom	Personnes concernées	Conditions éventuelles
Complément de revenu	Allocations familiales Allocations chômage	Famille Personnes à la recherche d'un emploi	Montant des revenus, nombre d'enfants Avoir travaillé avant (condition de durée), ne pas rester trop longtemps sans emploi.
	Allocations logement Allocation de rentrée scolaire Bourse	Tous Enfants scolarisés Enfants et étudiants	Montant des revenus Montant des revenus Montant des revenus
	Impôt sur le revenu Impôt de solidarité sur la fortune	Tous Tous	Montant des revenus Montant du patrimoine
Prélèvement de revenu	Impôt sur les sociétés TVA	Toutes Tous	Montant des bénéfices Acheter des biens soumis à la TVA

B Le revenu disponible des ménages

DOC 10 La redistribution des revenus

En 2014, avant redistribution des revenus, le niveau de vie moyen des 20 % des Français les plus aisés était de 56 880 euros par an, soit 8 fois plus que le niveau de vie des 20 % des Français les plus modestes (7 080 euros par an). Pour réduire cet écart, les revenus de certains agents économiques sont réduits par des prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales) afin que des transferts sociaux (allocations, aides, prestations sociales) puissent être versés aux agents économiques dont les revenus sont les plus faibles. Pour chaque ménage, le revenu primaire, amputé

des prélèvements obligatoires et augmenté des éventuels transferts sociaux constitue le revenu disponible. Après cette redistribution, le niveau de vie moyen des 20 % des Français les plus aisés n'est plus que 4 fois supérieur à celui des 20 % des Français les plus modestes.

© Foucher

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

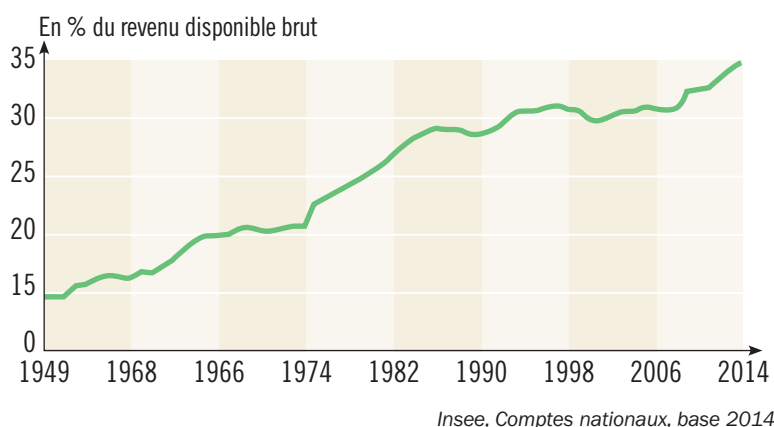
Les mécanismes de redistribution



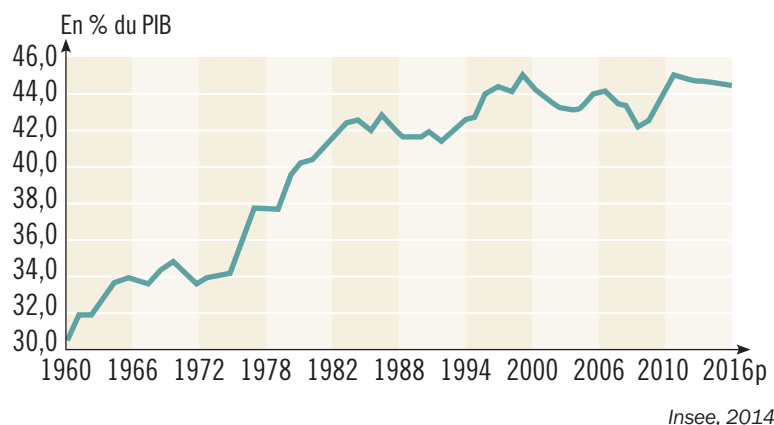
<http://tinyurl.com/n9w4ukg>

2'52

DOC 11 Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages



DOC 12 L'évolution du taux de prélèvements obligatoires



4 Présentez la formule de calcul du revenu disponible.

Revenus primaires –

prélèvements obligatoires

+ transferts sociaux = revenu disponible.

5 Montrez la part et l'évolution des prestations sociales dans le revenu disponible.

La part des prestations sociales dans le revenu disponible a augmenté de manière régulière depuis 1950 en passant de 15 % de ce revenu à plus de 35 % aujourd'hui (plus du tiers du revenu disponible des ménages).

6 Justifiez l'évolution des prélèvements obligatoires en pourcentage du PIB.

Les prélèvements obligatoires, sont passés d'environ 30 % du PIB en 1960 à un niveau record de plus de 45 % du PIB après 2011. Cela se justifie, en partie, par l'augmentation importante des transferts sociaux qui doivent être financés par ces prélèvements obligatoires.

Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et les institutions européennes.

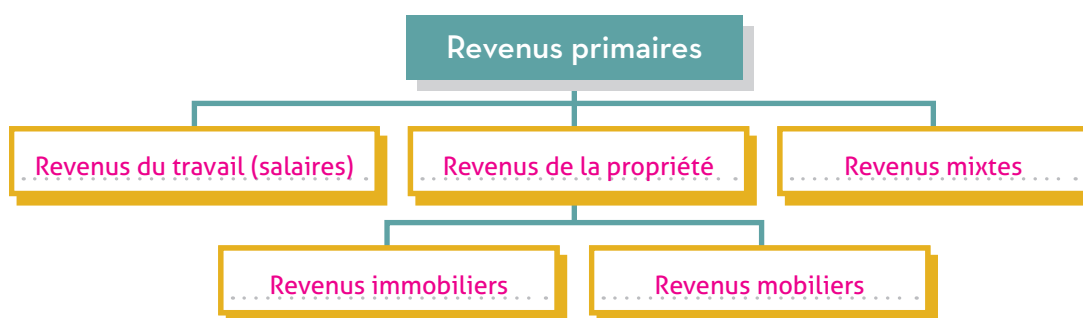
Revenu disponible : revenus primaires desquels on déduit les prélèvements obligatoires et auxquels on ajoute les revenus de transfert.

Revenus de transfert : revenus issus des mécanismes de redistribution.

Revenus primaires : revenus des ménages directement issus de leur participation à la production par le travail (salaire) ou par la propriété de certains biens (loyers, intérêts).

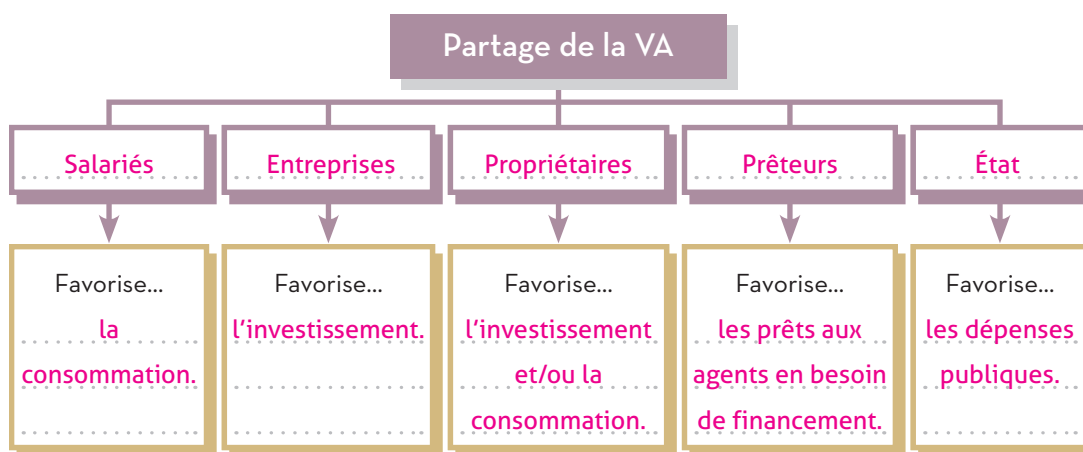
1

Les origines des revenus primaires des agents



2

Les évolutions et les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée



3

Les revenus de transfert, moyens de correction de la répartition primaire



TESTEZ-VOUS!

Quels sont les enjeux et les évolutions de la répartition des revenus ? 6

1 Identifiez, dans les situations suivantes, les agents économiques qui bénéficient du partage de la valeur ajoutée.

Situation 1. David vient de créer son activité : il a investi dans un *foodtruck*. Il est satisfait du démarrage de son activité qui lui permet de rembourser son crédit bancaire. Il peut également verser un salaire à son employé mais ne gagne pas encore suffisamment d'argent pour se rémunérer lui-même.

Agents économiques	<input checked="" type="checkbox"/> Salariés	<input type="checkbox"/> Entreprise	<input type="checkbox"/> Propriétaire	<input checked="" type="checkbox"/> Prêteurs	<input checked="" type="checkbox"/> État
Justification	L'employé est payé.			Les dettes sont remboursées.	David doit payer des impôts et cotisations.

Situation 2. Bjorn dirige son entreprise de fabrication de produits alimentaires depuis quinze ans. Il a une centaine de salariés et un chiffre d'affaires en constante progression. Ces dernières années, l'entreprise a réalisé des bénéfices importants que Bjorn récupère pour moitié sous forme de dividendes. L'entreprise n'a plus aucune dette vis-à-vis des banques.

Agents économiques	<input checked="" type="checkbox"/> Salariés	<input checked="" type="checkbox"/> Entreprise	<input checked="" type="checkbox"/> Propriétaire	<input type="checkbox"/> Prêteurs	<input checked="" type="checkbox"/> État
Justification	Les salariés sont payés.	50 % des bénéfices restent dans l'entreprise.	50 % des bénéfices sont distribués.		Bjorn doit payer des impôts et cotisations.

2 Complétez la grille.

b

1 M I X T E S

a

2 D I S P O N I B L E

3 P R E T E U R S

4 P R E L E V E M E N T S

5 C O N S O M M A T I O N

HORIZONTALEMENT

- 1 Revenus qui rémunèrent le travail et les biens du propriétaire de l'entreprise.
- 2 Revenu obtenu après la prise en compte des revenus de transfert et prélèvements obligatoires.
- 3 Ils perçoivent des intérêts dans le cadre de la répartition de la valeur ajoutée.
- 4 Ils sont obligatoires et leur taux en pourcentage du PIB ne cesse de progresser.
- 5 Elle va diminuer si la part de la richesse attribuée aux salariés diminue.

VERTICALEMENT

- a Ils perçoivent une rémunération en contrepartie de leur travail.
- b Il va être stimulé si la part de la richesse accordée à l'entreprise augmente.

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Vers un revenu de base pour tous ?



Faut-il verser à chaque Français, sans condition aucune, un revenu de base ? L'idée peut paraître utopique, mais elle est de plus en plus évoquée dans le débat public [...]. Quel que soit le terme utilisé, « revenu de base », « allocation universelle », « revenu d'existence », l'idée n'est pas nouvelle. Elle a été régulièrement explorée dans la littérature économique comme un moyen de lutter contre la pauvreté. Mais, face aux transformations du marché du travail, la persistance d'un chômage important – alors même que le système de protection sociale français est fondé sur l'emploi –, elle revient sur le devant de la scène [...].

Face à un marché du travail dans lequel chacun peut devenir « auto-entrepreneur, multi-actif, indépendant » et où « l'alternance traditionnelle entre chômage et salariat serait remplacée par un flux continu d'activité combinant des moments de suractivité avec des périodes de sous-activité », certains veulent faire du revenu de base un filet de sécurité [...]. Pour les défenseurs de l'allocation universelle inconditionnelle, celle-ci doit être vue comme la juste distribution d'un « dividende social » généré par la société qui, au travers de l'accumulation de son capital ou son système éducatif, permet à certains d'être très productifs. L'allocation universelle ne serait donc qu'une juste redistribution des gains générés par nos institutions [...].

Ce revenu de base serait versé sous la forme d'un « impôt négatif », c'est-à-dire un crédit d'impôt. Dans cette version du revenu de base, son montant – par exemple, 800 euros – viendrait en déduction des impôts calculés en fonction du barème de l'impôt sur le revenu. Ceux pour qui le crédit d'impôt serait supérieur à l'impôt classique sur le revenu toucheraient la différence [...]. Mais l'instauration d'un revenu de base pose immédiatement la question de son financement. Pour beaucoup, l'allocation universelle doit venir en remplacement des multiples aides sociales existantes (APL, allocations familiales, allocation adulte handicapé, allocation de rentrée scolaire, etc.). Ses défenseurs y voient donc l'occasion d'un choc de simplification des multiples aides sociales françaises. De quoi mettre un frein à l'inflation bureaucratique, d'autant qu'il n'y aura plus besoin de contrôler qui que ce soit [...]. Autre obstacle majeur à l'instauration d'un revenu de base, ses conséquences sur les incitations au travail. Verser une allocation à tout un chacun ne risque-t-il pas de favoriser l'oisiveté ? C'est une objection majeure des opposants au revenu de base [...].

Un tel impôt « négatif », dont le niveau reste à fixer, devrait s'accompagner d'une forme de contrepartie, sous la forme d'un travail d'intérêt général, ou d'engagement pour préserver à chacun l'estime de soi par le travail [...].

Marc Vignaud, www.lepoint.fr, 11/01/2016

LE DÉCLIC



- Pensez à surligner les différents arguments avec des couleurs distinctes selon qu'ils sont favorables ou non à cette proposition.
- « Relever » consiste à mettre en évidence les arguments alors que « commenter » vous invite à les juger de manière critique.

1

Identifiez la proposition présentée dans ce document.

2

Relevez les arguments en faveur de cette proposition.

3

Commentez les risques associés à la mise en œuvre de cette proposition.

Corrigé – Entraînez-vous !

Vers un revenu de base pour tous ?

Identifiez la proposition présentée dans ce document.

La proposition porte sur un revenu universel (ou revenu de base) qui serait versé à chaque Français.

Relevez les arguments en faveur de cette proposition.

Le revenu d'existence est un moyen de lutte contre la pauvreté, un filet de sécurité entre deux emplois ou activités professionnelles, ainsi qu'un moyen de distribuer de manière plus juste les gains générés par notre société.

Commentez les risques associés à la mise en œuvre de cette proposition.

Le premier risque associé à cette proposition est celui du financement. Il faut, en effet, trouver les moyens de verser ce revenu à chaque Français. Cela suppose de réduire d'autres dépenses ou d'augmenter les recettes (principalement issues des taxes et impôts).

Encore, ce revenu d'existence peut avoir des conséquences sur l'incitation à travailler puisqu'il rémunère des personnes sans travail en contrepartie.

Pour finir, si l'on identifiait une contrepartie à ce revenu d'existence, par exemple des travaux d'intérêt général (TIG), cela supposerait d'encadrer ces TIG et leurs participants, de prévoir des sanctions en cas d'absence. Le coût du dispositif n'en serait que plus important et cela le rendrait plus complexe encore.

6

Quels sont les enjeux et les évolutions de la répartition des revenus ?

Synthèse rédigée

1 Les origines des revenus primaires des agents

A Le partage de la valeur ajoutée

La **valeur ajoutée** (VA) constitue un indicateur économique de la création de richesse d'une entreprise. Elle se calcule par différence entre la valeur de la production d'une entreprise (chiffre d'affaires) et la valeur des consommations intermédiaires (biens et services achetés à des tiers dans le cadre de l'activité productive). D'un point de vue macroéconomique, la somme des valeurs ajoutées des entreprises permet de déterminer le produit intérieur brut d'un pays.

Cette valeur ajoutée trouve son origine dans les contributions apportées par différents agents économiques au cours du processus de production. Il est donc naturel que ces agents puissent bénéficier d'une partie de cette richesse, en fonction de leurs contributions respectives.

La majeure partie de la valeur ajoutée est distribuée aux employés sous forme de **salaires**. L'État en est également un bénéficiaire sous la forme des **impôts, taxes et cotisations** qu'il prélève à différents stades de l'activité productive. La partie destinée à l'entreprise, une fois les salaires et impôts versés, est appelée **excédent brut d'exploitation**. Celui-ci est mobilisé pour verser des **intérêts** aux prêteurs de l'entreprise, des **dividendes** aux actionnaires et l'**impôt sur les sociétés** à l'État. Au final, l'entreprise conserve une partie résiduelle de la valeur ajoutée qualifiée d'**épargne brute**. Celle-ci sera destinée à autofinancer l'activité.

B Les sources de revenu d'un ménage

Les revenus d'un ménage trouvent leurs sources dans différentes catégories de revenus :

les **revenus du travail** sont versés en contrepartie d'un travail effectué pour un employeur ;

les **revenus de la propriété** rémunèrent la propriété d'un bien immobilier (maison, appartement, terrain) ou mobilier (actions, livret d'épargne) ;

les **revenus mixtes** sont versés aux entrepreneurs individuels et rémunèrent à la fois leur travail et la mise à disposition de biens qu'ils possèdent, dans le cadre de l'activité productive. Cette catégorie de revenus combine donc des revenus du travail et de la propriété.

L'ensemble des revenus constitue les revenus primaires des agents.

$\text{Revenus primaires} = \text{revenus du travail} + \text{revenus de la propriété} + \text{revenus mixtes}$

2 Les évolutions et les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée

A Les évolutions du partage de la valeur ajoutée

Le partage de la valeur ajoutée accorde une part importante aux employés sous la forme de salaires. Cette part oscille en général autour des 2/3 de la valeur ajoutée. En majeure partie, le reste de la valeur ajoutée correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises. La part des impôts sur la production (autour de 5 %) et des revenus mixtes est faible (moins de 10 %).

Depuis 1950, cette répartition a connu certaines évolutions. En particulier, la **part attribuée aux salariés a augmenté** de manière importante jusqu'au début des années 1980 (elle est passée de 50 à plus de 60 % de la VA), avant de diminuer puis de se stabiliser autour de 55 %. Depuis 2010, la part des salariés augmente à nouveau, au détriment de l'EBE. Néanmoins, la **part de cet EBE a aussi fortement progressé** depuis 1950 en passant de moins de 20 % à près de 30 % en 2014. Ces augmentations concomitantes des parts des salaires et de l'EBE s'expliquent par un **recul marqué de la part des revenus mixtes**. Supérieure à 30 % en 1950, cette part n'a cessé de s'effondrer pour représenter moins de 10 % en 2014.

Ces deux dernières décennies, on a pu également observer une **variation importante de la part des dividendes dans l'EBE**. Alors que les dividendes représentaient 4,7 % de l'EBE en 1993, cette part est passée à 14,1 % en 2009, avant de se réduire progressivement pour atteindre un niveau de 7,4 % en 2014.

B Les enjeux du partage de la valeur ajoutée

Le partage de la valeur ajoutée obéit à un principe simple. Dès qu'une catégorie d'agents économiques obtient une plus grande part de la valeur ajoutée, les parts des autres agents sont mécaniquement diminuées. Le **partage de la valeur ajoutée peut donc être conflictuel**, d'autant plus que chaque catégorie est en mesure de présenter des arguments favorables à l'augmentation de sa part dans cette répartition.

Ainsi, lorsque les salariés bénéficient d'une part de valeur ajoutée plus importante, cela améliore leurs revenus qu'ils peuvent consacrer à la **consommation ou à l'épargne**. De leur côté, les entreprises jouent également un rôle important dans l'économie à travers les **investissements** qu'elles réalisent. Or, le financement de ces investissements peut être facilité lorsque les entreprises bénéficient de moyens supplémentaires en captant une part plus grande de la valeur ajoutée. Enfin l'État, à travers les impôts, taxes et cotisations qu'il prélève, verra son **budget** et ses possibilités d'action varier avec la part de la valeur ajoutée qu'il pourra recevoir.

3 Les revenus de transfert, moyens de correction de la répartition primaire

A Les mécanismes de redistribution de la richesse

Les revenus primaires des agents peuvent être très inégaux. Il existe différents mécanismes permettant d'augmenter les revenus d'un ménage, on les qualifie de **transferts sociaux**. Ainsi, en fonction de certains critères, des agents économiques peuvent bénéficier d'aides ou d'allocations *via* des mécanismes variés (allocations familiales, allocation chômage, prime d'activité, bourses, etc.).

L'existence de ces transferts sociaux, consistant à verser un complément de revenus à certains ménages, n'est possible qu'en prélevant une partie des revenus d'autres ménages afin de les redistribuer. La redistribution est donc financée par des **prélèvements obligatoires** sur les différents types de revenus, qu'ils soient du travail, de la propriété ou mixtes.

B Le revenu disponible des ménages

Les revenus primaires des ménages peuvent être augmentés par des transferts sociaux et diminués par des prélèvements obligatoires. On désigne par **revenu disponible** le montant des revenus primaires d'un ménage augmenté des transferts sociaux et diminués des prélèvements obligatoires.

Revenu disponible = revenus primaires - prélèvements obligatoires + transferts sociaux

La redistribution des revenus permet d'atténuer les écarts entre les revenus disponibles des plus aisés et ceux des moins aisés. Au fil des années, le poids de cette redistribution est de plus en plus important dans le revenu disponible. Ainsi, la part des transferts sociaux dans le revenu disponible est passée de 15 % en 1950 à plus de 35 % aujourd'hui. De manière concomitante, le taux de prélèvements obligatoires est passé de 30 % du PIB en 1960 à environ 45 % en 2015.

À l'aide de vos connaissances et des ressources documentaires jointes, vous analyserez la situation d'économie en répondant aux questions suivantes.

- 1 Formulez ce que signifie obtenir des gains de productivité.
- 2 Expliquez comment une entreprise peut réaliser des gains de productivité.
- 3 Identifiez les agents économiques bénéficiant des gains de productivité d'Air France.
- 4 Analysez le lien entre productivité et croissance économique.
- 5 Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante : « Quels sont les effets des gains de productivité sur les entreprises et les ménages ? »

Document 1

Comprendre l'impact des gains de productivité sur l'économie

La productivité de la France s'épuise depuis 2008. Et c'est un problème majeur, car c'est sa progression, et elle seule, qui permet aux Français de s'enrichir de façon durable. [...] Il faut d'abord garder à l'esprit que la productivité mesure l'efficacité avec laquelle une économie mobilise ses ressources pour fabriquer des biens et des services. Les gains de productivité mesurent donc l'accroissement de la production à moyens égaux et cela permet de dégager un surplus de richesse qui se partage entre hausse des salaires, hausse des profits et baisse des prix.

• Les effets directs pour les entreprises

Plus de salaires, c'est en partie plus d'épargne mais surtout plus de consommation, augmentant mécaniquement le PIB. La baisse des prix stimule elle aussi la consommation mais est également facteur de compétitivité avec, à la clé, plus d'exportations et moins d'importations, donc plus d'activité et de croissance pour le pays. Les entreprises peuvent conserver une partie des gains de productivité sous forme de hausse des profits. Cela peut permettre de distribuer plus de dividendes, ce qui a un impact sur l'évolution de l'épargne et de la consommation. Une partie peut être dédiée au désendettement. Enfin, une part va à l'investissement. Les nouveaux équipements intégrant des procédés plus modernes sont sources de gain de productivité et

permettent d'auto-entretenir le cycle de la productivité [...], ce qui accroît encore une fois le PIB.

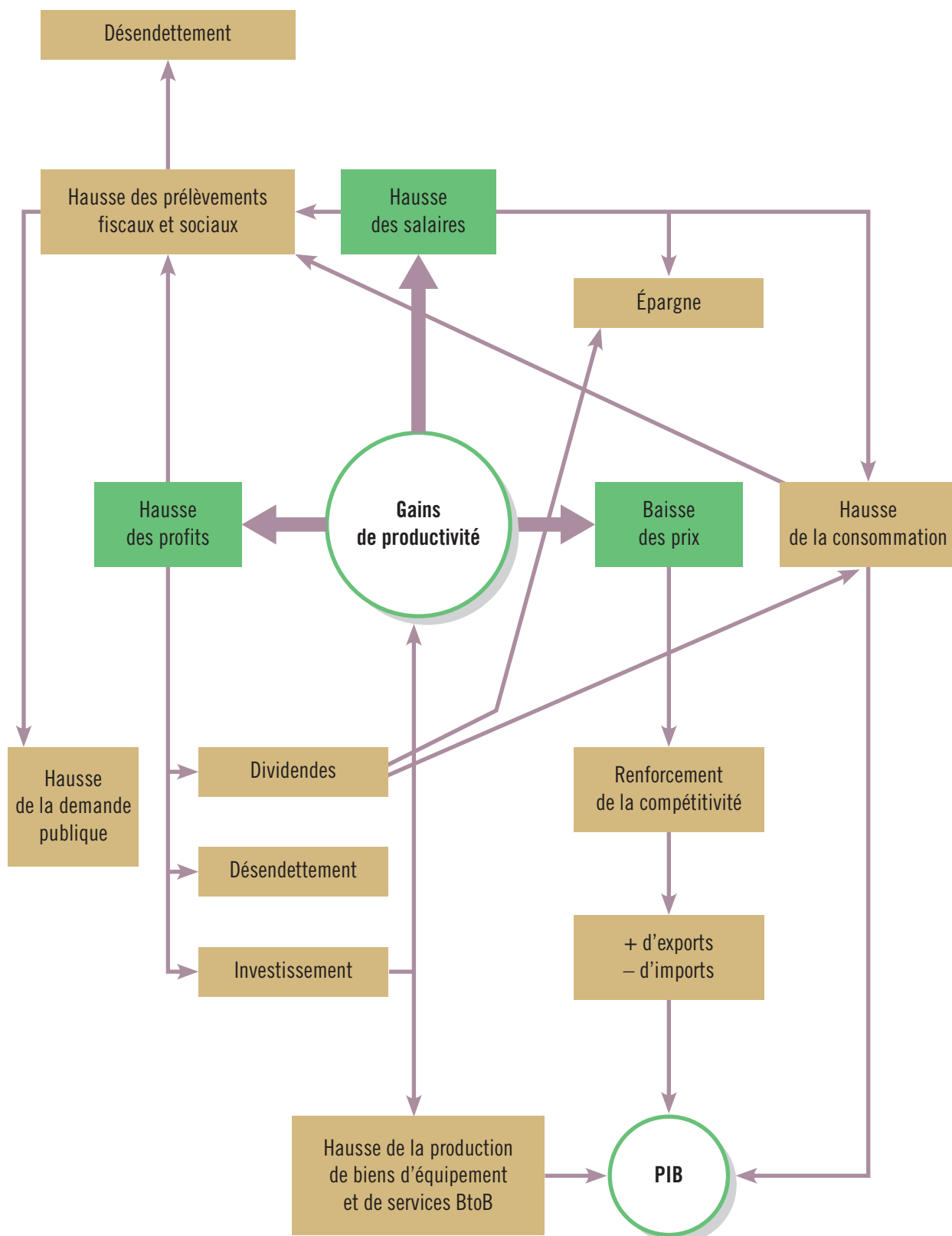
• Des effets de second tour pour l'État

Plus de consommation, c'est plus d'entrée de TVA. Plus de salaires, c'est plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu. Enfin plus de profit, c'est plus d'IS [impôt sur les sociétés] dans les caisses de l'État. La hausse des rentrées fiscales et sociales donne alors des marges de manœuvre pour se désendetter et/ou pour financer la croissance des dépenses publiques : transferts sociaux qui soutiennent la consommation des ménages, création d'emplois publics et investissement public qui permet notamment de rendre l'environnement plus favorable à l'offre : infrastructures, éducation, recherche fondamentale qui sont autant de sources de productivité supplémentaires. La hausse de la demande publique participe à son tour à la croissance du PIB. Ainsi, la distribution des gains de productivité, en dynamisant les différentes composantes de la demande globale (consommation, investissement, dépenses publiques et exportations) est un facteur de croissance économique. Une croissance qui, si elle est suffisamment élevée (c'est-à-dire supérieure aux gains de productivité), se traduit par des créations d'emplois dont les effets sur la consommation et les recettes fiscales et sociales se diffusent à leur tour. Une mécanique bien huilée qui peut très vite se gripper.

Xerfi Canal, www.latribune.fr, 08/01/2016

Document 2

Productivité : le pivot de la croissance



Document 3

Air France : le « new deal » de la direction pour renouer avec la croissance en 2017

Frédéric Gagey, le PDG d'Air France, a présenté un nouveau plan stratégique, qui prévoit 10 % de croissance entre 2017 et 2020, contre des gains de productivité négociés dans la durée. Le retour à la croissance, aux achats d'avions et aux embauches à partir de 2017, en contrepartie d'efforts de productivité négociés, sans objectif chiffré imposé ni date limite : tel est le « new deal » dévoilé vendredi matin aux représentants du personnel par Frédéric Gagey, le PDG d'Air France et Gilles Gateau, le nouveau DRH [...].

- **Amélioration notable du plan Perform [2020]**

Si Air France ne revient pas sur la réduction de l'offre et les 1 000 suppressions de postes décidées pour 2016, le nouveau projet de la direction apporte des améliorations notables au plan Perform présenté en septembre 2014. Alors que ce plan Perform prévoyait d'augmenter l'offre long-courrier de 1 % à 1,5 % de 2015 à 2017, le nouveau projet propose « de l'ordre de 2 % à 3 % de croissance par an » entre 2017 et 2020 [...]. Soit au total, un peu plus de 10 % de capacités supplémentaires sur la période, contre de 2 % à 3 % de croissance prévue par British Airways sur la même période (hors Iberia et Vueling) et 2,8 % chez Lufthansa (hors Eurowings).

- **16 nouveaux avions long-courriers**

Cette croissance se traduirait par l'ouverture « d'une à deux nouvelles destinations long-courriers par an » et par l'ajout de sept avions long-courriers sur la période, sans compter les remplacements d'avions anciens. En additionnant les remplace-

ments et les avions supplémentaires, Air France achèterait « jusqu'à 16 nouveaux avions – Boeing 787 et Airbus A350 – d'ici à 2020 ». Ce qui porterait sa flotte long-courrier de 102 appareils en 2016 [...] à 109 en 2020 [...].

- **Maintien du réseau court-courrier**

À la croissance de l'offre long-courrier s'ajoute l'engagement de stabilité de l'offre court et moyen-courrier d'Air France, à 70 Airbus A320 jusqu'en 2020 (à l'exception de la desserte de Bordeaux qui devrait être impactée par l'effet TGV en 2017). En 2015, le seul objectif annoncé pour ce réseau court et moyen d'Air France et Hop ! était le retour à l'équilibre pour 2017. [...] Par ailleurs, Air France réitère sa volonté de poursuite de la croissance de sa filiale *low cost*, Transavia France. La filiale *low cost* d'Air France verrait sa flotte passer de 26 à 40 appareils d'ici à 2020 [...]. Soit au total, une offre intra-européenne du groupe en hausse de près de 10 % d'ici à 2020.

- **Objectifs financiers maintenus pour 2017**

Cet effort d'investissement, qui représenterait 1,1 milliard d'euros rien que pour 2016, ne remet pas en question les objectifs financiers du plan Perform. Le retour à l'équilibre du court et moyen-courrier en 2017 et l'objectif de 80 % de lignes long-courriers bénéficiaires restent également d'actualité. De même, Gilles Gateau a confirmé l'objectif d'un résultat d'exploitation de 740 millions d'euros en 2017, considéré comme le niveau de rentabilité minimal pour financer les achats d'avions. Sachant que le résultat d'exploitation de 2015, même revu à la hausse, se situerait encore aux alentours de 400 millions d'euros, des gains de productivité restent donc nécessaires. [...]

Bruno Trevidic, www.lesechos.fr, 18/01/2016

Document 4

Croissance de la France : et si l'on parlait des vraies réformes ?

Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a plaidé [...] pour une nouvelle série de réformes afin d'accélérer la croissance tricolore. Quelles devraient être les priorités ? [...] « La France a déjà mené des réformes mais du point de vue du FMI, il faut impérativement qu'elle continue à les faire. Il y a un talent, il y a un potentiel, il y a des compétences. Il faut libérer ces énergies et il faut leur permettre de développer leur activité. [...] En période de coûts financiers faibles, en période d'euro compétitif entre guillemets, et en période de coût des matières premières faibles, il y a quand même beaucoup d'éléments et d'atouts pour que la France tire un peu son épingle du jeu », a-t-elle déclaré sans préciser toutefois quelles mesures pourraient être prises. [...]

• La France sort à peine de la crise

Il est vrai que l'économie française n'est pas rayonnante. Elle porte encore les stigmates de la crise de 2008-2009, en témoigne le niveau extraordinairement élevé des défaillances d'entreprises. En 2015, le PIB a probablement – et péniblement – progressé de 1 %, conformément aux prévisions du gouvernement qui vise une augmentation de 1,5 % de l'activité en 2016 et 2017. Des estimations que le FMI ne valide pas. Cette semaine, l'institution de Washington a abaissé sa prévision pour la croissance française en 2016 de 0,2 point à 1,3 %. Quelles réformes doivent-elles être menées ? Là est toute la question. Faut-il flexibiliser davantage encore le marché du travail ? C'est le souhait de beaucoup. Pourtant 90 % des embauches actuelles se font en CDD et en intérim. Les jeunes peuvent en témoigner, la flexibilisation du marché du travail est déjà une réalité. Quant à la liberté de licencier des personnes en CDI, elle a été considérablement assouplie depuis l'entrée en vigueur de la rupture conventionnelle en 2008. [...]

• Réduire le coût du travail, l'obsession

Dans ce contexte, pourquoi certains réclament encore et toujours un marché du travail plus flexible ? Pour réduire le coût du travail, tout simplement. De nouvelles réformes en ce sens permettraient de partager davantage le temps de travail, surtout pour les emplois non qualifiés, de créer de nombreux petits jobs cumulables peu coûteux pour l'entreprise. Avantage de cette méthode, la création de ces petits boulots permettrait de réduire le chômage. Formidable ! C'est exactement ainsi que fonctionne le modèle anglo-saxon. Résultat, aux caisses des milliers d'hypermarchés Walmart se bousculent des jeunes et des personnes très âgées

obligées de continuer à travailler pour bénéficier d'une retraite décente et s'offrir une vague protection sociale. Le dynamisme de l'économie américaine est à ce prix [...].

De fait, lorsque le gouvernement met la pression sur les partenaires sociaux en mettant sur la table le sujet de la réduction du montant et de la durée des allocations chômage, il participe à cette tendance de fond actuellement à l'œuvre. [...] Par ailleurs, s'ils sont moins bien indemnisés, et moins longtemps, les demandeurs d'emplois ne seront-ils pas obligés d'accepter n'importe quel petit boulot ? [...]

• Le redressement de la compétitivité (hors-prix), la seule priorité qui vaille

[...] La situation conjoncturelle actuelle en est la preuve la plus frappante. La dépréciation de l'euro face au dollar, la chute des cours du brut et l'entrée en vigueur des allègements de cotisations patronales prévus par le Pacte de responsabilité depuis le 1^{er} janvier 2015 n'ont absolument pas permis aux exportations tricolores de s'envoler dans les pays situés hors de la zone euro et de rééquilibrer la balance commerciale, déficitaire depuis 2003. Les gains de compétitivité-prix dont bénéficient aujourd'hui les entreprises n'ont jusqu'ici permis qu'une petite reprise de l'investissement.

Plutôt que de choisir le nivellement par le bas, ne faudrait-il pas se préoccuper des réformes capables de faire progresser le niveau d'éducation des jeunes Français, des salariés, des chômeurs, à même de renforcer la compétitivité hors-prix des entreprises françaises qui souffrent toujours de la comparaison avec celle affichée par leurs concurrentes allemandes ? À moins que l'ambition de Bercy et du gouvernement soit de poser la France comme un rival industriel de l'Espagne ou du Portugal, voire de la Roumanie, c'est la voie qu'il conviendrait de choisir.

Réduire le coût du travail est-il la solution pour sortir par le haut de la crise actuelle ? C'est probablement la plus simple. En revanche, simplifier réellement le quotidien administratif des chefs d'entreprises en s'attaquant à la fois au flux et au stock de lois et de règlements, faire respecter la loi pour que les retards de paiement soient éradiqués [...] sont des chantiers à mener de façon urgente.

Faut-il rappeler que seules 130 000 entreprises exportent chaque année, sur un stock de trois millions ? Qu'un tiers des entreprises françaises ne dispose pas de site Internet ?

Stopper les revirements sur le soutien à l'entrepreneuriat et à l'apprentissage, mettre fin à la situation actuelle qui voit les TPE et les PME davantage imposées que les ETI et les grands groupes devraient également être des priorités.

Fabien Piliu, www.latribune.fr, 22/01/2016

Thème 2 Comment se crée et se répartit la richesse ?

Formulez ce que signifie obtenir des gains de productivité.

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle une entreprise optimise sa combinaison productive en utilisant ses facteurs de production (travail et capital), pour produire des biens et des services.

Les gains de productivité mesurent l'augmentation de la production pour une quantité de facteurs de production identique, ou une production identique pour une baisse de facteurs de production. Les gains de productivité permettent de dégager un surplus de valeur ajoutée, ou de richesse, qui engendre des hausses des profits pour les entreprises, et potentiellement des augmentations de salaires à moyen terme.

Expliquez comment une entreprise peut réaliser des gains de productivité.

Les gains de productivité proviennent de l'amélioration de l'efficacité des deux facteurs de production.

Le **facteur travail** peut devenir plus productif grâce à :

- l'éducation, qui permet l'accroissement de la qualification de la main-d'œuvre ;
- une meilleure organisation du travail (chez Air France, par exemple, avec le plan Perform) ;
- la motivation des salariés avec les augmentations de salaire ;
- la suppression des postes (licenciements).

Le **facteur capital** peut devenir plus productif avec :

- la recherche et développement ;
- les investissements ;
- le progrès technologique (notamment lié aux TIC) ;
- de nouveaux produits.

Identifiez les agents économiques bénéficiant des gains de productivité d'Air France.

Les gains de productivité chez Air France peuvent profiter :

- aux salariés grâce aux embauches prévues à partir de 2017 ;
- aux actionnaires, car les bénéfices retrouvés vont générer des dividendes dans le futur ;
- à l'entreprise qui assure sa pérennité avec ses investissements ;
- à l'État qui percevra plus d'impôts sur les sociétés avec l'accroissement des bénéfices ;
- aux partenaires (fournisseurs) de l'entreprise qui développeront aussi de l'activité et donc de la valeur ajoutée grâce à l'activité d'Air France.

Mais l'entreprise doit encore réaliser 340 millions de gains de productivité pour assurer sa pérennité (objectif de rentabilité minimal, résultat d'exploitation, de 740 millions d'euros en 2017 pour financer les achats d'avions vs le résultat d'exploitation de 2015 de 400 millions d'euros).

Analysez le lien entre productivité et croissance économique.

Les gains de productivité sont le moteur de la croissance (« pivot de la croissance »). En effet, les gains de productivité dynamisent la demande globale (consommation, investissement, dépenses publiques et exportations) et favorisent la croissance économique. Si la croissance est supérieure aux gains de productivité, elle génère des créations d'emplois, de la consommation supplémentaire, et donc de la production supplémentaire favorable à l'investissement, qui génère de l'emploi et la croissance du PIB. Il s'agit d'un cercle vertueux. De plus, les recettes fiscales et sociales supplémentaires permettent à l'État de se désendetter et d'investir dans le capital humain (éducation et formation), ce qui permet de développer aussi des gains de productivité.

Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante : « Quels sont les effets des gains de productivité sur les entreprises et les ménages ? »

(Introduction)

(Accroche)

Comme le souligne Christine Lagarde (présidente du FMI), les entreprises françaises peinent à soutenir la croissance de la France dans un contexte de concurrence internationale. Dans ce contexte, les entreprises doivent réaliser des gains de productivité pour être plus compétitives et satisfaire les ménages pour générer de la croissance durable.

(Définition des mots-clés)

L'entreprise est un agent économique dont la fonction principale est de produire des biens et services sur un marché, afin de réaliser des bénéfices en optimisant sa combinaison productive de facteurs de production. La productivité (rapport entre les biens ou les services produits et les facteurs de production (travail et capital) utilisés), ou plus précisément la recherche de gains de productivité, est une nécessité pour que les entreprises se développent et pour que les ménages consomment de façon à favoriser la croissance. Par ménage, nous entendons l'agent économique dont la principale fonction est de consommer pour satisfaire ses besoins.

(Problématique)

Dès lors, quels sont les effets des gains de productivité sur les entreprises et les ménages ?

(Annonce du plan)

Afin de répondre à cette question, nous étudierons dans un premier temps les effets des gains de productivité sur les entreprises, puis dans un second temps les effets des gains de productivité sur les ménages.

• **(Développement)**

I Les effets des gains de productivité sur les entreprises

Quand les entreprises réalisent des gains de productivité, elles ont comme possibilité de baisser le prix des produits suite à la baisse des coûts de production. Ainsi, les entreprises développent leur clientèle.

Elles ont également la possibilité de réaliser plus de marge pour plus de profits. Le profit est alors redistribué aux actionnaires sous forme de dividendes. Ainsi, les entreprises vont attirer d'autres investisseurs qui favoriseront des investissements générateurs de gains de productivité.

L'innovation, issue de la recherche et développement, sera source de compétitivité par rapport aux concurrents.

Les parties prenantes externes, telles que les banques ou les fournisseurs, auront tout intérêt à soutenir ces entreprises compétitives.

Mais les gains de productivité recherchés par les entreprises peuvent avoir des effets pervers (licenciements, salaires modérés...).

II Les effets des gains de productivité sur les ménages

Si l'entreprise développe ses parts de marché, elle crée des emplois. Ainsi le chômage affecte moins les ménages, et la richesse issue des gains de productivité peut être redistribuée aux salariés sous la forme d'augmentations de salaire ou de primes de performance. Ces surplus de revenus engendrent la croissance de la consommation.

Le niveau de vie des ménages peut doublement s'élever si les entreprises baissent aussi les prix des biens et services, en conséquence des gains de productivité.

Cependant, les gains de productivité peuvent avoir des effets à court terme en détruisant potentiellement des emplois.

En conclusion, les gains de productivité génèrent des effets vertueux, source de croissance de valeur ajoutée pour les entreprises qui permettent aussi aux ménages de plus ou mieux consommer, malgré de possibles effets négatifs à court terme. Au niveau macroéconomique, les gains de productivité sont moteur de croissance si l'État participe aussi en tant qu'agent économique à développer également des gains de productivité et à se réformer. Selon Christine Lagarde, il est nécessaire que l'État soit moteur de gains de productivité.

Comment les ménages arbitrent-ils entre **CONSOMMATION ET ÉPARGNE ?**

7



NOTIONS

► déterminants
de la consommation
et de l'épargne

Les Tran viennent d'être augmentés et font les soldes

C'est la période des soldes. Le couple se promène dans un centre commercial et semble très satisfait des achats qu'il vient de réaliser.

Eh bien, nous venons de faire de sacrées économies !

Nous pourrions peut-être nous accorder un petit week-end dans cet hôtel que tu aimes tant en Bretagne.

Tu as raison. D'autant que nous avons encore pas mal de travaux à faire à la maison.

Mes collègues de bureau vont être jaloux de mon nouveau costume ! Mais avec ce nouveau poste, il faut ce qu'il faut !

Nous venons déjà de dépenser une jolie somme et nous avons décidé de faire quelques économies !

En attendant, nous pourrions aller au cinéma ce soir, c'est moins loin que la Bretagne !

1 Repérez les différentes motivations qui ont conduit les Tran à réaliser leurs achats.

Le couple a bénéficié d'une augmentation et M. Tran a eu une promotion. Ils ont donc décidé de profiter des soldes et de faire quelques achats.

2 Expliquez pourquoi les Tran renoncent à leur week-end en Bretagne.

Les Tran estiment avoir déjà dépensé une somme importante et veulent faire des économies, notamment pour pouvoir effectuer des travaux dans leur maison.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

France : l'épargne privilégiée à la consommation

<http://tinyurl.com/hvapus8>

1'07



3 Présentez les éléments qui poussent les ménages à modifier leur comportement de consommation et d'épargne.

En fonction de leur revenu disponible, les ménages doivent choisir la répartition de leurs revenus entre épargne et consommation. Avec la crise, les ménages surveillent leur consommation, notamment en essayant de réaliser plus d'économies par exemple sur l'alimentation.

1

Les déterminants de la décision de consommer

A Les critères économiques de la consommation

DOC 1 Julien fait ses comptes

Julien vient de recevoir son relevé de compte bancaire et souhaiterait mieux connaître la nature de ses dépenses du mois. Il voudrait en effet changer de voiture et il se demande quelle somme mensuelle il pourrait consacrer à cet achat.

BANCÉO

Monsieur Julien Monnet
32, rue des Lilas
59000 Lille
Compte numéro 00564 00054670987

Dates	Opérations	Débit	Crédit
Report solde au 28/10/2016			241,00
28/10/2016	Versement salaire octobre M. Monnet		1 392,13
29/10/2016	Paiement CB carburant station Éclair	43,12	
1/11/2016	Prélèvement loyer	535,00	
5/11/2016	Prélèvement Abonnement Phonéo	39,00	
6/11/2016	Prélèvement Energix gaz + élect.	60,00	
10/11/2016	Prélèvement mensuel Livret A*	100,00	
12/11/2016	Paiement CB L'empire de la mode	149,95	
16/11/2016	Prélèvement impôts novembre 2016	120,00	
	Total débit	1 047,07	
	Total crédit		1 633,13
28/11/2016	Solde au 28 novembre 2016		586,06

*Le livret A est un livret d'épargne très populaire en France, qui permet de placer une somme d'argent en fonction de ses capacités.

© Foucher

1 Complétez le relevé de Julien.

2 Expliquez votre démarche.

Total débit : $43,12 + 535 + 39 + 60 + 100 + 149,95 + 120 = 1\,047,07$

Total crédit : solde au 28/10 (+ 241) + Versement salaire (1 392,13) = 1 633,13

Solde du compte = total crédit – total débit = $1\,633,13 - 1\,047,07 = 586,06$

3 Précisez comment Julien a utilisé ses revenus.

Les revenus de Julien lui ont servi à acheter des biens et des services (carburant, abonnement téléphone, vêtements), à payer son loyer et ses impôts, mais aussi à alimenter son compte épargne.

4 Indiquez ce que pourrait faire Julien de l'argent qui lui reste.

Julien pourra utiliser cet argent pour des consommations ultérieures.

L'argent qui lui reste constitue de l'épargne, c'est-à-dire une consommation différée.

DOC 2 Consommation et revenu

La consommation est la part de revenu disponible que les ménages utilisent pour se procurer des biens ou des services.

Pour les ménages, le revenu disponible correspond au salaire augmenté des prestations sociales moins les impôts.

© Foucher

5 Calculez le revenu disponible de Julien en expliquant votre démarche.

Revenu disponible = salaire + prestations sociales – impôts, soit $1\,633,13 - 120 = 1\,513,13$.

6 Précisez quelle est la part de salaire que Julien consacre à la consommation.

Total des dépenses de consommation : toutes les lignes débit, moins les impôts et l'épargne, soit $1\,047,07 - (120 + 100) = 827,07$

Part du salaire consacrée à la consommation :

$(\text{total des dépenses/salaire}) \times 100 = (827,07/1\,392,13) \times 100 = 59,41 \%$

7 Complétez le schéma suivant en indiquant quelles peuvent être les conséquences des différentes situations envisagées.

Agent économique	Situation	Conséquences sur le revenu disponible	Conséquences sur la consommation
Julien	perd son emploi	Diminution	Baisse des dépenses
	obtient une petite promotion	Augmentation modérée	Augmentation modérée
	voit son salaire doubler	Forte augmentation	Forte augmentation

DOC 3 Le pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat du salaire est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de salaire. Son évolution est liée à celles des prix et des salaires.

C'est ainsi que, si les prix augmentent dans un environnement où les salaires sont constants, le pouvoir d'achat diminue alors que si la hausse des salaires est supérieure à celle des prix le pouvoir d'achat pourra augmenter.

La notion ici retenue est le salaire mais le raisonnement s'applique à l'ensemble des ressources (travail, capital, prestations familiales et sociales...).

Il ne faut donc pas confondre le pouvoir d'achat et le niveau des dépenses de consommation, qui représente la somme globale allouée par un ménage à l'achat de biens et services.

www.insee.fr

8 Expliquez la différence entre le pouvoir d'achat d'un ménage et le niveau de ses dépenses de consommation.

Les dépenses de consommation représentent la somme que le ménage consacre à l'achat de biens ou de services, alors que le pouvoir d'achat représente la quantité totale de biens et services que ces ménages vont pouvoir se procurer, et qui va dépendre de différents facteurs.

9 Présentez les facteurs qui pourraient influencer le pouvoir d'achat de Julien (docs 1 et 3).

Le niveau de son salaire, le niveau de prix des biens et des services qu'il consomme, le montant des impôts qu'il doit payer sont les principaux facteurs qui vont influencer le pouvoir d'achat de Julien.

B Les critères socioculturels de la consommation

DOC 4 « Dis-moi ce que tu consommes, et je te dirai qui tu es »

La consommation n'est pas uniquement dictée par des impératifs économiques. Elle est en effet fortement influencée par d'autres critères, d'ordre sociodémographique ou encore culturel. Consommer est en effet un véritable acte social et ne se limite pas à la simple satisfaction de besoins privés. Consommer des produits de luxe, par exemple, permet de montrer, ou de faire croire, que l'on en a les moyens et le même niveau de vie que les membres du groupe de référence qui les consomme habituellement. On peut ainsi citer les différents facteurs suivants qui déterminent les différents types de consommation.

Facteurs sociodémographiques	Facteurs culturels
Âge, sexe, taille du foyer, structure familiale, type d'habitat, secteur géographique, profession, niveau de diplôme...	Éducation, nationalité, religion, influence des groupes sociaux de référence...

© Foucher

10 Soulignez les différents facteurs d'influence de la consommation.

DOC 5 Julien choisit sa nouvelle voiture



Après avoir « fait ses comptes », Julien considère qu'il peut consacrer 250 euros par mois à l'achat de sa nouvelle voiture. En utilisant son épargne disponible, et en contractant un prêt auprès de sa banque, le concessionnaire qu'il a contacté peut lui proposer trois modèles bien différents : un cabriolet puissant qui a beaucoup d'allure, une petite citadine hybride très économe mais très bien équipée, ou un 4 × 4 compact élégant et rassurant mais beaucoup plus gourmand en carburant. Jeune célibataire de 28 ans sensible aux questions environnementales, Julien reste très attiré par les belles voitures. Devant

parcourir plus de 50 km par jour pour se rendre sur son lieu de travail, il se demande quel modèle choisir. De plus, il sait que dans trois mois, il remplacera son responsable qui part à la retraite et qu'il deviendra cadre intermédiaire, chef de son service, avec une substantielle augmentation de revenus, de l'ordre de 400 euros par mois.

11 Repérez et classez dans le tableau les facteurs influençant la consommation de Julien.

Facteurs économiques	Facteurs sociodémographiques	Facteurs culturels
Salaire Prix des véhicules Prix du carburant	Âge : 28 ans Structure familiale : célibataire Profession : employé, futur cadre Situation géographique : l'éloignement de son lieu de travail	Future situation de cadre Sensibilité aux enjeux environnementaux Goût pour les voitures

12 Concluez en précisant le modèle de véhicule le plus adapté pour Julien et justifiez.

Julien choisira la petite citadine qui correspond à ses attentes sociodémographiques (éloignement) et culturelles (sensibilité aux enjeux environnementaux), ou le cabriolet si sa future situation de cadre et son goût pour les belles voitures l'emportent dans son choix.

2

Les déterminants de la décision d'épargner

A Les motivations de l'épargne

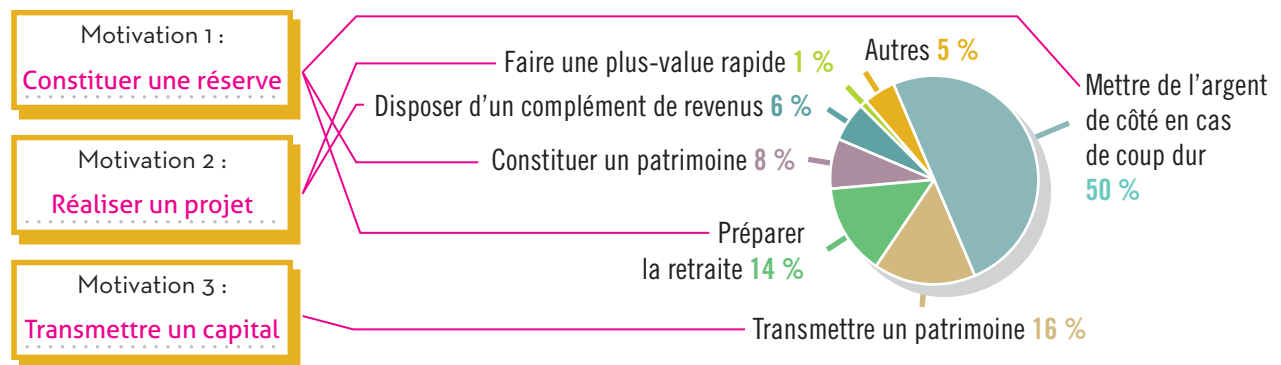
DOC 6 Pourquoi épargner ? Les trois grandes motivations de l'épargne

- Mettre de l'argent de côté pour **constituer une réserve** en cas de coup dur : accident, problème de santé, perte d'emploi... C'est ce qu'on appelle le « motif de précaution ».
- Mettre de l'argent de côté pour **réaliser un projet**, pour pouvoir effectuer, à terme et sans trop s'endetter, un achat impossible à réaliser avec son revenu courant (équipement du logement, vacances, achat de voiture, achat d'un logement...).
- Épargner pour constituer ou **transmettre un capital** ou une rente (épargne retraite, transmettre un patrimoine, aider ses enfants...).

© Foucher

1 **Surlignez les trois principales motivations de la décision d'épargner et reportez-les dans le doc 7.**

DOC 7 Objectif principal des placements financiers des Français



Ministère de l'économie et des finances – Portail de l'économie et des finances, 2011

2 **Rattachez chaque objectif d'épargne présenté dans le doc 7 à l'une des trois grandes motivations.**

3 **Cochez pour chaque situation la motivation principale des épargnants concernés.**

Différentes motivations	1. Épargne de précaution	2. Épargne de financement	3. Épargne de transmission
M ^{me} You-Seen met de l'argent de côté pour se constituer un apport en vue de l'achat de son appartement.		×	
M. Assidi prépare sa retraite en conservant chaque mois 10 % de son salaire.	×		
M. Zined ouvre un livret A au nom de son fils de 7 ans afin de financer ses futures études supérieures.			×
M. Clairret place 50 euros par mois pour le remplacement éventuel de son électroménager vieillissant.	×		
M. et M ^{me} Alain préparent leurs vacances en plaçant 100 euros sur un compte épargne.		×	

4 **Expliquez en quoi l'épargne de précaution est parfois très proche de l'épargne de financement.**

L'épargne de précaution, quand elle n'est affectée à aucun projet particulier, reste une simple prévision des coups durs éventuels. Mais elle peut très vite se transformer en épargne de financement, lorsqu'elle est utilisée pour l'achat d'un produit onéreux nécessitant un prêt.

B Les déterminants de l'épargne

DOC 8 Épargne et revenu en Europe

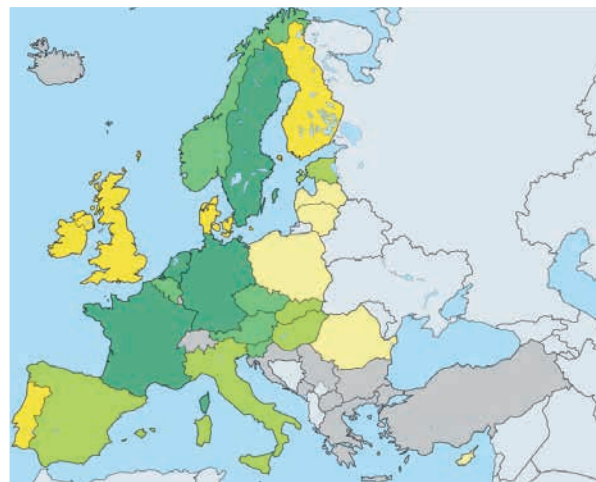
Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2013

Revenu médian

Chypre	17 165
Autriche	20 904
Pays-Bas	17 852
Allemagne	19 478
Luxembourg	28 030
Irlande	15 968
Suède	20 516
France	19 221
Danemark	19 349
Italie	15 223
Belgique	19 563
Finlande	17 329
Royaume-Uni	16 826

Taux d'épargne des ménages des pays de la zone euros en 2014

NB : taux d'épargne = montant de l'épargne/revenu disponible



- Taux d'épargne de 14,79 % à 17,71 %
- Taux d'épargne de 10,89 % à 14,79 %
- Taux d'épargne de 8,21 % à 10,89 %
- Taux d'épargne de 4,4 % à 8,21 %
- Taux d'épargne de 10,83 % à 4,4 %
- Données indisponibles

www.europa.eu

5 Classez par ordre décroissant les huit pays aux revenus disponibles par habitants les plus élevés.

Luxembourg, Autriche, Suède, Belgique, Allemagne, Danemark, France, Pays-Bas.

6 Repérez sur la carte les pays dans lesquels les taux d'épargne sont les plus élevés.

Ce sont les pays en vert ayant un taux d'épargne supérieur à 10 %. On peut en conclure que ce sont les mêmes.

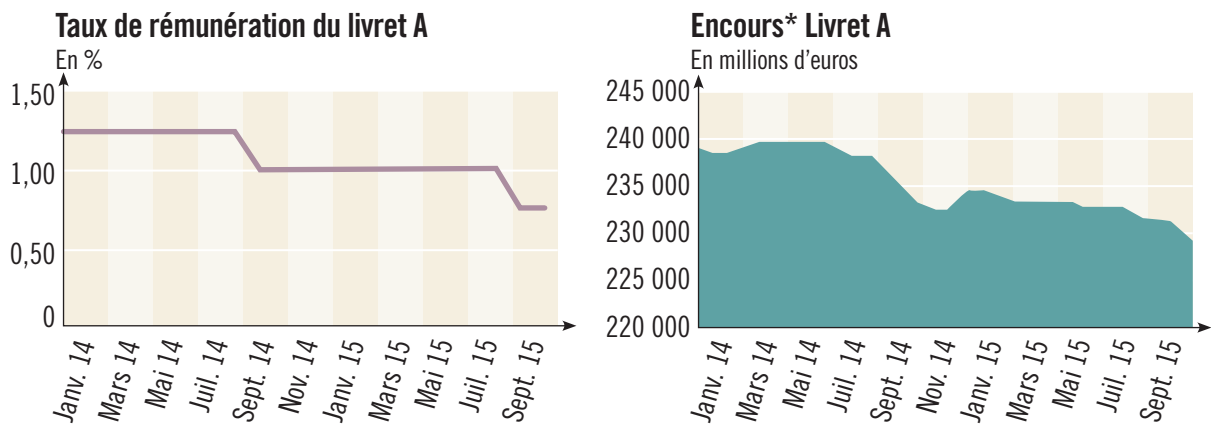
7 Commentez vos résultats pour en déduire la relation existant entre revenu disponible et taux d'épargne des ménages.

On remarque que les pays dans lesquels les ménages ont les taux d'épargne les plus élevés sont, dans la plupart des cas, les pays qui ont les revenus par ménage les plus importants.

8 Concluez en identifiant un des déterminants de l'épargne.

On peut donc dire que le niveau de l'épargne dépend du niveau de revenu (comme la consommation).

DOC 9 L'influence des taux d'intérêt sur l'épargne



* Encours : montant total des sommes déposées par l'ensemble des ménages sur leurs livrets A.

© Foucher

9 Repérez les grandes tendances des deux graphiques présentés.

Le taux du livret A baisse régulièrement depuis janvier 2014. L'encours des sommes déposées par les ménages sur leurs livrets A suit la même tendance.

10 Expliquez la relation existant entre le taux de rémunération du Livret A et les sommes déposées par les ménages sur leurs livrets A.

On remarque que plus le taux du livret A baisse, moins les ménages semblent y déposer leur argent. Le taux rémunère les placements : s'il baisse, les ménages seront moins incités à épargner.

DOC 10 Les autres motivations de l'épargne

Selon quels critères choisir ses produits d'épargne ? Une première façon d'épargner consiste à conserver son argent liquide. Hier dans le « bas de laine », aujourd'hui en laissant grossir son compte courant. Avoir de la trésorerie est utile pour éviter de passer dans le rouge lorsqu'il faut effectuer une dépense imprévue. Mais au-delà d'un certain montant, laisser « dormir » son argent comme l'avare de Molière n'est pas raisonnable. Non seulement cet argent ne rapporte rien, mais il perd progressivement de sa valeur avec l'inflation. Mieux vaut le placer. Avant d'épargner, voici les questions que chacun devrait se poser.

- La disponibilité : l'argent placé est-il disponible ? Peut-on ou non le récupérer à tout moment ?

- Le rendement : combien cela va-t-il rapporter ?
- Le risque : quelle est la sécurité du placement ? Son rendement est-il garanti ou, au contraire, existe-t-il un risque de perte ?
- La simplicité : le placement est-il simple ou complexe ?
- Quelle est ma situation budgétaire ? Cela vous permettra d'évaluer votre capacité d'épargne et votre situation fiscale.
- Quelle est ma situation familiale et professionnelle ? Le nombre de personnes composant votre foyer, leur âge, le statut du couple, le type d'emploi, le niveau de votre rémunération, vos perspectives de carrière...

Ministère de l'Économie et des Finances

11 Listez les différents éléments qui vont influencer le choix d'un produit d'épargne.

La disponibilité de l'argent placé, le risque encouru, le rendement et la simplicité du placement, ainsi que des événements personnels et familiaux sont des éléments à prendre compte.

12 Expliquez en quoi ces critères sont également des facteurs influençant la décision d'épargner ou de consommer.

Ils influencent cette décision parce qu'ils vont permettre de faire le choix entre les produits d'épargne disponibles pour les ménages, et surtout d'arbitrer entre consommation et épargne. Certains, en fonction de leur personnalité, préféreront consommer plutôt que de faire un placement risqué.

Consommation : part du revenu disponible des ménages pour se procurer des biens ou des services.

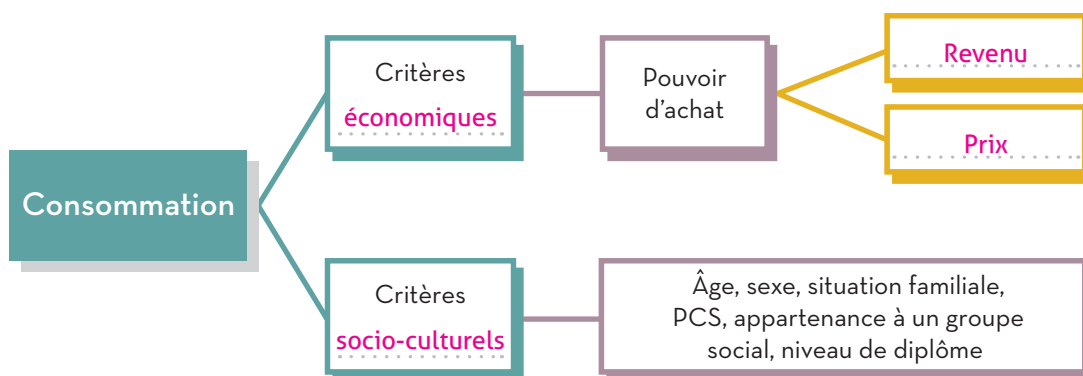
Épargne : part du revenu non consommée.

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec ses revenus.

1

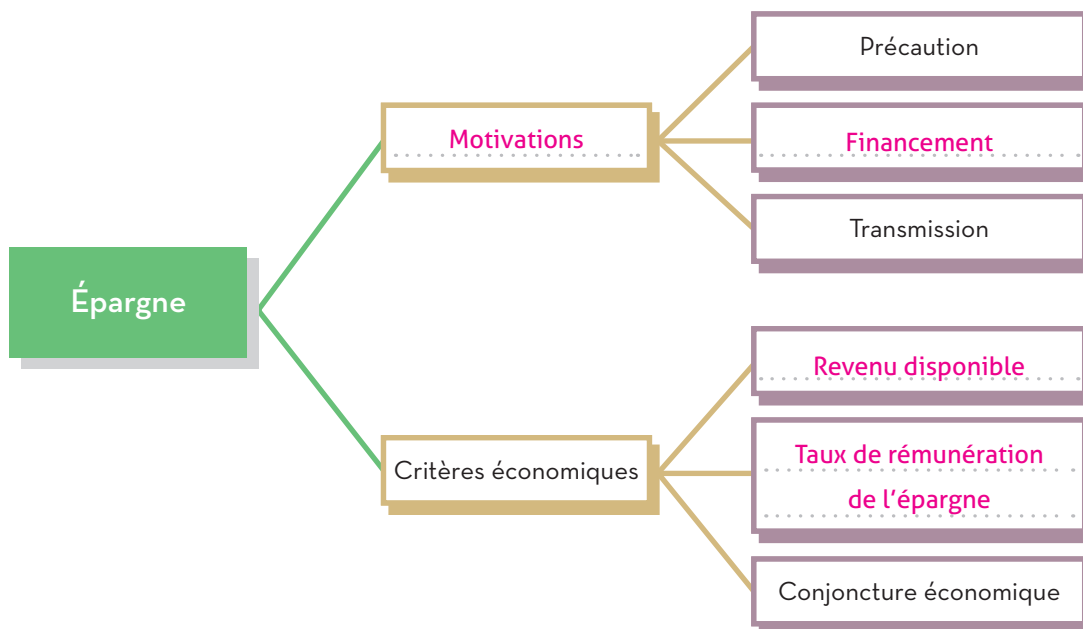
Les déterminants de la décision de consommer

Les ménages disposent d'un revenu disponible : salaire + prestations sociales - impôts et cotisations.



2

Les déterminants de la décision d'épargner



TESTEZ-VOUS!

Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ? 7

1 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
L'épargne représente la part du revenu des ménages qui est consommée.		×
La consommation des ménages dépend uniquement de leur revenu.		×
La consommation des ménages est identique pour chacun d'entre eux.		×
La conjoncture économique influence la consommation des ménages.	×	
La consommation d'un individu participe à l'expression de sa personnalité.	×	
L'épargne de précaution vise à se constituer un capital pour financer l'achat d'un bien coûteux.		×
La rémunération de l'épargne influence les ménages dans la constitution de leur épargne.	×	
Les ménages épargnent par défaut lorsqu'il leur reste de l'argent après avoir consommé.		×
Plus les revenus d'un ménage sont élevés, plus celui-ci épargne.	×	

2 Chassez l'intrus parmi les quatre termes présentés sous chacune des notions.

Revenu disponible	Critères économiques de consommation	Motivation de l'épargne	Critères socioculturels de la consommation
<p>Salaire</p> <p>Impôts</p> <p>Prestations sociales</p> <p>Consommation</p>	<p>Prix</p> <p>Pouvoir d'achat</p> <p>Conjoncture</p> <p>Personnalité</p>	<p>Précaution</p> <p>Plaisir</p> <p>Financement</p> <p>Transmission</p>	<p>Âge</p> <p>PCS</p> <p>Revenu</p> <p>Diplôme</p>

3 Construisez un mot correspondant à la définition donnée avec sept des lettres proposées dans chaque groupe. Reportez celui-ci dans les cases prévues et utilisez les lettres restantes pour découvrir le mot en plus étudié dans le chapitre.



- Il est produit et consommé simultanément.
- Relation entre les agents économiques se traduisant par des flux.
- Moyen de paiement qui permet les échanges.
- Primaires, secondaires ou disponibles.

- Service
- Échange
- Monnaie
- Revenus

MOT EN PLUS : ÉPARGNE

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Le pouvoir d'achat des Français enfin en (petite) hausse



- Le ralentissement de l'inflation et une moindre pression fiscale devraient permettre de soulager les portefeuilles aussi en 2015

L'année 2015 sera celle de la hausse du pouvoir d'achat. C'est en tout cas ce que prévoient des économistes de l'Insee, cités par *Les Échos* ce lundi. Deux facteurs devraient jouer en faveur du porte-monnaie des Français cette année : la dégringolade des prix du pétrole, tombés à leur plus bas depuis six ans, et une baisse de la pression fiscale, illustrée pour les plus faibles salaires par la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu.

Cette hausse du pouvoir d'achat suivra celle constatée sur l'ensemble de l'année 2014. Les chiffres définitifs ne sont pas encore connus mais si cette hausse se confirme, elle mettrait fin à trois années consécutives de recul.

Les Français ont profité l'année dernière d'une hausse de 1,4 % du salaire moyen brut. Selon les chiffres du ministère du Travail, tous les secteurs en ont profité (+ 1,6 % dans l'industrie, + 1,5 % dans la construction, + 1,3 % dans les secteurs du tertiaire). Certes, cette hausse est la plus faible enregistrée depuis plus de dix ans, mais elle a le mérite d'exister dans un contexte économique dégradé, rappellent les économistes de l'Insee. Elle aboutit à une hausse du revenu disponible brut de 1,6 % en 2014. Parallèlement, l'inflation subit un recul continu depuis 2011. D'où la hausse du pouvoir d'achat l'an dernier de 0,5 % pour les ménages et même de 0,9 % pour les salariés (du jamais vu depuis 2009). Une tendance haussière qui devrait donc se poursuivre cette année, d'autant plus que l'inflation devrait rester proche de zéro.

- Les salaires devraient moins augmenter en 2015

Les économistes rappellent toutefois que tous les Français ne sont pas logés à la même enseigne. Les catégories socioprofessionnelles les plus élevées, dont les salaires augmentent plus rapidement que ceux des travailleurs les plus pauvres depuis la crise, en profiteront davantage.

Autre point noir : la hausse des salaires pourrait cette année être encore plus faible qu'en 2014. « Des entreprises pourraient se rattraper après avoir donné plus que prévu en 2014 », confie aux *Échos* Éric Heyer de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

© Hayat Gazzane, *lefigaro.fr*, 20/03/2015

LE DÉCLIC



- 1 Identifiez clairement la notion de « pouvoir d'achat » pour bien comprendre le questionnaire.
- 2 Repérez les facteurs dans le texte puis réfléchissez aux mécanismes qui lient ces facteurs au pouvoir d'achat.
- 3 Nuancez votre analyse en distinguant les effets de la tendance pour les différentes catégories de ménages.

1 Relevez la tendance prévue par les économistes pour le pouvoir d'achat des Français en 2015.

2 Précisez les facteurs qui contribuent à cette tendance.

3 Montrez dans quelle mesure l'évolution prévue concerne différemment tous les ménages en justifiant votre réponse.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le pouvoir d'achat des Français enfin en (petite) hausse

Relevez la tendance prévue par les économistes pour le pouvoir d'achat des Français en 2015.

Les économistes prévoient une hausse du pouvoir d'achat en 2015.

Précisez les facteurs qui contribuent à cette tendance.

On peut identifier deux facteurs explicatifs :

- la dégringolade des prix du pétrole ;
- une baisse de la pression fiscale.

La baisse du prix du pétrole favorise les Français qui voient leur facture énergétique diminuer, ce qui libère du pouvoir d'achat. Par ailleurs, la baisse des impôts contribue à favoriser le pouvoir d'achat.

On peut également identifier d'autres facteurs : la hausse du salaire moyen et le recul de l'inflation, ce qui aboutit à une hausse du revenu disponible.

Montrez dans quelle mesure l'évolution prévue concerne différemment tous les ménages en justifiant votre réponse.

Tous les ménages français ne seront pas concernés de la même manière. Les catégories socioprofessionnelles les plus élevées en profiteront davantage puisque leurs salaires augmentent plus vite que ceux des travailleurs les plus pauvres.

7

Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ?

Synthèse rédigée

En fonction de leur revenu disponible, les ménages vont devoir faire le choix de ce qu'ils épargneront ou consommeront de ce revenu. Tout le problème économique des ménages réside dans cet arbitrage, qu'ils doivent réaliser tout en recherchant la plus grande satisfaction de leurs besoins, par une consommation soit immédiate, soit différée.

De plus, la décision de consommer ou d'épargner dépendra d'un certain nombre de critères économiques, sociaux ou culturels.

1 Les déterminants de la décision de consommer

A Les critères économiques de la consommation

Rappelons que les ménages ont des besoins illimités mais des ressources limitées. Ils disposent, pour effectuer leurs dépenses de consommation, d'un revenu disponible qui servira également à constituer leur épargne.

Ils doivent donc procéder à des arbitrages en matière de consommation, qui vont dépendre du niveau de leurs revenus et des prix des produits qu'ils souhaiteraient acquérir. Les ménages sont donc amenés à se poser les questions suivantes : Quels produits consommer ? Quels substituts y trouver ? À quel prix ? En quelle quantité ?

B Les critères socioculturels de la consommation

Mais la consommation ne dépend pas uniquement de critères économiques. D'autres facteurs, plus ou moins rationnels et contraignants, interviennent dans les décisions qu'ils prennent.

D'une part, les **facteurs sociaux** tels que l'âge, le sexe, la composition et la taille de la famille, le lieu d'habitation, etc., influencent la consommation (ex. : les dépenses de transport sont très différentes en ville ou en zone périurbaine, ou bien encore une famille avec deux enfants aura des besoins bien différents de ceux d'un célibataire).

D'autre part, la consommation est également un moyen de montrer son appartenance à un groupe social. Les différents membres de ces groupes (professions et catégories socioprofessionnelles, par exemple) ont, en effet, des caractéristiques analogues en matière de revenu, d'habitudes culturelles ou politiques, et surtout de choix de consommation. Par un **effet d'imitation**, les individus cherchent ainsi à copier les pratiques de catégories sociales supérieures.

En outre, le **niveau d'instruction** semble également jouer un rôle non négligeable dans les choix de consommation réalisés par les individus : plus le niveau d'étude est élevé, plus la consommation de biens et de services culturels en général différera de celle d'une personne plus faiblement diplômée.

2 Les déterminants de la décision d'épargner

L'épargne est la partie du revenu qui n'est pas consommée. Elle répond à différentes motivations, et est déterminée par différents critères.

A Les motivations de l'épargne

Les ménages épargnent pour diverses raisons :

- **L'épargne de précaution** : elle vise à se protéger contre certains risques de la vie en les anticipant, comme la maladie, le chômage.
- **Le choix d'une consommation différée** : les ménages renoncent à une consommation immédiate pour pouvoir acquérir un bien plus coûteux en finançant son achat ultérieur par l'affectation d'une partie de leur revenu actuel à ce futur achat.

- **L'épargne de placement** : elle a pour but de réaliser des gains financiers qui peuvent devenir des compléments de revenu.
- **La constitution d'un patrimoine composé de biens immobiliers ou de valeurs mobilières** (ex. : les actions).

B Les déterminants de l'épargne

Corollaire du niveau de consommation, celui de l'épargne répond au même critère de revenu disponible. En tant que part du revenu non consommée, l'épargne sera donc d'autant plus importante que le revenu disponible sera élevé.

Mais le revenu disponible n'est pas le seul déterminant de la quantité d'épargne dégagée par les ménages. C'est également le niveau de rémunération de cette épargne qui va fortement influencer les choix que feront les ménages. Cette rémunération s'effectue par le **taux d'intérêt** auquel les épargnants accèdent lorsqu'ils « placent » leur argent. Ainsi, lorsque les taux d'intérêt sont élevés, les ménages sont plus largement enclins à épargner, en cherchant à optimiser la croissance de leur patrimoine, ou à augmenter le revenu supplémentaire qu'ils tirent de cette épargne. Il faut toutefois signaler qu'un taux d'épargne en croissance peut également avoir pour effet de reporter le revenu disponible des ménages vers la consommation plus que vers l'épargne, ceux-ci estimant que des augmentations futures sont à prévoir, et qu'ils épargneront à un moment où les taux d'intérêt seront encore plus rémunérateurs. D'autres éléments vont conditionner la décision d'épargner des agents : la disponibilité de l'argent placé, le rendement, le risque encouru, la simplicité du placement...

Enfin, la perception que les ménages ont de la **conjuncture économique** au sein de laquelle ils évoluent influence fortement leur décision d'épargner. Plus les ménages perçoivent et anticipent les difficultés économiques, plus ils auront tendance à adopter un comportement prudent en se tournant vers l'épargne plus que vers la consommation.

Quelles sont les grandes **ÉVOLUTIONS** DES MODES DE CONSOMMATION ?

8



NOTIONS

- coefficients budgétaires
- structure de la consommation

Les courses ou la course ?

Angelin, 10 ans, est chez sa grand-mère Hélène qui lui prépare un gâteau et se rend compte qu'elle aura juste assez de lait et de farine. Elle doit donc en racheter d'urgence pour les crêpes de demain matin.

Ouh là mon chéri, il faut que je me dépêche pour aller racheter du lait et de la farine au magasin.

De quoi parles-tu ? Vite, on doit sortir avant la fermeture du magasin.

Mais Mamie, tu n'es pas pressée : prends ton Dash !

Papa et maman, ils ne sont jamais pressés avec le Dash.

C'est moi qui fait les courses avec le Dash d'Amazon et les courses arrivent vite à la maison. Tu veux que je te montre comment faire sur ta tablette ?

1 Expliquez le problème économique qui se pose dans la situation.

La grand-mère se rend compte qu'il lui manque des produits pour les crêpes de demain. Elle est pressée car elle doit partir avec son petit-fils faire les courses.

2 Comparez les différents modes de consommation de cette famille.

La grand-mère a un mode de consommation traditionnel, puisqu'elle souhaite simplement aller au magasin. L'enfant privilégie le e-commerce puisqu'il est né avec l'ère du numérique. Les parents sont adeptes des courses en ligne avec le système Dash qui leur fait gagner du temps.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Des boutons connectés pour faire ses courses

<http://tinyurl.com/zc7spyq>

2'40



3 Précisez les éléments pouvant affecter les modes de consommation.

La technologie (numérique), l'évolution des goûts, du pouvoir d'achat et des comportements sociaux affectent les modes de consommation. Force est de constater qu'en matière de consommation alimentaire coexistent des modes de consommation classiques et des modes de consommation connectés.

1

La mesure de la structure de la consommation

A Les coefficients budgétaires

DOC 1 Les dépenses alimentaires de la famille Lee

Les parents Lee élèvent leur fils Pô. Ils disposent de 3 239 € de revenu disponible mensuel, et dépensent 3 000 € par mois en consommation de biens et services. Quatre fois par mois, le couple réalise des dépenses alimentaires pour 150 € au supermarché Biochamps.



DOC 2 Coefficient budgétaire

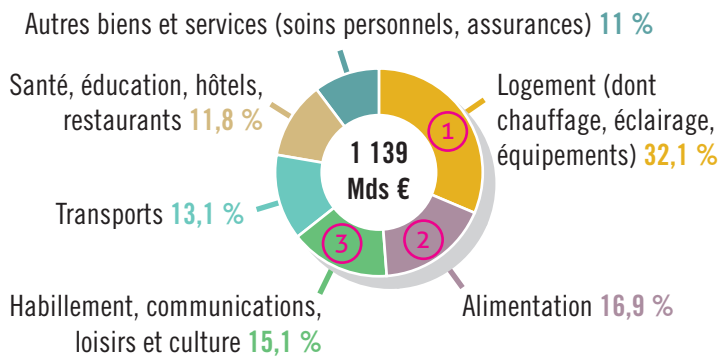
Un coefficient budgétaire est le rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services, par exemple l'alimentation, le logement...) à la dépense totale. www.insee.fr

1 Écrivez la formule du coefficient budgétaire. $\text{Coefficient budgétaire} = \frac{\text{part d'une dépense de consommation}}{\text{dépenses totales de consommation}} \times 100 = \dots \%$

2 Calculez le coefficient budgétaire des dépenses alimentaires du ménage Lee et commentez.

$\text{Coefficient budgétaire des dépenses alimentaires} = 4 \times 150 / 3\,000 \times 100 = 20 \%$. Pour la famille Lee, les dépenses d'alimentation représentent 20 % du total des dépenses de consommation.

DOC 3 Structure de consommation et postes budgétaires des ménages en France en 2014



www.lafinancepour tous.com, d'après l'Insee

3 Numérotez par ordre décroissant les trois principaux postes budgétaires des ménages en France en 2014.

4 Comparez le coefficient budgétaire de l'alimentation de la famille Lee avec celui de l'ensemble de la population française. Les dépenses alimentaires de la famille Lee représentent une plus grande part dans leur consommation (20 %) que celle de l'ensemble des ménages (16,9 %).

5 Proposez une définition de la structure de consommation.

La structure de consommation désigne la répartition des dépenses de l'ensemble des ménages sur les différents postes budgétaires.

6 Reliez les définitions proposées aux bonnes notions.

Outil de mesure de la structure de consommation	Structure de consommation
Part d'un type de consommation dans l'ensemble des dépenses de consommation	Coefficient budgétaire
Répartition des dépenses de l'ensemble des ménages	Poste budgétaire

7 Explicitez le lien entre coefficients budgétaires, structure de consommation et postes budgétaires.

Les coefficients budgétaires constituent un outil permettant de mesurer la structure de consommation des ménages et de mettre en évidence des postes budgétaires.

B Les lois d'Engel et leur actualité

DOC 4 La première loi d'Engel

En 1857, le statisticien prussien Ernst Engel (1821-1896) mettait en évidence que « plus une famille est pauvre, plus grande est la proportion de ses dépenses consacrée à l'alimentation ». Ce constat fait depuis, l'objet de vérifications empiriques régulières. [...] Conclusion : « La loi d'Engel continue d'être pertinente au début du ^{xxi}^e siècle. » Elle est vérifiée à tous les niveaux de développement, dans toutes les régions du monde. Ainsi, la part des dépenses alimentaires dans le budget total des ménages passe de 50 % en moyenne dans les pays les plus pauvres à 15 % dans les pays les plus riches.

www.alternatives-economiques.fr, avril 2011

8 Formulez la première loi d'Engel.

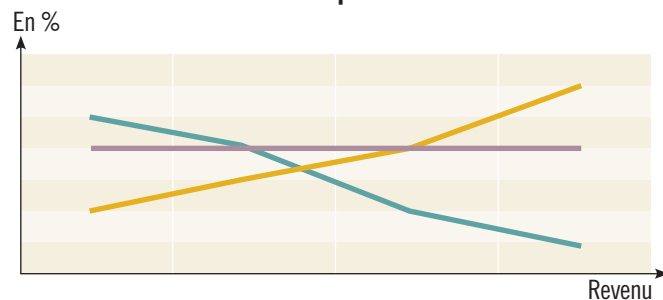
Lorsque le revenu augmente, la part consacrée à la consommation alimentaire diminue.

9 Appréciez la pertinence de cette loi aujourd'hui.

La part consacrée à l'alimentation diminue, passant de 50 % dans les pays pauvres à 15 % dans les pays riches en 2011. La première loi d'Engel est vérifiée.

DOC 5 Représentation graphique des trois lois d'Engel

Part dans l'ensemble des dépenses



© Foucher

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Nos habitudes alimentaires ont bien changé



<http://tinyurl.com/za8rb74>

1'22

— Dépenses alimentaires
— Dépenses d'habillement et de logement
— Dépenses de loisirs ou de luxe

10 Formulez et explicitez les deux autres lois d'Engel.

Lorsque le revenu augmente, la part consacrée à l'habillement et au logement reste stable (donc la consommation d'habillement et de logement augmente au même rythme que le revenu). Lorsque le revenu augmente, la part consacrée aux loisirs augmente (ou ces dépenses augmentent plus vite que le revenu).

11 Complétez les lois d'Engel puis reliez chaque poste de consommation à la bonne loi.

Hôtels, cafés et restaurants
Articles d'habillement et chaussures
Éducation
Alimentation et boissons non alcoolisées
Communications
Loisirs et culture
Équipement du logement

1^{re} loi d'Engel : La consommation augmente **moins vite** que l'augmentation du revenu.

2^e loi d'Engel : La consommation augmente **au même rythme** que le revenu.

3^e loi d'Engel : La consommation augmente **plus vite** que l'augmentation du revenu.

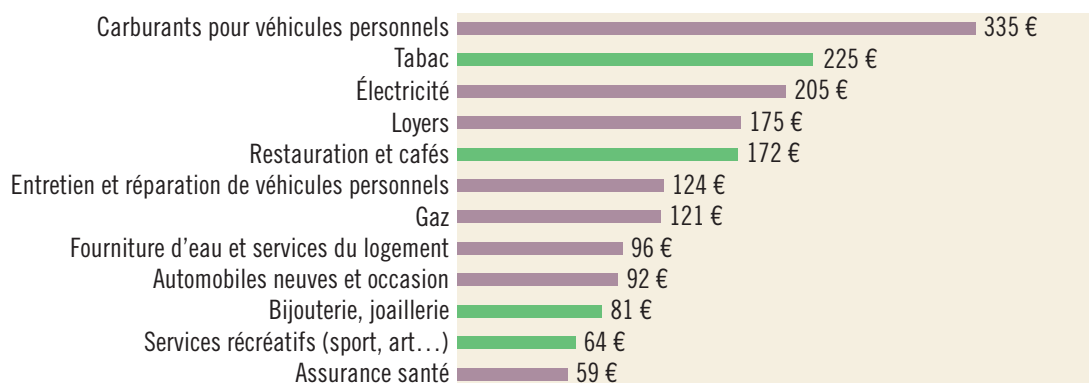
2

Les facteurs explicatifs de l'évolution de la structure de consommation

A Évolution du pouvoir d'achat et dépenses contraintes

DOC 6 Les dépenses contraintes rognent le pouvoir d'achat

Décomposition par poste de la hausse des prix entre 2009 et 2014



Les dépenses contraintes apparaissent en violet.

www.60millions-mag.com, 24/09/2014

DOC 7 Pouvoir d'achat : 1 500 euros perdus en cinq ans

1 500 euros en cinq ans. C'est la baisse du pouvoir d'achat moyen pour les Français qu'a calculée 60 millions de consommateurs. Soit 4 % entre 2009 et 2014 [...]. Au premier rang des accusés, les carburants, l'électricité et les loyers. Autant dire des dépenses incompressibles pour beaucoup de Français. [...] « Les ménages n'ont guère de prise sur leur situation budgétaire et se retrouvent souvent coincés par des factures sur lesquelles ils n'ont pas la main ».

Mathilde Damgé, Alexandre Léchenet, www.lemonde.fr, 25/09/2014

ITINÉRAIRE
BIS

Vidéo

2016, une année historique pour la baisse des dépenses contraintes



<http://tinyurl.com/znqzk66>

2'34

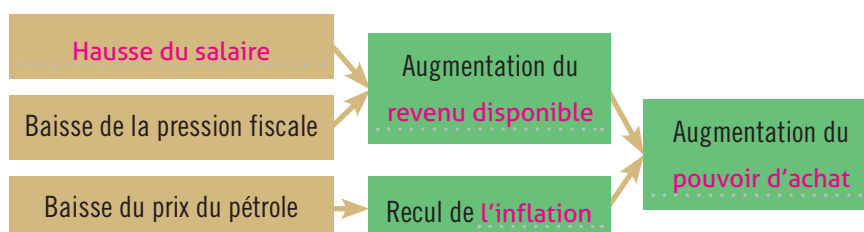
1 Expliquez ce que signifient les dépenses contraintes des ménages.

Les dépenses contraintes ou « préengagées » correspondent à des dépenses auxquelles les ménages peuvent difficilement échapper : dépenses au titre d'un contrat ou d'un abonnement, les loyers, les charges de logement (eau, gaz, électricité), les dépenses liées au véhicule personnel (carburant et entretien).

2 Repérez l'évolution des dépenses contraintes et appréciez l'impact de cette évolution sur le pouvoir d'achat des ménages.

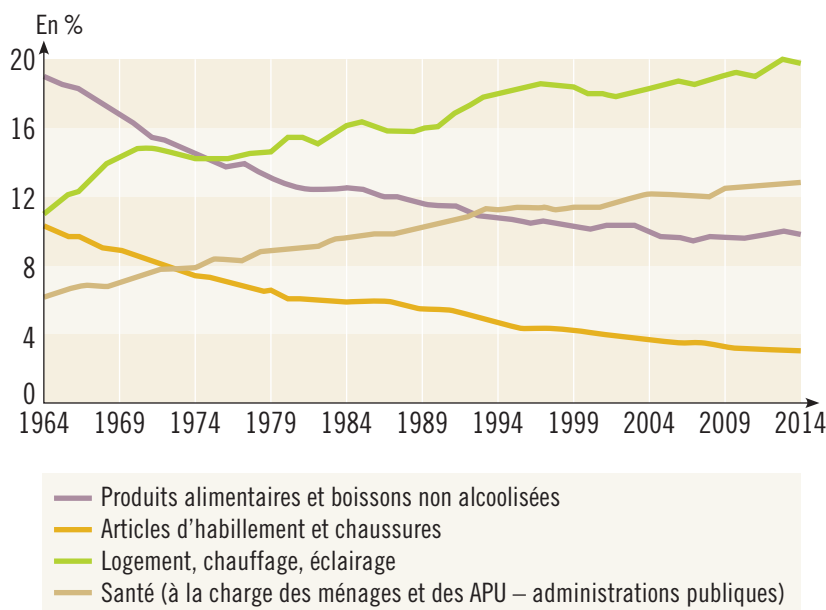
Les dépenses contraintes ont augmenté entre 2009 et 2014, pour réduire de 1 500 euros le pouvoir d'achat des ménages. On note une baisse du pouvoir d'achat moyen de 4 % en cinq ans.

3 Complétez le schéma à l'aide des termes suivants : pouvoir d'achat, hausse du salaire, revenu disponible, baisse du prix du pétrole, inflation.



B Évolution des modes de vie et dépenses révélatrices de progrès

DOC 8 Structure des dépenses de consommation des ménages



www.insee.fr, 02/06/2015

4 Calculez l'évolution des postes de consommation des ménages en complétant le tableau ci-dessous.

Libellés	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Articles d'habillement et chaussures (H)	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (L)	Habillement + logement... (H+L)	Santé (à la charge des ménages et des APU)
1964	19,3	10,5	11,3	21,8	6,4
2014	10	3,2	20,1	23,3	13
Évolution	- 9,3	- 7,3	8,8	1,5	6,6

www.insee.fr, 02/06/2015

5 Commentez ces évolutions grâce aux lois d'Engel.

En 50 ans, la part des produits alimentaires et boissons non alcoolisées s'est réduite dans la consommation des ménages (et vaut 10 %), ce qui vérifie la loi d'Engel selon laquelle, la part de la consommation alimentaire baisse quand le revenu augmente.

En 50 ans, la part des articles d'habillement, chaussures et logement a peu évolué et représente toujours environ 20 % dans la consommation des ménages. La loi d'Engel selon laquelle la part de ces dépenses est stable se vérifie.

En 50 ans, la part des dépenses de santé s'est accrue dans la consommation des ménages (et vaut 13 %), ce qui s'apparente à l'évolution des consommations de luxe au sens d'Engel. Dans les faits, les dépenses de santé et d'éducation sont révélatrices de progrès.

3

Les mutations des modes de consommation

A La génération Z et la consommation collaborative

DOC 9 Qu'est-ce que la génération Z ?



1 Commentez ces images.

La génération Z est une génération connectée. Les jeunes de cette génération sont nés avec le numérique (« digital native »). Ils semblent toujours avoir leur pouce sur un écran. C'est une génération qui doit se confronter à une autre génération, plus âgée, pour qui le numérique n'est pas la porte d'entrée principale.

DOC 10 Ce que veut la génération Z

La génération Z [...] concerne les adolescents nés [...] à partir de 1995. [...] Les 14-19 ans d'aujourd'hui constitueront, en 2020, le plus grand groupe de consommateurs du monde entier. [...] Les anciennes règles de la vente au détail ne s'appliquent plus à cette génération [...]. Ces jeunes entretiennent un rapport d'égal à égal avec les marques et attendent plus que le simple acte d'achat. [...] La génération Z est prête à toutes les expériences à partir du moment où l'achat est

facilité. [...] Le smartphone est majoritairement considéré comme un prolongement de soi-même. [...] La génération Z est désormais étudiée dans ses moindres comportements. Car si son pouvoir d'achat est faible (elle est encore étudiante et ses achats sont financés par les parents), elle se montre influente grâce à sa maîtrise [...] des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram ou Pinterest.

Aude Chardenon, www.lsa-conso.fr, 17/02/2015

2 Repérez les nouveaux mode de consommation de la génération Z.

Elle ne dispose pas encore de pouvoir d'achat notable, mais en 2020, elle constituera le plus grand groupe de consommateurs au monde. Elle souhaite avant tout que l'achat soit facilité grâce à sa maîtrise des réseaux. Les entreprises doivent s'adapter à ces comportements d'achat nouveaux.

DOC 11 Zoom sur la consommation collaborative

Échanger, louer entre particuliers ou revendre : autant de pratiques qui reviennent sur le devant de la scène depuis quelques années, notamment grâce aux opportunités qu'offre Internet. [...] L'économie collaborative apparaît comme sérieusement ancrée dans le quotidien des Français. Loin d'être une mode éphémère, ce modèle semble appelé à perdurer et à se développer pour générer

des emplois sur le long terme. [...] Aujourd'hui, l'économie collaborative [...] n'échappe à aucun secteur : alimentaire, hébergement, musique, banque, biens et prestations de services... Au-delà d'un type de consommation, il semblerait que notre société soit dans une transition vers l'économie de l'usage.

Julien Dos Reis Pedro, www.blog.nightswapping.com/fr, 02/02/2016

3 Parmi les exemples suivants, surlignez ceux qui relèvent de la consommation collaborative.

Tourisme collaboratif, achats au supermarché, location d'une perceuse entre particuliers, achat d'une perceuse, coworking, troc de maison, achat d'une voiture, covoiturage, financement participatif (crowdfunding), achat d'actions de Renault et Peugeot, troc, achats groupés de fruits et légumes.

B Prospective : la consommation en 2045

DOC 12 À quoi ressemblera la consommation en 2045 ?

Nouvelle donne urbaine : de nouveaux concepts de distribution s'imposeront dans les « villes pays » [...] (de plus de 10 millions d'habitants), [...] il y en aura plus de 40 en 2030. [...] Ces « villes pays » nécessiteront une infrastructure de distribution multiformat en mesure de pallier les problématiques de temps et d'espace : [...] magasins de proximité privilégiant le service local, magasins de destination – souvent basés en périphérie des villes, [...] et magasins intégrés aux réseaux de transport. [...]

Le développement du « click & collect » permettra aux consommateurs d'acheter en ligne et de récupérer leurs achats dans des casiers installés dans les bureaux, les stations de métro ou les stations-service. Et des magasins virtuels accessibles dans les transports permettront aux consommateurs de commander leurs articles sur le chemin vers leur lieu de travail et de les trouver chez eux le soir à leur retour. [...]

Nouvelle donne technologique : [...] on peut citer les voitures autonomes, les appareils portables ultra-performants, les robots ou les équipements de maison intelligents, mais aussi les produits

consommables connectés pour le plaisir (clubs de golf connectés), à usage de la famille (tétines connectées) et les produits courants (packagings intelligents qui fourniront des informations sur l'origine des produits, des avis de consommateurs, des garanties d'authenticité, etc.).

Nouvelle donne démographique : les experts [...] anticipent la naissance de nouveaux formats de distribution, dédiés aux seniors, intégrant leurs besoins spécifiques de A à Z : assortiment produit, offre alimentaire et santé adaptée à leurs besoins, ergonomie et services, vecteurs de lien social, mais aussi plateformes d'achats à distance et nouvelles chaînes de distribution pensées jusqu'au dernier kilomètre. Le vieillissement de la population va accélérer le développement d'outils et de produits au service de la santé.

Yves Puget, www.lsa-conso.fr, 04/06/2015

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Ville du futur connectée – Innovation urbaine



<http://tinyurl.com/laakvex>

3'33

4 Complétez le tableau ci-dessous illustrant les enjeux de la consommation de demain.

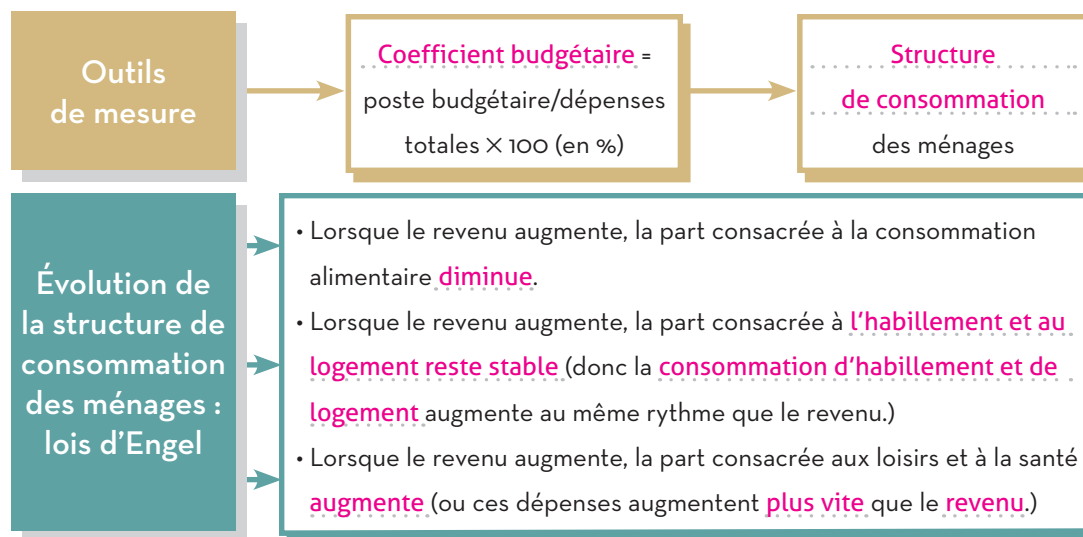
Illustration de l'enjeu	Type d'enjeu	Exemples
<p>Nombre d'habitants des 10 plus grandes villes au monde</p> <p>225 M 2014 285 M 2030 > 400 M ? 2045</p>	Enjeu démographique dans les mégalofoles : 40 villes pays de plus de 10 millions d'habitants en 2030.	Nouvelle infrastructure de distribution multiformat.
<p>Nombre d'objets connectés par personne</p> <p>0,08 2005 1,84 2010 3,47 2015 6,58 2020 ? 2045</p>	Enjeu technologique : les objets connectés vont envahir notre quotidien.	Voitures autonomes, appareils portables ultra-performants, robots ou équipements de maison intelligents, clubs de golf connectés, tétines connectées, packagings intelligents...
<p>Nombre de personnes ayant plus de 60 ans</p> <p>2012 1 personne sur 9 2045 1 personne sur 5</p> <p>www.pwc.fr</p>	Enjeu du vieillissement de la population : les seniors représenteront 20 % de la population mondiale.	Formats de distribution adaptés aux seniors (offre alimentaire et santé).

Coefficient budgétaire : part d'un poste de dépense appelé poste budgétaire d'un ménage dans le total de la consommation. Il est exprimé en %.

Structure de la consommation : répartition des dépenses des ménages en fonction de postes budgétaires regroupant des biens et services dans des catégories homogènes (alimentation, équipement et entretien du logement, transport, logement, habillement, santé, culture et loisirs).

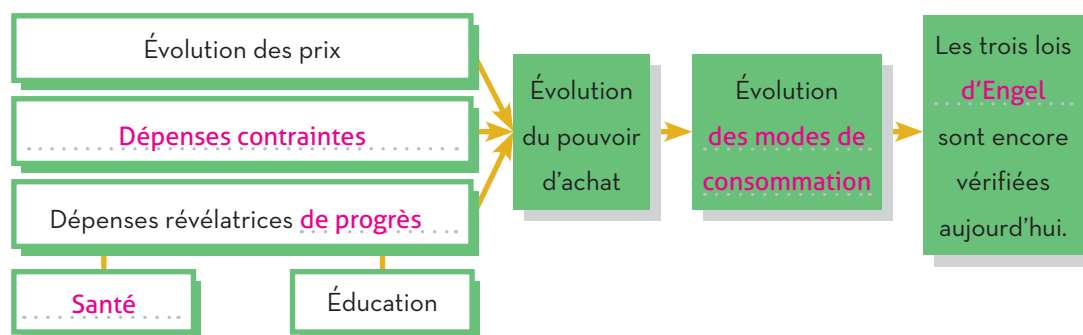
1

La mesure de la structure de la consommation



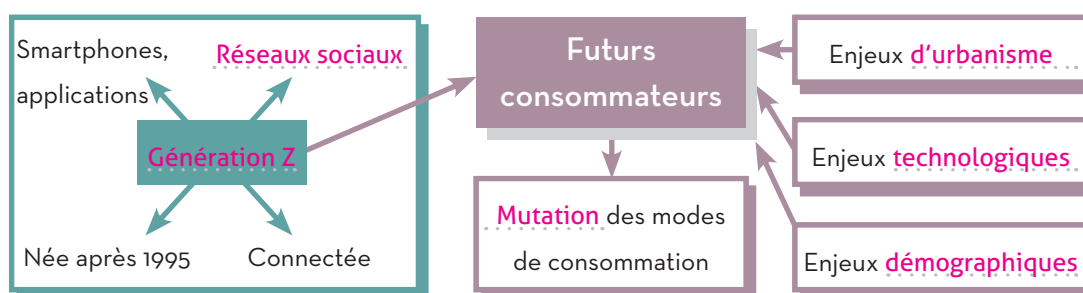
2

Les facteurs explicatifs de l'évolution de la structure de consommation



3

Les mutations des modes de consommation



TESTEZ-VOUS!

Quelles sont les grandes évolutions des modes de consommation ? 8

1 Surlignez la ou les bonnes réponses.

- Le coefficient budgétaire mesure :
 - le poids d'un poste budgétaire dans le budget de l'État.
 - le poids d'un poste budgétaire dans le total des dépenses d'un ménage.
 - la structure de la consommation.
- Les dépenses contraintes sont :
 - des dépenses des ménages facilement supprimables à court terme.
 - des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (loyer, crédit, eau, gaz, électricité, abonnement mobile...).
 - des dépenses qui ont réduit le pouvoir d'achat des ménages de 1 500 euros de 2009 à 2014.
 - des dépenses qui ont augmenté le pouvoir d'achat des ménages de 1 500 euros de 2009 à 2014.
 - aussi appelées des dépenses préengagées.
- La structure de la consommation désigne la ventilation des dépenses par poste budgétaire.
 - Vrai
 - Faux
- Les lois d'Engel mesurent :
 - l'évolution de postes budgétaires en fonction de la consommation totale.
 - l'évolution de postes de consommation en fonction du revenu.

2 Complétez le tableau pour comparer la structure de consommation des deux agents présentés.

	François (sylviculteur, célibataire, quadragénaire)		Salomon (élève en BTS au lycée Jeanne d'Arc à Albertville, travaille le week-end en station de ski, vit encore chez ses parents)	
Postes de dépenses	Dépenses mensuelles	Coefficients budgétaires en %	Dépenses mensuelles	Coefficients budgétaires en %
Alimentation	600	20	150	18,75
Logement et énergie (électricité, gaz)	1 200	40	0	0
Transport	250	8,3	150	18,75
Culture et loisirs	200	6,7	50	6,25
Santé	100	3,3	50	6,25
Communication (mobile, Internet, télévision)	150	5	150	18,75
Habillement	300	10	200	25
Autres (assurances, etc.)	200	6,7	50	6,25
Total	3 000	100	800	100

ENTRAÎNEZ-VOUS!



La société de consommation en voie d'ubérisation

DOC 1 « Vous arrêterez de dire que tout va être “ubérisé” »

[...] L'ubérisation désigne l'adoption d'un modèle de commerce consistant à mettre des ressources à disposition des clients depuis leurs smartphones, à tout moment et sans délai. [...]

• Consomm'acteurs et nouveaux modes de consommation

Car c'est bien ça le véritable enjeu. Comment les consommateurs aussi avides d'économies que de nouvelles façons de consommer plus écologiques et responsables s'adaptent-ils au numérique ? En utilisant des applications mobiles pour faciliter les échanges de bons plans et de bons procédés, simplement et logiquement. Le meilleur exemple n'est certainement pas Uber, [...] mais BlaBlaCar. Pour faire gagner de l'argent au conducteur, en faire économiser aux passagers (et au passage sauver la planète en polluant moins), le covoiturage s'est imposé au fil des années. Avant le tout numérique [...]. Voilà ce qui devrait être considéré comme l'ubérisation d'un secteur économique. L'application mobile comme canal facilitateur.

Oui, le mobile amène de nouveaux usages. Oui, la crise financière incite à trouver de nouveaux modes de consommation. Oui, l'écologie et la consommation responsable sont toujours plus en vogue.

Thomas Gouritin, www.leplus.nouvelobs.com, 05/01/2016

DOC 2 Les Français sont prêts pour la révolution collaborative

Depuis quelques années, les succès mondiaux des Uber, Airbnb et autres BlaBlaCar ont braqué les projecteurs sur une autre manière de consommer, qui privilégie le partage et la mutualisation des moyens, mais aussi l'usage à la propriété. Et cette économie collaborative bénéficie dans son ensemble d'une bonne image auprès de nos concitoyens. [...]

82 % des Français ont une opinion positive de l'économie du partage, qu'ils associent le plus souvent à des valeurs positives, telles que la possibilité de réaliser des économies (83 %), de faire de nouvelles rencontres (79 %) ou de moins polluer (74 %). [...] Plus d'un tiers des personnes interrogées ont déjà adopté l'économie collaborative, tandis qu'un autre tiers compte y recourir dans les mois à venir ! [...] Les cinq principaux secteurs de « l'économie du partage » – financement participatif, plateformes de free-lance, échange de logements, covoiturage et streaming de vidéos musicales – représenteront un marché mondial de 335 milliards de dollars en 2025, contre seulement 15 milliards de dollars en 2014. [...] La compétitivité des prix et la qualité de service qui en résultent entraînent des taux de satisfaction élevés qui amplifient constamment l'adoption de ces services. Il est intéressant de noter que le recours à ces modes de consommation alternatifs est réputé faire gagner du temps pour deux tiers des Français.

D'après Muriel Barnéoud, 17/12/2015

LE DÉCLIC



- L'ubérisation est un néologisme provenant de la société Uber qui concurrence les taxis via des applications de réservation et dont les chauffeurs ne sont pas des taxis.
- Le titre d'un article de presse permet de cerner le sujet, mais il peut être trompeur (le doc 1 en est une illustration).
- Il est important de qualifier la qualité de l'auteur : journaliste, spécialiste, blogueur, économiste... Cela permet de repérer son objectivité.

- 1 Identifiez les tendances actuelles en matière de consommation.
- 2 Relevez les facteurs qui sont à l'origine de ces nouvelles pratiques.
- 3 Expliquez en quoi l'ubérisation peut être une forme de consommation éphémère ou durable.

Corrigé – Entraînez-vous !

La société de consommation en voie d'ubérisation

Identifiez les tendances actuelles en matière de consommation.

Les Français et le monde ont changé de modèle de consommation : ils développent des pratiques collaboratives de consommation (covoiturage, location de biens ou services, hôtellerie entre particuliers, taxis entre particuliers). Il s'agit de « consommation d'usage » (et non de propriété) ou de l'économie du partage. Les entreprises connues sont Airbnb, Uber, BlaBlaCar. Ces nouvelles tendances de consommation définissent l'ubérisation qui consiste à mettre des ressources à disposition des clients depuis leurs smartphones, à tout moment et sans délai.

Relevez les facteurs qui sont à l'origine de ces nouvelles pratiques.

L'ubérisation de l'économie s'explique d'abord par les applications mobiles, puis par le développement d'une consommation responsable et écologique, et par le fait de gagner en pouvoir d'achat (« faire des économies ») dans un contexte de crise économique et financière.

Expliquez en quoi l'ubérisation peut être une forme de consommation éphémère ou durable.

Il apparaît que les Français sont prêts pour cette « révolution collaborative ». En effet, 82 % des Français ont une image positive de l'économie collaborative. Un tiers des Français a déjà adopté cette forme de consommation et un autre tiers l'aura fait d'ici fin 2016. Les économistes évaluent ce nouveau secteur de l'économie à 335 milliards de dollars en 2025 (avec une croissance de 1 000 % en 10 ans). L'ubérisation fait gagner du temps et satisfait les consommateurs. Il ne s'agit pas d'un effet de mode mais d'une mutation des modes de consommation.

8

Quelles sont les grandes évolutions des modes de consommation ?

Synthèse rédigée

L'évolution du mode de consommation a pour conséquence une modification de la part des différents biens et services dans le budget des ménages. Cette évolution peut être contrainte (ex. : part de l'énergie ou part du logement) ou révélatrice d'un progrès (ex. : dépenses d'éducation ou de santé). L'évolution dans le temps du pouvoir d'achat agit sur la structure de consommation des ménages (analysée par les variations des coefficients budgétaires).

1 La mesure de la structure de la consommation

A Les coefficients budgétaires

Le **coefficient budgétaire** est le rapport de la dépense consacrée à un bien ou à un service et la dépense de consommation totale.

Les coefficients budgétaires constituent un outil permettant de mesurer la structure de consommation des ménages et de mettre en évidence des **postes budgétaires**, représentant la part de chaque type de consommation dans l'ensemble des dépenses de consommation. Ainsi la part (en %) de la consommation d'un poste dans les dépenses de consommation totale d'un ménage est mesurée par un coefficient budgétaire.

$$\text{Coefficient budgétaire d'un poste de consommation} = \frac{\text{dépenses de consommation du poste}}{\text{dépenses de consommation totale}} \times 100$$

La structure de la consommation indique la façon dont les ménages répartissent leurs dépenses entre différents postes budgétaires : alimentation, habillement, santé, logement...

B Les lois d'Engel et leur actualité

Ernst Engel (1821-1896), statisticien prussien, réalisa en 1857 les premières mesures de consommation et de revenu des ménages. Il mit empiriquement en évidence trois phénomènes, que l'on dénomme les trois lois d'Engel.

1. Quand le revenu augmente, les dépenses alimentaires occupent une part décroissante dans l'ensemble des dépenses du ménage.
2. Quand le revenu augmente, les dépenses d'habillement progressent au même rythme que le revenu.
3. Lorsque le revenu augmente, la part consacrée aux loisirs augmente (dépenses qu'il qualifiait de « luxe »).

2 Les facteurs explicatifs de l'évolution de la structure de consommation

A Évolution du pouvoir d'achat et dépenses contraintes

Les dépenses contraintes, ou « préengagées », représentent les dépenses auxquelles les ménages peuvent difficilement échapper à court terme. Il s'agit notamment des dépenses au titre d'un contrat ou d'un abonnement (TV, téléphonie, adhésions aux clubs de loisirs, assurances...), des loyers (crédit immobilier ou location), des charges de logement (eau, gaz, électricité). Enfin, les dépenses liées au véhicule personnel sont aussi des dépenses contraintes, notamment avec le carburant et l'entretien.

Les dépenses contraintes ont augmenté entre 2009 et 2014, réduisant le pouvoir d'achat des ménages.

B Évolution des modes de vie et dépenses révélatrices de progrès

En 55 ans, la part des dépenses de santé s'est accrue dans la consommation des ménages, ce qui s'apparente à l'évolution des consommations de luxe au sens d'Engel. Dans les faits, les dépenses de santé et d'éducation sont révélatrices de progrès. L'analyse de l'évolution de la structure de la consommation permet d'observer la transformation des modes de vie. L'analyse des coefficients budgétaires et de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages permet d'identifier les causes des variations de la structure de la consommation.

3 Les mutations des modes de consommation

A La génération Z et la consommation collaborative

La **génération Z** concerne les adolescents nés à partir de 1995. Les 14-19 ans d'aujourd'hui constitueront, en 2020, le plus grand groupe de consommateurs du monde. Les comportements d'achat de la génération Z sont nouveaux et les entreprises doivent s'y adapter, d'autant que, dans les années à venir, l'augmentation de leur pouvoir d'achat va s'accroître.

La **consommation collaborative** permet à des particuliers de louer, prêter, donner, échanger, partager ou acheter des biens ou des services. La consommation collaborative est aujourd'hui ancrée dans les habitudes des Français, notamment grâce à l'essor de plateformes sur Internet qui facilitent la mise en relation de particuliers. Ainsi, 90 % des Français déclarent avoir déjà réalisé, au moins une fois, une pratique de consommation collaborative. Les consommateurs collaboratifs sont une population jeune et soucieuse de son pouvoir d'achat, adepte du système D et des nouvelles technologies. Si certaines pratiques sont plus ou moins motivées par un souci du collectif, le principal levier demeure individuel : celui de réaliser des économies. Le marché mondial de la consommation collaborative devrait représenter 335 milliards de dollars en 2025. Sur ce nouveau marché, les États-Unis et la France apparaissent comme les leaders mondiaux en termes de volume d'affaires et de diversité de l'offre.

B Prospective : la consommation en 2045

En 2045, la société devra relever les enjeux urbains, technologiques et démographiques.

- **Nouvelle donne urbaine** : le développement du « click & collect » permettra aux consommateurs d'acheter en ligne et de récupérer leurs achats dans des casiers installés dans les bureaux, les stations de métro ou les stations-service. Et des magasins virtuels, accessibles dans les transports, permettront aux consommateurs de commander leurs articles sur le chemin vers leur lieu de travail et de les trouver chez eux le soir à leur retour.
- **Nouvelle donne technologique** : avec les voitures autonomes, les appareils portables ultra-performants, les robots ou les équipements de maison intelligents, mais aussi les produits connectés pour le plaisir (clubs de golf connectés), à usage de la famille (tétines connectées) et les produits courants (packagings intelligents qui fourniront des informations sur l'origine des produits, des avis de consommateurs, des garanties d'authenticité, etc.).
- **Nouvelle donne démographique** : avec de nouvelles chaînes de distribution, dédiées aux seniors, intégrant leurs besoins spécifiques de A à Z.

Ressources vidéo complémentaires :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOWz6lHwnwiEk8fMONE--kxZZpC80tJwG>

https://www.youtube.com/playlist?list=PLOWz6lHwnwiE9ZuJHXm2KxSbEn0_TMsvc

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLOWz6lHwnwiGYr6Ua9CgB326gnL0sKeKH>

Vers le BAC!

THÈME 3

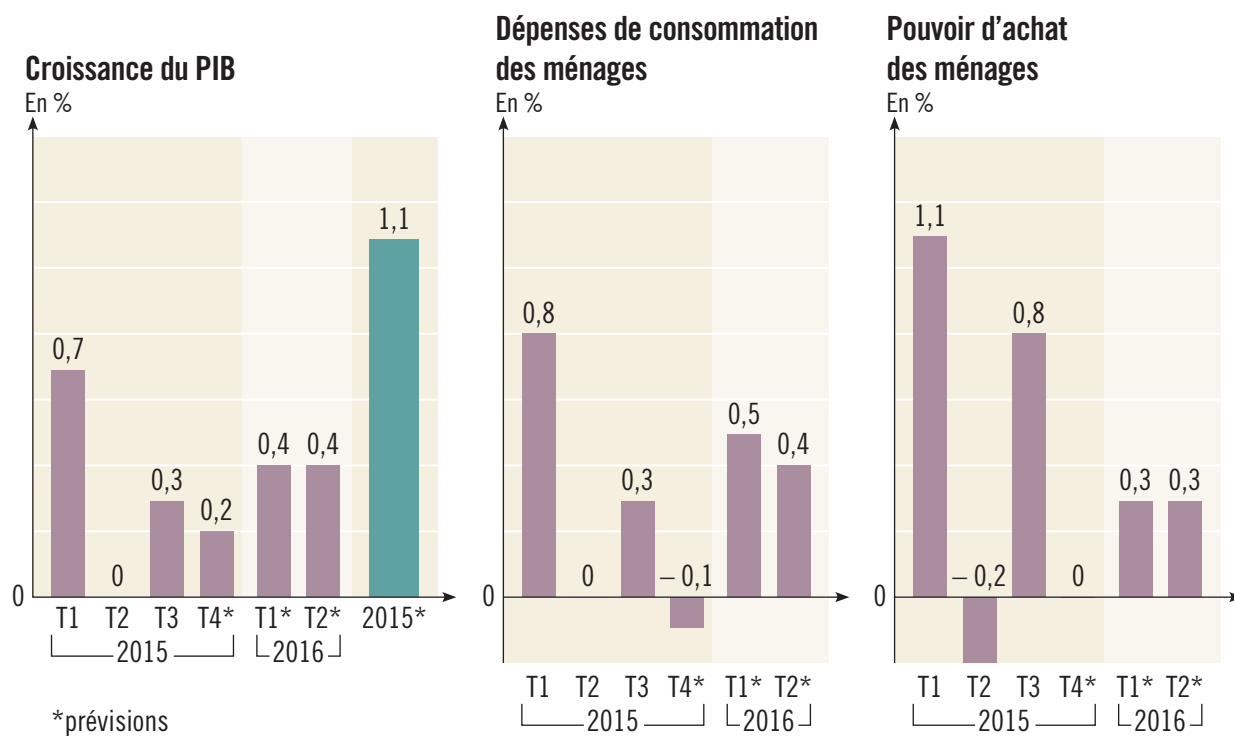
Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

À l'aide de vos connaissances et des ressources documentaires jointes, vous analyserez la situation d'économie en répondant aux questions suivantes.

- 1 Identifiez les tendances actuelles en matière de consommation.
- 2 Relevez les causes et les conséquences de ces nouvelles pratiques.
- 3 Expliquez en quoi la baisse de la consommation est une bonne nouvelle en France en novembre 2015.
- 4 Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante : « Les facteurs économiques sont-ils les seuls déterminants de la consommation de ménages ? »

Document 1

PIB, consommation et pouvoir d'achat



www.insee.fr

Document 2

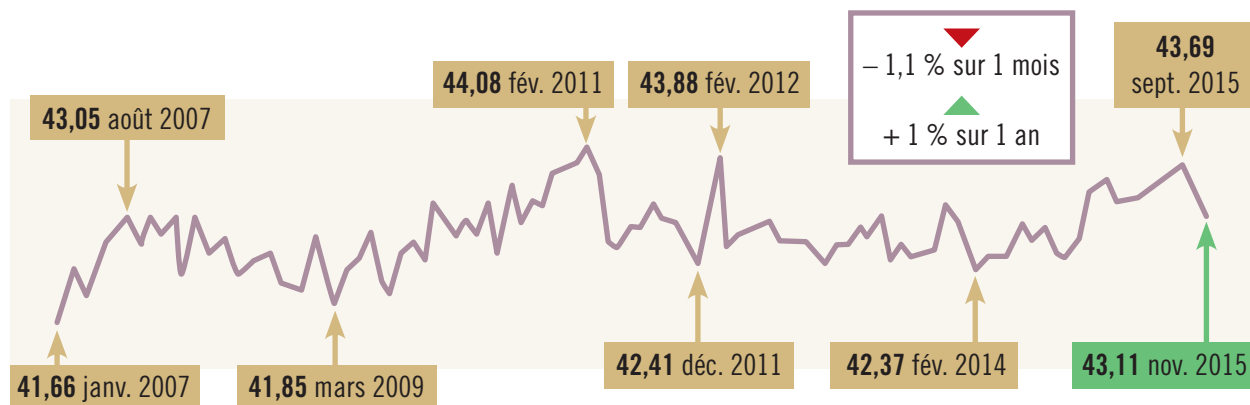
La consommation des ménages en baisse ou non ?

Ces chiffres ne prennent en compte que la consommation de biens et pas celle de services. Selon l'Insee, la baisse des dépenses en énergie a atteint en novembre 5,6 %, soit le plus fort recul depuis juin 2013. « Les températures moyennes de novembre ayant été particulièrement douces après un mois d'octobre un peu frais, les dépenses de chauffage » se sont amoindries, explique l'Insee. [...] Les dépenses en textile, habillement et cuir ont quant à elles reculé de 4,7 %, après avoir déjà baissé de 1,2 % en octobre et 0,6 % en septembre. Ce repli est là encore « probablement du fait de températures clémentes », selon l'institut. Les dépenses en biens durables ont en revanche légèrement rebondi (+ 0,5 % après - 2,0 % en octobre), les achats d'automobiles s'étant stabilisés après

la forte baisse du mois précédent (+ 0,1 % après - 3,5 %). La consommation alimentaire a elle aussi progressé (+ 0,6 %), pour la première fois depuis juin 2015, du fait notamment d'une « consommation accrue de produits agroalimentaires ». La consommation des ménages est traditionnellement un moteur important de la croissance en France. Selon l'Insee, cette dernière devrait fléchir au quatrième trimestre, essentiellement sous l'effet des attentats, pour s'établir à 0,2 % du PIB contre 0,4 % prévu jusqu'alors. Cette baisse n'aura toutefois pas d'impact sur la croissance pour l'ensemble de l'année, estimée par l'Insee à 1,1 %, un « niveau inédit depuis quatre ans », mais qui reste inférieur à celui de la zone euro (1,5 %).

www.lavoixdunord.fr, 23/12/2015

Total des produits achetés par les ménages, en milliards d'euros



Variations sur 1 an

+ 4,6 %



Équipement du logement

+ 2,9 %



Automobile

- 2,3 %



Produits pétroliers

- 5,6 %



Habillement

www.insee.fr

Document 3

E-commerce : la consommation collaborative, grande tendance 2016

Selon l'enquête FEVAD/CSA, plus de 60 % des e-acheteurs ont l'intention d'utiliser l'économie de partage dans leurs habitudes e-commerce cette année. En 2016, 9 e-acheteurs sur 10 envisagent d'acheter autant, voire plus, sur le Web que l'année dernière [...]. Ces achats sur des sites d'e-commerce porteront sur les vêtements (57 %), les produits culturels (52 %), les voyages et produits de tourisme (43 %) et les produits techniques/électroménagers (42 %). Côté produits plus « atypiques », l'étude note un intérêt marqué pour les bons d'achat à valoir en magasin ou en ligne (29 %, + 5 points par rapport à 2015), les services d'économie collaborative (15 %) et les objets connectés (13 %). Les achats en ligne ne connaissent pas la crise : seulement 3 cyber-consommateurs sur 10 (30 %) estiment que le contexte économique impactera leurs achats sur le Web. Un chiffre en

baisse de 10 points sur un an (39 % en 2014). Le m-commerce [commerce sur mobile] deviendra un vrai secteur « poids lourd », grâce notamment à la démocratisation du smartphone et de la tablette : 32 % des personnes équipées ont utilisé leur tablette pour effectuer des achats en ligne en 2015 et 20 % de leur smartphone. La consommation collaborative connaîtra un bel essor en 2016 : les e-acheteurs étaient 39 % à consommer de cette façon en 2015, et ils devraient être 62 % cette année. Les ventes directes et les achats groupés directement aux producteurs par Internet (AMAP...) bénéficieront de la plus forte progression en 2016 : 32 % contre 9 % en 2015. La réservation d'hébergements auprès de particuliers, sur le modèle de Airbnb (34 %) et le covoiturage (29 %) sont aussi fortement envisagés cette année.

Pour une majorité de cyber-acheteurs, cette économie collaborative ne se substitue pas aux circuits d'achat classiques, elle s'y ajoute (76 %).

Anne Confolant, www.itespresso.fr, 28/01/2016

Document 4

Consommation : la tendance des produits « moches » et des prix cassés s'installe

Produits « laids » mais « anti-gaspi », ventes en gros volumes ou à très bas prix s'installent dans les rayons des magasins. Reléguant les objets connectés et l'impression 3D au rang de gadgets futuristes, ces « bons plans » sont devenus de vraies tendances de consommation, et cela ne semble pas près de s'arrêter. [...] Pour les drones qui livrent vos cadeaux sur votre balcon ou dans votre jardin et autres robot-vendeurs doués pour les jeux télévisés, il faudra encore attendre quelques années (voire quelques décennies). Mais d'autres ten-

dances qui changent la distribution s'installent [...] en profondeur. [...]

Avec ses fruits et légumes « moches », Intermarché a fait mieux qu'un simple « coup » de communication puisqu'il a même été suivi par certains de ses concurrents. Fin décembre, Carrefour lance ainsi sa propre gamme de produits estampillée « anti-gaspi ». Lors de la COP 21 à Paris, ce sont surtout les « gueules cassées », cette initiative visant à promouvoir par un étiquetage spécial et des prix réduits des produits à l'esthétique imparfaite ont eu droit aux honneurs. Depuis leur lancement en 2014, il s'est déjà vendu plus de 10 000 tonnes de ces pommes de terre tordues et autres camemberts pas tout à fait ronds.

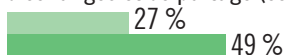
Marina Torre, www.latribune.fr, 30/12/2015

Document 5

Budget : les jeunes urbains plébiscitent l'économie du partage

Économie collaborative : que faites-vous ?

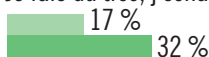
Je vais dans des lieux multiculturels associatifs d'échanges et de partage (concert, librairie...) :



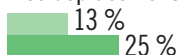
Je participe à des achats groupés :



Je fais du troc, j'échange des objets, des vêtements :



Je pratique le covoiturage pour mes déplacements domicile-travail :



Je loue le logement d'autres particuliers pour les week-ends, les vacances :



Pour quelles raisons ?

C'est moins cher :



Permet de limiter le gaspillage, l'impact sur l'environnement :



Permet de rendre service aux autres :



Permet d'accéder à un bien ou un service dont j'ai exceptionnellement besoin :



Permet de partager avec d'autres, d'apprendre, de découvrir :



Que faites-vous de l'argent gagné ou économisé ?

Paiement de dépenses courantes (factures, alimentation...) :



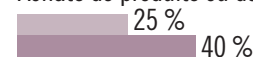
Épargne :



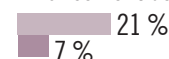
Utilisation dans le cadre d'un projet relatif à des loisirs (visite, voyage, sorties...) :



Achats de produits ou de biens :



Financement de travaux :



Étude « L'observatoire LCL en ville » réalisée par BVA du 27 mai au 2 juin 2014 par Internet sur un échantillon de 2 780 personnes (dont 500 jeunes vivant dans une agglomération de plus de 30 000 habitants) représentatifs de la population française âgée de 28 ans et plus

Réputés individualistes, les Français n'en ont pas moins adopté la « sharing economy », descendante de notre bon vieux troc auquel Internet a donné une impulsion sans précédent. [...] 61 % des Français pratiquent au moins une action liée à l'économie du partage, un chiffre qui monte à 77 % chez les 18-35 ans. Les jeunes ont en effet majoritairement intégré ces nouveaux réflexes avec un grand pragmatisme. Leur priorité ? Réaliser des économies, même si la dimension environnementale est éga-

lement importante pour une bonne moitié d'entre eux (54 %). Le gain annuel réalisé grâce à ces pratiques d'échange et de mutualisation — selon des études précédemment réalisées par BVA, il peut aller jusqu'à 400 € par an —, s'il n'est pas épargné, est en priorité utilisé pour des dépenses courantes, quel que soit l'âge (53 % pour les Français en général et 58 % pour les 18-35 ans).

Bénédicte Alaniou, www.etudiant.aujourd'hui.fr, 03/07/2014

Corrigé – Vers le bac !

Thème 3 Comment les ménages décident d'affecter leur revenu ?

Identifiez les tendances actuelles en matière de consommation.

La consommation des Français a évolué à travers différentes tendances.

Globalement on constate une baisse de la consommation des ménages entre 2007 et 2015. Elle se caractérise par :

- une baisse des dépenses en énergie (- 5,6 %) ;
- un recul des dépenses en habillement (- 4,7 %) ;
- un rebond des dépenses en biens durables ;
- une augmentation de la consommation de produits agroalimentaires.

L'une des nouvelles tendances est également le développement de la consommation collaborative avec, par exemple :

- l'achat de biens d'occasion à l'aide de sites d'e-commerce entre particuliers ;
- la location de biens ou de logements ;
- les lieux solidaires ;
- les achats groupés.

Les jeunes urbains (18-35 ans) sont plus adeptes de la consommation collaborative que l'ensemble de la population.

On note également que les Français consomment des produits « laids », dans une logique de chasse au gaspillage notamment dans l'alimentation avec les initiatives d'Intermarché, Carrefour ou de l'opération « les gueules cassées ».

À ces tendances s'ajoute la consommation du futur comme la livraison par drones, les impressions 3D...

Relevez les causes et les conséquences de ces nouvelles pratiques.

Différents facteurs expliquent ces évolutions :

- **Facteur économique** : les produits et services sont moins chers.
- **Facteur climatique** : la douceur des températures explique la baisse des dépenses en énergie et en habillement.
- **Facteur sociologique** : Internet se révèle être un accélérateur du développement de l'économie collaborative. Internet se développe par le e-commerce (commerce en ligne) et le m-commerce (commerce sur mobile). En 2016, le m-commerce s'avère plus important que le e-commerce.

Différents facteurs motivent les ménages, notamment soutenir l'économie locale ou durable (en réduisant l'impact environnemental pour 54 % des jeunes urbains). La crise et l'augmentation atone du pouvoir d'achat (quantité de biens et services que les ménages peuvent acheter avec leur revenu disponible, ou ce qu'ils peuvent épargner), soit 0 % au dernier trimestre 2015 ou + 0,6 % au premier semestre 2016, sont un facteur du développement de ces consommations collaboratives.

La principale conséquence du développement de la consommation collaborative est de dégager du pouvoir d'achat (400 euros par an) qui peut être consommé ou épargné.

Les autres conséquences sont de recréer du lien social, de partager, de découvrir et de comparer.

Expliquez en quoi la baisse de la consommation est une bonne nouvelle en France en novembre 2015.

La consommation des ménages est traditionnellement un moteur important de la croissance. Selon l'Insee, les dépenses de consommation des ménages sont corrélées à l'évolution du PIB (en 2015, le PIB a augmenté de + 1,1 % et les dépenses de consommation ont augmenté de + 1,0 %). La baisse de la consommation a plusieurs causes. Les économistes invoquent des raisons conjoncturelles comme :

- la douceur qui induit une baisse de la facture de chauffage (fioul, etc.) ;
- la réduction des achats dans le secteur de l'habillement ;
- la baisse du prix du pétrole qui réduit le budget préengagé des automobilistes ;
- les attentats de novembre 2015 qui ont freiné la consommation.

Cependant, la baisse aura peu d'impact sur la croissance.

De plus, se réjouir de l'augmentation de la consommation alimentaire est hasardeux dans la mesure où, si l'on se réfère à la loi d'Engel selon laquelle lorsque le revenu augmente la part consacrée à la consommation alimentaire diminue, cela signifie que le pouvoir d'achat des Français est malmené.

Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante : « Les facteurs économiques sont-ils les seuls déterminants de la consommation de ménages ? »

• **(Introduction)**

(Accroche)

La recherche de croissance du PIB par les pays semble une priorité afin de doper la consommation des ménages qui, elle-même, génère de la croissance dans un processus de cercle vertueux. Les habitudes de consommation ont évolué depuis 50 ans avec l'avènement du secteur des services et des dépenses consacrées aux loisirs.

(Définition des mots-clés)

La consommation se définit comme l'activité économique qui consiste en l'acquisition de biens et services afin de satisfaire les besoins des ménages, qui constituent les agents économiques dont la fonction principale est de consommer.

(Problématique)

Les crises répétées nous montrent que les facteurs économiques ne suffisent pas à expliquer la consommation des ménages, véritable source de croissance. Finalement quels facteurs peuvent expliquer la consommation des ménages ?

(Annonce du plan)

Pour répondre à cette question nous montrerons dans un premier temps que les facteurs économiques ne peuvent expliquer la croissance que partiellement. Puis, dans un second temps, nous montrerons que d'autres facteurs jouent un rôle important pour expliquer la consommation des ménages.

• **(Développement)**

I Les facteurs économiques déterminent la consommation

A Les revenus, le pouvoir d'achat : déterminants de la consommation

L'augmentation du PIB, PIB/habitant (croissance) développe la consommation (*on peut choisir de citer l'exemple de la Chine*). Elle contribue à l'augmentation des revenus qui conditionne la consommation.

Il convient de maîtriser la croissance réelle, c'est-à-dire celle qui reste après avoir tenu compte de l'inflation qui rogne la croissance en volume. En effet, l'augmentation du pouvoir d'achat détermine les niveaux de consommation.

Le ménage réalise un arbitrage entre consommation et épargne, notamment en fonction des taux d'intérêt.

L'enjeu du pouvoir d'achat est désormais explicatif de la consommation et donc de la croissance.

B La structure de consommation explicative de la consommation

Les analyses d'Engel sont explicatives de la consommation. (*Il conviendra de réexpliquer le fonctionnement des 3 lois d'Engel et de les illustrer.*)

Les facteurs économiques ne suffisent pas à expliquer la consommation. On note d'autres facteurs explicatifs.

II D'autres facteurs expliquent la consommation

Des facteurs sociaux et démographiques déterminent nos comportements de consommation.

Les normes liées au milieu social (la catégorie socioprofessionnelle) et à la famille influencent les comportements d'achats (distincts et différenciés selon les modes de vie).

De même, l'âge et le sexe influencent les comportements de consommation. Par exemple, à revenu égal, la consommation d'un jeune de la génération Z est éloignée de celle d'un senior.

Enfin, une partie de la consommation des ménages est socialisée en ce sens qu'elle est décidée et financée collectivement, comme pour la santé et l'éducation. Ce sont des dépenses révélatrices de progrès.

En conclusion, la réponse à la question de savoir si les facteurs économiques sont les seuls déterminants de la consommation nous a conduit à démontrer que ces facteurs économiques sont nécessaires mais non suffisants car combinés à des facteurs sociaux, démographiques, culturels. Et pour pérenniser la consommation des ménages, il convient que tous les pays se développent en adoptant une démarche durable qui consiste à ne pas compromettre de façon irresponsable l'avenir des générations futures avec une empreinte écologique trop importante.

QUELLE EST LA SITUATION FINANCIÈRE des agents économiques ?

9



NOTIONS

- capacités et besoins de financement
- autofinancement

Rendez-vous des Lapince chez le banquier

M. et M^{me} Lapince vont chez leur banquier car ils souhaitent acquérir un bien immobilier. Ils estiment ne pas avoir assez d'épargne pour pouvoir acheter la maison de leurs rêves. Leur banquier, M. Robert, va étudier leur situation pour savoir si le couple est capable ou non de financer cet achat.

Vous souhaitez donc acquérir un bien immobilier d'une valeur de 175 000 euros mais vos ressources financières actuelles (revenus et épargne) sont insuffisantes.

Quelles sont vos différentes sources de revenus et vos dépenses, et à combien s'élèvent-elles mensuellement ?

Sans oublier les 700 euros de nourriture, 500 euros de loisirs et sports, 500 euros d'entretien pour les assurances, l'essence ou encore l'électricité.

En effet, nos revenus ne sont pas élevés mais ils sont stables donc nous espérons pouvoir acquérir ce bien.

Nous gagnons 6 000 euros par mois et nous dépensons 1 000 euros pour le loyer.

Très bien, j'ai tous les éléments pour étudier votre situation financière globale. Nous vous recontacterons afin de vous proposer une solution financière pour l'achat de votre maison.

- 1 Identifiez les agents économiques de cette situation et indiquez s'ils sont en capacité ou en besoin de financement.

La situation présente deux types d'agents économiques : un ménage en besoin de financement et une banque en capacité de financement.

- 2 Indiquez comment le financement peut s'effectuer pour le ménage.

Le ménage est en besoin de financement pour l'acquisition d'un bien immobilier et la banque, en capacité de financement, va l'aider à acquérir ce bien par un prêt bancaire.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Le crédit sans les banques

<http://tinyurl.com/qcwgtd> 3'00



- 3 Présentez d'autres solutions pour se financer en cas de besoin de financement.

Il existe d'autres solutions pour financer sa consommation ou ses investissements : le recours à l'épargne, le prêt auprès d'amis ou de la famille, le recours à des organismes de crédit...

1

La situation financière des agents économiques

A Capacité et besoin de financement

DOC 1 La capacité ou le besoin de financement



Dans le fonctionnement de l'économie, des agents disposent de ressources financières (des revenus et l'épargne pour les ménages et des bénéfices pour les entreprises) qui peuvent servir à d'autres agents qui en ont besoin pour pouvoir consommer ou investir.

Par exemple, les ménages utilisent leur revenu disponible pour consommer et épargner. Leur épargne sert à financer leurs investissements, qui correspondent aux achats de logement le plus souvent. Si le montant de leur épargne est supérieure aux investissements qu'ils veulent réaliser, ils sont alors en capacité de financement. Au contraire, si un ménage a une épargne inférieure aux investissements, on dira qu'il est en besoin de financement.

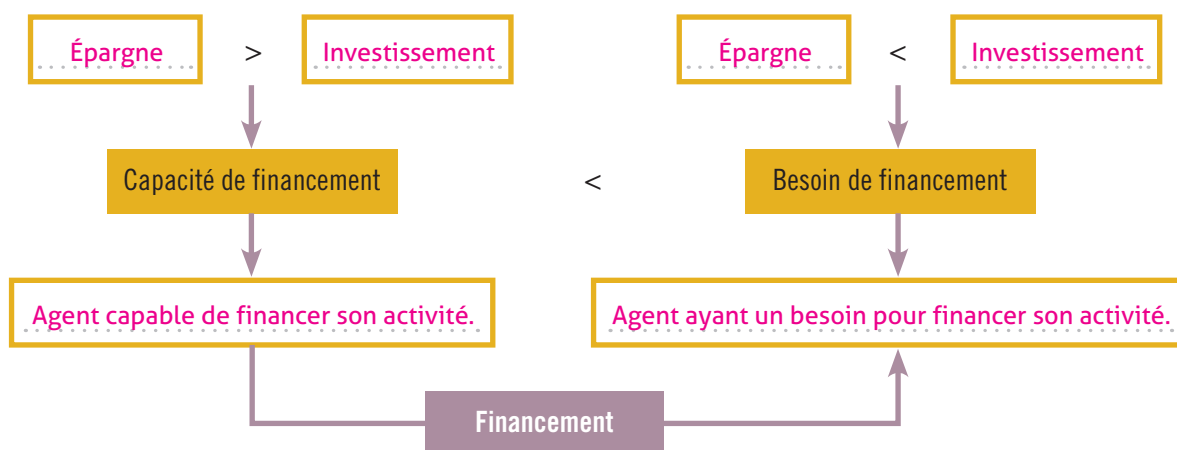
© Foucher

1 Analysez la notion de capacité et de besoin de financement d'un ménage.

La capacité de financement d'un ménage est composée de ressources financières (les revenus et l'épargne) supérieures aux dépenses à effectuer. Inversement, le ménage a un besoin de financement.

2 Complétez le schéma ci-dessous en utilisant le vocabulaire proposé en italique, pour caractériser les agents à capacité ou à besoin de financement.

Vocabulaire : *épargne, investissement, agent capable de financer son activité, agent ayant un besoin pour financer son activité.*



3 Complétez le tableau ci-dessous en cochant, pour chaque situation, si l'agent est en capacité ou en besoin de financement.

Exemples de situations d'agents économiques	Agent à besoin de financement	Agent à capacité de financement
M ^{me} Méténier constate qu'elle dispose d'importantes économies accumulées lors de sa carrière professionnelle.		×
L'entreprise Axo a besoin de 45 000 euros pour acquérir une fraiseuse.	×	
La BNP prête 15 000 euros à M. Ride pour acheter un terrain.	×	×
Aujourd'hui, les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses de fonctionnement.	×	

B La situation financière des agents économiques en France et dans le monde

DOC 2 Capacités ou besoins de financement des agents en 2014 (en milliards d'€)

Secteurs institutionnels (en France)	2014	À capacité de financement	À besoin de financement
Entreprises privées	- 50,5		×
Banques commerciales (BNP, Crédit Agricole...)	5,0	×	
Administrations publiques (APU)	- 84,8		×
Ménages	81,8	×	
Capacité ou besoin de financement de la France	- 48,5		×

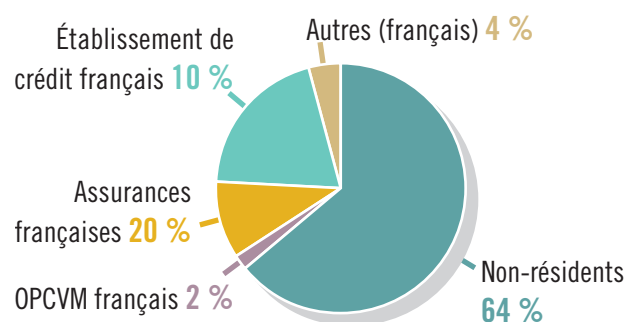
Insee, Comptes de la nation 2014

- 4 Calculez, pour l'année 2014, la capacité ou le besoin de financement de la France.
- 5 Complétez le tableau en cochant les secteurs à capacité de financement et ceux à besoin de financement dans l'économie française.
- 6 Commentez vos résultats.

Certains secteurs institutionnels sont en besoin de financement, d'autres sont en capacité de financement. ...
 Au total, la France est en besoin de financement, donc elle a besoin de capitaux. ...

DOC 3 La France emprunte auprès des pays étrangers pour financer sa dette

Selon les chiffres de l'Agence France Trésor, fin mars 2015, 64,4 % des détenteurs de la dette publique française sont des « non-résidents ». Il s'agit, pour l'essentiel, d'investisseurs institutionnels (des États en capacité de financement comme l'Allemagne, la Chine ou le Qatar), mais également des fonds d'assurance notamment, des banques françaises ou étrangères. La dette publique française est donc essentiellement placée sur les marchés financiers internationaux afin de trouver des acquéreurs capables de prêter à la France.



www.lafinancepourtous.com, 27/02/2016

- 7 Montrez comment la France fait face à son besoin de financement.

Afin de financer son besoin de financement, la France emprunte auprès des pays étrangers. Elle émet des titres de créance sur les marchés financiers où des investisseurs institutionnels étrangers pour la plupart ou des entreprises privées en capacité de financement vont être à même de lui prêter le montant de ce besoin, que la France devra rembourser par la suite. ...

DOC 4 La nation : capacité ou besoin de financement ?

Année 2014

Pays	Unités (en millions de dollars États-Unis)
France	- 58 951,1
Allemagne	289 436
États-Unis	- 189 548,9
Zone euro (19 pays)	292 743,8
Union européenne (28 pays)	139 662,9



OECD.Stat, données extraites le 16/11/2015

8 Repérez les pays débiteurs, les pays créanciers et expliquez.

La France et les États-Unis sont débiteurs, l'Allemagne, la zone euro et l'Union européenne sont créanciers.

Les pays débiteurs sont des nations à besoin de financement, les créanciers sont des nations à capacité de financement. Les pays à capacité de financement financeront les pays à besoin de financement sur les marchés financiers internationaux.

DOC 5 L'excédent allemand

L'Allemagne a réalisé un excédent budgétaire au premier semestre 2013 grâce à une croissance tirée par la consommation des ménages, la hausse de la dépense publique et un net rebond des investissements [...]. Une conjoncture porteuse a en effet permis à la première économie de la zone euro de réaliser un excédent budgétaire de 0,6 % du produit intérieur brut (PIB) au premier semestre.

La croissance au deuxième trimestre a en effet permis aux finances publiques allemandes de réaliser cette performance. Elle est ressortie à 0,7 %, tirée par la consommation des ménages et des pouvoirs publics ainsi qu'un net rebond des investissements des entreprises, a expliqué l'Office des statistiques. La consommation privée a en effet progressé de 0,5 %, les dépenses publiques de 0,6 % et les investissements de 0,9 %.

www.latribune.fr, 23/08/2013

9 Repérez la situation budgétaire de l'Allemagne en 2013.

En 2013, l'Allemagne est en excédent budgétaire à hauteur de 0,6 % de son PIB.

10 Surlignez les éléments expliquant cette situation et expliquez en quoi elle favorise la situation financière de l'Allemagne en 2013.

La capacité financière de l'Allemagne provient d'une croissance plus forte, tirée par la consommation des ménages (+ 0,5 %), les dépenses publiques (+ 0,6 %) et les investissements (+ 0,9 %). Cela permet à l'Allemagne de disposer de capitaux, ce qui favorise la situation financière du pays et sa capacité de financement.

2

Les agents à capacité et à besoin de financement

A Les agents à capacité de financement et l'autofinancement

DOC 6 Les banques, des agents à capacité de financement



Les banques sont des établissements financiers qui collectent les dépôts des agents économiques et qui accordent des crédits aux entreprises et aux ménages qui en font la demande. Elles font partie, au même titre que les sociétés d'assurances, de ce que les économistes appellent les « intermédiaires financiers ». Ces derniers ont pour fonction de collecter l'épargne des agents économiques ayant une capacité de financement (la plupart des ménages et certaines entreprises) pour la distribuer aux agents ayant un besoin de financement (l'État, la plupart des entreprises privées et certains ménages).

© Foucher

1 Relevez le rôle des banques.

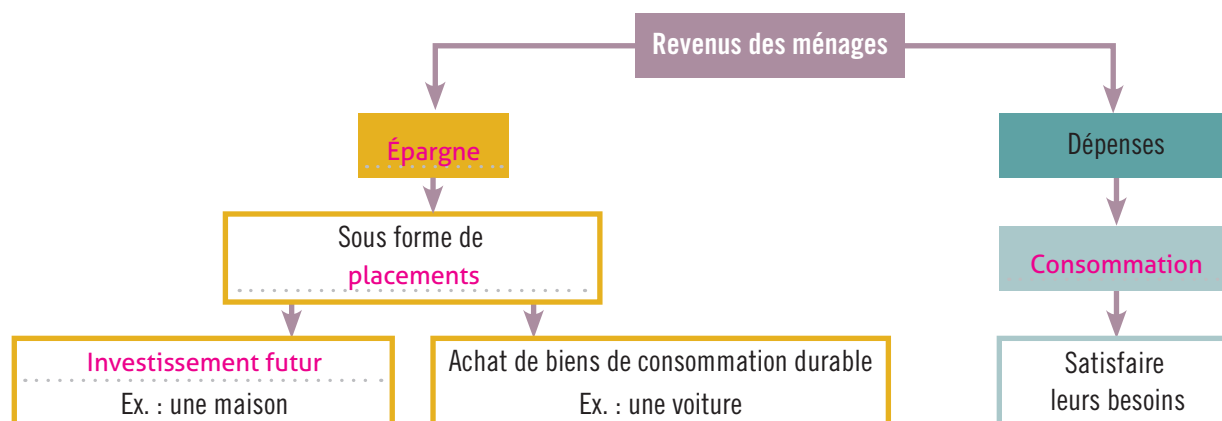
Les banques sont des établissements financiers qui permettent le dépôt des ressources financières des clients, qui seront ensuite utilisées pour le prêt à des agents à besoins de financement.

2 Précisez pourquoi les banques sont des agents à capacité de financement.

Les banques sont des agents à capacité de financement car leur fonction est de collecter les ressources financières des agents économiques en capacité pour les prêter aux agents qui sont en besoin de financement.

DOC 7 Épargne des ménages et consommation

Pour les ménages, l'épargne est cette partie de leur revenu qu'ils ne dépensent pas en consommation. Ils vont en général placer celle-ci (placements financiers, souvent) pour en retirer des revenus supplémentaires (des intérêts). Très souvent, cette épargne est faite en prévision d'un investissement futur ou de l'achat d'un bien de consommation durable coûteux.



© Foucher

3 Complétez le schéma ci-dessus à partir des éléments identifiés dans le texte.

4 Expliquez pourquoi l'épargne constitue une capacité de financement ultérieure pour un ménage.

L'épargne constitue une capacité de financement du ménage car il s'agit de mettre de côté des ressources financières afin de les utiliser pour un investissement ultérieur pour satisfaire ses besoins.

DOC 8 L'avantage de l'autofinancement pour les entreprises

L'autofinancement désigne le financement des projets de l'entreprise sans appel à des ressources extérieures. Elle utilise donc ses profits, son épargne et ses capitaux propres. Ce mode de financement est considéré par les partenaires de la société comme sain car il permet à l'entreprise de réinvestir ses profits au bénéfice de son développement. Ce mode de financement est donc moins coûteux qu'un emprunt bancaire pour l'entreprise.

Pour l'entreprise :

- Principe accessible à toutes les entreprises.
- Bon pour l'autonomie et l'indépendance de l'entreprise.
- Gratuit (grâce aux profits antérieurs) et met à l'abri de la cherté du crédit quand les taux sont élevés et moins coûteux qu'un emprunt bancaire.
- Pas de remboursements à prévoir.
- Image d'entreprise saine et prospère.

© Foucher

5 Expliquez la notion d'autofinancement.

C'est le financement sans appel à des ressources extérieures grâce aux profits, à l'épargne et aux capitaux propres.

6 Relevez et explicitez les avantages de l'autofinancement pour les entreprises.

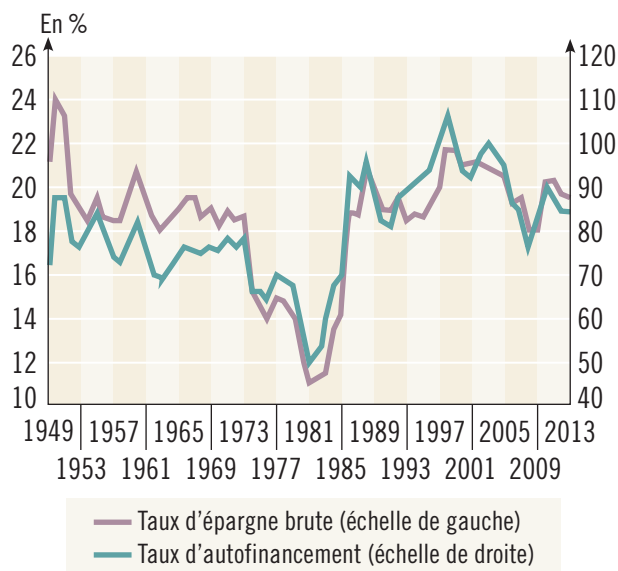
Accessibilité : toutes les entreprises peuvent en bénéficier.

Autonomie et indépendance, puisque l'entreprise se finance elle-même.

Moindre coût car l'entreprise n'a pas recours à l'emprunt bancaire.

Image saine et prospère de l'entreprise qui peut se financer seule et inspire confiance aux agents.

DOC 9 Taux d'épargne brute et taux d'autofinancement des sociétés non financières françaises



Le taux d'autofinancement désigne la capacité d'une entreprise à financer elle-même ses projets et son activité. Il correspond au rapport entre l'épargne et l'investissement. Les évolutions du taux d'autofinancement sont, sur l'ensemble de la période, très en phase avec celles du taux d'épargne [...], le maximum historique d'environ 106 % observé en 1998 correspondant à la conjonction de niveaux historiquement assez élevés pour le taux d'épargne et bas pour le taux d'investissement. Durant la crise, c'est-à-dire de 2008 à 2013, la conjonction d'une bonne résistance du taux d'épargne [...] et la faible baisse [...] du taux d'investissement explique l'augmentation d'environ 8 points du taux d'autofinancement, qui est proche de 85 % en fin de période.

Bulletin de la Banque de France n° 199, 1^{er} trimestre 2015, calculs Banque de France d'après les données de l'Insee

7 Repérez sur le graphique le taux d'autofinancement le plus faible et le plus fort et expliquez ces chiffres.

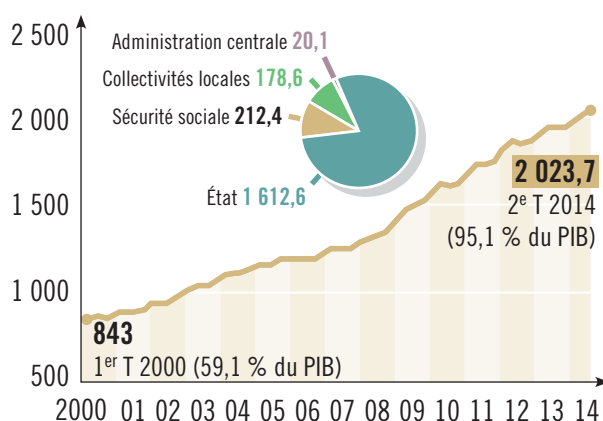
1981 : taux d'autofinancement le plus faible (environ 50 %) : les entreprises financent la moitié de leurs investissements par elles-mêmes. 1998 : taux d'autofinancement le plus élevé (environ 106 %) : les entreprises financent la totalité de leurs investissements et augmentent leur épargne.

8 Mettez en évidence le lien entre épargne, investissement et autofinancement.

Les évolutions du taux d'autofinancement sont en phase avec celle du taux d'épargne. Un niveau élevé du taux d'épargne et un faible taux d'investissement favorisent l'autofinancement.

B Les agents à besoin de financement

DOC 10 La dette des administrations publiques en France (en milliards d'euros)



ITINÉRAIRE

Vidéo

BIS

La dette publique française bat un record


<http://tinyurl.com/h622tyc>

1'12

D'après l'Insee, 2014

9 Repérez et expliquez la tendance en matière de dettes des administrations publiques.

L'État français est en besoin de financement depuis 2000 avec une dette égale à 59,1 % de son PIB, jusqu'en 2014 avec une dette égale à 95,1 % de son PIB. Cette tendance explique le besoin de financement croissant des administrations publiques.

10 Identifiez les administrations publiques expliquant le plus cette tendance.

Les dettes de l'État, du système de Sécurité sociale et des collectivités locales expliquent l'augmentation vertigineuse de la dette publique en France.

DOC 11 2015, un besoin de financement record pour l'État français

Le besoin de financement de l'État devrait atteindre en 2015 le niveau record de 196,6 milliards d'euros, soit 10,3 % de plus que le besoin de financement pour 2014. Ce dernier sera couvert à 95,6 % par l'émission d'emprunts pour un montant de 188 milliards d'euros. Cela conduit à une progression auto-entretenu de la dette de l'État, alimentée chaque année par la charge des intérêts.

• Budget de l'État

Le déficit de l'État correspond au manque de recettes de l'État pour équilibrer ses recettes avec ses dépenses. C'est ce que l'on appelle le besoin de financement de l'État.

© Foucher

11 Surlignez, dans le doc 11, les éléments montrant que l'État français a un besoin de financement.

DOC 12 Les besoins de financement des entreprises au quotidien

Pour créer ou développer son entreprise, le créateur ou le dirigeant a, à sa disposition, une gamme de solutions financières auxquelles il pourra recourir en fonction de l'avancée de son projet, de la nature de son besoin en financement. S'il est au commencement de son activité, il pourra obtenir d'un intermédiaire financier un prêt pour

financer son équipement de départ. En cours d'activité, il aura besoin de financement pour équilibrer sa trésorerie ou pour se développer sur d'autres marchés, par exemple pour gagner des parts de marché. Tous ces besoins de financement sont inhérents à l'activité d'une entreprise au quotidien.

© Foucher

12 Repérez les différents besoins de financement des entreprises au cours de leur activité.

Les entreprises sont des agents à besoin de financement très souvent au début de leur activité et pendant leur phase de développement. Pendant ces phases, elles ont besoin de capitaux pour acquérir du matériel au démarrage et pour créer, communiquer sur leurs produits et ensuite sur leurs marchés.

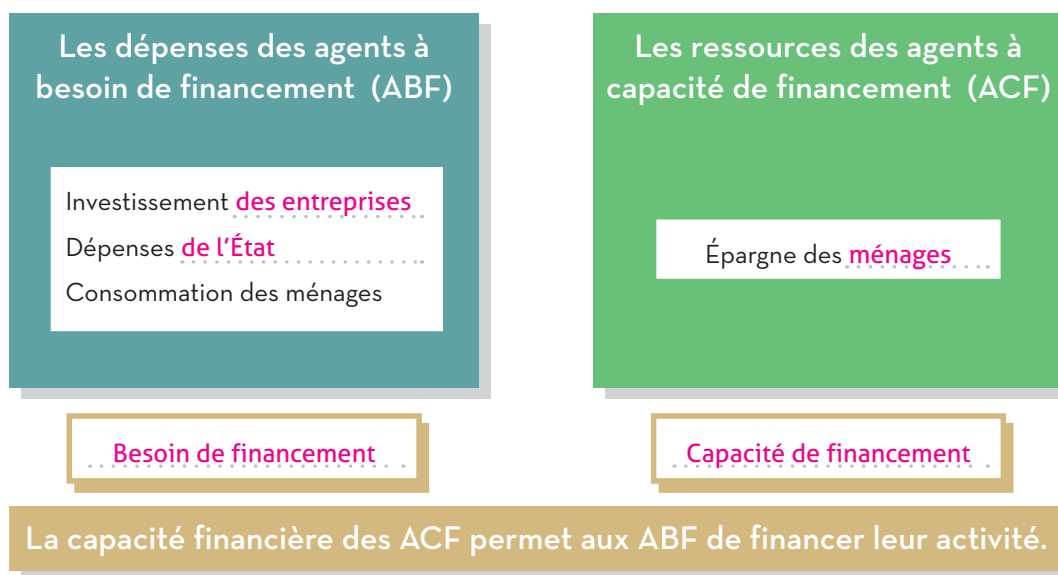
Agent à besoin de financement : agent dont l'épargne est inférieure aux dépenses d'investissement (les entreprises et les États).

Agent à capacité de financement : agent dont l'épargne est supérieure aux dépenses d'investissement (les ménages).

Autofinancement : moyen de financement obtenu au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices non distribués aux actionnaires).

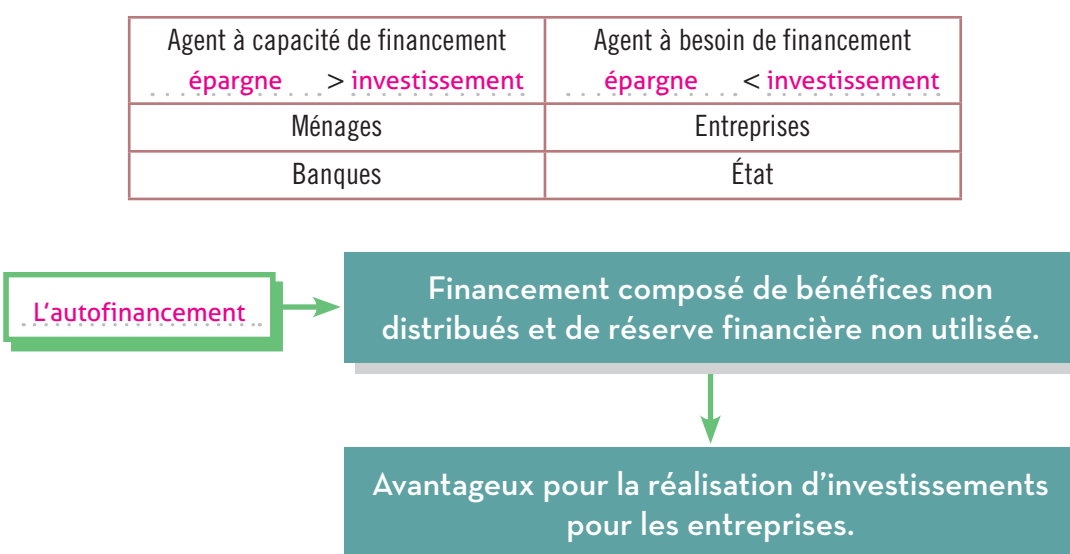
1

La situation financière des agents économiques



2

Les agents à capacité et à besoin de financement



TESTEZ-VOUS!

Quelle est la situation financière des agents économiques ? 9

1 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
Être en capacité de financement signifie que l'agent a besoin de capitaux.		×
La capacité de financement correspond à des ressources supérieures aux dépenses.	×	
Les ménages ont systématiquement des capacités de financement.		×
Le besoin de financement des entreprises correspond à leurs investissements pour se développer.	×	
L'État est en besoin de financement lorsque ses recettes sont inférieures à ses dépenses.	×	
L'épargne constitue un besoin de financement pour un ménage.		×
Les banques captent l'épargne pour la prêter aux agents à besoin de financement.	×	
Tous les États sont en besoin de financement aujourd'hui.		×
Le bénéfice des entreprises correspond à un besoin de financement.		×
Une entreprise en difficulté financière est en besoin de financement.	×	

2 Reliez chaque exemple à sa situation financière.

L'entreprise Usimor investit dans l'acquisition de robots machines pour produire plus.

La banque A prête 150 000 euros à M. Lapierre pour acquérir un bien immobilier.

L'État français a dû emprunter 74 milliards d'euros sur les marchés financiers pour équilibrer son budget.

La Sécurité sociale est en déficit de 10 milliards d'euros en 2014.

M. Lafarge joue en Bourse où il place une grande partie de son revenu non dépensé.

En capacité de financement (ACF)

En besoin de financement (ABF)

3 Trouvez la phrase « mystère » grâce au code secret partiellement dévoilé. Un même signe remplace toujours la même lettre.

A	U	N	I	V	E	A	U	D	E	L	A	N	A	T	I	O	N	L	E	B	E	S	O	I	N
α	π	≥	β	Ω	∞	α	π	□	∞	μ	α	≥	α	∅	β	£	≥	μ	∞	¥	∞	∇	£	β	≥

D	E	F	I	N	A	N	C	E	M	E	N	T	E	S	T	A	S	S	U	R	E	P	A	R
□	∞	™	β	≥	α	≥	®	∞	©	∞	≥	∅	∞	∇	∅	α	∇	∇	π	Æ	∞	+	α	Æ

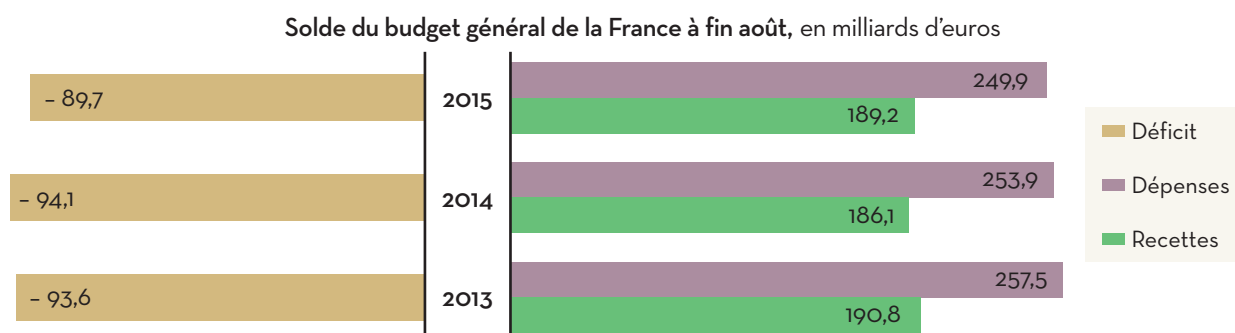
L	E	M	A	R	C	H	E	F	I	N	A	N	C	I	E	R	M	O	N	D	I	A	L
μ	∞	©	α	Æ	®	*	∞	™	β	≥	α	≥	®	β	∞	Æ	©	£	≥	□	β	α	μ

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Comment financer le déficit budgétaire de l'État français ?

DOC 1 Les chiffres du déficit budgétaire de l'État français



Ministère du Budget, www.reuters.com, 26/11/2015

DOC 2 Les efforts de l'État pour réduire son déficit en 2015

Le déficit de l'État s'affiche en baisse. Selon les chiffres dévoilés par Bercy ce mardi, le déficit cumulé fin août atteint 89,7 milliards d'euros contre 85,3 milliards enregistrés à la même date en 2014. Soit un recul de 4,4 milliards d'euros sur un an. Cette baisse est essentiellement due à un net recul des dépenses : au 30 avril, ces dernières atteignaient 135 milliards d'euros contre 138,6 milliards au 30 août 2014, soit un recul de 2,6 %. Sur un an, les plus fortes baisses ont concerné les dépenses d'investissement (- 21,4 %), les dépenses de fonctionnement (- 12 %) et les charges de la dette (- 5,4 %).

Par ailleurs, avec la mise en œuvre du pacte de responsabilité et de solidarité, la loi de finances pour 2015 confirme un allègement des cotisations des employeurs et des indépendants avec la suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés à l'horizon 2017, la baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés et la suppression de la contribution exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises. Ces mesures doivent conduire à plus de 40 milliards d'euros d'allègement des prélèvements obligatoires à l'horizon 2017 pour les entreprises. Ces mesures directes de l'État ont pour objectif de créer de l'emploi pour relancer la croissance économique afin de réduire encore le déficit de l'État.

© Foucher

LE DÉCLIC



- Analysez bien les consignes pour répondre au travail demandé.
- Pensez à surligner les éléments du texte qui répondent à la question.
- « Explicitiez » consiste à dire en quoi les actions présentées permettent d'améliorer la situation budgétaire.

- 1 Présentez la situation budgétaire de l'État français.
- 2 Relevez les actions mises en œuvre pour rétablir la situation budgétaire et explicitiez-les.

Corrigé – Entraînez-vous !

Comment financer le déficit budgétaire de l'État français ?

Présentez la situation budgétaire de l'État français.

Même s'il diminue entre 2013 et 2015, le déficit du budget de l'État français reste élevé. En effet, il passe d'un besoin de financement de 93,6 milliards d'euros en août 2013 à 89,7 milliards d'euros en août 2015. Les chiffres qui montrent le besoin de financement de l'État sont les dépenses de ce dernier qui, même si elles diminuent, sont très supérieures à ses recettes.

Relevez les actions mises en œuvre pour rétablir la situation budgétaire et explicitiez-les.

Pour faire diminuer son déficit budgétaire, l'État français réalise des économies sur ses dépenses qui diminuent sensiblement entre 2013 et 2015, en passant respectivement de 257,5 milliards d'euros à 249,9 milliards d'euros. Dans ce contexte, l'État a baissé ses dépenses d'investissement et de fonctionnement, tout en faisant également un effort sur la charge de sa dette. Enfin, l'État baisse les charges sociales des entreprises et leur impôt pour favoriser l'emploi et la croissance, synonymes de baisse du déficit à terme.

9

Quelle est la situation financière des agents économiques ?

Synthèse rédigée

Le financement désigne l'ensemble des opérations qui permettent aux agents économiques, selon différentes modalités, d'obtenir des fonds. Le fonctionnement de l'économie exige des capitaux : les ménages, les entreprises ainsi que les administrations publiques, sont amenés à se procurer des capitaux pour financer leurs activités économiques (investissements, exploitation).

1 La situation financière des agents économiques

A Capacité et besoin de financement

Pour assurer le financement des activités économiques, il est nécessaire de mettre en relation les agents économiques qui ont une capacité de financement et ceux qui ont un besoin de financement.

Certains agents économiques ont des investissements supérieurs à leur épargne, ils présentent alors des besoins de financement. À l'inverse, d'autres agents, qui ont des dépenses inférieures à leurs recettes, dégagent des capacités de financement.

Pris globalement, c'est-à-dire d'un point de vue macroéconomique, les entreprises non financières et les administrations publiques ont des besoins de financement, alors que les ménages et les entreprises financières dégagent des capacités de financement. On peut remarquer que, même si nombre d'entre eux empruntent chaque année, les ménages, dans leur ensemble, ont une épargne disponible.

B La situation financière des agents économiques en France et dans le monde

Le financement de l'économie consiste à mettre en relation les agents ayant des capacités de financement avec ceux ayant des besoins de financement. Il concerne donc l'ensemble des agents économiques qui peuvent être demandeurs ou offreurs de cette capacité. Le financement de l'économie peut donc s'appréhender de deux manières : au niveau des agents économiques et au niveau de la nation. Dans ce dernier cas, le besoin de financement sera bouclé par un recours au marché mondial des capitaux.

Pour la France, les agents à capacité de financement (ACF) sont les institutions financières (les banques) et les ménages, qui obtiennent respectivement 5 milliards d'euros de capacité et près de 82 milliards d'euros de capacité pour l'année 2014.

Les agents à besoin de financement (ABF) sont représentés par les entreprises privées et les administrations publiques. En 2014, l'État français est en déficit de près de 85 milliards d'euros et les entreprises privées de plus de 50 milliards d'euros.

Chaque nation est constituée de ces secteurs institutionnels (ménages, entreprises, institutions financières, administrations publiques). La somme des capacités et des besoins de financement de ces derniers détermine la situation financière du pays, c'est-à-dire s'il a une capacité ou un besoin de financement. La nation déficitaire cherche, dans un premier temps, à se procurer un financement auprès des agents économiques qui la composent et qui possèdent ces capacités. Mais si cela ne suffit pas, elle fait appel au marché mondial des capitaux.

Ainsi, il convient de distinguer les nations « excédentaires » des nations « déficitaires ». Les premières vont acheter des titres de dettes et les secondes vont émettre ces mêmes titres.

Il y a, par conséquent, des nations à capacité de financement et d'autres à besoin de financement. La France, en 2014, est une nation à besoin de financement pour près de 50 milliards d'euros.

Dans ce contexte, elle emprunte sur les marchés financiers mondiaux à des non-résidents, qui représentent aujourd'hui près des deux tiers de sa dette. En effet, des nations excédentaires (la Chine, le Qatar, l'Allemagne...) vont lui prêter des ressources financières.

2 Les agents à capacité et à besoin de financement

A Les agents à capacité de financement et l'autofinancement

Les banques sont des agents à capacité de financement car elles permettent la collecte des dépôts des agents économiques nationaux. Elles disposent donc de réserves financières considérables leur permettant de jouer un rôle de prêteur en termes de crédit. Elles permettent également à des agents à capacité de financement de placer leur monnaie sur leurs comptes afin de générer des intérêts.

Les ménages sont également aujourd'hui des agents à capacité de financement grâce à leur capacité d'épargne. En 2014, le taux d'épargne en France était de près de 16 %.

L'autofinancement est une opération économique par laquelle un agent économique finance son activité par ses propres moyens. Pour une entreprise, l'autofinancement se compose de la partie non distribuée du bénéfice qui peut être investie. C'est un avantage car c'est un type de financement accessible qui montre une certaine indépendance financière de l'entreprise et une image saine.

Au niveau temporel, il existe une relation entre le taux d'épargne, le taux d'investissement et le taux d'autofinancement. En effet, entre 2008 et 2013 en période de crise économique, le haut niveau d'épargne face au faible niveau d'investissement des entreprises favorise l'autofinancement de ces dernières pendant cette période.

B Les agents à besoin de financement

Les agents à besoin de financement sont plus précisément les administrations publiques. Mais le déficit de ces administrations provient en premier lieu du déficit de l'État, puis de celui de la Sécurité sociale, et enfin celui des collectivités territoriales. Entre 2000 et 2015, l'État français a vu progresser sa dette par rapport à son PIB de 59 % en 2000 à 95,6 % en 2015.

Autre agent à besoin de financement, les entreprises qui, au début, ont besoin de beaucoup d'aides pour démarrer leur activité dans le cadre de l'investissement en équipement et matériel nécessaires. Ensuite, elles auront besoin de capitaux pour assurer le développement de leur activité.

Comment se réalise **LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ?**

10



NOTIONS

- financement direct et marché financier
- titres financiers
- financement indirect et banques

Clément et Alexis veulent créer leur entreprise

Clément, diplômé d'un DUT en Gestion des entreprises et des administrations, et Alexis, titulaire d'un BTS Management des unités commerciales, sont deux amis de longue date. Ils souhaitent créer une entreprise de restauration rapide dans leur ville d'études. Malgré leurs économies, il leur manque les ressources financières suffisantes pour acquérir du matériel et louer un local commercial.

Avec nos économies et ce que nous pouvons obtenir de nos familles, il nous manquera des ressources pour commencer notre activité.

Bonjour, nous venons pour discuter avec vous d'un prêt bancaire pour démarrer une activité de restauration rapide. Nous avons des ressources mais elles ne sont pas suffisantes.

Plus tard, nous espérons pouvoir entrer en Bourse mais nous n'y sommes pas encore !

Je crois que tu as raison, il faut se résoudre à aller voir notre banquière afin qu'elle nous prête des ressources. Elle nous connaît et saura nous conseiller.

Nous allons tout d'abord discuter de votre projet et s'il est intéressant et réalisable, nous tâcherons de vous aider à démarrer cette activité professionnelle commerciale.

1 Identifiez les agents économiques de cette situation et précisez leurs besoins.

Clément et Alexis sont des ménages qui sont en besoin de financement par rapport à la création de leur entreprise. La banque est une entreprise commerciale qui est en capacité de financement.

2 Repérez les différentes possibilités de Clément et Alexis pour financer la création et le développement de leur activité.

Les deux amis disposent de plusieurs moyens de financement : lors de la création de leur entreprise (leurs économies et les apports de la famille, le prêt bancaire) ; lors du développement de l'entreprise (le prêt bancaire ou la Bourse).

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Comprendre le financement des entreprises. Où trouver l'argent ?

<http://tinyurl.com/j6c43sd>

3'20



3 Différenciez ces différents modes de financement.

On peut distinguer le financement interne (économies) ou externe (recours à une banque ou à la Bourse) ; le financement indirect (recours à une banque comme intermédiaire) ou direct (recours à la Bourse sans intermédiaire).

1

Financement direct : rôle du marché financier dans le financement de l'économie

A Le financement direct par le marché financier

DOC 1 Le rôle du marché financier

La première fonction des marchés financiers est de permettre la rencontre directe des agents à besoin de financement et ceux ayant des capacités de financement. Le marché financier est donc composé d'offeurs (les agents ACF) et de demandeurs (les agents ABF) de capitaux.

Le développement de ce mode de financement s'explique par les avantages que les agents y trouvent : **taux d'intérêt moins élevés, quantités empruntées plus importantes, échéances mieux adaptées à leurs besoins et, surtout, possibilité de revente des titres financiers, essentiellement des actions.** En définitive, le marché financier permet aux ABF d'échanger des titres financiers avec des ACF afin de percevoir en retour des ressources financières.



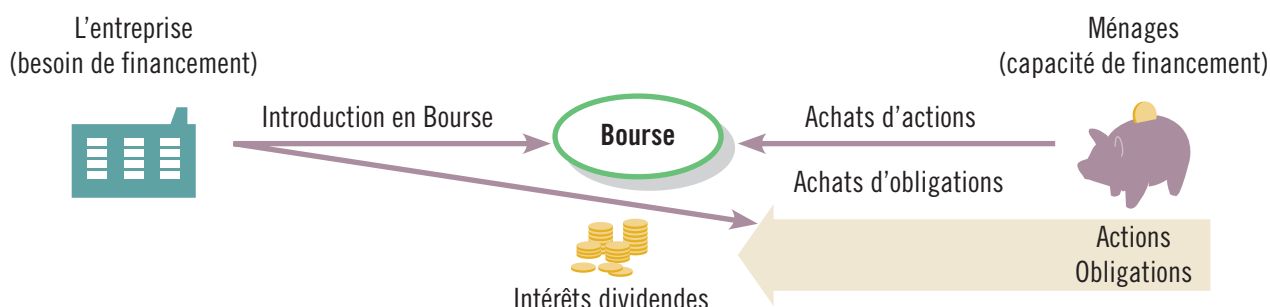
1 Présentez le rôle du marché financier dans le financement des agents économiques.

Il permet la rencontre directe entre des agents à besoin de financement et des agents à capacité de financement.

2 Surlignez les avantages de ce mode de financement.

3 Complétez le schéma ci-dessus en utilisant le vocabulaire adapté.

DOC 2 L'intérêt de l'échange de titres sur le marché financier



4 Relevez les deux catégories de titres financiers. Il s'agit des actions et des obligations.

5 Expliquez l'intérêt, pour les entreprises et les ménages, de se financer par le marché financier.

L'intérêt pour les entreprises est de récolter des ressources financières directement à partir du marché financier. Pour les ménages, l'intérêt est de retirer des dividendes ou des intérêts des titres financiers qu'ils possèdent.

B Les titres financiers et les marchés primaire et secondaire

DOC 3 Les principaux titres financiers

Le capital d'une entreprise est divisé en un certain nombre d'actions. L'actionnaire, celui qui détient des actions, reçoit une part des bénéfices réalisés par l'entreprise (lorsque celle-ci en réalise et décide d'en distribuer tout ou partie). On dit qu'il perçoit un dividende. En France, celui-ci est généralement versé chaque année. L'action donne également d'autres droits notamment le droit de voter aux assemblées d'actionnaires.

Une obligation est un titre de créance émis par l'entreprise, généralement pour financer son développement. Lorsqu'elle lance un emprunt, l'entreprise contracte donc une dette auprès du porteur de l'obligation. En contrepartie, elle lui procure un intérêt qui peut être versé annuellement.

Jérôme Porier, lemonde.fr, 06/02/2014

6 Complétez le tableau pour comparer les deux principales catégories de titres échangés sur le marché financier.

Actions	Obligations
<ul style="list-style-type: none"> Partie du capital d'une entreprise Versement d'un dividende Droit de vote aux assemblées 	<ul style="list-style-type: none"> Titre de créance Versement d'un intérêt

DOC 4 Le marché financier : marché primaire et marché secondaire

Le marché primaire assure le financement de l'économie en faisant se rencontrer sur le marché financier les agents à besoin de financement (ABF) avec les agents à capacité de financement (ACF). Il est le marché où les ABF se procurent des capitaux. Sur ce marché est proposée pour la première fois une valeur mobilière (action ou obligation) à un prix d'émission qui est validé par le marché.

Le marché secondaire peut être défini comme le marché sur lequel s'échangent des valeurs mobilières antérieurement émises sur le marché primaire. On peut dire que le marché secondaire assure la liquidité des titres émis sur le marché primaire, c'est-à-dire qu'il permet aux ABF et ACF de s'échanger des titres à l'achat et à la vente directement et rapidement. On l'appelle également « la Bourse ».

Marché primaire

Marché de l'émission de titres financiers.
Validation des titres avant échange sur le marché secondaire.

Marché secondaire

Marché de l'échange de titres financiers.
Garantie de la liquidité des titres sur le marché financier.

© Foucher

7 Repérez les rôles spécifiques des marchés primaire et secondaire.

Le marché primaire permet l'émission des titres financiers avant échange sur le marché secondaire.

Le marché secondaire garantit la liquidité des titres sur le marché financier.

8 Explicitiez la complémentarité des marchés primaire et secondaire.

Sans le marché primaire aucun titre financier ne pourrait être émis. Le marché secondaire garantit aux agents la possibilité d'échanger leurs titres contre des liquidités donc les incitent à échanger les titres. Les deux compartiments du marché financier sont donc complémentaires par leur rôle spécifique et permettent le bon fonctionnement du marché financier.

DOC 5 L'introduction en Bourse d'une entreprise

L'introduction en Bourse est une **opération financière permettant à une société d'augmenter sa capacité de financement en ouvrant son capital sous la forme d'actions vendues aux investisseurs sur un marché boursier**. Cette levée de capitaux lui permet de se développer en finançant sa croissance et ses investissements. Dans ce contexte, l'entreprise souhaite réaliser de nouveaux investissements sans faire appel à ses actionnaires actuels ou à ses banquiers. Elle désire également réduire son endettement. Ainsi, plutôt que de souscrire un crédit, l'introduction en Bourse peut se révéler avantageuse pour

toute société qui souhaite maintenir, voire réduire, son endettement. Dans ces deux premiers cas, l'entreprise émettra de nouveaux titres sur le marché (actions), émis par une société de capitaux.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

La Bourse et le financement des entreprises



<http://tinyurl.com/ks7pwnv>

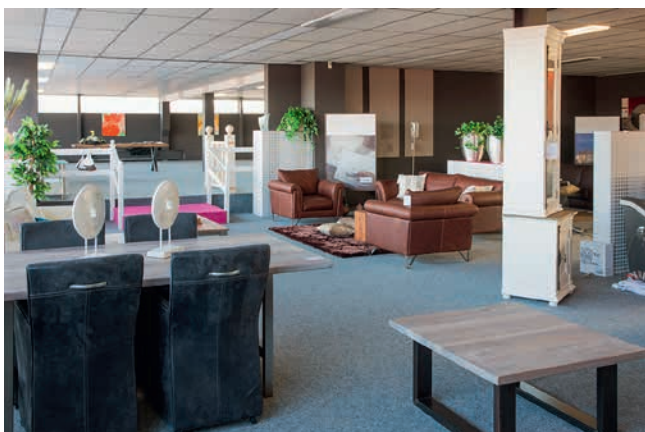
3'13

9 **Surlignez les éléments permettant d'expliquer l'« introduction en Bourse ».**

10 **Relevez les objectifs d'une introduction en Bourse.**

Une entreprise choisit l'introduction en Bourse pour réaliser de nouveaux investissements et réduire son endettement.

DOC 6 Un cas pratique : l'histoire de la société anonyme Dubois



La société anonyme Dubois commercialise des meubles de standing en France. Suite à son succès, elle envisage un développement de son activité économique à l'international et doit trouver des ressources financières. L'entreprise est cotée en Bourse depuis quelques années et est déjà très endettée auprès de plusieurs sociétés financières. Son autofinancement est insuffisant et elle souhaite rester indépendante.

M. Dubois, gérant, s'interroge sur les différentes possibilités pour obtenir les capitaux nécessaires.

11 **Rappelez à M. Dubois les différents modes de financement à sa disposition.**

La société dispose de plusieurs moyens de financement :

- le financement interne (autofinancement) ;
- le financement direct (Bourse) par émission de titres financiers ;
- le financement indirect (banque) par recours à un prêt.

12 **Conseillez M. Dubois en identifiant le mode de financement le plus approprié à la situation de son entreprise. Justifiez.**

Le financement interne est insuffisant puisque l'entreprise manque d'autofinancement.

Le financement indirect est inadapté car l'entreprise est déjà très endettée et souhaite rester indépendante.

Le financement direct semble le plus approprié par l'émission de titres financiers sur le marché financier.

2

Financement indirect : rôle des institutions financières dans le financement de l'économie

A Le financement indirect par les institutions financières

DOC 7 L'intermédiation financière

Le financement des activités économiques relève de plusieurs structures appelées « institutions de financement ». Il s'agit des entreprises dont le rôle exclusif et primordial est de recevoir le dépôt du public et d'octroyer des crédits. Autrement dit, ce sont des entreprises dont l'activité principale est la centralisation des ressources disponibles pour le financement de l'économie. Ceci étant, on distingue deux types d'institutions de financement. Il s'agit des institutions financières, bancaires et

non bancaires. Les institutions financières bancaires sont des organismes dont le rôle principal consiste à recevoir les dépôts du public et d'octroyer des crédits. À ce titre, elles sont au cœur de la création monétaire. (...) On a les banques de dépôts, les banques commerciales, les banques d'affaires, les banques de développement, les banques d'investissement.

Camille A. Segnigbindé, www.lanouvelletribune.info, 08/07/2013

1 Repérez l'activité principale des « institutions de financement ».

Elles ont pour activité principale la centralisation des ressources disponibles pour le financement de l'économie.

2 Repérez, en surlignant dans le texte, les différentes « institutions de financement ».

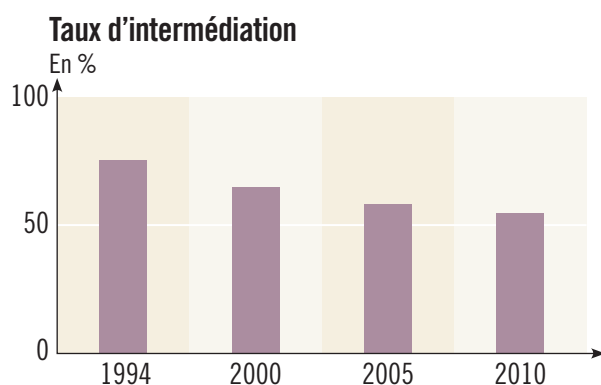
3 Expliquez cette activité en complétant le schéma proposé.



4 Explicitez « l'intermédiation financière ».

L'intermédiation financière correspond au fait que les institutions financières servent d'intermédiaire de financement en centralisant les ressources disponibles pour assurer le financement de l'économie.

DOC 8 Vers la désintermédiation ?



D'après Cairn.info

5 Repérez la tendance présentée ici.

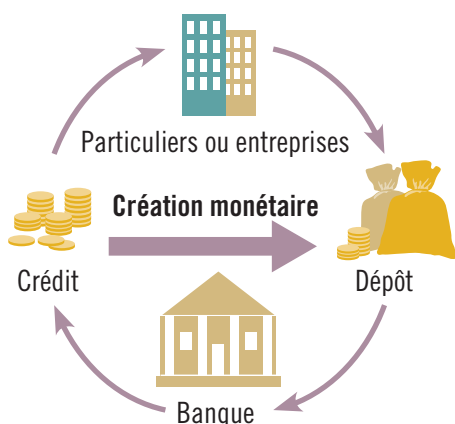
On note une baisse du taux d'intermédiation sur la période.

6 Expliquez cette tendance.

Les agents économiques ont de moins en moins recours aux institutions financières pour se financer. Ils ont de plus en plus recours au financement sans intermédiaire, c'est-à-dire au marché financier.

B Le rôle particulier des banques à travers le crédit

DOC 9 Le financement du crédit aux agents économiques par les banques



Une banque peut créer de la monnaie. Elle accorde un crédit et crédite du même montant le compte de dépôt de l'emprunteur. Celui-ci pourra l'utiliser pour payer ses fournisseurs ou le bien qu'il souhaite acheter grâce au crédit. On dit alors que « les crédits font les dépôts ».

Le remboursement du crédit aboutira de façon symétrique à une destruction de la monnaie créée.

Tous les crédits ne donnent pas lieu à de la création monétaire. Lorsque des établissements financiers spécialisés (par exemple spécialisé dans le crédit à la consommation), qui ne sont pas habilités à recevoir des dépôts, accordent un crédit, ils ne peuvent le faire que parce qu'ils sont préalablement financés et non pas en créant de la monnaie. Seules les banques qui gèrent les dépôts ont le pouvoir de création monétaire. Mais tous les crédits attribués ne donnent pas lieu à création monétaire. En effet, les banques peuvent utiliser, pour accorder des crédits, leurs fonds propres (revenus et épargne de leurs clients), cela s'appelle le financement non monétaire, on dit alors que « les dépôts font les crédits ».

www.lafinancedepourtous.com, 28/04/2014

ITINÉRAIRE

Vidéo

BIS

La banque, ça sert à quoi ?



<http://tinyurl.com/zhes4oc>

2'50

7 Rappelez le principe de la « création monétaire ».

En accordant un crédit, une banque crédite le compte de dépôt de l'emprunteur.

8 Distinguez le financement monétaire et le financement non monétaire.

On parle de financement monétaire lorsqu'une institution financière prête en créditant le compte du client sans disposer des fonds concernés, contrairement au financement non monétaire. Dans ce cas, la banque utilise ses réserves financières propres (épargne des ménages).

9 Redonnez à chaque expression le bon mode de financement.

Financement non monétaire

Les crédits font les dépôts.

Financement monétaire

Les dépôts font les crédits.

10 Expliquez pourquoi la création monétaire ne concerne pas tous les établissements financiers.

Seules les banques qui gèrent les dépôts ont le pouvoir de création monétaire. Certains établissements financiers ne sont pas habilités à recevoir des dépôts (exemple : établissements spécialisés dans les crédits à la consommation).

DOC 10 Total des crédits à la consommation en 2015 en France**Évolution des crédits à la consommation des particuliers (2013-2015)**

(en milliers d'euros)

	Juin 2013	Juin 2015	Évolution en % (2013/2015)
Total des crédits	145,4	148,3	1,99 %

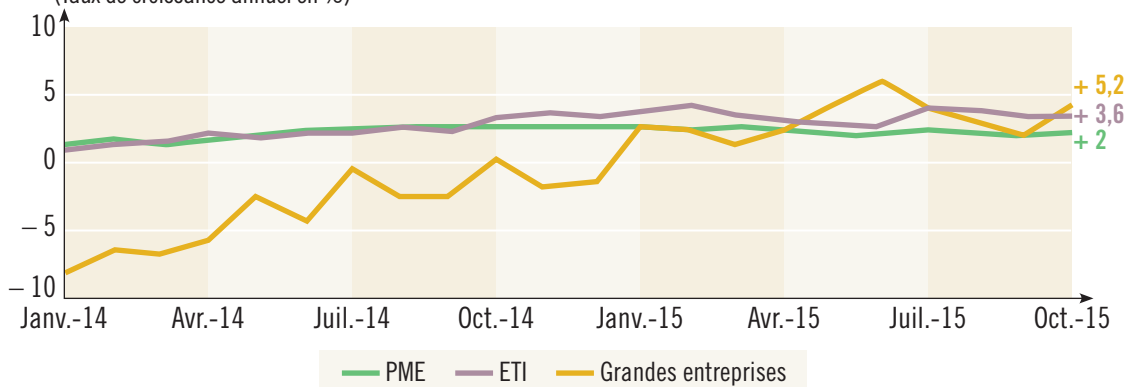
www.banque-france.fr, 22/12/2015

11 Complétez le tableau ci-dessus en précisant votre calcul.

$$(148,3 - 145,4) / 145,4 \times 100 = 1,99$$

DOC 11 Évolution des crédits aux entreprises en France par types d'entreprises**Situation à fin novembre 2015 par catégorie d'entreprises**

(Taux de croissance annuel en %)



www.banque-france.fr, 14/01/2016

12 Commentez les évolutions du crédit en France (doc 10 et 11).

Les crédits aux particuliers et aux entreprises ont augmenté. Les crédits à la consommation ont augmenté de 1,99 % et les crédits aux entreprises progressent pour tous les types d'entreprises (+ 2 % pour PME ; + 3,6 % pour les ETI ; + 5,2 % pour les grandes entreprises).

DOC 12 Taux d'intérêt et crédits

L'intérêt est la somme qu'un particulier, une entreprise ou un État, paie à son créancier pour lui emprunter de l'argent. Il est exprimé en proportion du montant prêté : c'est ce pourcentage que l'on appelle le taux d'intérêt, ou **loyer de l'argent**. [...] **L'intérêt désigne donc à la fois la somme due par l'emprunteur et la rémunération reçue par celui qui prête l'argent.**

• Le niveau des taux d'intérêt joue-t-il sur l'économie ?

Et comment ! Son influence est considérable, et assez facile à comprendre. Lorsque les taux sont

faibles, les ménages, les entreprises et l'État peuvent s'endetter à peu de frais. Ils ont donc tendance à augmenter leur consommation et leurs investissements, ce qui pousse les feux de l'activité et dope la croissance et l'emploi. À l'inverse, lorsque le crédit est cher, les agents économiques limitent leurs emprunts et réduisent leurs achats, ce qui freine l'activité. Les taux bas dopent l'économie, les taux élevés la freinent.

www.capital.fr, Prisma Média, 19/08/2013

13 Surlignez les éléments montrant que le taux d'intérêt est un prix.**14** Expliquez le lien entre taux d'intérêt et crédits.

Des taux faibles favorisent les crédits et donc l'activité économique. Lorsque les taux sont élevés, le crédit est cher ce qui limite les emprunts et freine donc l'activité économique.

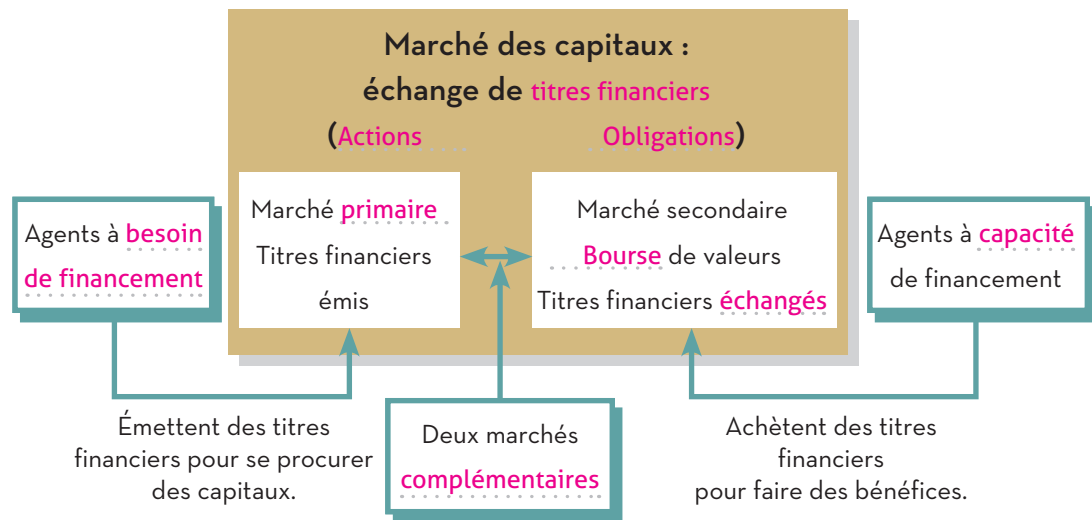
Financement direct : financement assuré par le marché des capitaux entre les ACF et les ABF grâce à l'échange de titres financiers (actions et obligations).

Financement indirect : financement réalisé par l'intermédiaire des banques qui accordent des crédits aux agents économiques.

Titres financiers : valeurs mobilières négociables et interchangeables qui peuvent être cotées en Bourse. Les principales valeurs mobilières sont les actions et les obligations.

1

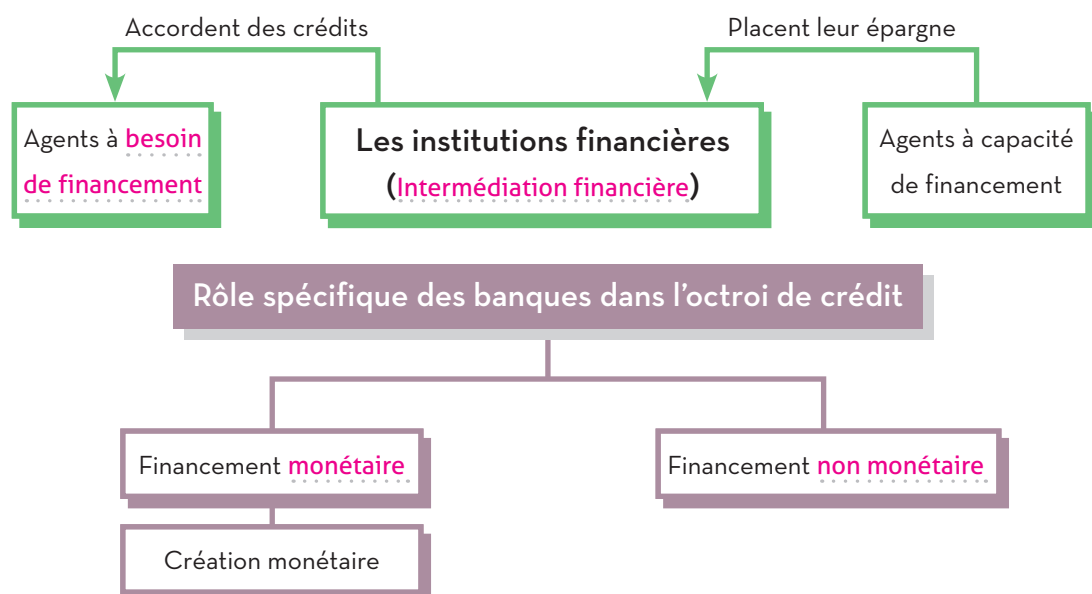
Financement direct : rôle du marché financier dans le financement de l'économie



Le marché des capitaux permet la rencontre entre les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement grâce aux titres financiers.

2

Financement indirect : rôle des institutions financières dans le financement de l'économie



Les institutions financières jouent le rôle d'intermédiaire financier entre les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement grâce au crédit.

TESTEZ-VOUS!

Comment se réalise le financement de l'économie ? 10

1 Cochez la bonne réponse.

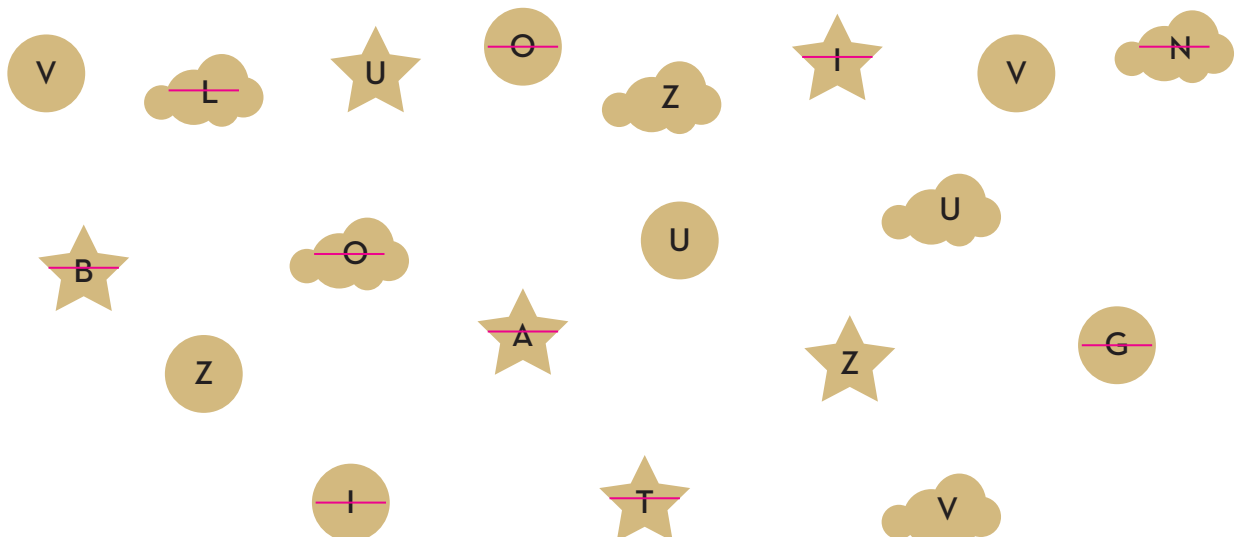
	Vrai	Faux
Un ménage peut financer un achat immobilier par le marché financier.		×
Un ménage peut réaliser des placements financiers sur le marché financier.	×	
Une grande entreprise peut avoir recours au marché financier pour se financer.	×	
Les PME sont dépendantes des banques pour financer leurs projets d'investissement.	×	
Une banque peut être l'intermédiaire de tous les agents économiques (État, entreprises et ménages).	×	
Un ménage peut comme une entreprise s'introduire en Bourse.		×
Toutes les institutions financières peuvent créer de la monnaie.		×
Une banque peut créer de la monnaie pour accorder un crédit à un client.	×	
Le marché financier peut procurer un crédit à un ménage en besoin de financement.		×
Le financement peut se caractériser par la désintermédiation financière.	×	

2 Démêlez les lettres données pour former un mot synonyme de la proposition.

1 – financement indirect	INTERMEDIATION	EINIMERIDTATON
2 – titres financiers	OBLIGATION	LOIGIBATON
3 – lieu d'échange de titres financiers	BOURSE	SEOBUR
4 – crédit	PRET	TPER
5 – les crédits font les dépôts	CREATION	MONETAIRE
		CNROEIAT MENOTARIE

3 Rayez les lettres qui figurent en triple. Avec les lettres restantes, formez le mot correspondant à la définition suivante :

Titre de créance rémunéré par des intérêts : **OBLIGATION**.

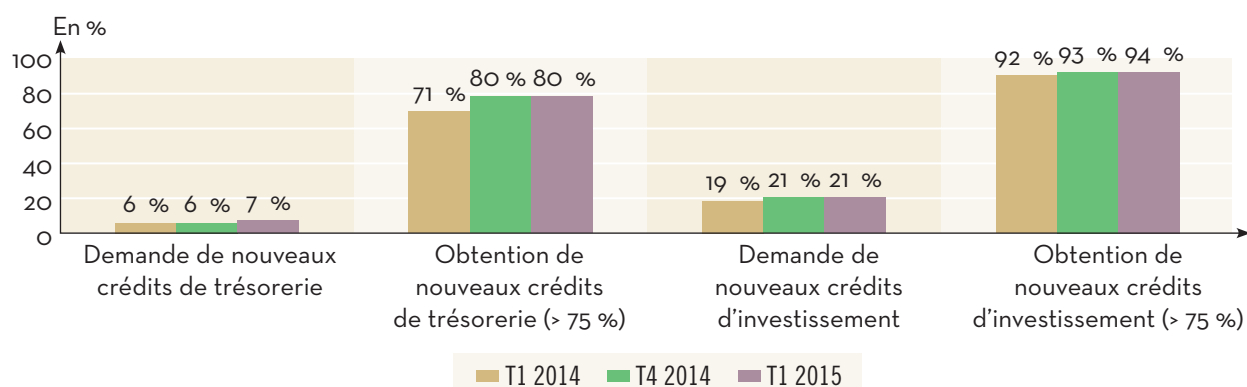


ENTRAÎNEZ-VOUS!



Le financement des PME

DOC 1 L'accès au crédit des PME



www.fbf.fr, 16/04/2015

DOC 2 Des conditions favorables pour les PME en 2015

Les PME représentent plus de 373,9 milliards d'euros de crédits mobilisés : c'est la moitié des crédits aux entreprises. Le financement des PME est la priorité des réseaux bancaires.

Le crédit aux PME est toujours dynamique : + 2,1 % de croissance sur un an à fin février 2015 alors qu'elle était de + 0,8 % début 2014. L'accès au crédit des PME progresse encore début 2015 : huit PME

sur dix obtiennent le crédit de trésorerie demandé et plus de neuf sur dix pour l'investissement.

De plus, 80 % des PME ont obtenu le crédit de trésorerie demandé au 1^{er} trimestre 2015, c'est 9 points de plus que début 2014. Pour 70 % des PME, la totalité du financement court terme a été accordée. Enfin, 94 % des PME ont le crédit nécessaire à leur investissement, encore en augmentation par rapport au précédent trimestre (93 %).

www.fbf.fr, 16/04/2015

LE DÉCLIC



Analysez bien les consignes pour répondre au travail demandé.

- « Présenter » signifie trouver des exemples chiffrés du doc 1 pour répondre à la question.
- Pensez à surligner les éléments du texte qui répondent à la question et surtout, reprenez des éléments du cours qui peuvent vous aider, notamment les différents modes de financement des activités économiques.

- Présentez la situation du crédit des PME en 2015.
- Expliquez pourquoi le crédit bancaire aux PME est une priorité pour les banques.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le financement des PME

Présentez la situation du crédit des PME en 2015.

Entre 2014 et 2015, la situation du crédit d'investissement pour les entreprises françaises est en augmentation par rapport à la même période en 2014. En effet, l'obtention des nouveaux crédits est en augmentation passant de 92% en 2014 à 94% en 2015.

De même, l'obtention de nouveaux crédits de trésorerie augmente également passant de 71 à 80%.

Cette situation marque un rebond du crédit accordé aux entreprises. L'accès au crédit progresse (8 PME sur 10 obtiennent le crédit de trésorerie demandé, et 9 sur 10 pour l'investissement). Cela favorise la relance de l'activité économique.

Expliquez pourquoi le crédit bancaire aux PME est une priorité pour les banques.

Le crédit bancaire est une priorité pour les banques, car elles sont au cœur du financement de l'activité économique et souhaitent être au plus près de ces acteurs pour créer de la richesse et de l'emploi. Les banques se concentrent sur les PME, car ce type d'entreprises ne peut accéder au financement direct par les marchés financiers et sont quasiment contraintes d'utiliser le crédit bancaire pour financer leur activité.

10 Comment se réalise le financement de l'économie ?

Synthèse rédigée

1 Financement direct : rôle du marché financier dans le financement de l'économie

Les entreprises qui souhaitent financer rapidement leur développement, tout en évitant d'accroître trop fortement leur dépendance vis-à-vis des banques, ont intérêt à recourir au marché financier. En permettant aux agents qui souhaitent placer leurs ressources disponibles de souscrire des valeurs mobilières émises par les entreprises ou des collectivités publiques, le marché financier primaire draine une partie de l'épargne pour contribuer au financement à long terme des investissements et favoriser la croissance.

A Le financement direct par le marché financier

Dans le cas d'un financement externe direct, les agents à besoin de financement (entreprises, administrations publiques) émettent des titres de propriété (actions) et des titres de créances (titres de créances négociables ou obligations), qui sont achetés par les agents à capacité de financement (ménages, autres entreprises) souhaitant placer leur épargne. Le financement est qualifié de direct, car il met directement en relation, sur les marchés financiers, les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement.

Sur le marché financier sont émis et négociés des titres financiers selon la liberté de l'échange et permettant à un grand nombre d'acteurs de participer au financement de l'économie nationale. En définitive, le marché financier permet aux entreprises et à l'État de trouver les ressources financières nécessaires à leurs activités économiques. En cela, il rend possible le financement, en totalité ou en partie, des investissements nécessaires à l'amélioration de la compétitivité. La compétitivité des entreprises entraîne celle de l'économie tout entière, ce qui génère de la croissance économique.

B Les titres financiers et les marchés primaire et secondaire

Sur le marché financier primaire, les demandeurs de capitaux émettent des titres appelés valeurs mobilières (actions et obligations) afin d'obtenir des moyens de financement. Ce marché permet:

- **Le financement par fonds propres:** les actions. Lorsqu'une société souhaite accroître ses fonds propres, elle émet des actions. Lors d'une introduction en Bourse ou d'une augmentation de capital, les sociétés placent une partie de leur capital composé d'actions, ou émettent des actions nouvelles. L'action, droit de propriété, représente une partie du capital, donne droit aux dividendes et droit de vote aux assemblées générales, ce qui permet de participer à la vie de la société.

- **Le financement par endettement:** les obligations. Lorsqu'une organisation (entreprise privée ou publique, État, établissement de crédit) choisit de se procurer des capitaux par endettement, elle émet des obligations. L'obligation est un titre de créance représentatif d'un emprunt à long terme. Le prix des obligations émises représente le montant de l'emprunt. L'obligation est rémunérée par un intérêt fixe. Elle constitue, en principe, un placement sans risque, sauf en cas de liquidation de l'entreprise émettrice. C'est le mode de financement du déficit budgétaire de l'État.

Le marché secondaire quant à lui assume une fonction essentielle, celle d'assurer aux agents ayant acheté des titres la liquidité de leurs placements.

La liquidité des titres est la possibilité, pour les épargnants, de revendre leurs titres pour récupérer leur argent quand ils le souhaitent. Le bon fonctionnement du marché primaire repose sur une liquidité satisfaisante du marché secondaire.

En règle générale, une entreprise choisit l'introduction en Bourse pour réaliser de nouveaux investissements, afin de se développer sur son ou ses marchés.

2 Financement indirect : rôle des institutions financières dans le financement de l'économie

Les institutions financières regroupent les banques, les sociétés financières, les sociétés de crédit-bail et les institutions financières spécialisées (Sofinco, Cetelem, etc.). Le financement indirect permet aux agents économiques qui ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas, passer par les marchés financiers de financer leurs activités. Dans le cadre du financement intermédié, les institutions financières octroient des prêts par transformation financière de l'épargne qu'elles ont collectée. Les banques accordent également des prêts par création monétaire.

A Le financement indirect par les institutions financières

Le rôle essentiel des banques est de servir d'intermédiaire entre les personnes disposant de moyens financiers (les ACF) et celles qui ont besoin d'un financement (les ABF). Ce type de financement est appelé financement externe indirect. Les uns prêtent leur épargne à la banque et celle-ci l'affecte à son tour au financement des agents ayant besoin d'un financement de leur activité. L'intermédiation financière signifie que les institutions financières servent d'intermédiaires de financement en centralisant les ressources disponibles pour assurer le financement de l'économie. On note une désintermédiation car les agents économiques ont de moins en moins recours aux institutions financières.

B Le rôle particulier des banques à travers le crédit

La spécificité des banques réside dans le fait qu'elles accordent des prêts par création monétaire (ou financement monétaire). La création monétaire a lieu lorsqu'une banque accorde un crédit à un agent économique: le compte de cet agent se trouve augmenté (crédité) du montant du crédit. En contrepartie, il est endetté auprès de la banque du montant du crédit. La banque a mis à sa disposition de la monnaie scripturale et a ainsi créé de la monnaie. On dit ici que **les crédits font les dépôts**.

Une autre des fonctions de l'institution financière est de réaliser un financement intermédié non monétaire. Elle accorde des prêts à partir des dépôts (de l'épargne) qu'elle a préalablement recueillis des agents à capacité de financement, réalisant de ce fait une transformation de l'épargne qui peut présenter certains risques pour elle. On dit ici que **les dépôts font les crédits**.

Les sociétés de crédit-bail et les institutions financières spécialisées (Sofinco, Cetelem, etc.) ne créent pas de monnaie dans le cadre de leurs prêts, car elles ne peuvent s'appuyer sur des comptes clients mais sur des prêts qu'elles demandent aux banques de dépôt, ou sur des ressources qu'elles retirent des marchés financiers.

En France, le nombre des crédits accordés aux particuliers et aux entreprises a augmenté, favorisés par la baisse des taux d'intérêt.

- 1 Commentez la situation de financement des secteurs institutionnels présentés.
- 2 Rappelez et explicitez les deux principaux circuits dont disposent les agents économiques pour se financer.
- 3 Présentez les besoins de financement des PME et appréciez les moyens de financement dont disposent ces entreprises pour y faire face.
- 4 Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : « Comment les PME peuvent-elles faire face à leurs difficultés de financement ? ».

Document 1

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels en France en 2014

En milliards d'euros

Secteurs institutionnels	2011	2014
Sociétés non financières	- 45,4	- 50,5
Sociétés financières	23,9	5,0
Administrations publiques	- 105,0	- 84,8
<i>Administration publique centrale</i>	- 91,4	- 71,8
<i>État</i>	- 91,2	- 74,7
<i>Organismes divers d'administration centrale</i>	- 0,2	2,9
<i>Administrations publiques locales</i>	- 0,7	- 4,5
<i>Administrations de Sécurité sociale</i>	- 12,9	- 8,5
Ménages*	80,3	81,8
ISBLSM	- 0,1	- 0,3
Économie nationale	- 46,1	- 48,9

* y compris les entrepreneurs individuels.

www.insee.fr, comptes nationaux - base 2010

Document 2

Les PME, plus que jamais en quête de financements

- [...] Sept patrons sur dix ont besoin de financement

Concrètement [...], sept patrons sur dix (70 %, + 5 points) font aujourd'hui état d'au moins un besoin de financement. 48 % des dirigeants de PME ont des besoins de financement pour l'exploitation de leur activité (trésorerie, escomptes) : en croissance de 10 points depuis mars dernier, c'est la proportion la plus forte enregistrée en 5 ans [...]. Ensuite, 37 % des dirigeants de PME indiquent avoir des besoins de financement pour des investissements (en croissance de 5 points depuis mai 2013) : il s'agit à 70 % de besoins pour le remplacement ou l'entretien de leur exploitation, même si les besoins de crédits pour des acquisitions de développement (27 %, + 4 points) augmentent. Les besoins de crédits pour des investissements d'équipement (32 %) et ceux pour des investissements d'innovation (14 %) connaissent une baisse.

- Les banques durcissent l'octroi de crédit

Et ce n'est pas vers les banques que les PME peuvent aujourd'hui se tourner : 76 % des dirigeants de PME font état d'au moins une mesure de

durcissement de leurs conditions de crédit par les établissements financiers. « Un tel niveau n'avait plus été atteint depuis juin 2010 », relève l'étude. Dans un cas sur deux, les frais sont plus élevés ou les montants de financement plus faibles que souhaités. 42 % des PME ont fait face à des demandes de garanties supplémentaires de la part de leur banquier. Et, dans le même temps, la réduction des crédits ou des facilités de trésorerie connaît une forte hausse (38 %, + 14 points). Enfin, plus d'un quart des dirigeants note un rallongement des délais d'acceptation. [...]

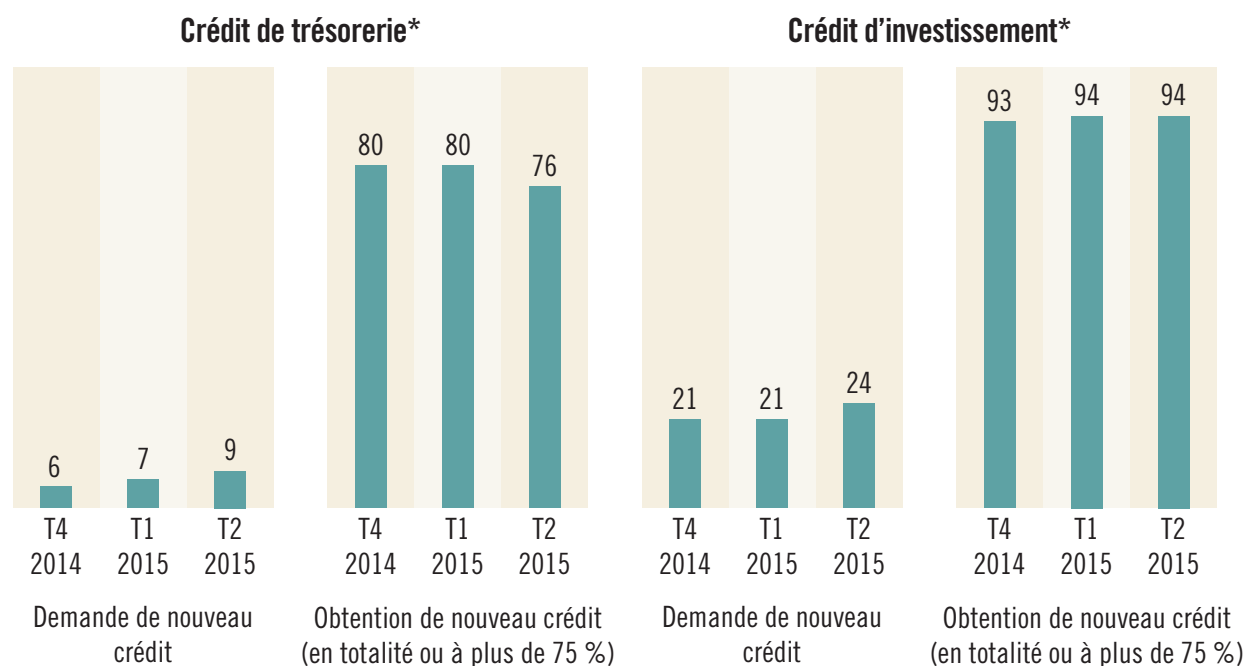
- Pas de reprise en vue pour 4 dirigeants sur 5

Le fait est que le moral des dirigeants de PME reste bas. Ainsi, seul un dirigeant de PME sur cinq entrevoit une reprise de l'activité de son secteur, la majorité des chefs d'entreprise restant inquiets pour leur activité pour les mois à venir (53 %) et, plus encore pour l'économie française en général (88 %). La pression fiscale joue également : les deux tiers des dirigeants déclarent également avoir été limités dans leurs nouvelles embauches, 62 % dans leurs projets d'investissement en matériels et équipements et 45 % dans leurs investissements en recherche et développement.

Cécile Desjardins, www.business.lesechos.fr, 15/10/2013

Document 3

Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME



*En % ; hors utilisation de lignes de crédits obtenues précédemment

Banque de France

Document 4

D'autres moyens de financement pour les petites structures

Les PME peuvent en général difficilement accéder aux marchés de capitaux du fait de leur petite taille. Pourtant, elles disposent de différents moyens de financement pouvant leur permettre de faire face à leurs besoins de capitaux.

- L'affacturage est un mode de financement qui consiste, pour une entreprise, à céder ses créances à une société financière moyennant une rétribution proportionnelle au montant dû par les clients débiteurs. L'affacturage correspond à un financement à court terme, mais son coût reste important.
- Le prêt participatif est un mode de financement qui permet aux entreprises de bénéficier de prêts auprès d'autres entreprises ou auprès des organismes publics et l'État. L'entreprise peut ainsi disposer de capitaux importants sur le très long terme en conservant une certaine indépendance dans sa gestion.
- Le *crowdfunding* est un financement participatif dont la collecte de fonds se fait par le biais d'Internet. Il présente le double avantage de permettre aux entrepreneurs de lever des capitaux d'une façon simple et rapide, et à des personnes de tout

niveau de revenu de pouvoir prétendre à l'investissement.

- Le *love money* ou l'argent de l'amour, désigne les sommes qui sont octroyées à un entrepreneur par des investisseurs avec qui il entretient des relations affectives. Les *business angels* sont des personnes physiques qui mettent à la disposition d'entreprises jeunes des fonds contre des parts de capital social et qui souhaitent intervenir dans la gestion quotidienne de la structure.
- Les fonds de capital risque désignent des *pools* d'investisseurs qui mettent en commun des actifs financiers qui vont être utilisés pour financer des entreprises à fort potentiel de croissance menant des projets à risques importants mais à forte rentabilité.
- Le *leasing* ou crédit-bail désigne un mode de financement par lequel une entité financière ou non, met à la disposition d'une entreprise un ou plusieurs de ses actifs, pour que celle-ci les utilise dans son exploitation quotidienne sur du moyen terme. Le *leasing* est une location parfois assortie d'une option d'achat en fin de période d'utilisation économique du bien.

© Foucher

Document 5

Comment financer les PME à l'heure du crédit rationné ?

Les taux d'intérêt baissent, mais, sous contrainte prudentielle, les banques hésitent à prêter aux PME. L'heure est au financement direct, désintermédié, *via* notamment le marché obligataire. Mais comment les PME peuvent-elles y avoir accès ? [...]

- **Un environnement plus optimiste**
Aujourd'hui, l'environnement économique s'améliore et avec lui les conditions de financement. [...]
- **Les crédits bancaires devraient reprendre des couleurs...**
Avec la reprise qui s'installe en zone euro, le crédit bancaire devrait petit à petit reprendre des couleurs. Les derniers chiffres montrent une amélioration graduelle de l'évolution des prêts au secteur privé. Ainsi, le taux de croissance annuel des prêts aux sociétés non financières a été moins négatif, ressortant à - 1,2 % en janvier contre - 1,4 % le mois précédent. L'assouplissement monétaire de la BCE devrait continuer de maintenir les taux d'intérêt de marché à un niveau bas pour un horizon assez long

(jusqu'à septembre 2016) et inciter les banques à offrir des taux d'emprunt plus attractifs.

- **... mais il est contrôlé par les règles prudentielles**
Reste que le durcissement des règles prudentielles est bel et bien là et freine les perspectives de réel assouplissement à l'octroi de crédit. [...] Par conséquent, les nouvelles mesures prudentielles devraient entraîner la poursuite de la désintermédiation bancaire de la zone euro. Les entreprises vont ainsi davantage faire appel au marché obligataire pour se financer, à l'instar du modèle américain. En pratique, comment cela fonctionne ? Le risque dans un financement « intermédié » est partagé et porté par les investisseurs en direct. Mais la transparence est de rigueur. Ceux qui acceptent de prêter, souhaitent des garanties sur la qualité de l'emprunteur mais aussi sur la liquidité des titres émis. En d'autres termes, les investisseurs veulent pouvoir revendre facilement les créances qu'ils détiennent. Et c'est là toute la difficulté. Si les grandes entreprises ont aujourd'hui facilement accès au marché, et disposent de tout un arsenal pour convaincre les investisseurs, les sociétés plus petites n'en ont ni les moyens ni même la capacité.

...

Document 5 (suite)

• L'émergence d'un marché de la dette privée

Pour pallier à ces contraintes, se développent depuis quelques années, les placements dits « privés » où, dans ce cas, les sociétés placent leurs dettes auprès d'investisseurs ciblés. Ce marché émerge en douceur en France et enregistre un encours global de 3,3 milliards en 2014. Il lui reste à marquer des points sur le plus long terme pour damer le pion aux craintes liées à la nouveauté et

l'incertitude prévalant sur la qualité de l'émetteur. [...] La désintermédiation bancaire semble être la voie choisie par les régulateurs pour le financement de l'économie, reste aujourd'hui à garantir son développement auprès des plus petites entreprises tout en assurant un maximum de prudence et de garanties pour les investisseurs.

Stéphanie Villers, www.latribune.fr, 26/03/2015

Document 6

Diversification des sources de financement face à la persistance des difficultés de crédit

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle fondamental pour la croissance inclusive et l'emploi mais il est indispensable d'élargir leurs sources de financement pour réduire la vulnérabilité des PME face à la volatilité du marché du crédit. [...] Certains instruments alternatifs comme le financement participatif ou encore l'affacturage gagnent du terrain, alors que le capital-risque et le crédit-bail n'ont pas retrouvé les niveaux de 2007 dans la plupart des pays. [...] Le rapport *Nouvelles approches du financement des PME et de l'entrepreneuriat : élargir la gamme des instruments* souligne que le prêt bancaire classique pose des difficultés aux PME, et notamment aux sociétés nouvelles, innovantes et à croissance rapide, qui se

situent dans le haut de la fourchette du risque. Il en est de même pour les entreprises qui cherchent à opérer une mutation importante dans leurs activités, comme un changement de structure d'actionariat ou de contrôle.

D'après l'étude, diversifier les sources de financement des PME permettra de mieux répondre aux besoins des entreprises aux divers stades de leur cycle de vie et contribuera à atténuer le risque systémique, à accroître la résilience de l'économie réelle face aux chocs de grande ampleur, et enfin à promouvoir de nouveaux gisements de croissance. Le rapport cartographie les principales caractéristiques d'une large gamme de techniques de financement autres que les instruments classiques de la dette, et notamment le financement par nantissement d'actifs, les formes d'emprunt alternatives, les instruments hybrides et les instruments sur fonds propres.

www.oecd.org, 16/04/2015

Thème 4 Quels modes de financement de l'activité économique ?

Commentez la situation de financement des secteurs institutionnels présentés.

Globalement la France est en besoin de financement (- 48,9 milliards d'euros), et ce besoin est croissant. Elle doit donc trouver des capitaux en empruntant à l'étranger ou en puisant dans ses réserves. Sa situation d'endettement s'aggrave puisque le besoin s'accroît de plus de 2 points.

Certains agents sont en capacité de financement : les sociétés financières (5 milliards d'euros en 2014) et surtout les ménages (81,8 milliards d'euros en 2014). Ces agents ont donc une épargne supérieure à leurs investissements. La capacité de financement des ménages a augmenté alors que celle des sociétés financières s'est beaucoup réduite.

D'autres agents ont un besoin de financement : les sociétés non financières (- 50,5 milliards d'euros en 2014) et surtout les administrations publiques (-84,8 milliards d'euros en 2014). Ces agents ont des investissements supérieurs à leur capacité d'épargne ; ils doivent donc trouver des capitaux pour se financer. Le besoin de financement des sociétés non financières est croissant sur la période alors qu'il se réduit pour les administrations publiques, sans doute sous l'effet des mesures de réduction des dépenses publiques et des augmentations de recettes publiques. Les besoins les plus importants de ces administrations proviennent des administrations publiques centrales et particulièrement de l'État.

Rappelez et explicitez les deux principaux circuits dont disposent les agents économiques pour se financer.

Les agents disposent de deux principaux circuits de financement :

- le financement direct où les ABF rencontrent directement sur le marché des capitaux les ACF *via* des échanges de titres ;
- le financement indirect où des institutions financières servent d'intermédiaire entre les ABF et les ACF (intermédiation bancaire).

Présentez les besoins de financement des PME et appréciez les moyens de financement dont disposent ces entreprises pour y faire face.

Les PME ont différents besoins de financement :

- des crédits de trésorerie pour l'exploitation de l'activité : trésorerie, escompte ;
- des crédits d'investissement : remplacement ou entretien de l'exploitation, acquisitions de développement, investissements d'équipement, investissements d'innovation.

Pour faire face à ces besoins, les PME disposent de différents moyens de financement :

- le recours au financement direct reste limité car les petites structures peuvent difficilement accéder aux marchés de capitaux ;
- le financement indirect est privilégié pour ces structures : les PME peuvent se financer grâce aux crédits des institutions financières.

Mais le durcissement des conditions de crédits pèse sur le financement des PME qui doivent donner des garanties supplémentaires et attendre plus longtemps avant l'obtention d'un financement.

Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : « Comment les PME peuvent-elles faire face à leurs difficultés de financement ? »

• **Introduction**

(**Accroche**)

On constate un besoin croissant des SNF en financement.

(**Définition des mots-clés**)

Les PME sont des entreprises qui occupent moins de 250 personnes, et qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

(**Problématique**)

Comment les PME peuvent-elles faire face à leurs difficultés de financement ?

(**Annonce du plan**)

Nous nous attacherons d'abord à l'analyse des difficultés de financement des PME. Nous étudierons ensuite les nouveaux modes de financement des PME.

• (Développement)

I Les difficultés de financement des PME

A PME : des agents à besoin de financement

Elles font partie du secteur institutionnel des SNF qui présente un besoin de financement croissant (- 50,5 milliards d'euros en 2014).

Sept patrons sur dix (70 %) font aujourd'hui état d'au moins un besoin de financement.

B Des difficultés spécifiques aux PME

Les banques durcissent les conditions de crédit : frais plus élevés, montants de financement plus faibles que souhaités, délais plus longs d'obtention du crédit, garanties supplémentaires exigées. On note une baisse de l'obtention des crédits de trésorerie et d'investissement entre 2014 et 2015.

Le moral des dirigeants est bas, un dirigeant sur cinq prévoit une reprise de l'activité. La pression fiscale est forte : les demandes de crédit diminuent (entre 2014 et 2015, ralentissement de la demande de crédits de trésorerie et surtout de crédits d'investissement).

II Vers de nouveaux modes de financement des PME

A Une nécessaire diversification des modes de financement

L'amélioration de la situation économique va améliorer les conditions de financement et dynamiser les financements, particulièrement l'accès au crédit. La politique monétaire de baisse des taux d'intérêt va y contribuer.

Mais d'autres moyens de financement sont envisageables :

- l'affacturage, financement à court terme, qui reste coûteux ;
- le prêt participatif, financement à long terme qui permet de disposer de capitaux importants tout en conservant une certaine indépendance ;
- le *crowdfunding*, financement participatif qui permet à tous d'obtenir des capitaux rapidement et simplement ;
- le recours au *love money* ou aux *business angels* pour une collaboration plus étroite ;
- les fonds de capital risque qui permettent de financer des projets risqués ;
- le crédit-bail, financement à moyen terme pour disposer d'actifs.

On peut relever également de nouveaux instruments :

- financement par nantissement d'actifs ;
- formes d'emprunt alternatives ;
- instruments hybrides ;
- instruments sur fonds propres.

B Vers un financement désintermédié pour les PME qui nécessite de nouvelles « règles »

Les nouvelles mesures prudentielles des banques devraient entraîner la poursuite de la désintermédiation bancaire. Les entreprises vont ainsi davantage faire appel au financement désintermédié, particulièrement au marché obligataire, pour se financer.

On note l'émergence d'un marché de la dette privée (encours global de 3,3 milliards en 2014) vers cette désintermédiation.

Quels sont les déterminants DE L'INTENSITÉ CONCURRENTIELLE ?

11



NOTIONS

- marchés concurrentiels
- loi de l'offre et de la demande

La concurrence sur le marché de l'immobilier

Johan vient de terminer ses études supérieures. Il discute avec sa mère de la location de son premier appartement. À l'écoute de ses conseils, Johan est prêt à faire un comparatif détaillé avant de se décider.

J'ai fait le tour des agences immobilières et j'ai trouvé au moins trois studios.

Oui, j'ai vraiment tout comparé : le prix mais aussi, le lieu, la surface, le type de chauffage, de cuisine...

J'ai fait une dizaine d'agences, je me suis connecté sur différents sites spécialisés de petites annonces en ligne.

Et le prix ? Tu dois louer en fonction de ton budget en priorité. Le prix de l'immobilier n'arrête pas de s'envoler.

Très bien ! Tu as toutes les informations à ta disposition. Mais où as-tu trouvé tes offres ?

Tu as tout à fait raison. Pense également à la presse écrite.

1 Déterminez les offreurs et les demandeurs sur le marché de l'immobilier.

Les offreurs sont les professionnels comme les agences immobilières ou les particuliers. Les demandeurs sont des particuliers ou des professionnels (par exemple pour un local).

2 Appréciez le degré de concurrence du marché.

Il s'agit d'un marché concurrentiel puisque le jeune homme a rencontré une dizaine d'agences dont au moins trois capables de répondre à son besoin.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

La hausse des prix du logement en France

<http://tinyurl.com/p4wme7u>

3'03



3 Présentez les éléments caractérisant un marché concurrentiel.

Le nombre d'offeurs, l'accès à l'information, la libre entrée sur le marché conditionnent le degré de concurrence et le niveau des prix.

1

Les invariants du fonctionnement du marché concurrentiel

A L'intensité concurrentielle

DOC 1 La concurrence pure et parfaite

Dans un contexte de concurrence pure et parfaite, l'intensité concurrentielle est déterminée par plusieurs critères. Tout d'abord, le très grand nombre d'entreprises implique que chacune est très petite sur l'ensemble du marché. Si une entreprise prenait trop d'importance, elle dominerait le marché et la concurrence serait éliminée ou tout du moins réduite. Les offreurs sont alors considérés comme des atomes : ils constituent une toute petite partie d'un ensemble. Ici le marché. On parle donc d'atomicité de la concurrence. Il n'existe, par ailleurs, aucune barrière à l'entrée ou à la sortie dans ce type de marché. Cela évite qu'une entreprise puisse dominer et évincer les autres. Un nombre important d'entreprises reste sur le marché. De plus, l'information sur le produit est transparente. Elle concerne les prix mais aussi les composantes du produit (les ingrédients pour les denrées alimentaires) ou même l'accessibilité de l'information par différents canaux de communication (Internet, annonces, comparateurs

de prix...). Pour reprendre l'exemple de la transparence sur les prix, dans ces conditions, si une entreprise essayait d'augmenter son prix, d'un montant aussi minime que possible, les consommateurs n'achèteraient plus le produit de cette entreprise puisqu'ils pourraient obtenir le même auprès d'autres vendeurs. Pour finir, le produit est dit « homogène » (standardisé). Ceci signifie que quel que soit le producteur, le produit est parfaitement identique et le consommateur ne peut établir de préférence. Notons que la concurrence pure et parfaite n'est que théorique, dans la réalité les conditions ne sont pas respectées.

© Foucher

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

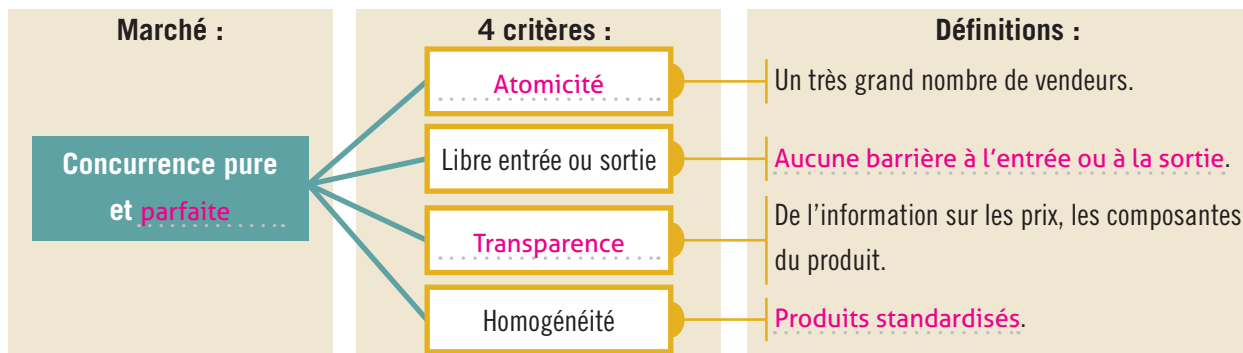
La SNCF brade ses prix pour faire face à la concurrence



<http://tinyurl.com/jgrbvtw>

1'49

1 Relevez les conditions de concurrence parfaite en complétant le schéma.



2 Identifiez et justifiez le critère non respecté dans les cas présentés.

Situations	Critère non respecté	Justifications
Même en fusionnant les chiffres d'affaires de Burger King, de Quick en France, de KFC ou même de Subway, McDonald's reste largement en tête, avec un chiffre d'affaires cinq fois supérieur.	Principe d'atomicité	Un offreur principal. La part de CA des autres fast-foods reste négligeable par rapport à McDo. Le principe d'atomicité n'est pas respecté.
Quand vous vous rendez sur une fiche d'information d'un jeu comme Candy Crush Saga, seule une fourchette de prix apparaît.	Transparence	Une nouvelle information, encore incomplète, est désormais visible sur la fiche produit d'une application comportant des achats intégrés. Problème de transparence.

B Les critères de concurrence sur les marchés

DOC 2 L'atomicité de la concurrence

Au top 3 des articles les plus prisés par les juniors, côté garçons, les tee-shirts caracolent en tête, devant jeans et chemises, tandis que les filles achètent, après le tee-shirt, davantage de pull-overs que de jeans. Des préférences parfaitement intégrées par les marques fétiches des jeunes.

Chez l'espagnol **Mango**, le tee-shirt à l'effigie de la griffe est un best-seller à coup sûr. Le tee-shirt est également un article phare chez les géants **H & M**, **Uniqlo** ou **Inditex (Zara)**. Les chaînes spécialisées captent 40 % des dépenses de jeunes garçons et 52 % de celles des jeunes filles, une part record. Ces géants de la mode ont su segmenter leur offre, dédiant lignes et enseignes à la jeune génération :

Bershka est ainsi devenue la deuxième plus forte enseigne de l'espagnol Inditex derrière Zara. **Adidas**, adulée des sportifs de 14 à 19 ans, a lancé une ligne Neo, plus mode, pour les filles. Dernièrement, le français **Deveaux (Armand Thiéry)** a créé une boutique de « fast-fashion » (mode à renouvellement rapide popularisée par Zara) pour 15-30 ans : **Edji**. Rejoignant d'autres enseignes jeunes comme **Bizzbee (Jules-Brice)**.

Dans le plus haut de gamme, **Lacoste** a pensé aux jeunes en les mettant en scène dans une campagne Lacoste Live et en baptisant ainsi une ligne.

© Anne-Sophie Cathala, *lefigaro.fr*, 19/09/2012

- 3 **Décrivez l'offre sur le marché des vêtements pour jeunes.** Plusieurs offres existent. Chez les garçons, le tee-shirt est roi devant les jeans et les chemises. Chez les filles, c'est davantage le pull-over, puis le jean derrière le tee-shirt. Les chaînes spécialisées captent 40 % des dépenses de jeunes garçons, et 52 % de celles des jeunes filles.
- 4 **Surlignez les différentes enseignes présentes sur ce marché.**
- 5 **Citez d'autres enseignes de prêt-à-porter pour adolescent.** Superdry, Nike, Asics, QuickSilver...
- 6 **Identifiez le critère qui fait de ce marché un marché concurrentiel.** Il faut qu'il y ait suffisamment d'offres indépendants les uns des autres pour éviter toute entente sur les prix, ce qui est le cas ici. L'atomicité de l'offre fait de ce marché un marché concurrentiel.

DOC 3 La libre entrée sur le marché

Superdry, ou la jeune marque anglaise qui monte auprès des adolescents. Ses sweats, ses chemises, ses jeans, inspirés de l'esprit « vintage » américain, avec un graphisme japonais, séduisent de plus en plus les lycéens branchés. Comme Abercrombie l'an dernier, cette griffe de mode dans un style urbain a décidé d'accélérer en France, et plus largement en Europe, où ses ventes ont bondi de 150 % en 2010. Présente depuis trois ans dans l'Hexagone, avec un premier point de vente à Saint-Tropez, Superdry en compte dix-neuf aujourd'hui, dont un seul à Paris. Les inaugurations vont se multiplier

en 2012. « Nous avons huit projets d'ouverture cette année, notamment à Bordeaux en mars et à Nancy en avril. Et une vingtaine dans les trois ans », précise Mercedes De Buyst, en charge du marketing Europe. Cette accélération va concerner toute l'Europe. [...] Au programme, vingt-cinq nouveaux magasins cette année, en plus de la soixantaine existant, hors d'Angleterre. Luc Clément, nommé responsable de cette filiale européenne basée à Bruxelles, vise 150 millions d'euros de vente dans la zone, dont 30 millions en France. [...]

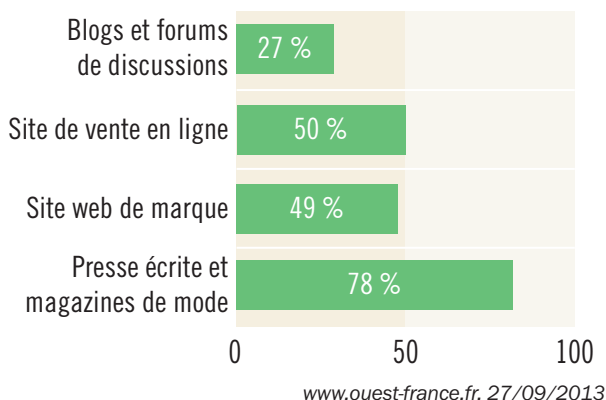
Dominique Chapuis, *www.lesechos.fr*, 27/02/2012

- 7 **Identifiez les concurrents de Superdry.** Le concurrent direct est Abercrombie mais aussi ceux cités au doc 2 : Zara, H&M, Lacoste...
- 8 **Caractérissez l'évolution de Superdry sur ce marché.** Superdry voit une augmentation de son CA et du nombre de boutiques en France et dans toute l'Europe.
- 9 **Identifiez et expliquez le critère qui fait de ce marché un marché concurrentiel.** Il faut que de nouveaux producteurs puissent entrer sur le marché. Aucune barrière à l'entrée n'empêche l'installation de nouveaux concurrents comme Superdry. La libre entrée garantit le processus concurrentiel.

DOC 4 La transparence du marché

La majorité des vêtements féminins achetés sur Internet le sont à prix réduit, nettement plus que sur l'ensemble du marché, selon une étude de la FFPAPF, qui montre aussi l'essor des ventes sur le Web. Internet « s'affiche comme une solution pour dénicher les bonnes affaires », selon la Fédération française de prêt-à-porter féminin : 61 % des articles achetés sur Internet sont à prix réduits, contre seulement 34,4 % pour l'ensemble du marché. Les ventes de ces habits sur Internet ont plus que doublé en seulement trois ans, passant de 4,2 % en 2008 à 9 % en 2011 (8,4 % en 2008). Les *pure players*, ces sites de vente en ligne uniquement présents sur le Web (eBay ou venteprivee.com, Brandalley, BazarChic ou Chicdressing), représentent à eux seuls 2 % des ventes totales d'habillement féminin.

Comment les Françaises se renseignent avant l'achat d'un vêtement



10 Repérez les différentes sources d'information des Françaises avant l'achat d'un vêtement.

Les Françaises se renseignent sur Internet avant

d'aller en boutique. Elles sont influencées par la presse écrite, les sites web, les sites de vente en ligne

comme les *pure players* (Brandalley, eBay, vente-privée.com, showroomprive.com, Chicdressing, Bazarchic...).

Mais aussi les forums et les blogs.

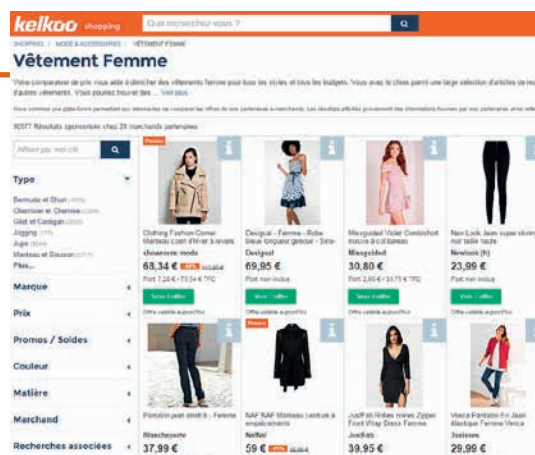
11 Expliquez les effets de ces différents canaux de communication et d'achat sur les prix.

La multiplication des offreurs et des sources d'information contribuent à la baisse des prix.

DOC 5 La transparence sur les prix

Kelkoo est un site comparateur de prix présent dans dix-neuf pays en Europe. Il permet à l'internaute de trouver des produits (vêtements, électroménager, auto/moto...) mais aussi des offres de voyage.

© Foucher



12 Énumérez les critères qui peuvent conditionner le choix des femmes.

Le prix, la marque, la matière, le type de vêtements, la couleur, la disponibilité...

13 Montrez que les TIC contribuent à la transparence de l'information.

Les consommateurs peuvent directement prendre connaissance du détail du produit sur les différents sites marchands, les comparer, ce qui favorise une meilleure qualité et une baisse des prix.

14 Identifiez le critère qui fait du marché du prêt-à-porter un marché concurrentiel.

Les acteurs doivent être informés sur les prix (transparence), mais aussi sur la qualité. Les comparateurs de prix, mais aussi les blogs, les forums, les *pure players*, la presse écrite... permettent à la cliente de pouvoir acheter en connaissance de cause. La transparence de l'information garantit le processus concurrentiel.

2

La formation du prix sur un marché concurrentiel

A L'existence du marché

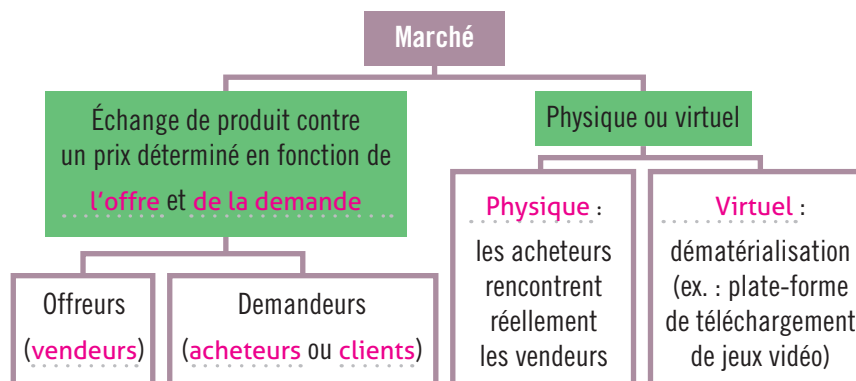
DOC 6 Le marché

Dans toutes villes, il existe souvent un marché, situé parfois place du marché, sur lequel s'achètent (si l'on est client) et se vendent (lorsque l'on est commerçant) des produits de consommation courante, alimentaires le plus souvent. Dans un premier sens courant, un marché est donc un **endroit où se rencontrent des acheteurs et des vendeurs, les produits s'échangeant contre de l'argent**. Cependant, sur certains marchés, les vendeurs (offreurs) ne rencontrent pas physiquement les acheteurs (demandeurs). On parle alors de marché virtuel. C'est le cas du marché des jeux vidéo ou de la musique.

Par exemple, l'achat de morceaux musicaux passe de plus en plus par le biais de plateformes numériques totalement dématérialisées. Les offreurs et les demandeurs communiquent à l'aide d'un système d'information. D'un point de vue économique, le terme désigne la **confrontation de l'offre et de la demande sans considération de lieu pour un produit déterminé**. C'est le cas du marché automobile composé d'une pluralité d'acteurs comme les garagistes, les concessionnaires, les annonceurs sur le Web... et dont la zone géographique est mondiale.

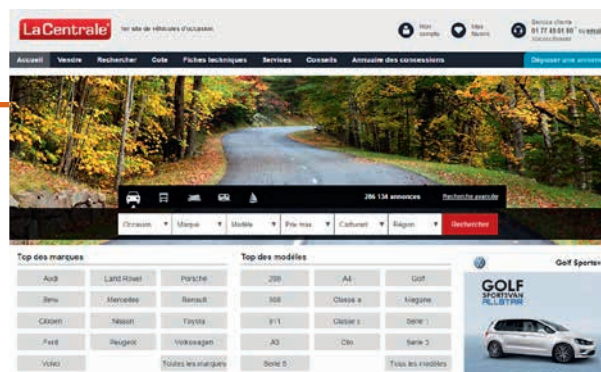
© Foucher

- 1 **Surlignez les éléments qui caractérisent le marché puis complétez le schéma présentant cette notion.**



DOC 7 Le marché de l'automobile

Le bac STMG en poche, Ambre doit préparer sa vie de future étudiante. Domiciliée sur Lyon avec ses parents, elle souhaite poursuivre ses études à Grenoble. Elle doit acheter une voiture pour ses futurs trajets. L'essentiel de ses recherches se concentre sur le site LaCentrale.fr.



- 2 **Citez les offreurs et les demandeurs sur le marché de l'automobile.**

Il existe de multiples constructeurs : Toyota, Renault, PSA, Volkswagen, Audi... Les demandeurs sont les clients : ici Ambre.

- 3 **Appréciez le degré d'intensité concurrentielle sur le marché de l'automobile.**

Le marché est très concurrentiel car il existe différents vendeurs, plusieurs modèles pour chaque marque (atomicité) mais aussi plusieurs réseaux d'information (sites Internet, annonces, concessionnaires... ; transparence de l'information).

B La loi de l'offre et de la demande

DOC 8 La rencontre de l'offre et de la demande

L'offre et la demande sont respectivement la quantité de biens ou de services que les agents économiques sur un marché sont disposés à vendre ou à acheter en fonction des prix. On distingue deux hypothèses :

ITINÉRAIRE

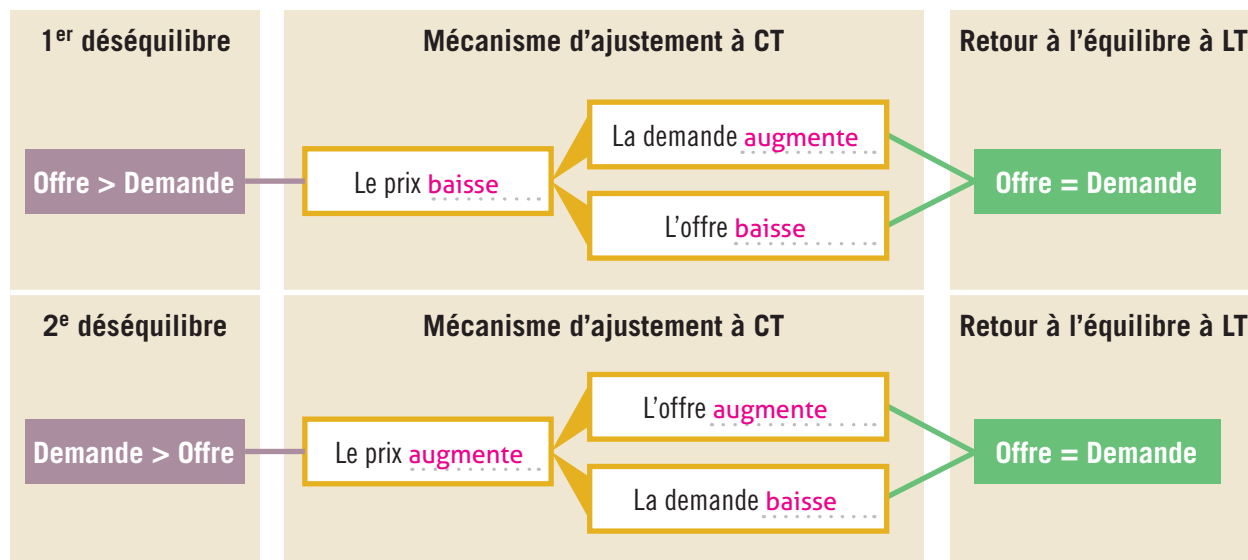
BIS

Vidéo

L'offre et la demande

<http://tinyurl.com/z5977wn>

1'21



4 Proposez une définition des termes suivants.

Offre : **c'est la quantité d'un produit offert à la vente par les vendeurs pour un prix donné.**

Demande : **c'est la quantité d'un certain produit demandée par les acheteurs pour un prix donné.**

5 Dégagez les effets à court terme des variations de l'offre et de la demande sur le prix en complétant le schéma proposé.

6 Expliquez le retour à l'équilibre à long terme.

À long terme l'offre et la demande s'équilibrent. Lorsque les prix augmentent, la quantité offerte augmente : les producteurs sont incités à offrir plus de biens. La quantité demandée a tendance à diminuer : plus les prix sont élevés, moins les acheteurs sont disposés à acheter. Lorsque les prix diminuent, la quantité offerte a tendance à diminuer. La quantité demandée a tendance à augmenter : moins les prix sont élevés, plus les acheteurs sont disposés à acheter.

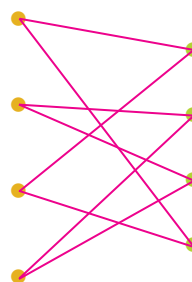
7 Reliez les situations de marché présentées aux bons effets.

Les achats de véhicule neuf chute pour la troisième année consécutive (– 13,6 % après – 1,4 %).

Le marché des téléphones mobiles, en lien avec l'essor des smartphones, a augmenté de + 66,5 % en volume.

L'embargo russe et la hausse de la production chinoise pèsent sur la filière laitière européenne qui se trouve en situation de surproduction.

Dans le secteur du tourisme, la crise économique a généré une forte augmentation des réservations de courte durée en France.



Offre > Demande

Offre < Demande

Augmentation des prix

Diminution des prix

C La formation du prix d'équilibre

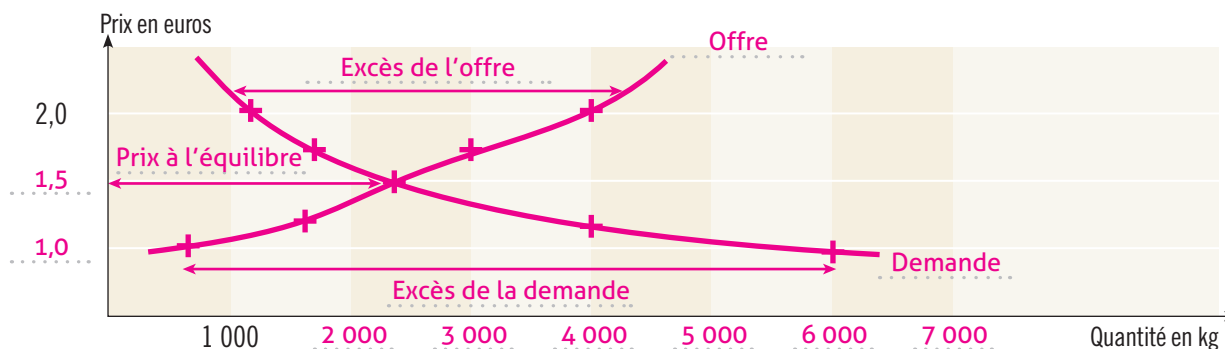
DOC 9 Cas pratique

Prenons l'exemple d'un marché local de la tomate. Les offres et les demandes sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Prix des tomates (en euros par kg)	Quantités demandées (en kg)	Quantités offertes (en kg)
2,0	1 200	4 000
1,8	1 600	3 000
1,5	2 400	2 600
1,2	4 000	1 600
1,0	6 000	800



- 8 Représentez graphiquement l'offre et la demande des tomates en fonction du niveau des prix pour déterminer le prix d'équilibre.



- 9 Commentez la situation sur le marché si le prix proposé est de 1,2 euro.

Si le prix passe à 1,2 euro, on est dans une situation d'un excès de demande par rapport à l'offre. Les prix étant trop bas, l'offre < demande.

- 10 Commentez la situation sur le marché si le prix proposé est de 1,8 euro.

Si le prix passe à 1,8 euro, on se situe dans la situation inverse : celle d'un excès d'offre par rapport à la demande.

- 11 Analysez la réaction des consommateurs dans les deux cas.

Dans le premier cas : les consommateurs seront tentés de racheter des tomates car les prix ont diminué.

Dans le second cas : les consommateurs éviteront l'achat des tomates en attendant que les prix diminuent.

Ils se réorienteront vers d'autres produits similaires moins chers.

- 12 Étudiez le comportement des producteurs dans les deux cas.

Dans le premier cas : les producteurs devront accroître les quantités de tomates produites afin de satisfaire la demande. Ils pourront ensuite augmenter les prix si la demande reste importante. Dans le second cas : les producteurs vont diminuer leur production face à la faiblesse de la demande et vont pour certains se réorienter vers d'autres produits et/ou diminuer les prix pour relancer les demandeurs.

- 13 Expliquez pourquoi les tomates se vendront finalement à 1,5 euro.

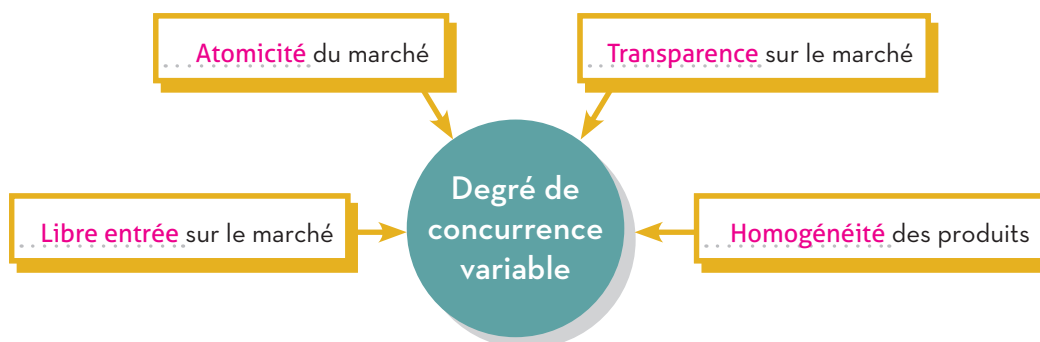
Les déséquilibres entre offre et demande aboutissent à un retour à l'équilibre tel que offre = demande au prix de 1,5 euro ici. C'est le prix auquel les quantités demandées correspondent aux quantités offertes ; il correspond à l'équilibre du marché.

Demande : quantité de biens ou de services que les agents économiques sont prêts à acheter.
Marché concurrentiel : marché sur lequel les offreurs rivalisent entre eux pour capter les demandeurs.
Offre : quantité de biens ou de services proposée sur un marché par un vendeur.

1

Les invariants du fonctionnement du marché concurrentiel

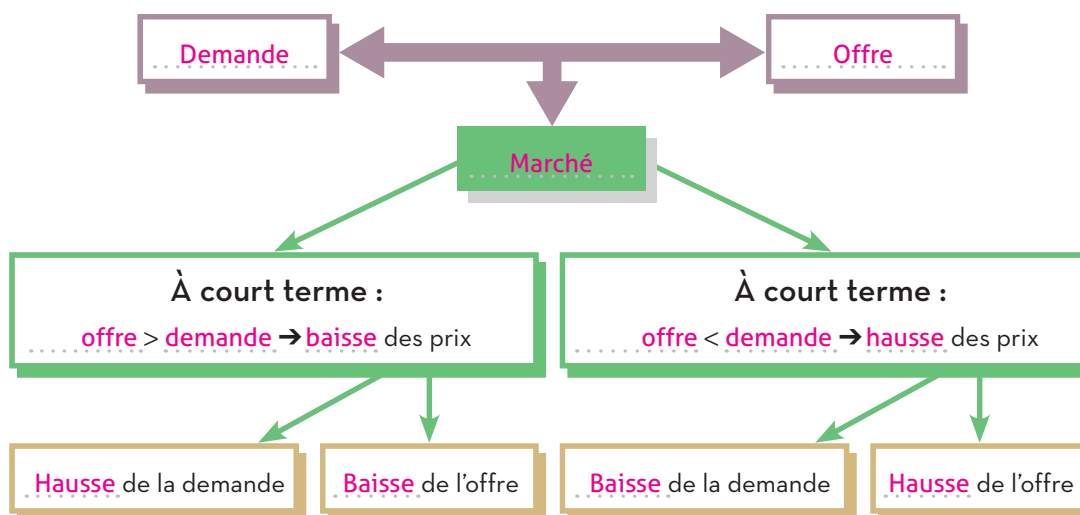
L'intensité concurrentielle sur les marchés varie en fonction de différents critères qui conditionnent le degré de concurrence.



2

La formation du prix sur un marché concurrentiel

Sur un marché s'établit un prix d'équilibre issu de la confrontation de l'offre et de la demande (loi de l'offre et de la demande).



TESTEZ-VOUS!

Quels sont les déterminants de l'intensité concurrentielle ? 11

1 Indiquez si chacune des affirmations suivantes est vraie ou fausse en justifiant votre réponse.

	Vrai	Faux	Justification
La situation d'atomicité correspond au fait qu'aucune barrière à l'entrée ne soit autorisée sur un marché.		×	Il s'agit du principe de libre entrée.
Lorsque l'offre est supérieure à la demande, les prix vont diminuer à court terme.	×		Les producteurs vont essayer de capter les consommateurs en baissant les prix.
Le marché de la téléphonie mobile en France est un marché concurrentiel.		×	Il n'est composé que de quelques offreurs pour une multitude de demandeurs.
Le principe de transparence exige une information sur les prix, la composition des produits, le niveau de qualité.	×		La transparence de l'information est nécessaire à la concurrence.
Un marché est uniquement physique.		×	Il peut être virtuel. Cas des biens dématérialisés.
Un marché est qualifié de concurrentiel s'il est à la fois transparent et si les concurrents sont libres d'y entrer et d'en sortir.		×	Il manque la notion d'atomicité.
Lorsque l'offre est inférieure à la demande, les prix augmentent aussi bien à court terme qu'à moyen/long terme.		×	À moyen/long terme, un ajustement se crée : la demande diminuera à cause de prix trop élevés, donc les prix diminueront ensuite.
La concurrence est imparfaite si l'un des critères d'atomicité, de transparence, de libre accès et d'homogénéité n'est pas respecté.	×		Ce sont les principes de la concurrence pure et parfaite.
Le marché peut se définir comme une famille de produits assez proches pour être commercialisés ensemble.		×	Il s'agit d'un lieu de rencontre entre une offre et une demande pour un produit déterminé.
En théorie, les lois du marché ne peuvent fonctionner que dans le cadre d'une concurrence pure et parfaite.	×		C'est le cadre théorique d'un marché concurrentiel.
Le prix de marché s'appelle aussi le prix juste.		×	C'est le prix d'équilibre.
L'offre d'un bien est une fonction croissante du prix tandis que la demande d'un bien est une fonction décroissante du prix.	×		C'est le principe de la courbe de l'offre et de la demande.

2 Décryptez cette charade.

Mon premier est une particule élémentaire d'un corps chimique qui forme la plus petite quantité qui peut se combiner. **atome**

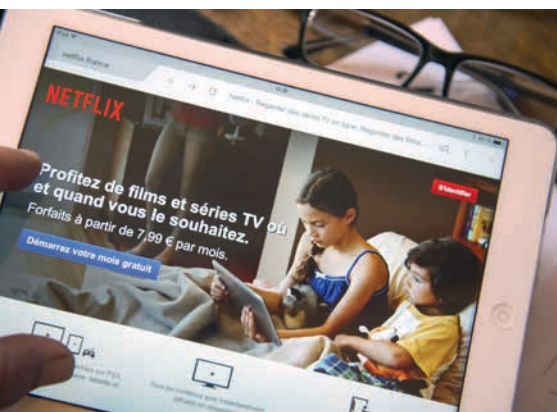
Mon deuxième est la neuvième lettre de l'alphabet. **i**

Mon troisième est la plus ancienne partie d'une ville. **Cité**

Mon tout est un critère qui conditionne l'intensité concurrentielle. **Atomicité**

ENTRAÎNEZ-VOUS!

Streaming : les cinq concurrents du tout-puissant Netflix



Alors que la plateforme Netflix lorgne désormais sur la France, la concurrence s'organise pour contrer la plateforme de streaming vidéo. [...] Contre un abonnement de 7,99 euros par mois, la plateforme Internet propose un large catalogue de films et de séries accessibles en illimité sur télé, smartphone, tablette, ordinateur et console de jeux. Plus de 40 millions de personnes ont sauté le pas de l'abonnement, dont plus de 30 millions rien qu'aux États-Unis.

Premier d'entre eux : Amazon. Le géant du e-commerce dispose depuis deux ans d'un service de VoD qui regroupe plus de 40 000 films et de séries, baptisé Instant Video et disponible uniquement aux États-Unis. Toutefois, Amazon propose une option « Premium » qui donne notamment accès à une grande partie du catalogue en illimité, pour un abonnement de 79 dollars par an, soit 6,59 dollars par mois. Le service compte déjà 10 millions d'abonnés. Outre d'importants accords signés avec des studios de cinéma, le site de e-commerce pourrait lancer une box permettant d'accéder à ses services vidéo, selon le *Wall Street Journal*. Amazon pourrait se présenter comme le principal rival de Netflix aux États-Unis. Alors que Netflix a annoncé le lancement de programme en ultra-haute définition (dit 4K) sur les téléviseurs LG et Sony, Amazon a riposté en nouant une alliance avec Samsung pour proposer son Instant Video en 4K. Si Netflix a surpris son monde en enfilant la casquette de producteur avec la série « House of Cards » (vingt autres séries vont suivre), il n'a pas tardé à être imité. [...]

Hulu Plus ressemble comme deux gouttes d'eau à Netflix. Si le rouge fait place au vert, on retrouve un large catalogue de films et séries accessibles en illimité sur télé, ordinateur, tablette, smartphone et console de jeux, pour 7,99 dollars mensuels. Disponible uniquement aux États-Unis et au Japon, cette offre en concurrence frontale avec Netflix affiche déjà plus de 5 millions d'abonnés.

Autre incontournable de l'Internet : Google. Le géant de la recherche en ligne a dévoilé en juillet dernier Chromecast. Ce petit périphérique, de la forme d'une clef USB, permet de synchroniser toutes les activités Internet sur le téléviseur, notamment les vidéos. D'un prix modique (35 dollars), l'appareil permet d'accéder à YouTube et à la plateforme de VoD Google Play.

En France, Canal+ a bien compris que son avenir se trouve peut-être dans le streaming. La chaîne cryptée propose ainsi l'offre Canal Play. Pour 9,99 euros par mois, l'offre propose un catalogue de plus de 1 500 films et près de 6 000 épisodes de séries accessibles en illimité sur télé, ordinateur et iPad (6,99 euros pour uniquement ordinateur et iPad). Canal+ compte surtout sur ses séries maisons (« Braquo », « XIII », « Engrenages »...).

Autre français, le groupe Netgam a lancé une box Vidéo Futur. Ce petit boîtier noir permet d'accéder, contre 10 euros par mois, à l'ensemble des chaînes TNT, aux services de replay des chaînes et à un catalogue de films et séries consultables en illimité sur sa télé. [...]

Boris Manenti, O, le cahier de tendances de l'Obs, www.nouvelobs.com, 07/01/2014

LE DÉCLIC



Pour bien comprendre le travail à faire, il faut être capable de définir les verbes d'action.

- 1 « Présenter », consiste à décrire une situation.
- 2 « Expliquer », c'est fournir des éléments pour mieux comprendre une situation.
- 3 « Justifier », c'est montrer grâce à des arguments, que quelque chose est juste, c'est motiver une démarche, une décision.

- 1 Présentez l'état de la concurrence sur le marché du streaming.
- 2 Expliquez les conséquences de cette concurrence sur le marché du streaming pour les spectateurs.
- 3 Appréciez le degré d'intensité concurrentielle sur ce marché en justifiant votre réponse.

Corrigé – Entraînez-vous !

Streaming : les cinq concurrents du tout-puissant Netflix

Présentez l'état de la concurrence sur le marché du streaming.

Après l'arrivée de Netflix, une concurrence importante s'est organisée ou est en train de s'organiser sur ce marché : le groupe Netgam, Canal Play, Amazon, Google, Hulu Plus. Le nombre de demandeurs a augmenté considérablement en quelques années : plus de 40 millions de personnes ont sauté le pas de l'abonnement, dont plus de 30 millions rien qu'aux États-Unis.

Expliquez les conséquences de cette concurrence sur le marché du streaming pour les spectateurs.

La concurrence accrue va permettre une baisse des prix, un meilleur catalogue de produits : des films plus récents, en quantité plus importante, des séries accessibles en illimité, des productions et une diversité des plateformes et des outils de transmission (télévision très haute définition, box, tablettes, smartphones, Chromecast, Internet, console de jeux).

Appréciez le degré d'intensité concurrentielle sur ce marché en justifiant votre réponse.

Le nombre d'offres augmente : on peut ainsi parler d'atomicité du marché. Aucune barrière en dehors des contraintes financières ne semblent empêcher l'entrée de nouveaux concurrents : il y a libre entrée sur le marché. Le catalogue de produits et les prix sont affichés clairement sur les différentes plateformes de streaming en vidéo : il y a transparence de l'information.

11

Quels sont les déterminants de l'intensité concurrentielle ?

Synthèse rédigée

1 Les invariants du fonctionnement du marché concurrentiel

A L'intensité concurrentielle

La concurrence pure et parfaite est un modèle théorique permettant de formaliser le fonctionnement d'un marché si certaines conditions sont remplies. Dans ce type de situation, le prix est fixé par le marché sans qu'aucun acteur n'ait un quelconque pouvoir.

Cette concurrence entraîne des effets positifs pour les consommateurs, car elle permet d'obtenir une pression sur les prix ainsi que de favoriser l'innovation technologique et organisationnelle. Les entreprises rentrent en compétition entre elles afin d'obtenir le profit le plus important. La réduction des coûts, la différenciation et la recherche d'efficacité dans l'organisation du travail permettent aux vendeurs d'être compétitifs.

B Les critères de concurrence sur les marchés

Le modèle de concurrence pure et parfaite est donc une structure de marché idéal qui doit permettre d'assurer la concurrence la plus bénéfique possible sur les marchés. Elle repose sur les hypothèses suivantes :

- **Atomicité de marché** : le marché est caractérisé par un grand nombre d'offreurs et de demandeurs. Aucun agent ne peut influencer les prix par sa seule action. On parle alors d'agents dits preneurs de prix (*price taker* en anglais).
- **Libre entrée (et sortie) du marché** : on ne doit pas rencontrer de barrières (technique, commerciale, financière) à l'entrée ou à la sortie. Par exemple, la concurrence sur un marché international ne peut pas être pure et parfaite s'il existe des droits de douane ou des quotas à l'importation et autres contingentements.
- **Transparence de l'information** : toute l'information disponible doit être connue de tous, en temps réel et sans coût. Par exemple, chaque demandeur doit connaître tous les prix que pratiquent les offreurs pour un même produit.
- **Homogénéité des produits** : sur un marché, les productions ne doivent se différencier que par le prix. Les produits sont alors standardisés, identiques et interchangeables.
- **Libre circulation des facteurs de production (travail et capital)** : la main-d'œuvre et les capitaux se dirigent spontanément vers les marchés en besoin.

Ces différents critères font d'un marché, un marché concurrentiel.

2 La formation du prix sur un marché concurrentiel

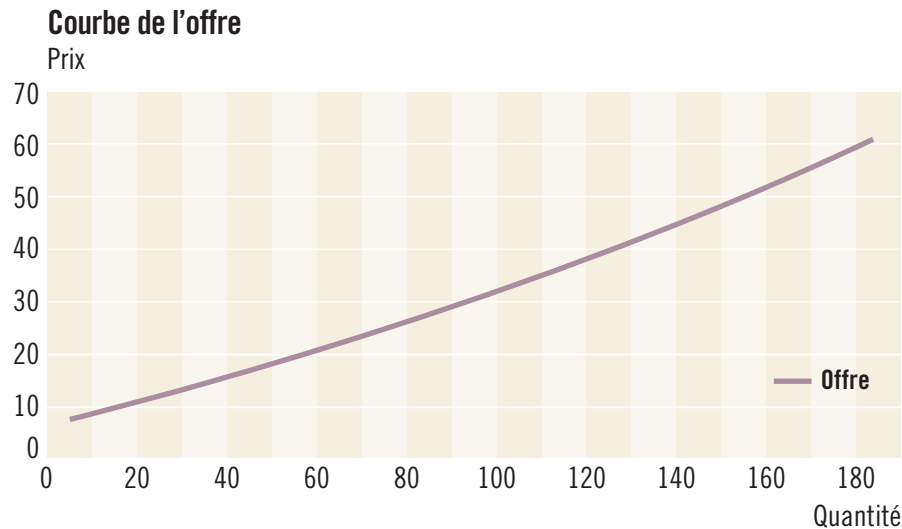
A L'existence du marché

Le marché est le lieu réel ou fictif de rencontre de l'offre et de la demande, où se fixent le prix et les quantités échangées. C'est grâce au marché que les offreurs savent ce qu'ils doivent produire en fonction de la demande et du prix du marché.

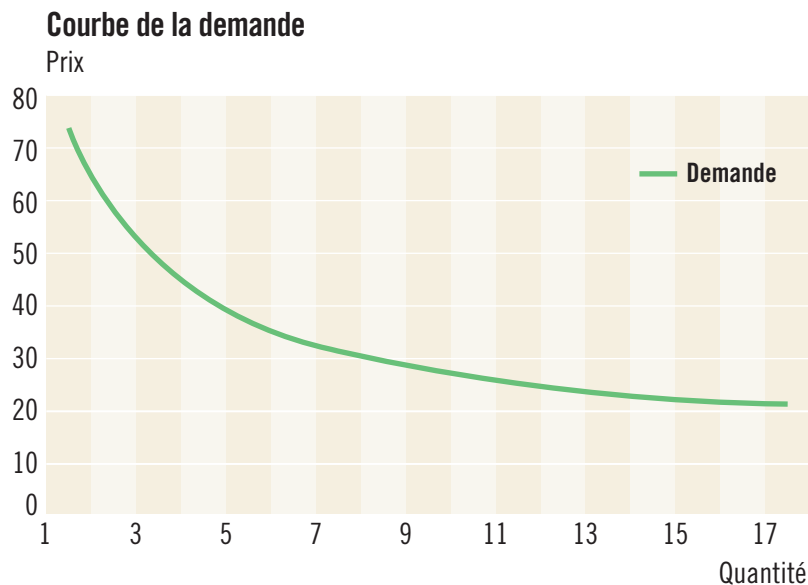
La notion de marché a, pendant longtemps, été rattachée à un lieu physique (on le retrouve par exemple avec les « marchés de fruits et légumes »). Mais cette notion a beaucoup évolué. Les marchés prennent des formes très diverses : du marché classique de fruits et légumes (on parle alors de marché physique) aux marchés des enchères sur Internet comme eBay (marché virtuel), en passant par des zones géographiques de plus en plus internationalisées (marché mondial).

B La loi de l'offre et de la demande

L'offre est la quantité de biens ou de services proposée sur un marché par un vendeur pour chaque niveau de prix. L'offre est une fonction croissante du prix. En effet, lorsque les prix augmentent, la quantité offerte augmente : les producteurs sont incités à offrir plus de biens puisque plus le prix d'un produit est élevé, plus le bénéfice réalisable en vendant ce produit est important.



La demande est la quantité de biens ou de services que les agents économiques sont prêts à acheter pour chaque niveau de prix. La demande pour un bien est alors une fonction décroissante de son prix. Plus les prix sont élevés, moins les acheteurs sont disposés à acheter. La demande diminue.



C La formation du prix d'équilibre

L'offre et la demande sont alors représentées par des courbes (*cf.* ci-dessus). La demande, l'offre et les prix sont liés entre eux. Sur un marché en concurrence pure et parfaite, le prix et la quantité d'équilibre se fixent de telle façon que l'offre est égale à la demande. En effet :

- Lorsque le prix diminue, la demande tend à s'accroître à court terme. Puis, à long terme, les producteurs auront tendance à augmenter leurs prix face à cette augmentation du nombre d'acheteurs, ce qui entraîne une diminution de la demande et donc un rééquilibrage entre l'offre et la demande.
- Inversement, lorsque le prix augmente, la rémunération des producteurs augmente à court terme puis diminue à long terme à cause d'une baisse de la demande, ce qui entraîne une diminution de l'offre et donc un rééquilibrage au final entre l'offre et la demande.

Quels sont les moyens de **RÉDUIRE L'INTENSITÉ CONCURRENTIELLE ?**

12



NOTIONS

- innovations
- différenciation
- ententes
- monopole
- oligopole

La concurrence sur le marché des VOD

Sonia est une grande fan de séries télévisées. Elle apprécie particulièrement *Game of Thrones*. Elle dispose grâce à sa box d'une centaine de chaînes gratuites et payantes mais aucune ne propose la série. Elle ne comprend pas cette situation et appelle son fournisseur Internet.

Grâce au bouquet TV de ma box, je dispose d'une centaine de chaînes, mais aucune ne diffuse *Game of Thrones* !

Mais est-ce une situation légale ? On trouve parfois les mêmes séries sur différentes chaînes.

Je dois donc payer un surcoût en plus de mon abonnement pour pouvoir regarder la nouvelle saison !



C'est normal Madame. Cette série est distribuée exclusivement sur une seule chaîne payante.

Oui, c'est un accord de distribution passé avec les producteurs de la série. Ils ont payé pour avoir les droits exclusifs de diffusion.

Oui, mais vous aurez également accès à votre série grâce à une application mobile. Sinon, je vous avouerais que l'un de nos concurrents propose votre série par défaut dans son bouquet.

1 Repérez les offreurs sur le marché de la VOD.

Les offreurs sont les fournisseurs d'accès à Internet qui proposent aujourd'hui des box avec accès à des bouquets de chaînes différenciés.

2 Examinez la situation concurrentielle sur ce marché.

Il s'agit d'un marché peu concurrentiel. La concurrence est réduite puisque Sonia n'a que deux possibilités pour pouvoir regarder sa série : soit elle paye un surplus pour avoir accès à la chaîne et conserve son opérateur Internet, soit elle résilie son abonnement actuel et passe chez le concurrent qui propose la série par défaut dans son bouquet TV.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Le marché des VOD en France

<http://tinyurl.com/zc93er2> 2'23



3 Expliquez d'une manière générale comment les offreurs peuvent échapper au libre jeu de la concurrence.

Certaines pratiques permettent de réduire la concurrence : l'innovation technologique avec une application smartphone pour se différencier de la concurrence ; des barrières à l'entrée comme des exclusivités peuvent être mises en place, etc.

1

Les moyens internes pour réduire l'intensité concurrentielle

A L'innovation

DOC 1 Les différents types d'innovation

L'innovation est une évolution significative d'un produit, d'un service, de méthodes organisationnelles ou d'un processus de fabrication qui apporte quelque chose de nouveau, d'encore inconnu ou qui utilise une technologie nouvelle issue de la recherche et du développement. Ce concept est très proche de celui de l'invention mais reste distinct : l'innovation est l'application concrète sur un marché d'une invention. L'innovation peut être le résultat d'une technologie nouvelle : on parle alors d'innovation technologique. Elle fournit aux consommateurs des produits et des services fondamentalement nouveaux comme les premières tablettes au début des années 2010. Elle peut

également être issue de nouvelles méthodes de communication, de conditionnement, de promotion ou de placement commercial comme une carte de fidélité, un nouveau design, un packaging différent, un logo original, etc. Il s'agit alors d'une innovation commerciale. Pour l'innovation de procédés, l'entreprise met au point de nouvelles méthodes de production ou de distribution comme le m-commerce (la vente sur application mobile). Pour l'innovation organisationnelle, on pense par exemple au self-service dans un restaurant ou dans un pressing.

© Foucher

1 Relevez les différentes familles d'innovation en complétant le schéma.



2 Complétez le tableau suivant en précisant le type d'innovation.

Situations	Type d'innovation		Justification
	Technologique	Commerciale	
Certains supermarchés comme Auchan proposent les « scannettes » à l'entrée du magasin, et le consommateur n'a plus qu'à régler au moment du passage en caisse. D'autres, comme Carrefour, proposent des caisses sans hôtesses de caisse où le consommateur scanne lui-même ses articles.	×		Ici, on propose aux clients un service plus performant permettant d'éviter les queues à la caisse. C'est une innovation qui fait gagner du temps grâce à des outils automatisés et qui contribue au retour du consommateur dans le magasin.
H&M prévoit pour les consommateurs qui ramènent leurs vêtements usés une offre de reprise sous forme d'un bon d'achat de 5 € valable à partir de 30 € d'achat.		×	Il s'agit d'une nouvelle méthode de promotion et de communication commerciales permettant de fidéliser les clients soucieux de l'éthique.
Jelly est un réseau social d'entraide né aux États-Unis début 2014. Fondé par le co-fondateur de Twitter, il permet aux utilisateurs d'exploiter le mode photo pour demander de l'aide auprès de leurs contacts (par exemple, pour trouver un restaurant).	×		Jelly offre au client un nouveau service issu d'une application mobile qui a demandé à ses créateurs la maîtrise d'une technologie nouvelle.

DOC 2 L'innovation technologique

L'impression 3D est une technique de prototype rapide récente. Issue du MIT (*Massachusetts Institute of Technology*), elle permet de produire un objet réel à partir d'un fichier CAO en le découpant en tranches puis en déposant ou solidifiant de la matière couche par couche pour obtenir la pièce terminée. Le principe est donc assez proche de celui d'une imprimante 2D classique : les buses utilisées, qui déposent de la colle, sont d'ailleurs identiques aux imprimantes de bureau. C'est l'empilement de ces couches qui crée un volume. D'ici une dizaine d'années, ce type de produit sera généralisé au sein des entreprises au même titre que nous disposons aujourd'hui d'une imprimante papier, ou dans les locaux où se trouveront les collaborateurs des entreprises. Dans le secteur médical de l'orthopédie, les ingénieurs pourront fabriquer à la demande et en quelques minutes,

des prothèses personnalisées. Dans le secteur du bâtiment, les particuliers pourront dessiner leur maison avec leur ordinateur, envoyer le document à une entreprise spécialisée qui, avec une imprimante 3D, pourra construire les murs, des éléments de cuisine, de salle de bains, du garage... et envoyer les éléments en kit vers l'acheteur.

www.up-magazine.info, 2015



ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Construction : une maison en 24 heures Chrono

<http://tinyurl.com/hktwntv>

1'13



3 Décrivez et précisez le type d'innovation proposée par le MIT.

Le MIT a créé la première imprimante 3D. Grâce à des couches superposées et des buses qui déposent de la colle, il est possible aujourd'hui de créer des volumes et d'obtenir une pièce en 3D. Il s'agit d'une innovation technologique qui a demandé beaucoup d'investissement en recherche et développement et l'implication des chercheurs et ingénieurs du MIT.

4 Expliquez l'impact de cette innovation sur les secteurs d'activité et sur la concurrence.

Les imprimantes 3D permettront de créer de nouveaux métiers dans tous les secteurs : le bâtiment, l'architecture, mais aussi, les meubles, les accessoires de modes, les bijoux... Cette innovation permettra aux entreprises de se différencier de la concurrence.

DOC 3 L'innovation commerciale

Les 21 et 22 mars 2014, le supermarché Intermarché de Provins a proposé des fruits et légumes non calibrés à ses clients, vendus 30 % moins chers que les autres. Pour accompagner l'opération, une campagne de communication dans la ville et le magasin a été réalisée par l'agence Marcel, qui donne un nom et crée un univers autour de l'opération : la réhabilitation des « fruits et légumes moches ». Comme l'écrit le site Piwee, des fruits et légumes accompagnés

de visuels ont été envoyés aux journalistes et blogueurs. [...] Peu d'argent a été dépensé (quelques milliers d'euros à peine pour l'achat d'espace), et la campagne s'est appuyée sur une justification écologique qui a touché la clientèle : des tonnes de fruits et légumes sont jetés chaque année parce qu'ils ne correspondent pas aux standards exigés par les distributeurs. Or, ils sont tout aussi bons que beaux. [...]

Jean-Laurent Cassely, www.slate.fr, 12/06/2014

5 Identifiez le type d'innovation proposée par Intermarché.

Intermarché propose une innovation commerciale permettant de réhabiliter les fruits et légumes non standardisés. Cette innovation passe par une campagne publicitaire elle-même novatrice : envoi de photos auprès des journalistes et des blogueurs.

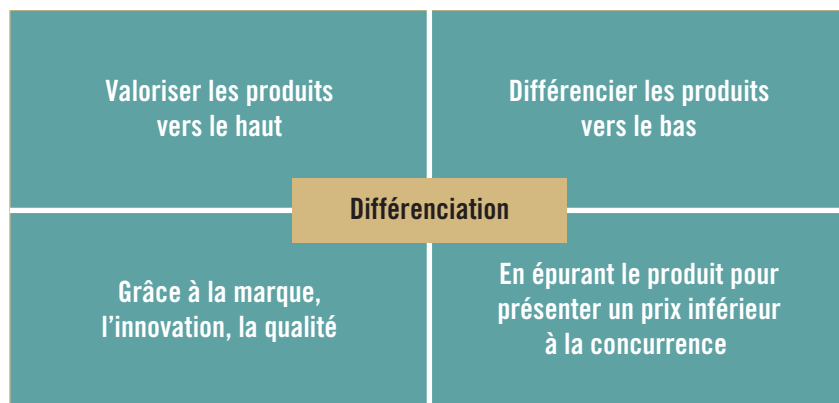
6 Expliquez l'intérêt de cette innovation pour l'entreprise par rapport à la concurrence.

Cette innovation va permettre à l'entreprise d'attirer de nouveaux clients donc d'augmenter les bénéfices du magasin. Elle permet donc de mieux faire face à la concurrence et de la réduire en proposant une offre différente et nouvelle.

B La différenciation

DOC 4 La stratégie de différenciation

La différenciation permet à l'entreprise de se distinguer de la concurrence en proposant une offre spécifique par des moyens autres que le prix. Cette stratégie consiste alors à proposer une offre difficilement comparable à celle des concurrents. Dans la mesure où les clients sont prêts à payer le prix, l'entreprise peut fixer son offre à un prix plus élevé que ses concurrents. Inversement, il se peut que le client ne soit attiré que par un prix bas. On distingue alors deux grands types de différenciation : par le haut et par le bas.



© Foucher

7 Expliquez pourquoi la différenciation permet à une entreprise de s'imposer face à la concurrence.

Grâce à une autre offre spécifique et unique, les entreprises pourront attirer de nouveaux clients et réduire la pression concurrentielle.

8 Citez et explicitez les deux types de différenciation.

Il existe une différenciation par le haut liée au secteur du haut de gamme avec une qualité supérieure et un prix plus élevé. Une différenciation par le bas passe par une épurant des caractéristiques du produit et un prix plus bas que la concurrence.

9 Complétez le tableau ci-dessous en précisant le type de différenciation.

Exemples	Type de différenciation		Justification
	Par le haut	Par le bas	
Face à la concurrence asiatique qui alimente le marché des téléviseurs toujours moins chers, la marque allemande Loewe propose des produits hi-tech (TV, home cinéma, chaîne hi-fi...) chers mais avec un design exceptionnel et des évolutions technologiques hors normes.	×		On propose aux clients un produit avec des qualités technologiques significatives et un design unique.
Banques et assurances (BforBank, Direct Assurance, Amaguiz), immobilier (Efficity, LowCost Immobilier), transports (Hop !, Ouigo, Transavia), maison (Mikit, Maisons Castor, Parquets Low-Cost), beauté (Body Minutes, Tchup), aucun secteur ne semble aujourd'hui échapper au phénomène <i>low cost</i> .		×	Tous ces exemples démontrent l'évolution du low cost en France qui constitue une différenciation par le bas. (Possibilité d'échange avec les élèves et le professeur sur chacun des exemples cités.)
Les opérateurs historiques de téléphonie mobile ont eux-mêmes créé des offres MVNO (Be&You, Sosh, Red).		×	Les opérateurs proposent une offre bon marché pour capter un maximum de clients en jouant essentiellement sur les tarifs.

2

Les moyens externes pour réduire l'intensité concurrentielle

A Les ententes

DOC 5 Les ententes anticoncurrentielles ou illicites

La Cour de cassation a confirmé la sanction de 41,1 millions d'euros que l'Autorité de la concurrence avait infligée à quatre compagnies pétrolières, dont l'entreprise française Total, en 2008. Il leur était reproché de s'être entendues entre elles afin de fixer un prix environ 30 % supérieur à celui du marché, pénalisant l'entreprise de transport aérien Air France. Une entente a lieu lorsque plusieurs entreprises ont des contacts dont la nature n'entre pas dans une relation commerciale normale mais vise au contraire à avantager l'ensemble des entreprises qui ont passé un accord entre elles au détriment d'un tiers. À savoir les consommateurs, l'État ou même une autre entreprise. Une des pratiques les plus courantes est celle de **l'entente sur les tarifs** : les entreprises passant un accord se communiquent les tarifs

qu'elles comptent appliquer, prix qui aurait été inférieur sans la concertation. Une autre forme possible est la **répartition des marchés** : telle entreprise décide de laisser gagner son concurrent sur un appel d'offres, en échange de quoi le concurrent aura le comportement inverse lors d'un prochain appel d'offres. L'entente entre Orange, SFR et Bouygues demeure à ce jour la plus célèbre en France, ayant débouché sur une amende de 534 millions d'euros pour les trois opérateurs téléphoniques.

© Octave Hoher, lefigaro.fr, 23/01/2015

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Consommation, triche sur les prix

<http://tinyurl.com/zbzgouv>

3'46



1 Surlignez et décrivez les différentes formes d'ententes anticoncurrentielles.

On peut observer deux formes d'ententes illicites : l'une axée sur les prix qui débouche sur une hausse des prix proposés par rapport à ce qu'ils auraient été si une réelle concurrence existait. La seconde sur la répartition des marchés : il s'agit d'échanges interentreprises. Un concurrent laisse sa place à une entreprise en sachant qu'au prochain appel d'offres, ce sera l'inverse.

2 Repérez les exemples d'ententes cités dans le document et montrez en quoi elles portent atteinte à la concurrence.

L'entente sur le pétrole permet de maintenir des prix plus élevés que dans un cadre concurrentiel au détriment d'Air France. L'entente des opérateurs mobiles a permis de maintenir des tarifs plus élevés qu'en situation de concurrence.

3 Concluez sur les effets d'une entente illicite sur le marché.

Les ententes ont pour but de fausser le jeu de la concurrence grâce à des accords non commerciaux entre entreprises. Le but est d'avantager l'ensemble des entreprises qui ont passé un accord au détriment du consommateur, de l'État ou d'une autre entreprise. Les ententes favorisent la hausse des prix et une moindre qualité.

DOC 6 Ententes licites ou illicites ?

Les ententes sont des accords interentreprises ayant pour effet de limiter la concurrence dans un secteur donné. Elles sont en principe illicites. Certaines ententes peuvent cependant être parfois licites quand elles ne portent pas atteinte à la concurrence et qu'elles profitent au progrès technique.

4 Surlignez les éléments permettant d'identifier une entente licite.

DOC 7 Les ententes licites

- BlackBerry s’allie à Samsung dans la sécurité des mobiles. L’offre est à destination des professionnels. Pour cela, la plateforme de gestion de flotte mobile de Blackberry, le BES12, sera associée au Knox (solution de sécurité pour les entreprises) de Samsung.
- L’application mobile de messagerie instantanée Snapchat a dévoilé son nouveau service de paiement électronique. La start-up américaine

s’est alliée à une autre entreprise qui a le vent en poupe, Square, pour concocter un moyen de paiement rapide, simple et ludique.

- Uber a officialisé son partenariat avec Spotify. En s’associant avec le site de streaming musical, Uber entend proposer aux usagers de son service de VTC de constituer leur propre playlist avant chaque trajet.

D’après Wassinia Zirar, www.usine-digitale.fr, 20/11/2014

5 Démontrez que les exemples cités correspondent à des ententes licites.

Les entreprises présentées s’associent pour créer une offre nouvelle favorisant la sécurité (BlackBerry), la rapidité et la simplicité d’un nouveau service (Snapchat), un meilleur service pour le consommateur (Uber). Ces pratiques ne portent pas atteinte à la concurrence et contribuent au progrès technique.

B La recherche d’une situation de position dominante

DOC 8 Les structures de marché

En économie, le monopole désigne la situation d’un marché dans lequel il y a de nombreux acheteurs et un seul vendeur qui, n’ayant pas à subir la concurrence d’autres producteurs, est libre de fixer ses prix. L’acheteur peut parfois avoir la possibilité d’acquérir un produit de substitution (ex. : l’avion ou la voiture face au monopole du transport ferroviaire). On parle de quasi-monopole lorsqu’un vendeur domine très largement le marché (ex. : Microsoft). L’oligopole désigne une forme de marché caractérisé par un petit nombre de vendeurs (ou offreurs) face à une multitude d’acheteurs (ou demandeurs). Lorsqu’il n’y a que deux vendeurs, on emploie le terme de duopole. La situation d’oligopole résulte

de la tendance à la concentration des producteurs. Dans un oligopole, les vendeurs peuvent se livrer à une concurrence féroce ou bien réaliser des ententes. En effet, disposant d’une position dominante, les entreprises en situation oligopolistique sont tentées de s’accorder sur les prix et sur les quantités offertes afin de se partager le marché et d’optimiser leurs profits. Enfin, n’oublions pas que dans le cadre de la concurrence pure et parfaite, les offreurs doivent être indépendants afin de minimiser les prix.

www.toupie.org



6 Complétez le tableau avec les trois principales structures de marché présentées dans le texte.

	Grand nombre d’offreurs	Petit nombre d’offreurs	Offreur unique
Grand nombre de demandeurs	Concurrence	Oligopole	Monopole

7 Identifiez les risques principaux pour les consommateurs en situation de marché monopolistique.

On retrouve alors un seul offreur qui peut déterminer librement les prix sur les marchés puisqu’il ne subit aucune concurrence. Le consommateur est alors dépendant du vendeur en termes de prix mais aussi d’offre de produits/services.

8 Repérez les conséquences d’un marché oligopolistique pour les clients.

Soit les vendeurs se livrent une concurrence forte car ils veulent capter un maximum de parts de marché, soit des ententes anticoncurrentielles se créent avec des accords sur les prix et sur la répartition du marché. En cas d’ententes, le manque de concurrence pèse sur les prix et la qualité pour les clients.

DOC 9 Monopole sur le marché de la loterie

Les paris sportifs ont fait un tabac pendant la Coupe du monde de football ! [...] La FDJ a réussi à imposer son Parions Sport face à l'armada des nouveaux sites de paris en ligne en profitant de son immense réseau de 33 400 points de vente. Rien de tel que de bénéficier du monopole des jeux dans 12 000 communes françaises. Dans le même temps, les spéculations sur un début de privatisation de l'entreprise repartent. « L'État détient 72 % des actions de l'entreprise [...] ». La privatisation

de la Française cache de nombreux pièges pour l'État », juge un connaisseur de l'entreprise. Cet attachement s'explique : la Française des Jeux est un très généreux contributeur aux finances publiques. Elle verse à l'État 100 millions d'euros par an de dividendes. Et, surtout, Bercy encaisse 25 % des mises des joueurs, soit 2,9 milliards par an. À elle seule, la Française des Jeux produit 1 % du budget français.

Claude Soula, *www.nouvelobs.com*, 17/09/2014

- 9** Repérez les critères justifiant d'une position dominante pour la FDJ. Malgré les sites de paris en ligne, la FDJ impose son monopole sur les jeux grâce à son réseau de distribution composé de buralistes et de cafés qui représente 33 400 points de vente physiques en plus de son site en ligne.
- 10** Justifiez l'intérêt d'un monopole dans ce domaine d'activité. La FDJ apporte des revenus importants et réguliers à l'État notamment grâce aux dividendes perçus et aux mises des joueurs. La FDJ rapporte 1 % au budget de l'État. Par ailleurs, le jeu est un domaine particulier qui peut justifier le contrôle de la puissance publique.

DOC 10 Oligopole sur le marché des consoles de salon

La PlayStation 4 confirme son statut de leader dans le marché mondial des consoles. Sony a dévoilé avoir distribué 3 millions de consoles entre avril et juin. Un chiffre imposant lorsqu'on le compare à celui de ses concurrents, pour la même période : 1,4 million de Xbox One et Xbox 360 additionnés [de Microsoft], 1 million de Nintendo 3DS et 470 000 Wii U. La distribution mondiale de PlayStation 4 a été durant ce trimestre supérieure à celle de l'ensemble des autres consoles majeures du marché (2,87 millions). Sony n'a pas touché au tarif de la PlayStation 4 (399 euros) depuis sa sortie. Les consoles Xbox (One et 360) ont rapporté un milliard de dollars en trois mois, soit 10 % de

plus que l'année précédente. Les ventes ont connu un coup de fouet grâce à une baisse des prix : aux États-Unis, la Xbox One est passée à 350 dollars, soit 150 de moins qu'à sa sortie. [...] Nintendo a su relancer l'intérêt pour sa vieillissante portable 3DS avec le lancement d'un nouveau modèle.

Chloé Woitier, *www.lefigaro.fr*, 30/07/2015

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Quel est l'avenir des consoles de jeux ?



<http://tinyurl.com/jh4vvon> 3'57

- 11** Surlignez dans le doc 10 les acteurs du marché des consoles de salon pour caractériser ce marché. C'est un marché oligopolistique.
- 12** Complétez le tableau pour indiquer les effets positifs et négatifs de cette structure de marché.

Effets négatifs	Effets positifs
En matière de prix : le prix de la console leader s'est maintenu à hauteur de 399 € depuis sa sortie.	En matière de prix : le prix de la console de la concurrente directe (la Xbox One) a baissé. En matière de qualité : Nintendo a été obligé d'innover et de présenter une nouvelle console.

- 13** Concluez en appréciant les effets de la recherche d'une position dominante sur l'intensité concurrentielle.
Une position dominante obtenue par un monopole ou un oligopole permet de réduire l'intensité concurrentielle avec des risques de hausse de prix et de moindre qualité.

Différenciation : ensemble des moyens mis en œuvre par une entreprise afin de rendre rare, voire unique, son offre.

Innovation : mise en place d'une nouveauté technologique, commerciale ou organisationnelle : produit, service, processus de production, méthodes organisationnelles.

Monopole : marché sur lequel un seul offreur propose un produit donné.

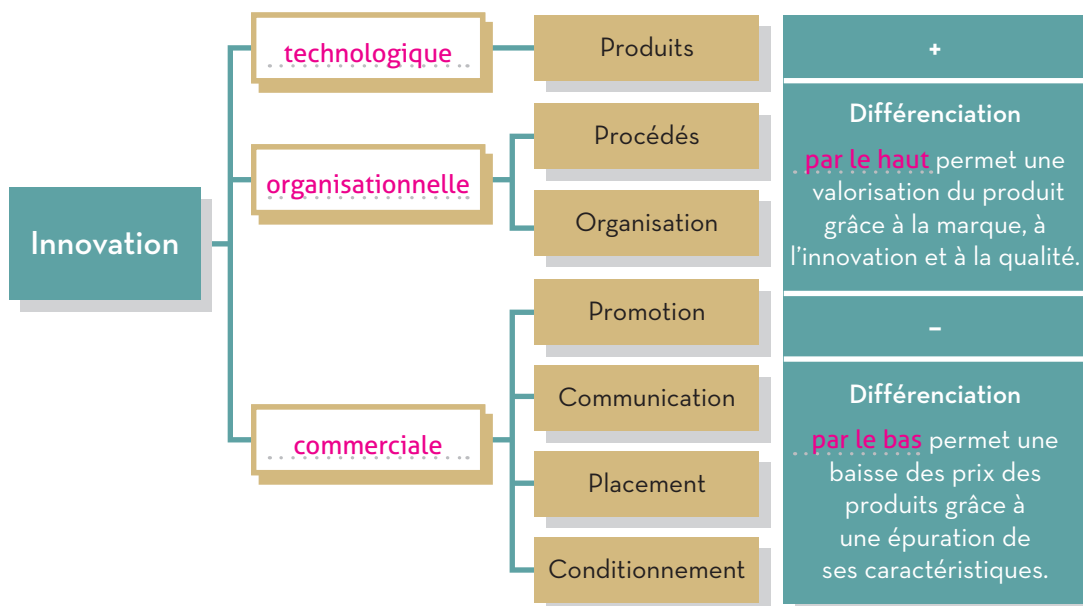
Oligopole : situation de marché dans laquelle il existe quelques offreurs pour un produit donné.

1

Les moyens internes pour réduire l'intensité concurrentielle

Le prix est déterminé en fonction de la loi de l'offre et de la demande.

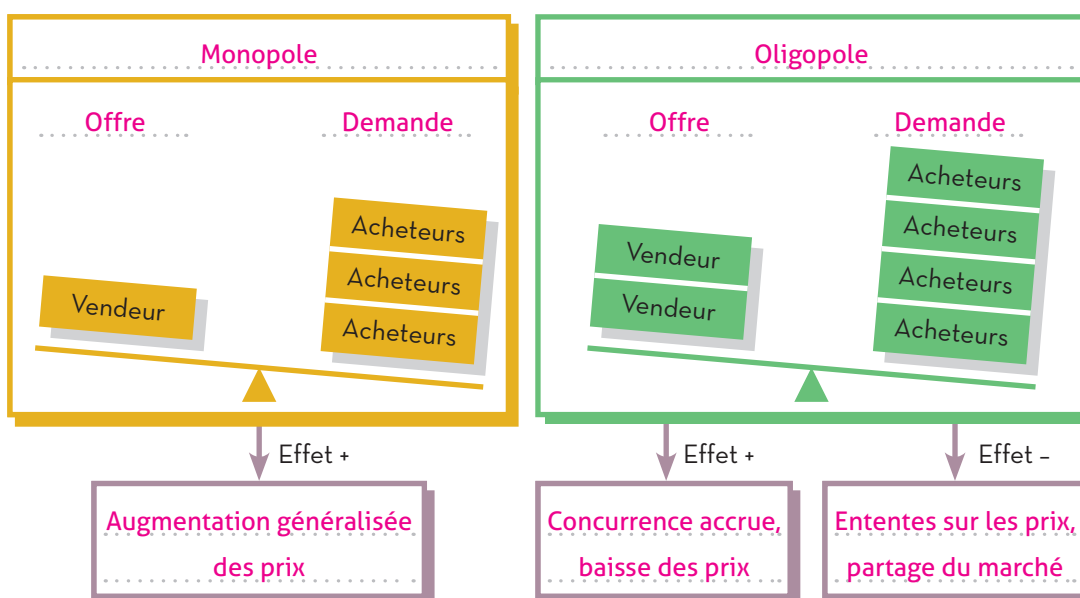
Mais les offreurs peuvent mobiliser différents moyens en interne pour réduire l'intensité concurrentielle d'un marché.



2

Les moyens externes pour réduire l'intensité concurrentielle

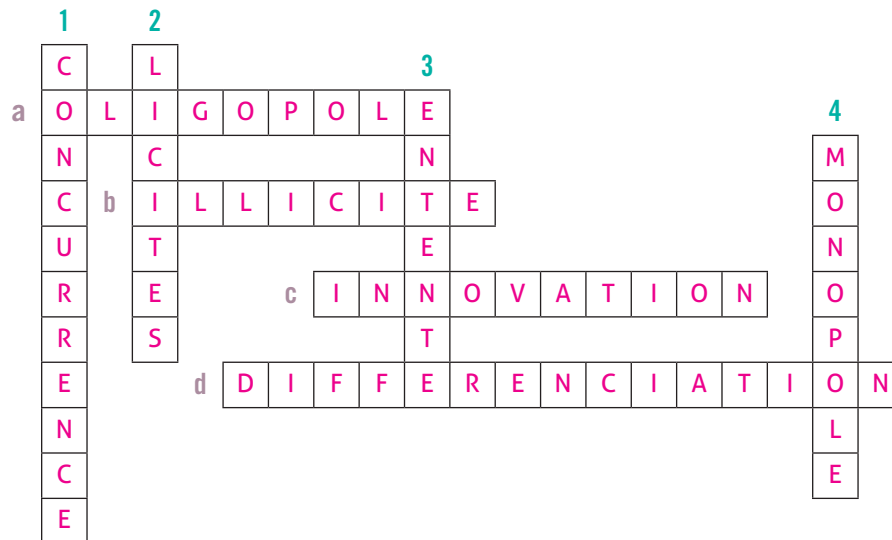
Les offreurs peuvent aussi mettre en place des actions parfois concertées dans le but d'asseoir une situation de position dominante sur le marché et ainsi réduire l'intensité concurrentielle.



TESTEZ-VOUS!

Quels sont les moyens de réduire l'intensité concurrentielle ? 12

1 Complétez la grille.



VERTICALEMENT

- 1 Compétition entre plusieurs entreprises afin d'obtenir la plus grande part de marché.
- 2 Qui respectent la loi.
- 3 Action consistant à se répartir un marché entre concurrents.
- 4 Se dit d'un marché composé d'un seul offreur pour un produit donné.

HORIZONTALEMENT

- a Se dit d'un marché composé de quelques offreurs pour un produit donné.
- b Qui est interdit par la loi.
- c Introduction d'une nouveauté pour un produit donné, un service, un procédé...
- d Permet de se distinguer de la concurrence.

2 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
L'innovation technologique est exclusivement liée aux produits.		×
La différenciation par le haut permet de rendre unique ou rare un produit et un service grâce à une innovation ou une montée en gamme.	×	
La différenciation par le bas permet de rendre inimitable un produit ou un service grâce au haut de gamme.		×
Les ententes peuvent être licites ou illicites.	×	
Une entente licite est sanctionnée par la loi.		×
Un monopole peut se définir comme un marché composé de quelques offreurs pour un produit ou un service donné.		×
L'oligopole présente toujours des inconvénients pour le consommateur final.		×

ENTRAÎNEZ-VOUS!



« C'est probablement la fin programmée du monopole des taxis... »

Éclairage avec Philippe Guibert, avocat associé au cabinet De Pardieu Brocas Maffei sur les causes de ce conflit.

Lefigaro.fr – Quelle est la source du conflit entre les taxis et les véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC) ?

Philippe Guibert – Les taxis ont une activité très réglementée. Pour exercer la profession, il faut remplir trois conditions. Le chauffeur doit obtenir une carte professionnelle, valable pour un département, et délivrée après un examen. Il faut ensuite acquérir une licence attribuée par le ministre de l'Intérieur. Comme il y a un *numerus clausus*, celle-ci peut être très chère. À Paris et sur la Côte d'Azur par exemple, son prix atteint 200 000 euros. Enfin, le chauffeur de taxi applique des tarifs réglementés fixés chaque année par arrêté préfectoral. À l'opposé, les VTC ne doivent obtenir qu'une carte de chauffeur et disposer d'une voiture confortable. Leurs tarifs sont libres. Ils n'ont qu'une seule contrainte : ne pas faire de maraude, c'est-à-dire rouler dans les rues à la recherche de clients. Ils ne travaillent normalement que sur réservation. Mais certains VTC font de la maraude, et exercent donc une activité de taxi sans en avoir les contraintes. Le décret voulait remédier à ce problème.

Lefigaro.fr – Quelles mesures sont nécessaires pour résoudre le conflit ?

Philippe Guibert – Le gouvernement va devoir trancher. C'est probablement la fin programmée d'un monopole des taxis et donc un cadre réglementaire que le gouvernement va devoir revoir : les conditions d'accès à la profession, le *numerus clausus*, la fixation de leurs tarifs... Bien sûr la profession va s'y opposer, mais avec l'arrivée des VTC sur le marché c'est inexorable. Un compromis devra être trouvé avec tous les opérateurs. Dix mille véhicules supplémentaires vont mécaniquement faire baisser les prix de la licence. L'une des solutions, c'est alors de desserrer le carcan juridique des taxis. C'est ce que dit l'avis du Conseil de la concurrence du 16 décembre qui plaide pour la libéralisation sans être pour autant hostile aux taxis puisqu'il met en avant leurs contraintes. Avant de prendre une décision, le gouvernement aurait dû se poser une question toute simple : quels sont les besoins ? Il y a aujourd'hui à Paris moins de taxis qu'en 1930 (20 400 contre 21 000) alors que la population a quadruplé. Or on ne peut pas ouvrir le marché et continuer à imposer une telle réglementation aux taxis.

© Anne-Hélène Pommier, *lefigaro.fr*, 10/02/2014

LE DÉCLIC



Avant toute lecture, il faut lire à plusieurs reprises les questions et les mémoriser, comprendre prioritairement le sens des verbes d'action et surligner dans le document les éléments importants permettant d'apporter des premiers éléments de réponse.

- 1 Repérez les critères justifiant d'une position dominante pour les taxis.
- 2 Caractérisez la situation concurrentielle actuelle sur le marché des taxis.
- 3 Expliquez en quoi cette situation présente un risque pour les taxis.

Corrigé – Entraînez-vous !

« C'est probablement la fin programmée du monopole des taxis... »

Repérez les critères justifiant d'une position dominante pour les taxis.

Les taxis ont, jusqu'à présent, une activité très réglementée. Trois conditions sont nécessaires pour exercer ce métier : le chauffeur doit obtenir une carte professionnelle, valable pour un département et délivrée après un examen. Il faut ensuite acquérir une licence attribuée par le ministre de l'Intérieur avec *numerus clausus*. Enfin le chauffeur de taxi applique des tarifs réglementés, fixés chaque année par arrêté préfectoral. Donc seuls quelques individus peuvent exercer cette profession en fonction de critères très précis.

Caractérisez la situation concurrentielle actuelle sur le marché des taxis.

Avec l'arrivée des VTC, d'Uber et de BlaBlaCar, une concurrence importante s'est organisée ou est en train de s'organiser sur ce marché. Le nombre de demandeurs a augmenté considérablement ces dernières années : la population a quadruplé depuis 1930 alors que le nombre d'offreurs a baissé sur la même période passant de 21 000 à 20 400.

Expliquez en quoi cette situation présente un risque pour les taxis.

Le nombre d'offreurs augmente : on compte jusqu'à 10 000 véhicules supplémentaires. Mécaniquement, cela va faire baisser les prix, d'autant plus que les VTC ne doivent pas remplir autant de critères professionnels pour exercer la profession de chauffeur. Le cadre réglementaire qui prévalait jusque-là pour les chauffeurs de taxis va probablement être modifié, comme l'atteste l'avis du Conseil de la concurrence du 16 décembre.

12

Quels sont les moyens de réduire l'intensité concurrentielle ?

Synthèse rédigée

1 Les moyens internes pour réduire l'intensité concurrentielle

A L'innovation

L'innovation est l'application concrète et commerciale sur un marché d'une invention. Toute invention ne se matérialise pas forcément par une innovation. Kodak a inventé en 1974 l'appareil photo numérique dans ses laboratoires sans l'exploiter commercialement.

Il existe différents types d'innovations :

- **technologiques** : il s'agit alors d'un produit nouveau ou d'un produit déjà existant mais incorporant une nouveauté (ex. : les tablettes tactiles avec écran de type 7 pouces par rapport aux tablettes 10 pouces ; la miniaturisation qui constitue une nouveauté et permet au producteur de créer une nouvelle gamme de produits) ;
- **commerciales** : il s'agit alors de nouvelles techniques et/ou méthodes de fabrication et/ou de commercialisation des produits (ex. : la mise en place d'un nouveau packaging écologique à base de matériaux recyclables ou le développement d'un nouveau réseau de distribution de type m-commerce) ;
- **organisationnelles** : il s'agit alors d'une nouvelle organisation du travail favorisant l'efficacité, voire l'efficience, afin d'améliorer les gains de productivité et la réduction des coûts (ex. : l'organisation scientifique du travail de type tayloriste ou fordiste).

L'innovation permet d'obtenir un monopole temporaire à court ou moyen terme grâce à la détention de brevets qui lui confèrent alors une protection. L'entreprise peut profiter de rentes de monopole ou d'innovation. L'innovation permet de réduire l'intensité concurrentielle : l'entreprise fait mieux face à la concurrence en proposant une offre différente et nouvelle.

B La différenciation

La différenciation se définit comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par une entreprise pour s'approcher d'une situation de monopole en rendant ses produits différents de ceux offerts par ses concurrents directs (qualité, image de marque, apparence...). Ces différences peuvent être de deux ordres :

- **Différenciation par le haut** : les consommateurs sont prêts à payer plus cher pour un bien ou un service parce que la qualité du produit est jugée meilleure (c'est le cas par exemple des médicaments des grands laboratoires par rapport aux génériques), la réputation de la marque est importante, le design est unique, la livraison est rapide et à domicile, etc.
- **Différenciation par le bas** : les consommateurs veulent inversement payer moins cher. Aussi, les vendeurs vont proposer un produit ou un service épuré afin de diminuer les coûts de revient et donc le prix. C'est le cas du marché du *low-cost*. Chez EasyJet, de nombreux services que l'on retrouve chez les concurrents directs sont en options. D'où une baisse du prix du billet d'avion.

Grâce à une offre spécifique, les entreprises pourront réduire l'intensité concurrentielle.

2 Les moyens externes pour réduire l'intensité concurrentielle

A Les ententes

On distingue deux types d'ententes :

- Les **ententes licites** issues des stratégies de concentration des entreprises : elles permettent aux producteurs de se regrouper sous forme d'alliance, afin de coopérer pour présenter de nouvelles innovations ou de réduire les coûts de production. Ce type d'entente profite aux consommateurs.
- Les **ententes illicites**, appelées également cartels, faussent le jeu de la libre concurrence en décidant des prix de vente ainsi que des marges bénéficiaires plus élevées et des répartitions des parts de marché (donc des quantités offertes). C'est le cas par exemple des opérateurs de téléphonie mobile dans les années 2000, avec la fixation abusive des prix des SMS.

Les ententes permettent de réduire l'intensité du jeu concurrentiel.

B La recherche d'une situation de position dominante

Le nombre d'offreurs permet de déterminer deux structures en concurrence imparfaite :

- **Le monopole** : il s'agit d'une structure de marché dans laquelle il n'y a qu'un seul offreur face à une multitude d'acheteurs. Le monopole peut être public (ex. : la SNCF qui a un monopole sur l'exploitation des chemins de fer français ou EDF sur le marché de l'électricité) ou privé.
- **L'oligopole** : il s'agit d'une situation de marché caractérisée par un petit nombre d'offreurs face à un grand nombre de demandeurs.

Sur les marchés imparfaitement concurrentiels, des entreprises sont en situation de position dominante. Les prix sont généralement plus élevés que le prix en situation de concurrence pure et parfaite : les entreprises, plus particulièrement si elles sont en situation de monopole, peuvent fixer librement le prix qu'elles veulent. C'est le cas de Microsoft avec son système d'exploitation Windows pour PC.

Par ailleurs, dans des situations imparfaitement concurrentielles, les offreurs sont moins incités à innover, l'effort d'innovation est moindre. Dans le cas d'un monopole, l'entreprise n'a aucun intérêt à engager des dépenses de recherche et développement pour améliorer ses produits, puisqu'elle n'a pas de concurrent qui pourrait faire mieux.

Néanmoins, dans le cas de l'oligopole, même si l'on constate le développement de cartels et d'ententes illicites, sur certains marchés c'est l'effet inverse. Une véritable guerre des prix est menée entre les entreprises afin de capter la plus grande part de marché et de profit. La situation devient profitable aux consommateurs comme c'est le cas sur le marché de la téléphonie mobile et d'Internet avec l'arrivée d'un nouveau concurrent : Free.

À l'aide de vos connaissances et des ressources documentaires 1 à 6, vous analyserez la situation concurrentielle du marché des transports en répondant aux questions suivantes.

- 1 Identifiez les conditions nécessaires à l'existence de la concurrence sur un marché.
- 2 Montrez les avantages attendus de la concurrence sur le marché des transports.
- 3 Étudiez les difficultés, pour ses différents acteurs, de l'ouverture à la concurrence du marché des transports.
- 4 Exposez les actions que peut mettre en place une entreprise pour faire face à la concurrence.

Document 1

Interview de Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence

• Vous présidez le Conseil puis l'Autorité de la concurrence depuis 2004. La culture de la concurrence a-t-elle progressé en France ces dix dernières années ?

« Oui, c'est très clair. Un sondage que nous avons réalisé en novembre 2011 montre que 82 % des Français ont une vision positive de la concurrence. Pas seulement à cause de la baisse des prix ou de la diversité du choix qui en découle, mais surtout parce que la concurrence est un gage de compétitivité des entreprises [...]. La concurrence et les ruptures technologiques rendent du pouvoir aux consommateurs. Mais en même temps, les Français restent inquiets, en tant que citoyens ou salariés, de ses effets à court terme sur le tissu économique : nous sommes pétris de contradictions... ».

• Les politiques ne sont-ils pas eux aussi dans une contradiction forte vis-à-vis de la concurrence ?

« [...] La concurrence n'est [...] ni de droite, ni de gauche : elle ne peut se réclamer d'aucun camp. Son mérite est d'inviter les entreprises à se dépasser, à faire mieux et à redistribuer les gains d'efficacité ainsi réalisés non seulement aux actionnaires — c'est le ressort du capitalisme — ou aux salariés — qui doivent avoir leur juste part — mais aussi aux

consommateurs [...]. La résistance du politique vis-à-vis de la concurrence vient de la difficulté à passer d'un équilibre à un autre. L'équilibre ancien, celui dont on part, est souvent imparfait, mais l'on sait ce que l'on a. L'équilibre d'arrivée, où mène la concurrence qui est toujours un pari, une promesse pour l'avenir, est meilleur : de nouvelles activités vont être créées, d'autres marchés vont émerger. Mais [...] les transitions sont coûteuses, parfois douloureuses [...]. Et puis, n'oublions pas que, comme toute rivalité, la concurrence fait des perdants et des gagnants : les premiers sont souvent très vocaux, influents, mobilisés ; les seconds — vous et moi en tant que consommateurs — sont ouverts au changement mais pas prêts à descendre dans la rue pour le défendre. »

• Quels sont les secteurs où la concurrence reste imparfaite ?

« La concurrence fonctionne bien quand elle est couplée à l'innovation. La création de nouveaux services entraîne naturellement l'arrivée de nouveaux acteurs. Et crée une nouvelle demande qui ne s'exprimait pas avant, on l'a très bien vu dans l'aérien avec le développement du *low cost*. Ce pourrait être la même chose avec le transport par autocar qui dispose d'un fort potentiel [...]. » [...]

David Barroux, Marie Bellan, Dominique Seux,
www.lesechos.fr, 09/03/2014

Document 2

La concurrence taxis/VTC : pistes pour sortir du conflit

Des milliers de chauffeurs de taxi ont manifesté ce mardi partout en France pour protester contre la concurrence jugée déloyale des VTC (voitures de transport avec chauffeur) [...].

• Quels sont les points de crispation des chauffeurs de taxi ?

« Depuis l'arrivée des VTC, je perds entre 40 à 50 % de mon chiffre d'affaires par jour par rapport à ce que je faisais avant », explique Jean-Marie Rebours, membre de la Fédération nationale des artisans du taxi. Ces derniers dénoncent les pratiques illicites des VTC (géolocalisation avant la réservation [...]). Par ailleurs, les chauffeurs de taxi achètent parfois leur licence plus de 200 000 euros [...], alors que les VTC s'acquittent seulement en préfecture d'une attestation (environ 100 euros).

• La manifestation de ce mardi peut-elle déboucher sur une solution ?

Pour Yves Crozet, spécialiste de l'économie des transports, la manifestation des taxis sonne comme un baroud d'honneur : « Le processus de remise en cause des taxis ne fera l'objet d'aucun retour en arrière. Le taxi est devenu le service de luxe dans notre pays et l'on n'en trouve pas assez. Les VTC sont venus répondre à la demande des clients. Et de tout temps, les progrès technologiques ont fait des victimes », explique-t-il [...].

• Les taxis doivent-ils changer leur manière de travailler ?

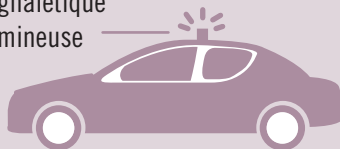
C'est inévitable selon Yves Crozet : « Ils doivent baisser leurs prix. Et en échange, les municipalités doivent leur ouvrir plus de voies réservées où les clients puissent les attendre. »

• Un rapprochement du statut des taxis et des VTC serait-il une bonne solution ?

« Oui, il faut revoir le cadre légal des VTC et des taxis pour faire en sorte qu'ils soient homogènes. En octroyant aux taxis une licence gratuite et non transférable » [...]. « Il n'y a pas de raison qu'il y ait deux professions distinctes qui exercent pourtant le même type d'activité. »

Taxi

Signalétique lumineuse



15,20

Tarifs **non forfaitaires** et réglementés (prise en charge + tarif kilométrage ou horaire).

Peuvent prendre des **passagers sans réservation** dans la rue, **stationner sur la voie publique** et emprunter les **voies réservées aux taxis**

G7, Taxis bleus...

VTC

Pas de signalétique lumineuse



Facture **forfaitaire** quelle que soit la circulation ou tarif/km (tarifs environ 20 % plus élevés qu'un taxi hélé dans la rue).



Réservation obligatoire



Pas le droit de **prendre des passagers dans la rue** n'ayant pas réservé.

Uber, chauffeur privé...

Covoiturage



N'importe quel automobiliste disposant de son **propre véhicule**. Critères de sélection par les éditeurs d'application. **Tarif** : participation aux frais uniquement.



Réservation obligatoire



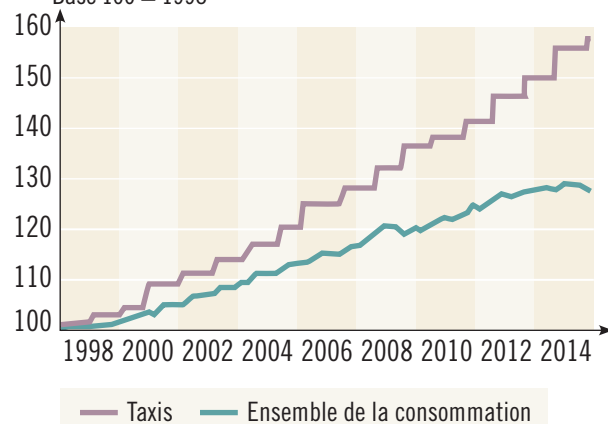
Pas le droit de **prendre des passagers dans la rue**. Plébiscités surtout pour des trajets réguliers ou longs.

UberPOP, BlaBlaCar...

Document 3

Uber : innovation ou concurrence déloyale ?**Indice des prix à la consommation en France métropolitaine**

Base 100 = 1998



La bataille des modernes contre les anciens ? Ces derniers mois, nombre de pays, au rang desquels la France, la Corée du Sud, l'Allemagne, l'Espagne et l'Inde, ont engagé un bras de fer avec Uber, qui propose un service de transport de personnes par des chauffeurs amateurs [...]. Depuis son arrivée en France, Uber se pose [...] en défenseur de l'innovation. L'entrée de la société sur le marché bouscule une corporation des taxis qu'elle considère comme inadaptée et injustement protégée par la

réglementation. Des arguments qui portent, au vu de la progression des tarifs des taxis, plus rapide que l'inflation, et de la faible évolution du nombre de licences ces dernières années, au détriment de la disponibilité du service pour les usagers [...]. Certes, mais le modèle économique et social proposé par Uber pose de sérieux problèmes. Tout d'abord, pour fluidifier son trafic, la société module ses tarifs en fonction de l'offre et de la demande. Lors du passage à la nouvelle année 2015, les tarifs avaient ainsi atteint des sommets. « À certains moments, il est plus difficile de trouver un taxi, mais le prix est toujours le même », relève Éric Vidalenc [...]. [Par ailleurs], à l'instar des autres plates-formes Internet comme Facebook, Google ou Airbnb, Uber use d'un mécanisme d'optimisation fiscale appelé « sandwich hollandais », dans lequel les paiements transitent par les Pays-Bas, puis par divers paradis fiscaux, et se soustrait ainsi largement à l'impôt. C'est de fait [...] en contournant les règles sociales et fiscales, en ne payant pas de licences et en proposant des services qui échappent à toute réglementation, qu'Uber s'octroie une bonne part de son avantage compétitif sur les taxis [...]. « Pour savoir si Uber gagne des parts de marché grâce à une technologie innovante, il faudrait déjà lui imposer des conditions de concurrence équitables », pointe ainsi Guillaume Allègre. On en est loin.

Romain Renier, Alternatives économiques, n° 345, avril 2015

Document 4

Fret ferroviaire : Combiwest dénonce les entraves mises par la SNCF

La SNCF semble décidément avoir du mal à se faire à la concurrence. [...] L'entreprise bretonne de fret ferroviaire Combiwest dénonce, à mots couverts, les bâtons dans les roues que lui mettrait SNCF Réseau. Exploitante de deux lignes quotidiennes entre Rennes-Lyon-Marseille et Le Mans-Lyon, la société vient de déposer son bilan auprès du tribunal de commerce de Brest, lequel lui a accordé une période de redressement judiciaire de six mois.

« Notre activité est régulièrement gênée et ralentie », affirme aux *Échos* Jean-François Jacob, le président de Combiwest. [...] Et de citer des exemples, comme « à Rennes, où ces travaux en gare en 2015 ont perturbé nos convois pendant deux mois, ou encore à Morlaix, où pas un seul train ne circule depuis plus de deux ans alors que nous payons nos loyers ». [...]

Stanislas du Guerny, *www.lesechos.fr*, 28/01/2016

Document 5

Voyages-sncf.com (VSC) et la concurrence des comparateurs

Depuis la libéralisation du marché des autocars, l'été dernier, la SNCF fait face à une double concurrence. Sur le terrain tout d'abord, où l'entreprise publique doit lutter contre les nouveaux opérateurs comme Isilines ou Flixbus pour conserver ses clients. Mais la bataille se joue également sur Internet, au moment de l'achat des billets [...]. Avec l'essor de l'autocar, le site a vu apparaître de nouveaux concurrents : des sites spécialisés dans la vente de ce type de billets [...], mais aussi des comparateurs [...] comme le français Kelbillet ou l'allemand GoEuro [...].

Ces comparateurs, qui fournissent un service très apprécié des clients, ont forcé VSC à réagir, et à

faire évoluer son modèle [...]. Depuis quelques semaines, VSC présente donc sur une même page les offres TGV, Intercités, Ouigo, mais aussi Ouibus, l'offre par autocar du groupe [...]. La transformation en comparateur est toutefois incomplète. Car le site ne compare aux trains que les bus du groupe SNCF ; les horaires de ceux de ses concurrents, comme Isilines, Flixbus ou Starshipper, n'apparaissent pas. Cette différence de traitement « est un scandale », dénonce Jean-Marc Janaillac, le PDG de Transdev, la maison mère d'Isilines, qui demande à VSC de rectifier le tir et dit « préparer un dossier pour l'Autorité de la concurrence » [...]. Par ailleurs, VSC ne référence pas les offres de covoiturage, et ne semble pas près de le faire [...].

Lionel Steinmann, www.lesechos.fr, 28/01/2016

Document 6

Voyages en bus : on a testé pour vous Ouibus

Ouibus, anciennement IDBus, c'est du rose, du bleu et Ouibus inscrit en gros sur l'autocar. Un design jeune, frais et dynamique qui cherche à attirer un maximum de nouveaux passagers sur le marché du *low cost*. Mais attention ! *Low cost* oui, mais de qualité [...] : des prises électriques tous les deux sièges, des petites tablettes, des repose-pieds et 75 cm d'espacement minimum entre les sièges. Des sièges plutôt confortables d'ailleurs. « On est sur un niveau d'assise comparable à celui d'un long-courrier », explique Guillaume Pepy, PDG de la SNCF. Interdiction de manger, mais des toilettes sont disponibles à bord (ça peut être utile pour un Paris-Londres). Et le graal du voyageur 2.0 : un réseau Wifi de haute qualité. Des écrans sont également intégrés mais ils ne sont pas individuels. Ils sont équipés d'un système d'information voyageur : ces derniers peuvent suivre leur parcours en direct, voir le trafic, les retards et les bouchons éventuels. Petit plus : les trajets sont aussi retransmis sur Internet. Si un ami doit venir vous chercher à la gare ou si votre maman, inquiète, souhaite tout savoir sur votre trajet, il lui suffit de se connecter.

Cindy Neves, www.easyvoyage.com, 04/09/2015

Thème 5 Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?

Identifiez les conditions nécessaires à l'existence de la concurrence sur un marché.

La concurrence sur un marché n'est envisageable qu'en respectant différentes conditions. Parmi celles-ci, Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, insiste sur la **nécessité de coupler la concurrence avec la possibilité d'innover** (doc. 1). Il évoque d'ailleurs, dans cet article, le fort potentiel du transport par autocar de ce point de vue. Dans le cas de Ouibus (doc. 6), la libéralisation du marché des autocars incite cette entreprise à innover et à offrir à ses clients la meilleure qualité de service possible : prise électrique, tablettes, repose-pieds, espace entre les sièges, toilettes à bord, réseau Wi-Fi et système d'information en direct pour les voyageurs et leurs proches par exemple.

Une autre condition nécessaire à la concurrence sur un marché est l'existence d'une **information relativement fiable et complète**. Cela offre la possibilité au consommateur de comparer les offres et de choisir librement celle qui lui conviendra le mieux. Dans le cas de voyages-sncf.com (doc. 5), ce mécanisme ne débouche pas sur l'effet attendu. En effet, la sélection opérée par le comparateur de prix est partielle et devient un obstacle à la concurrence sur le marché, en ne faisant pas figurer les horaires des principaux concurrents par exemple, ou en ne faisant pas référence aux offres de covoiturage. Le comparateur de prix proposé par la SNCF reste donc incomplet et n'apporte pas l'information suffisante au consommateur, on constate que cela limite la concurrence sur le marché.

Par ailleurs, la concurrence n'est envisageable sur un marché que **si ses différents acteurs ne mettent pas en œuvre des stratégies anticoncurrentielles**. Dans l'exemple précédent (doc. 5), le comportement de la SNCF est une entrave à la concurrence, de même que les abus dénoncés par l'entreprise Combiwest (doc. 4) qui éprouve bien des difficultés à exploiter les lignes qu'elle loue auprès de la SNCF. Parfois, c'est un cadre légal insuffisamment précis qui va permettre à certains acteurs d'entrer sur le marché dans des conditions plus favorables que les autres entreprises de ce marché, comme dans le cas des VTC dont les taxis dénoncent les pratiques illicites (doc. 2).

Enfin, une condition importante dans l'existence de la concurrence réside dans la **possibilité ou non d'entrer sur un marché**. C'est l'argument présenté par les VTC à l'encontre des taxis (doc. 3) dont ils dénoncent la protection excessive par la réglementation.

Il est aussi possible ici de faire référence au cas de l'entreprise Combiwest (doc. 4) pour illustrer les difficultés, pour une nouvelle entreprise, d'entrer sur le marché des transports ferroviaires avec des conditions de concurrence équitables.

En résumé, il existe de nombreuses conditions à l'existence d'une concurrence sur un marché mais les principales sont :

- la possibilité d'innover sur ce marché ;
- la circulation d'une information fiable et complète (transparence de l'information) ;
- la possibilité d'entrer librement sur le marché (absence de comportements anticoncurrentiels et/ou d'entraves réglementaires ; libre entrée sur le marché) ;
- l'atomicité de l'offre.

Montrez les avantages attendus de la concurrence sur le marché des transports.

Selon Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, 82 % des Français ont une vision positive de la concurrence (doc. 1). Il existe de nombreuses justifications à cette confiance en la concurrence.

Tout d'abord, la concurrence est un processus économique qui débouche en général sur une **baisse du niveau des prix**. C'est l'argument présenté par Bruno Lasserre, mais également repris par les défenseurs des VTC et les utilisateurs du service Uber, pour qui les tarifs des taxis traditionnels sont trop élevés. Le même effet est d'ailleurs attendu dans le cadre de la libéralisation des transports par autocar pour des transports sur longue distance. Il est espéré, en effet, que les tarifs des transports par autocar puissent constituer une alternative moins onéreuse au transport en train ou en avion.

Pour continuer, la concurrence **augmente l'offre à disposition des consommateurs** (doc. 1). C'est le cas, par exemple, des voyages en bus qui permettent aux consommateurs de réaliser des trajets dans des conditions différentes du train (présence du Wi-Fi par exemple) et à des tarifs différents. Souvent, cette augmentation de l'offre répond à la demande des clients comme l'explique Yves Crozet (doc. 2) au sujet du développement des VTC. Pour lui, les VTC apportent une réponse à la difficulté croissante de trouver un taxi libre à certaines heures de la journée. Parfois, cette augmentation de l'offre se traduit même par la création de nouvelles activités, comme dans le cas des comparateurs de tarifs pour les voyages (doc. 5) mais également pour les assurances, les banques, etc.

Finalement, la concurrence peut **donner plus de pouvoir au consommateur** (doc. 1). Dans le cas d'Uber, la possibilité pour des utilisateurs d'évaluer un chauffeur en est un exemple concret. D'une autre manière, on peut aussi considérer que la baisse des prix est une forme de redistribution des gains d'efficacité de l'économie vers les consommateurs, alors que ces gains sont traditionnellement orientés vers les actionnaires et les salariés. Enfin, la concurrence présente l'avantage d'**inciter les entreprises à être les plus compétitives possibles et à innover**. En l'absence de concurrence, il paraît accessoire pour une entreprise de réaliser des efforts afin de gagner en compétitivité. C'est d'ailleurs ce que précise Yves Crozet (doc. 2) au sujet des taxis qui doivent désormais changer leur manière de travailler pour faire face à la concurrence des VTC. Sur le marché des transports, on constate que l'augmentation de la concurrence est souvent liée à l'exploitation d'innovations technologiques par des entreprises qui entrent sur le secteur. C'est le cas d'Uber, par exemple, avec son application qui permet de localiser et de réserver très facilement un VTC. Uber introduit aussi la possibilité d'évaluer le chauffeur et de diffuser cette information à l'ensemble des utilisateurs, ce qui peut avoir un effet important sur la qualité de la prestation de service en faisant jouer un effet de réputation.

Au final, les avantages attendus de la concurrence sont assez nombreux :

- baisse des prix ;
- élargissement de l'offre et du choix pour les consommateurs ;
- incitation pour les entreprises à innover et à gagner en compétitivité ;
- redistribution des gains d'efficacité de l'économie vers les consommateurs.

Étudiez les difficultés, pour ses différents acteurs, de l'ouverture à la concurrence du marché des transports.

De manière générale, l'ouverture à la concurrence sur un marché pose problème, tant du point de vue des consommateurs que des entreprises, voire des institutions elles-mêmes.

En effet, les consommateurs, bien que majoritairement favorables à la concurrence (doc. 1), peuvent craindre les **effets à court terme de la concurrence sur l'économie**. La concurrence suscite des inquiétudes car elle nécessite le passage d'un équilibre vers un autre et un saut vers l'inconnu. La seule promesse que l'avenir sera meilleur n'est pas toujours suffisante pour convaincre les consommateurs d'accepter une transition, parfois coûteuse et douloureuse, vers la concurrence. C'est le cas lorsque l'ouverture à la concurrence se traduit, dans un premier temps, par un marché rendu plus complexe (multiplication de l'offre) et le déclin progressif de certaines entreprises du marché, faute pour elles de savoir gagner en compétitivité. Ces inquiétudes sont d'autant plus grandes lorsque le changement s'accompagne, au départ, de disparitions d'entreprises, de chômage et de conflits sociaux (doc. 2).

Parfois, c'est le **comportement des entreprises** qui pose des difficultés lors de l'ouverture à la concurrence. La concurrence faisant des perdants et des gagnants (doc. 1), chacun essaye de faire entendre ses arguments en pesant de toute son influence sur les décideurs par des actions de lobbying, et sur le grand public par des actions de communication pouvant prendre des formes assez variées (campagne de communication, manifestations, blocages...). Ainsi, dans le cas de la concurrence taxis/VTC (doc. 2), les chauffeurs de taxis mettent en avant la forte baisse de leur chiffre d'affaires et la dévalorisation de leurs licences, alors que les VTC insistent sur l'innovation que représente leur activité pour les clients ainsi que la compétitivité de leurs tarifs par rapport à ceux des chauffeurs de taxis.

Enfin, les **institutions peuvent causer des difficultés** lors de l'ouverture à la concurrence des marchés. Dans le cas du marché des transports il semble, par exemple, que le cadre légal des VTC aurait nécessité d'être homogénéisé plus rapidement avec celui des taxis. « Il n'y a pas de raison qu'il y ait deux professions distinctes qui exercent pourtant le même type d'activité » (doc. 2). De même, il est reproché à Uber un modèle économique et social qui repose sur des mécanismes d'optimisation fiscale, lequel rend finalement la concurrence peu équitable avec les chauffeurs de taxis qui ne peuvent exploiter de tels mécanismes. C'est également un problème lorsqu'une entreprise met en place des entraves à la concurrence, comme ce serait le cas de la SNCF avec son site voyages-sncf.com ou à l'encontre de la société Combiwest (doc. 4 et doc. 5), et que les institutions tardent à identifier ces entraves, à les faire disparaître et à sanctionner les entreprises qui en sont à l'origine.

En bref, l'ouverture à la concurrence peut susciter des craintes chez les consommateurs, dans la mesure où cela les oriente vers une situation inconnue, et que la période de transition peut générer des coûts importants. En ce qui concerne les entreprises, la concurrence modifie les rapports de force sur le marché, chacune d'elles mobilisant alors tous les moyens possibles, qu'ils soient légaux ou illégaux, pour défendre sa position. Les institutions, pour finir, peuvent être à l'origine de certaines difficultés, en particulier lorsqu'elles ne définissent pas de manière suffisamment claire les règles de la concurrence, ou lorsqu'elles ne parviennent pas à les faire respecter.

Exposez les actions que peut mettre en place une entreprise pour faire face à la concurrence.

Lorsqu'un marché s'ouvre à la concurrence, les entreprises peuvent adopter des comportements assez variés. En ce qui concerne les entreprises déjà présentes sur le marché, elles peuvent **chercher à innover ou à gagner en compétitivité** pour préserver leurs parts de marché. C'est la démarche de la SNCF qui a développé un comparateur de prix (doc. 5), service très apprécié des clients et qui permet d'accéder avec facilité aux différentes offres proposées pour un trajet particulier. Toutefois, il arrive aussi que les entreprises présentes sur le marché **usent de moyens discutables, voire illégaux, afin de pénaliser leurs concurrents**. C'est précisément ce qui est reproché à voyages-sncf.com par ses concurrents sur le marché des transports par autocars, au sujet de ce même comparateur de prix. En effet, ce comparateur ne délivre qu'une information partielle sur les offres concurrentes et avantage les services proposés par la SNCF. Il pénalise les sociétés concurrentes, « oubliées » par le comparateur ou pour lesquelles des aspects importants de l'offre (horaires du voyage) ne sont pas précisés sur voyages-sncf.com. Dans le cas de Combiwest (doc. 4), il apparaît aussi que la SNCF gênerait régulièrement l'activité de cette société dans l'exploitation de son activité de transport de fret. Alors que Combiwest paye des loyers pour circuler sur les voies, celles-ci sont rendues impraticables par des travaux récurrents réalisés par la SNCF et dont la durée est anormalement longue.

Les entreprises qui entrent sur le marché adoptent aussi des stratégies variées pour faire face à la concurrence. Parfois, elles cherchent à **mettre en avant leurs prix avantageux, ou l'innovation que constitue leur offre** par rapport à celle qui existe déjà sur le marché. C'est le cas d'Uber qui défend l'idée selon laquelle ses chauffeurs proposent des tarifs bien plus accessibles que les chauffeurs de taxis. Uber prétend aussi que son application permet de trouver un VTC bien plus facilement et plus rapidement que ce que permettrait le recours à un taxi traditionnel. Toutefois, les nouveaux entrants ont parfois des **comportements anticoncurrentiels** eux-aussi. Dans le cas d'Uber (doc. 3), il apparaît que cette société pratique l'optimisation fiscale et tire une partie de sa compétitivité du contournement de règles fiscales et sociales que les chauffeurs de taxis doivent, quant à eux, respecter.

Qu'elles soient déjà présentes ou nouvelles sur le marché, les entreprises peuvent donc adopter deux types de comportements face à la concurrence. Certaines entreprises vont ainsi réaliser des efforts pour améliorer leur compétitivité ou la qualité de leur offre, alors que d'autres se laisseront tenter par la possibilité de mettre en place des entraves à la concurrence, soit en agissant directement sur l'activité des concurrents, soit de manière indirecte en exploitant les limites du cadre légal pour bénéficier d'avantages que les autres entreprises ne possèdent pas.

POURQUOI L'INTERVENTION DE L'ÉTAT est-elle légitime ?

13



NOTIONS

- fonctions régaliennes
- défaillances du marché
- imperfections du marché

La légitimité de l'État

Jules et Aminata discutent avant d'entrer au lycée.

Je voulais aller manifester lors de l'ouverture de la COP 21 qui réunit les chefs d'État pour négocier les mesures à prendre pour réduire le réchauffement climatique...

Au fait, ta sœur a-t-elle trouvé du travail ? Je l'ai rencontrée cet été elle n'avait pas le moral !

Tu as bien fait de ne pas y aller : deux manifestants ont jeté des projectiles sur la police, d'autres ont brisé des vitrines de magasins, ils se sont fait arrêter. Le tribunal correctionnel en a même condamné à de la prison ferme ou à des amendes.

Elle a vu à la télévision la publicité de l'armée sur le recrutement. Ils embauchent pour assurer la défense du territoire et pas seulement pour les métiers de terrain.

Ils recherchent tout type de profil, avec ou sans formation. Elle va postuler comme agent de restauration, comme elle a déjà eu des petits boulots dans ce domaine, et elle espère évoluer grâce à des formations.

1 Listez les fonctions assurées par l'État.

Vignette 1 : les deux manifestants se sont fait arrêter par la police. Le tribunal qui représente la justice les a condamnés.

Vignette 2 : la sœur d'Aminata postule à un emploi dans l'armée.

2 Rappelez les rôles de ces différentes institutions.

La justice protège les intérêts de chacun, veille à sanctionner ceux qui ont enfreint les lois et à appliquer les peines. La police veille à l'ordre public. L'armée protège le territoire.

ITINÉRAIRE

BIS

Vidéo

Présentation de la justice

<http://tinyurl.com/h4rjy5c>

2'49



3

Justifiez la légitimité des interventions de l'État.

Les forces de police font appliquer les règles de vie en société, la justice protège les individus et applique les règles fixées par les lois, l'armée défend le territoire et se préoccupe de la sécurité du territoire.

1

Les fonctions régaliennes de l'État

A Les raisons de la prise en charge de certaines fonctions par l'État

DOC 1 Les fonctions régaliennes



Rôle	Nom de la fonction régalienne*
Défend le territoire et tous les citoyens et permet de vivre en paix.	Armée
Est au service de tous, fait régner l'ordre public et applique la même loi fondamentale pour tous les habitants d'un territoire.	Police
Permet de trancher les litiges qui nécessitent l'intervention d'un arbitrage. Elle sanctionne les agents économiques qui ne respectent pas les règles juridiques. Ces décisions s'imposent à tous.	Justice

1 Reliez chaque image au texte qui convient.

2 Déduisez dans la dernière colonne le nom de chaque fonction régalienne.

* Du latin « regalis » : marque le pouvoir exclusif du souverain, autrefois le roi, aujourd'hui l'État.

DOC 2 Caractéristiques et prérogatives de l'État

Sur le plan juridique, le critère principal de l'État est celui de l'exercice de la souveraineté.

Les institutions étatiques se caractérisent avant tout par l'exercice de fonctions dites régaliennes :

- à l'intérieur, ces fonctions concernent l'édiction [l'établissement] des normes (législation, réglementation) et la sanction de ceux qui les méconnaissent (justice, police) ;

- à l'extérieur, elles concernent la diplomatie et la force armée.

L'exercice de ces fonctions suppose des ressources propres, qui sont prélevées sur la collectivité nationale par le biais de l'impôt.

www.vie-publique.fr, 14/09/2012

3 Indiquez dans le tableau ci-dessous l'intérêt de chacune des fonctions régaliennes.

	Fonctions régaliennes de l'État		
	Police	Justice	Armée
Intérêt de l'exercice de ces fonctions par l'État	Sanctions en cas de non-respect des normes	Établissement/édiction des normes et sanctions en cas de non-respect	Diplomatie et force armée

4 Expliquez pourquoi l'État est chargé de ces missions essentielles.

L'État détient le pouvoir de garantir les conditions de la vie en paix en société. Il est souverain dans ce domaine. Il met en place et applique les mêmes règles à tous les citoyens de la nation, quels que soient leurs revenus et leurs situations.

B La mise en œuvre des fonctions régaliennes

DOC 3 Budget de la Défense : une rallonge de 3,8 milliards d'euros sur quatre ans

« La sécurité, la protection, l'indépendance sont des principes qui ne se négocient pas », a expliqué François Hollande pour évoquer l'arbitrage [le choix] qu'il a personnellement présenté mercredi 29 avril au matin, à l'issue d'un conseil de défense. Deux impératifs présidentiels étaient confrontés. Le premier, la nécessité pour la France de faire face à la montée de la menace terroriste, dans le monde et sur le territoire national. La loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 adoptée en 2013 prévoyait un budget annuel de 31,4 milliards d'euros pour la défense et la suppression de 33 675 postes. L'armée estimait nécessaire d'en préserver 18 500 pour être en mesure de faire face à ses engagements

opérationnels, à l'extérieur et dans le cadre de l'opération Sentinelle, laquelle nécessite de mobiliser une force de protection permanente de 7 000 hommes. Elle chiffrait ses besoins supplémentaires à 8 milliards d'euros. Elle en a obtenu 3,8. Les 18 500 postes maintenus, sur 34 000 départs, ont été confirmés [...] par l'Élysée. La loi de programmation militaire (LPM) réactualisée, qui sera présentée au Conseil des ministres du 20 mai, prévoit « 3,8 milliards de crédits supplémentaires », a affirmé le chef de l'État, dont une partie proviendra des économies réalisées par le ministère de la Défense.

David Revault d'Allonnes, Patrick Roger,
www.lemonde.fr, 29/04/2015

5 Repérez les objectifs principaux du nouveau budget de la Défense.

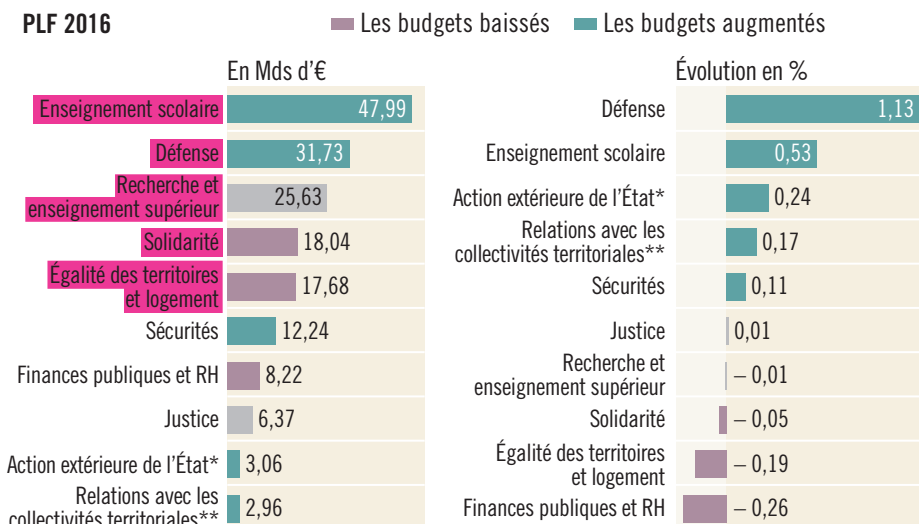
Faire face à la menace terroriste et protéger les points sensibles du territoire.

6 Présentez les mesures annoncées dans le cadre de la loi de programmation militaire réactualisée.

Pérennisation de crédits supplémentaires : 3,8 milliards d'euros pour embaucher du personnel ; maintien des 18 500 postes.

7 Expliquez comment sont financées ces nouvelles mesures. Elles sont financées en partie par des économies du ministère et par l'augmentation du budget de l'État (3,8 milliards d'euros sur quatre ans).

DOC 4 Hiérarchie et évolution des finances de l'État



8 Surlignez les postes aux budgets les plus importants en milliards d'euros.

* La diplomatie et les actions militaires extérieures.

** Les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales.

www.leparisien.fr, 30/09/2015

9 Complétez le tableau pour apprécier les évolutions budgétaires qui concernent les fonctions régaliennes.

Principales évolutions budgétaires des fonctions régaliennes

- Justice : + 0,01 % (6,37 M)
 - Police (sécurité) : + 0,11 % (12,24 M)
 - Défense : + 1,13 % (31,73 M)
- Les trois postes ont augmenté dans le budget de l'État, mais celui de la Défense a le plus augmenté, ce qui traduit les préoccupations de l'État.

2

L'État face aux défaillances
du marché

A L'État intervient face aux effets externes

DOC 5 Qu'est-ce qu'un effet externe ?

Situation 1 Des abeilles et des pommes



Les abeilles récoltent le nectar.



Les arbres sont pollinisés grâce aux abeilles qui volent les pattes chargées de nectar d'arbre en arbre.

1 Identifiez le rôle réciproque des abeilles et des fleurs.

Les abeilles vont butiner les fleurs des arbres et de ce fait, pollinisent les arbres, permettant ainsi la production de fruits. Les fleurs des arbres permettent aux abeilles de produire du miel.

Situation 2 Des usines et des pêcheurs



Les pêcheurs se plaignent des rejets toxiques.



2 Retrouvez l'effet provoqué par le rejet de l'eau souillée dans la mer.

L'entreprise rejette des produits toxiques qui empêchent les marins-pêcheurs de rapporter du poisson dans leurs filets.

Situation 3 En ville



3 Repérez les effets des embouteillages sur la santé de la population.

La circulation intense pollue l'air et cause des maladies humaines.

4 Montrez que ces effets peuvent constituer des avantages ou des inconvénients pour ces agents économiques.

Les abeilles font le travail sans être payées, les deux agents en tirent un bénéfice. L'usine ne paye pas de traitement pour ses déchets et pollue la mer. C'est un désavantage pour les pêcheurs, mais c'est un avantage pour le pollueur qui poursuit sa production. Les automobilistes ne payent pas toujours directement la prise en charge des conséquences de la pollution et des accidents de la route.

5 Proposez une définition de la notion d'effet externe en utilisant les mots : agent économique, compensation monétaire, répercussion.

Un effet externe est une répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents qui ne donne pas lieu à une compensation monétaire.

6 Cochez pour chaque exemple si l'effet est positif ou négatif.

Effets externes	Positif	Négatif
Les abeilles, le miel et le champ de pommiers	×	
L'usine qui pollue la mer		×
La circulation et les accidents de la route		×

DOC 6 L'intervention de l'État pour limiter les effets externes ?

Différentes possibilités sont à la disposition de l'État pour encadrer, supprimer ou limiter les effets externes produits par certains agents économiques.

- La taxation permet de pénaliser le producteur d'un effet négatif.
- La réglementation permet d'encadrer l'utilisation de certains produits afin d'en limiter les effets, par exemple, les pesticides dans l'agriculture.
- Les normes permettent notamment de limiter la pollution.
- L'Interdiction pure et simple de certains produits, comme ceux toxiques ou dangereux.

- L'information peut sensibiliser usagers ou consommateurs pour les dissuader et limiter des effets négatifs.
- Les subventions de l'État peuvent encourager à acheter des produits plus écologiques ou moins polluants.

© Foucher

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Abeilles : l'Assemblée vote l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes en 2016



<http://tinyurl.com/nwqaohz>

3'49

7 Proposez les moyens d'action face aux effets externes décrits ici.

Liste des effets externes négatifs	Moyens proposés
L'usine qui pollue la mer	La taxation permet de pénaliser le producteur. La réglementation sur les rejets peut obliger l'usine à traiter.
La circulation et les accidents de la route	L'information peut sensibiliser les usagers d'aller moins vite. Les subventions de l'État peuvent encourager à acheter des voitures moins polluantes.
Les pesticides utilisés pour les cultures	La réglementation permet d'encadrer l'utilisation de certains produits. L'interdiction pure et simple de certains produits, les normes, permettent de limiter la pollution.
Le bruit causé par un bar de nuit	La réglementation permet d'encadrer certaines pratiques afin d'en limiter les effets.
La production d'électricité par une centrale à charbon	La réglementation permet d'encadrer les rejets polluants. La taxation sur les produits polluants permet de pénaliser le producteur d'un effet négatif.

B L'État intervient pour produire des biens collectifs

DOC 7

L'État produit des biens collectifs

Dans les sociétés contemporaines, l'action de l'État ne se limite plus aux seules fonctions liées à l'exercice de la souveraineté. Son champ d'intervention s'est étendu à de nombreux domaines où existe un intérêt général qui ne peut être satisfait par la seule action des particuliers (ex. : éducation, santé, culture, recherche...).

www.vie-publique.fr, 14/09/2012

8 Expliquez les raisons pour lesquelles le rôle de l'État ne se limite plus aux fonctions régaliennes.

Il s'étend à des domaines où la seule action des particuliers ne peut pas satisfaire l'intérêt général.

DOC 8

La justification de l'intervention de l'État pour les biens collectifs

L'existence de biens publics fournit une des raisons essentielles qui légitime l'intervention des pouvoirs publics. Cette raison procède du caractère particulier des biens collectifs. À la différence d'un bien privé pur, un bien collectif pur présente deux caractéristiques essentielles.

- La première propriété, la **non-rivalité** signifie que nous pouvons tous profiter de ce bien (d'où son caractère « collectif ») sans que cela empêche quiconque d'en jouir autant que son voisin. Tels sont, par exemple, les biens régaliens fournis par l'État : la sécurité publique, la défense nationale, la justice.

- La seconde propriété : la **non-exclusion d'usage** signifie qu'on ne pourrait raisonnablement envisager un dispositif qui en réserverait l'accès par un système de péage. On peut certes instaurer un accès payant à des ondes hertziennes (décodeur + abonnement télé), mais il paraît difficile (quoique cela reste évolutif) d'instaurer un péage à l'entrée de chaque rue ou de chaque route. Les biens qui présentent ces deux propriétés ne seraient pas fournis correctement si on laissait faire le marché.

Laurent Cordonnier, www.alternatives-economiques.fr

9 Surlignez les deux caractéristiques des biens collectifs et leurs explications.

10 Précisez pourquoi l'État fournit ces biens.

Le marché ne le ferait pas correctement : difficulté à mesurer l'usage de chacun, difficulté à faire payer les utilisateurs. Ces biens posent donc un problème de rentabilité.

DOC 9

Quelques exemples de biens

Caractéristiques

Non rival

Possibilité pour plusieurs personnes de consommer ou d'utiliser le bien en même temps

Non exclusif

Impossibilité d'exclure quelqu'un de la consommation ou de l'utilisation du bien

Des biens

Le Parc national des calanques à Marseille

Un lampadaire public, un groupe de jeunes profite de la lumière dessous

Le musée du Louvre

Un parc devant la mairie

La forêt domaniale de Fontainebleau

La télévision Canal+

11 Reliez les bonnes caractéristiques aux biens proposés.

12 Rayez dans la liste les intrus qui ne sont pas des biens collectifs.

~~Un cours particulier à domicile~~
Un banc public devant la mairie
Une route départementale

Un cours dans un lycée
~~Une séance de cinéma~~
La justice

3

L'État face aux imperfections du marché

DOC 10 Droit européen de la concurrence

Il vise à réguler le comportement des entreprises.

- Les ententes

Certaines ententes qui seraient de nature à **entraîner la libre concurrence** sont interdites.

Ces différents comportements faussent le marché, au détriment des consommateurs et des autres producteurs victimes de ces pratiques. Elles sont interdites par l'Union européenne **car elles pourraient affecter le commerce entre les États membres**.

En revanche, le traité autorise certaines ententes qui produiraient des avantages économiques, soit parce qu'elles amélioreraient « la production ou la distribution d'un produit », soit parce qu'elles promouvraient « le progrès technique ou économique », et ce, à condition qu'elles n'éliminent pas la concurrence, et surtout qu'elles réservent aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte.

- Les abus de position dominante

Lorsqu'une entreprise domine un marché donné, elle peut **avoir tendance à profiter de cette situation pour imposer des conditions de vente déloyales**.

On parle alors d'abus de position dominante. Le droit européen de la concurrence ne sanctionne pas les positions dominantes en tant que telles mais seulement les **abus**. Une position est « dominante » lorsqu'une entreprise peut mener la politique qu'elle désire sans se préoccuper de celles de ses concurrents sur ce marché.

- Les sanctions

Les amendes peuvent atteindre au maximum 10 % du chiffre d'affaires mondial des entreprises. L'amende est collectée obligatoirement et par l'intermédiaire du juge national.

www.touteurope.eu, 25/02/2014

ITINÉRAIRE

Audio

BIS

La concentration par le regroupement de Darty et de la FNAC limité par l'abus de position dominante



<http://tinyurl.com/jatqj95>

2'36

1 Distinguez les ententes des abus de position dominante.

L'entente est le comportement d'entreprises qui se mettent d'accord pour fausser le jeu du marché et nuire aux consommateurs. L'abus de position dominante est le fait d'entreprises qui ont une position prépondérante sur un marché et qui en abusent pour nuire aux consommateurs.

2 Surlignez de deux couleurs les raisons pour lesquelles les ententes et les abus de position dominante sont **autorisés** ou **interdits**.

3 Déterminez comment sont sanctionnées ces pratiques.

Ces pratiques sont sanctionnées par des amendes.

4 Retrouvez s'il s'agit d'abus de position dominante ou d'entente.

Pratique des entreprises	Entente	Abus de position dominante
Plusieurs fabricants de panneaux de circulation routière se sont partagés le marché et se sont concertés sur les prix des panneaux de signalisation. www.autoritedelaconcurrence.fr, le 22/12/2010	× (par partage des marchés publics et fixation de prix)	
Google est accusé de favoriser « systématiquement son propre produit de comparaison de prix dans ses pages », par rapport aux services de comparaison de prix concurrents. www.20minutes.fr, le 28/08/2015		×
La Fnac s'est mis d'accord avec les autres distributeurs de places de spectacles.	×	

Bien collectif : bien qui, une fois créé, est accessible à tous, sans condition.

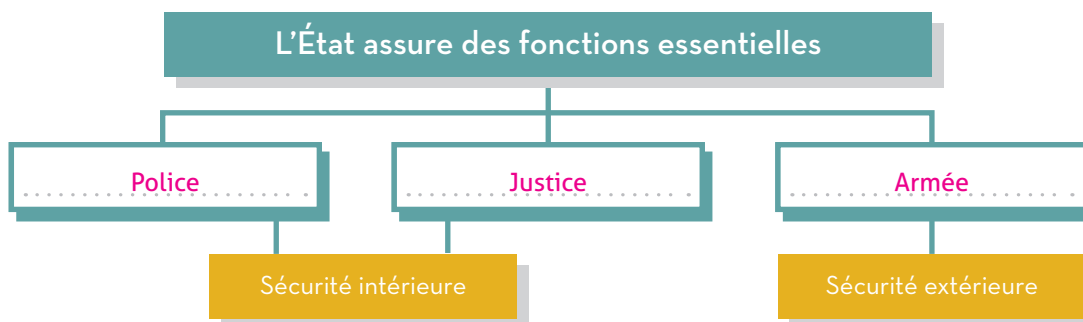
Effet externe ou « externalité » : répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents économiques sans compensation monétaire.

Fonctions régaliennes : ensemble des missions fondamentales que l'État prend en charge.

1

Les fonctions régaliennes de l'État

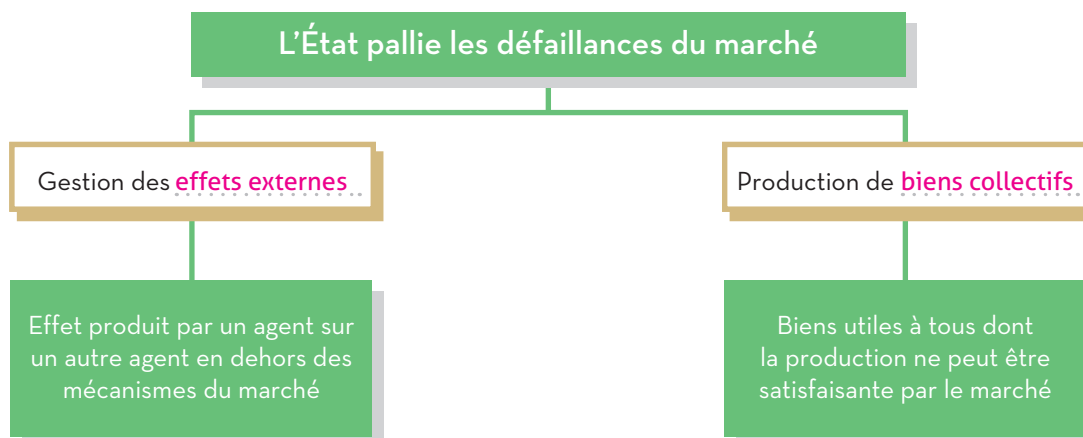
L'État est un acteur essentiel de l'organisation d'une société à travers les fonctions régaliennes.



2

L'État face aux défaillances du marché

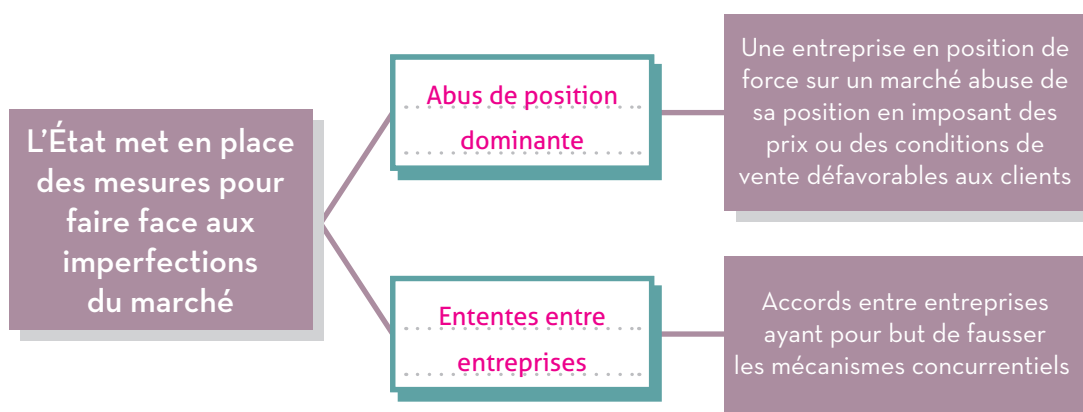
L'État assure d'autres fonctions face aux limites de l'économie de marché.



3

L'État face aux imperfections du marché

Les imperfections du marché se traduisent par des marchés non concurrentiels.



TESTEZ-VOUS!

Pourquoi l'intervention de l'État est-elle légitime ? 13

1 Cochez la bonne réponse.

	Vrai	Faux
L'éducation est une fonction régaliennne de l'État.		×
Les biens collectifs sont des biens qui ont comme caractéristique de ne pas être consommables par tous.		×
Une entente permet de faire profiter le consommateur d'une baisse des prix.		×
Les fonctions régaliennes consistent à offrir tout type de services aux citoyens.		×
Un banc public est un bien collectif.	×	
Les réserves naturelles ont des effets externes positifs.	×	
Un oligopole peut être jugé comme pouvant abuser de sa position dominante.	×	
Une externalité positive est un effet bénéfique qui n'est pas pris en compte dans le prix du marché.	×	
Un accord entre producteurs de lessive sur un prix minimal de vente est une entente.	×	
En réglementant la concurrence, l'État espère une baisse des prix.	×	

2 Retrouvez neuf mots du chapitre dans la grille et surlignez-les.

B	T	E	F	M	A	R	C	H	E	Z	J	K	O	V	E
P	J	N	P	O	L	I	C	E	S	Q	U	H	A	R	L
E	N	T	E	N	T	E	S	T	H	J	N	T	J	E	O
D	E	R	C	O	N	C	E	N	T	R	A	T	I	O	N
V	F	A	S	P	R	I	X	A	H	R	P	M	N	E	G
W	T	V	D	O	L	I	G	O	P	O	L	E	D	T	Y
I	G	E	R	L	J	Y	S	K	E	D	O	G	N	B	H
A	R	M	E	E	Z	G	Y	P	F	S	S	Y	N	G	J
P	I	L	M	J	U	S	T	I	C	E	X	E	F	H	N

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Le rôle de l'État en question ?

- **Depuis le Moyen Âge, l'État a acquis sa légitimité et sans cesse accru son rôle**

L'État s'est peu à peu détaché de la personne du Souverain pour devenir une abstraction recouvrant une communauté d'hommes, fixée sur un territoire et possédant une organisation politique ayant le monopole de la puissance légitime.

Le rôle de l'État n'a cessé de grandir au cours des siècles, et avec lui l'appareil administratif et les prélèvements fiscaux sur la Nation. Destiné au début à protéger les citoyens (fonctions de législation, de justice, de police, d'action extérieure, de défense) et à percevoir l'impôt, l'État s'est fait l'organisateur de la vie économique et sociale. Il fixe les règles du jeu économique, agit par lui-même (travaux publics, éducation, nationalisations) et organise les relations et la protection sociale.

- **L'État face aux enjeux européens**

La construction européenne et la notion de gouvernance. La construction européenne a privé les États d'Europe de certaines de leurs compétences. Un pan croissant de la législation est élaboré au niveau communautaire (directives transposées en droit national) et l'harmonisation des règles de finances publiques (Pacte de stabilité et de croissance) restreint certaines marges de manœuvre.

D'où de nécessaires évolutions. Il doit clarifier ses responsabilités, chercher à être plus efficace et à

mieux décider, avec le souci de préparer le pays à l'avenir. Au niveau européen, cela signifie accepter des partages de souveraineté, organiser le contrôle démocratique de l'Europe, renforcer la proximité avec les citoyens et la visibilité de l'action européenne, assouplir les règles de fonctionnement communautaire, etc. L'Europe doit ainsi respecter les États qui la constituent.

- **Une redéfinition des rôles de l'État au niveau national**

Les limites de l'État providence. Le coût des interventions publiques, le débat sur leur efficacité, les difficultés à prendre en compte les nouvelles situations sociales ou individuelles remettent en cause l'intervention de l'État dans la sphère économique et sociale. D'où les privatisations, la déréglementation...

La fragilisation du lien social. L'État est perçu comme complexe, peu accessible, loin des citoyens, trop réglementaire. Une crise de confiance envers l'État, dont les citoyens trouvent qu'il n'assure plus efficacement l'éducation, la justice, la sécurité, semble exister. Cependant plusieurs solutions pourraient rapprocher l'État et les citoyens : les documents administratifs, libres d'accès, sont en voie de simplification ; les Maisons de la justice et du droit, la police de proximité, les contrats locaux de sécurité cherchent à répondre à la demande de sécurité au quotidien.

www.vie-publique.fr, 30/05/2006

LE DÉCLIC



- 1 Relevez une chronologie de l'évolution du rôle de l'État à travers le temps du Moyen Âge à nos jours.
- 2 N'oubliez pas que les limites demandées se trouvent dans l'ensemble du texte. Pensez par ailleurs à organiser la réponse en structurant par grands types de limites.
- 3 Identifiez ce que l'État doit faire pour favoriser le lien État-citoyens.

- 1 Montrez que le rôle de l'État s'est accru depuis le Moyen Âge.
- 2 Identifiez et explicitez les limites de l'intervention de l'État.
- 3 Déterminez les moyens que l'État peut mettre en œuvre pour recréer du lien avec les citoyens.

Corrigé – Entraînez-vous !

Le rôle de l'État en question ?

Montrez que le rôle de l'État s'est accru depuis le Moyen Âge.

On repère dans le texte les éléments suivants :

- « destiné au début à protéger les citoyens » ;
- « l'État s'est fait l'organisateur de la vie économique et sociale » ;
- « la construction européenne a privé les États d'Europe de certaines de leurs compétences » ;
- « au niveau européen, cela signifie accepter des partages de souveraineté, organiser le contrôle démocratique de l'Europe, renforcer la proximité avec les citoyens et la visibilité de l'action européenne ».

Identifiez et explicitez les limites de l'intervention de l'État.

Il s'agit ici d'une conception de l'État providence. On peut identifier différentes limites de l'intervention de l'État :

- le coût des interventions : l'endettement public remet en cause les interventions ;
- les difficultés à prendre en compte les nouvelles situations sociales ;
- la crise de confiance dans l'efficacité des services publics.

Déterminez les moyens que l'État peut mettre en œuvre pour recréer du lien avec les citoyens.

Chercher à être plus efficace, à mieux décider, chercher à déléguer et à accepter le partage du pouvoir au sein de l'Europe.

13 Pourquoi l'intervention de l'État est-elle légitime ?

Synthèse rédigée

I. Les fonctions régaliennes de l'État

A Les raisons de la prise en charge de certaines fonctions par l'État

L'État a toujours assuré certaines fonctions nécessaires à l'organisation de la nation. Il assure notamment trois fonctions régaliennes :

- **fonction de défense et de sécurité** par l'intermédiaire de l'armée : l'État assure la protection du territoire et la sécurité des citoyens. Il exerce également une fonction de sécurité extérieure en contribuant à promouvoir la démocratie dans le monde ;
- **fonction de justice** en garantissant l'égalité des droits, la résolution des conflits et la préservation de l'intérêt général ;
- **fonction de sécurité intérieure** par l'intermédiaire de la police : l'État assure la sécurité des personnes, des biens et des institutions en luttant contre la criminalité et la délinquance, et en maintenant l'ordre public. L'État est légitime dans ces différentes fonctions car il est seul à pouvoir garantir l'intérêt général. Il coordonne les forces armées pour la défense extérieure, et il établit des règles nationales uniformes qui garantissent à chacun le même traitement.

B La mise en œuvre des fonctions régaliennes

C'est par le budget établi chaque année que l'État va arbitrer entre ses différentes priorités.

L'enseignement scolaire représente le premier poste de dépense de l'État, mais la fonction régalienne de la défense occupe une place importante et croissante en termes de budget (4^e position dans la loi de finance 2015).

2 L'État face aux défaillances du marché

A L'État intervient face aux effets externes

Le marché ne peut gérer les externalités (ou effets externes) car elles ne transitent pas par le système marchand et ne peuvent donc être régulées par le système des prix. Une externalité est la conséquence de l'activité économique d'un agent sur un autre, sans compensation monétaire.

Or, l'État est légitime pour favoriser les externalités positives car elles sont bénéfiques à tous les agents. Ainsi, le système éducatif produit diverses externalités positives, comme une meilleure formation des salariés, ce qui permet une meilleure efficacité des entreprises mais aussi de l'économie française. Par ailleurs, ce niveau d'éducation engendre des progrès en matière d'hygiène, de santé, de sécurité...

L'État est aussi légitime pour limiter les externalités négatives qui nuisent à l'intérêt général (ex. : la pollution) et qui devront être prises en charge par l'État central ou les collectivités territoriales (dépollution, frais de santé).

Différents **moyens** peuvent être mis en place par l'État pour limiter les effets externes :

- La réglementation, par exemple de l'utilisation de produits chimiques.
- L'interdiction de certains produits, notamment les gaz à effet de serre dans les aérosols, ou les sacs plastiques aux caisses des magasins.
- La taxation, avec notamment les écotaxes pour inciter au recyclage des vieux produits.
- L'information pour sensibiliser les usagers, par exemple sur la consommation d'énergie.
- Les subventions pour acheter un véhicule hybride utilisant l'électricité.

B L'État intervient pour produire des biens collectifs

L'État produit des biens collectifs dans de nombreux domaines où il existe un intérêt général qui ne peut être satisfait efficacement par le marché. Ainsi, l'État fournit des biens collectifs aux usagers, comme par exemple le mobilier urbain ou l'éclairage public. Les caractéristiques de ces biens collectifs sont les suivantes :

- tous les consommateurs ont accès à ces biens ;
- il est impossible de les facturer individuellement ;
- la consommation par un agent ne diminue pas celle d'un autre.

Ces biens sont non exclusifs, c'est-à-dire que la personne qui produit ou entretient un bien public, même à titre onéreux, ne peut empêcher d'autres personnes d'en jouir.

Ils sont également non rivaux, c'est-à-dire que la consommation par une personne d'un bien public ne diminue en rien la possibilité pour d'autres personnes de le consommer.

3 L'État face aux imperfections du marché

Dans une économie de libre concurrence, l'ajustement des marchés doit permettre de fixer le meilleur prix pour le consommateur. C'est pourquoi l'État et le droit européen de la concurrence surveillent et encadrent les marchés pour réguler la concurrence et éviter :

- **les abus de position dominante**, qui peuvent se manifester par une situation de monopole ou d'oligopole ;
- **les ententes**, qui se définissent comme des accords conclus au sein d'un ensemble d'entreprises ayant une activité commune, et convenant d'échanger des informations ou de respecter des règles secrètes en vue de réduire la concurrence entre elles.

Certaines entreprises, de par leur position dominante ou leurs ententes sur un marché, vont chercher à imposer des prix plus élevés que ceux qui seraient obtenus dans une situation de concurrence parfaite. L'État cherche à protéger le consommateur et à faire respecter une concurrence loyale.

Ainsi, en favorisant la concurrence, l'État espère un meilleur équilibre et la fixation d'un prix plus favorable aux consommateurs.

QUELLES SONT LES ACTIONS DE L'ÉTAT sur le marché des biens et services ?

14



NOTIONS

- politique de la concurrence
- autorités administratives indépendantes
- services publics

La famille monoparentale Kerneves au quotidien

Martine vit avec ses deux enfants : Margot, lycéenne en première STMG et Alan, qui travaille depuis huit mois. En septembre, Alan ouvre sa feuille d'impôts qu'il reçoit pour la première fois.

Aie ! Je dois payer beaucoup d'impôts sur le revenu le mois prochain, je ne l'avais pas prévu !

Tu sais bien que je touche une aide au logement qui me permet de payer en partie le loyer chaque mois.

Ça va te permettre d'avoir moins de cotisations sur ta feuille de paye et de gagner un peu plus !

Oui, mais les impôts sont bien utiles. La dernière fois que l'on est allé aux urgences pour le bras cassé de ta sœur, elle a été très bien soignée et on n'a rien payé !

D'ailleurs maman, j'ai lu que le gouvernement prévoit de réduire la Contribution sociale généralisée (CSG) sur les petits salaires.

1 Identifiez les différents services rendus par l'État dans la situation.

L'État fournit ici des services publics grâce aux hôpitaux et aux différentes aides pour certains ménages, ici l'aide personnalisée au logement (APL) pour les familles qui ont de faibles revenus.

2 Retrouvez comment l'État finance les services proposés à la famille.

Il collecte différents impôts, ici l'impôt sur le revenu et il prélève des cotisations sociales, ici la CSG.

ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

Le bel avenir de l'État providence

<http://tinyurl.com/zz2c5ge>

3'40



3 Expliquez en quoi l'État est acteur sur le marché des biens et services.

L'État assure des services très divers et protège la population contre les risques sociaux. Par ailleurs, il contribue au maintien de la concurrence.

L'État régulateur des marchés

A La politique de la concurrence

DOC 1 Un pilier de la construction européenne

Elle est [...] considérée comme la **contrepartie de la libre circulation des marchandises** découlant de la réalisation du marché commun. Les biens devant circuler sans entraves au sein de celui-ci, il semblait logique que les États membres adoptent des règles communes concernant la concurrence [...].

- **L'interdiction des ententes**

Il s'agit d'un accord ou d'une concertation entre plusieurs entreprises dominant le marché sur le niveau des prix ou la quantité de la production [qui] risquent d'entraîner la disparition de plus petites entités, qui ne pourraient suivre cette politique de

baisse des prix sans mettre en péril leur viabilité. [...]

- **L'interdiction des abus de position dominante**

Il s'agit de contrôler la conduite d'une entreprise en situation dominante sur un marché donné (plus de 50 % des parts de marchés). Le traité de Rome ne condamne pas en soi la position dominante, mais seulement son abus. [...]

- **Le contrôle des concentrations**

[...] La Commission contrôle en amont les projets de fusion présentés par les entreprises [...].

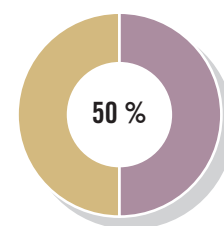
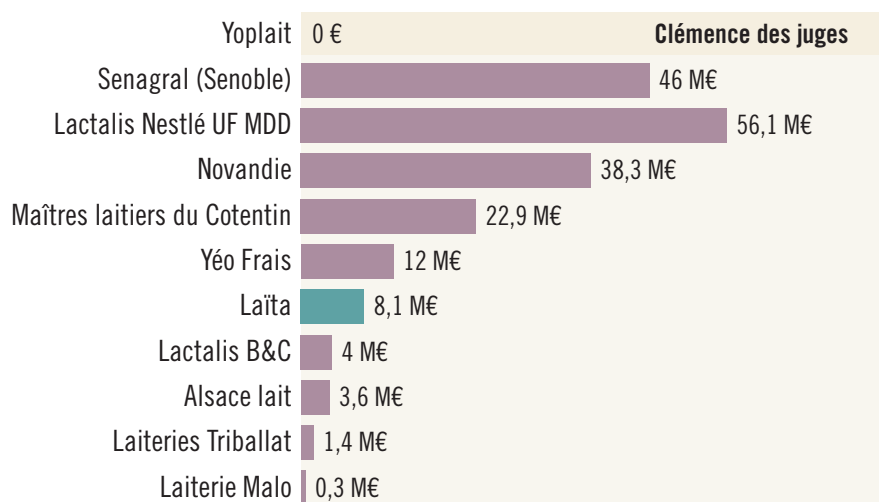
www.vie-publique.fr

1 **Surlignez les éléments contrôlés par la politique de la concurrence.**

2 **Montrez comment la politique de la concurrence régleme le bon fonctionnement du marché.**

Elle régleme le bon fonctionnement du marché grâce à l'interdiction des ententes, des abus de position dominante et au contrôle des concentrations. Le but est de maintenir un cadre concurrentiel en corrigeant les imperfections du marché.

DOC 2 192,7 millions d'euros d'amende



Les produits de marque de distributeurs représentent 50 % des produits laitiers frais

192,7 millions d'euros : c'est le montant de l'amende infligée par l'Autorité de la concurrence à dix industriels français pour s'être entendus sur les prix des produits laitiers vendus sous marques de distributeurs. Yoplait, qui a dénoncé l'entente, échappe à une sanction.

© Foucher

3 **Identifiez la pratique mise en cause dans le « cartel des yaourts ».**

Il s'agit d'une entente sur les prix des produits laitiers vendus sous MDD.

4 Repérez et expliquez l'avantage obtenu par les entreprises qui dénoncent les comportements non concurrentiels.

Elles bénéficient de la clémence (comme Yoplait ici), c'est-à-dire d'une exonération totale ou partielle des sanctions pécuniaires.

DOC 3 Lourde amende pour le « cartel des yaourts »

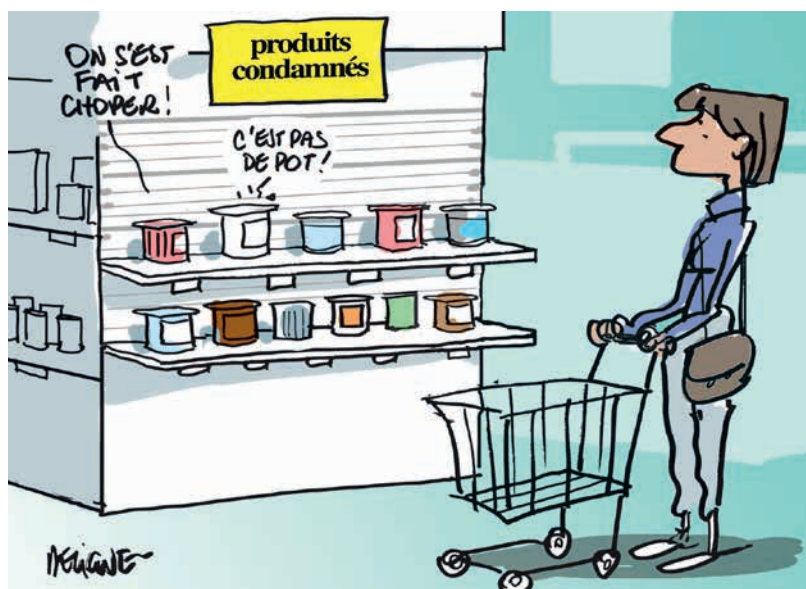
- Comment les entreprises ont procédé ?
Le cartel a duré entre 2006 et 2012 et portait principalement sur un accord visant à définir en commun les prix lors des appels d'offres de la part des enseignes de distribution pour la production de leurs propres marques, permettant aux sociétés en question de se partager le marché.

- Qui mène l'enquête ?
L'Autorité de la concurrence a enquêté pendant trois ans sur plusieurs fabricants de produits laitiers frais vendus sous marque de distributeurs (MDD). Selon l'organisme, « des échanges d'informations sensibles » ont permis aux grands producteurs, ainsi qu'à des PME, « une concertation destinée à coordonner leurs politiques tarifaires et commerciales ».

- L'accusation
Ils sont notamment accusés « d'avoir défini en commun des hausses de prix, de s'être coordonnés sur l'application de ces hausses et de s'être coordonnés sur les argumentaires développés pour justifier ces hausses ».

Ils auraient aussi passé « un accord anticoncurrentiel sur la fixation des volumes en s'abstenant de capter des marchés détenus par des sociétés concurrentes ».

www.ouest-france.fr, 24/02/2015



ITINÉRAIRE BIS

Vidéo

L'autorité de la concurrence suspecte l'existence d'un « cartel des yaourts »



<http://tinyurl.com/j7vmltk> 3'02

5 Surlignez les agissements anticoncurrentiels de cette situation.

6 Justifiez les rôles de l'Autorité de la concurrence.

Elle vérifie l'application des règles de concurrence, l'absence de pratiques anticoncurrentielles, et sanctionne en cas de non-respect des règles.

7 Commentez l'importance de la décision de sanction pour le marché du yaourt.

Cette décision est importante car la concurrence est difficile à maintenir sur le marché du yaourt où 50 % du marché est occupé par des MDD. La condamnation des cartels permet de garantir une concurrence saine. Par ailleurs, l'importance des amendes doit dissuader les entreprises d'avoir des pratiques anticoncurrentielles sur les marchés.

B Les autorités administratives indépendantes

DOC 4 Rôle des AAI



Le rôle d'une autorité administrative indépendante (AAI) est d'assurer la régulation, c'est-à-dire le fonctionnement harmonieux d'un secteur précis dans lequel le gouvernement ne veut pas intervenir directement. Il s'agit le plus souvent d'un domaine sensible, soit en raison de ses conséquences politiques possibles (ex. : l'audiovisuel), soit en raison de son impact économique (ex. : télécommunications).

Cette mission implique la prise d'actes [de décisions] organisant le secteur, soumettant les entreprises à des règles et les sanctionnant le cas échéant, mais aussi prenant en compte les demandes et les besoins des acteurs de ce secteur.

C'est là une des particularités de ces autorités administratives indépendantes, qui, plus que l'administration « classique », doivent établir des relations de confiance avec les acteurs des domaines qu'elles ont la charge de réguler.

Par ailleurs, l'AAI a tenté de répondre à trois besoins :

- offrir à l'opinion une plus grande garantie d'impartialité des interventions de l'État ;
- permettre une participation plus importante de personnes d'origines et de compétences diverses, notamment des professionnels des secteurs contrôlés ;
- assurer une intervention de l'État rapide, adaptée à l'évolution des besoins et des marchés.

www.vie-publique.fr/ht, 12/10/2012

8 Retrouvez dans le texte le rôle des AAI et explicitez-le.

Les AAI ont pour rôle « d'assurer la régulation, c'est-à-dire le fonctionnement harmonieux d'un secteur précis ». Elles organisent le secteur par des règles en sanctionnant et en prenant en compte les besoins des acteurs du secteur.

9 Surlignez les éléments qui font des AAI des autorités particulières.

10 Reliez chaque AAI à son domaine d'activité.

Autorité administrative indépendante

Autorité des marchés financiers
AMF

Commission nationale de
l'informatique et des libertés
CNIL

Autorité de la concurrence

Commission de régulation
de l'énergie
CRE

Conseil supérieur de l'audiovisuel
CSA

Domaine d'activité

Veille à ce que l'informatique soit au service du citoyen et qu'il ne porte pas atteinte à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

Veille à la protection de l'épargne, à l'information des investisseurs, au bon fonctionnement des marchés financiers.

Veille au libre jeu de la concurrence. Elle apporte son concours au fonctionnement concurrentiel des marchés aux échelons européen et international.

Régule l'audiovisuel (télévision et radio) et garantit l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle.

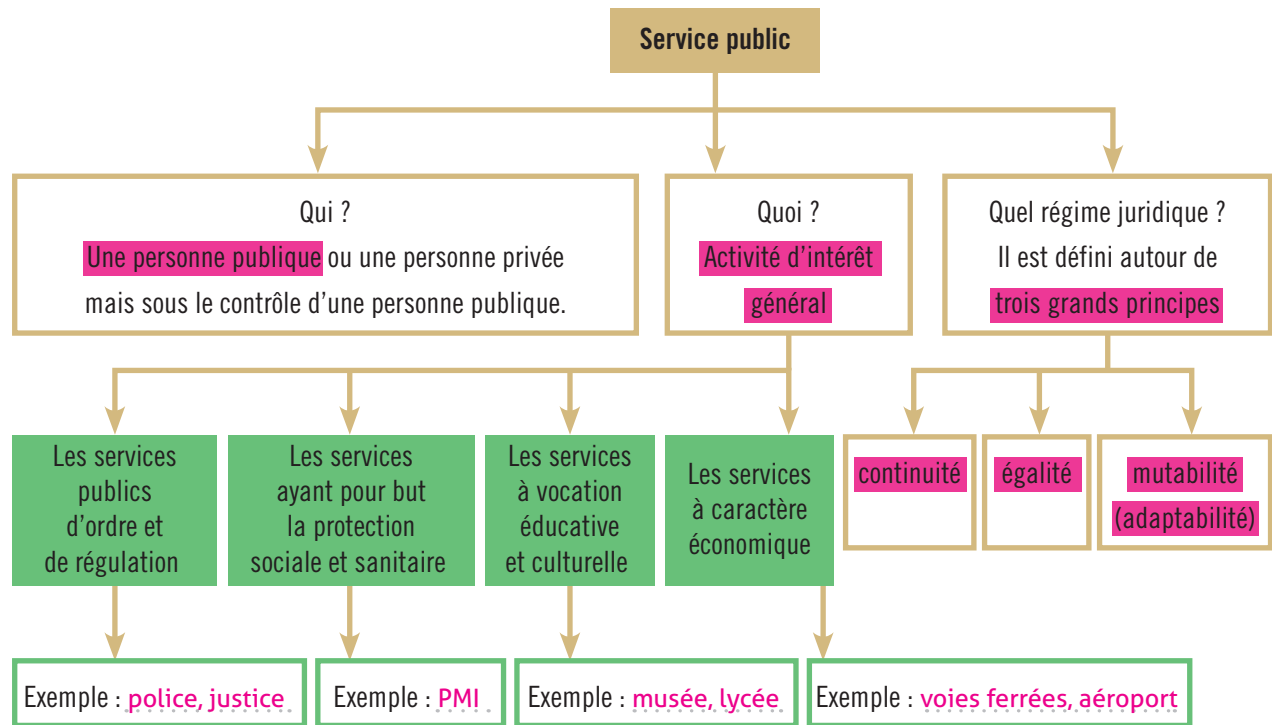
Veille au bon fonctionnement du marché de l'énergie et arbitre les différends entre les utilisateurs et les divers exploitants.

2

L'intervention de l'État sur le marché des biens et services

A Les services publics

DOC 5 Les caractéristiques d'un service public



www.vie-publique.fr, 19/03/2013

- 1 Surlignez les éléments qui caractérisent un service public.
- 2 Complétez par un exemple chaque type de service public dans le doc 5.

DOC 6 Des services multiples

Service public

La Bibliothèque nationale de France (BnF)

APHP
Assistance publique et
hôpitaux de Paris

Le Tribunal de grande
instance de Paris

Mission de service public

Il juge les litiges civils opposant des personnes privées (physiques ou morales) qui ne sont pas attribués par la loi à une autre juridiction. Il juge les litiges portant sur des sommes supérieures à 10 000 euros.

Première institution chargée de la collecte du dépôt légal, elle est l'héritière des collections royales constituées depuis la fin du Moyen Âge.

Ils accueillent chaque année 7 millions de personnes malades : en consultation, en urgence, lors d'hospitalisations programmées ou en hospitalisation à domicile. Ils assurent un service public de santé pour tous, 24h/24.

- 3 Reliez chaque service public à la mission correspondante.

B Les entreprises publiques

DOC 7 Précisions sur l'entreprise publique

Il s'agit d'une entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

www.insee.fr

4 Identifiez les caractéristiques d'une entreprise publique.

C'est une entreprise dont l'État détient plus de la majorité du capital ou la majorité des voix attachées aux parts émises.

DOC 8 Intérêts et limites des entreprises publiques



• **Pour** : les partisans des nationalisations. L'État, en devenant entrepreneur, peut mieux réguler l'activité économique, devenant ainsi un acteur essentiel dans des secteurs jugés stratégiques (banques, industrie de l'armement, nucléaire...).

Cela lui permet notamment de contrôler certaines restructurations industrielles et de garantir des services de qualité à des prix identiques pour tous les usagers (électricité, gaz, téléphone...).

• **Contre** : le rôle des entreprises publiques dans l'économie est souvent contesté. Leur capital étant garanti par l'État-actionnaire, elles n'ont pas toujours le même souci de rentabilité que les entreprises privées. Elles bénéficient parfois d'une position dominante ou même d'une situation de monopole dans leur secteur, ce qui peut fausser la libre-concurrence. Hors la concurrence favorise en général une baisse des prix. Deux exemples : l'ouverture à la concurrence des lignes aériennes a permis des baisses importantes des tarifs, de même pour le secteur des télécom. En revanche, la privatisation du transport ferroviaire s'est accompagnée au Royaume-Uni d'une hausse importante du prix des billets.

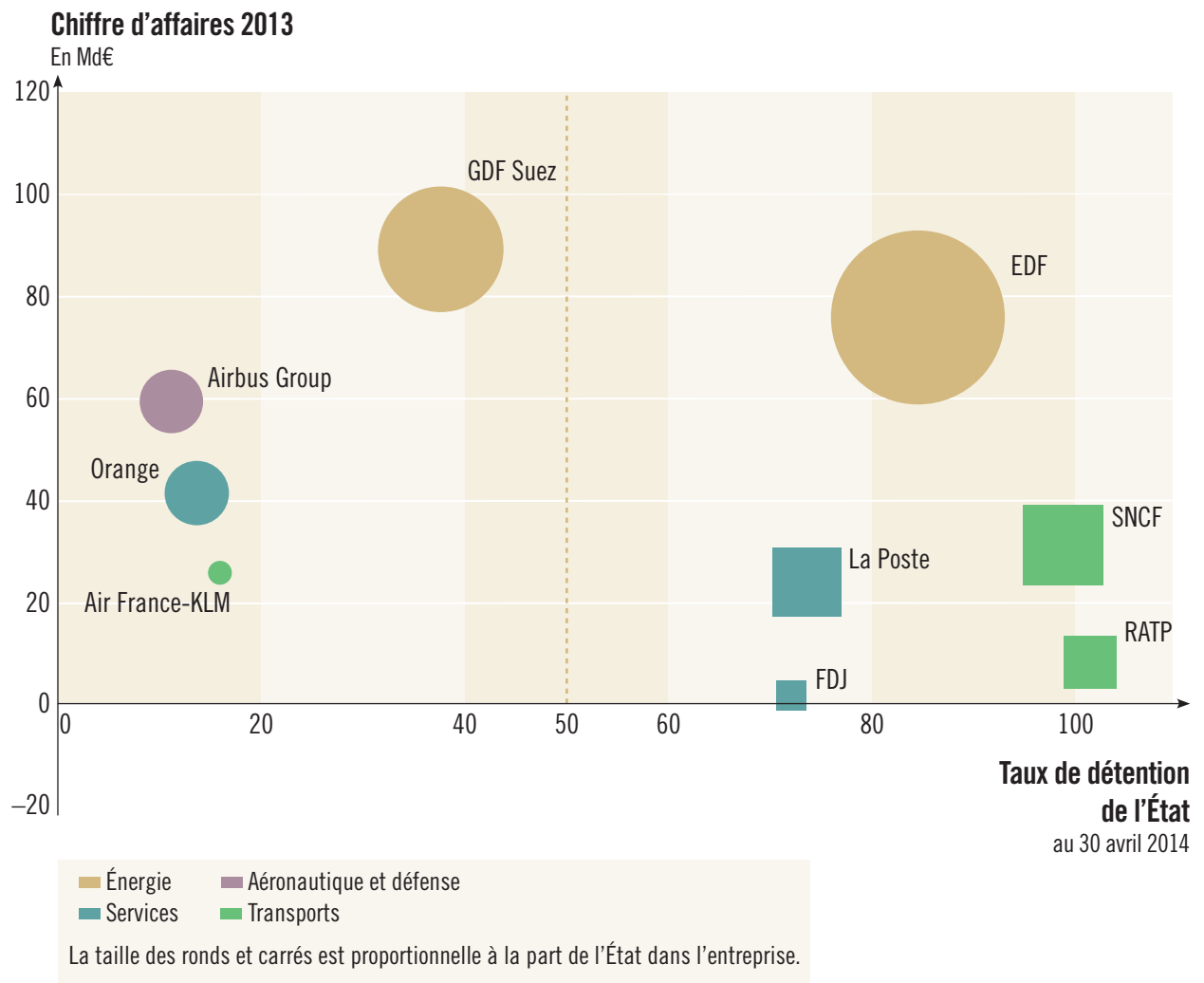
Note : la nationalisation, c'est l'opération par laquelle la propriété d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises est transférée à l'État, dans l'intérêt général.

www.economie.gouv.fr, 19/03/2012

5 Repérez les arguments en faveur ou contre les entreprises publiques et complétez le tableau.

Arguments favorables aux entreprises publiques	Arguments défavorables aux entreprises publiques
Meilleure régulation de l'activité économique	Moindre souci de rentabilité
Meilleur contrôle de certaines restructurations	Risque de position dominante ou monopole contraires à la concurrence
Garantie d'un service de qualité à des prix identiques pour les usagers	

DOC 9 L'État actionnaire en 2015 (extrait)



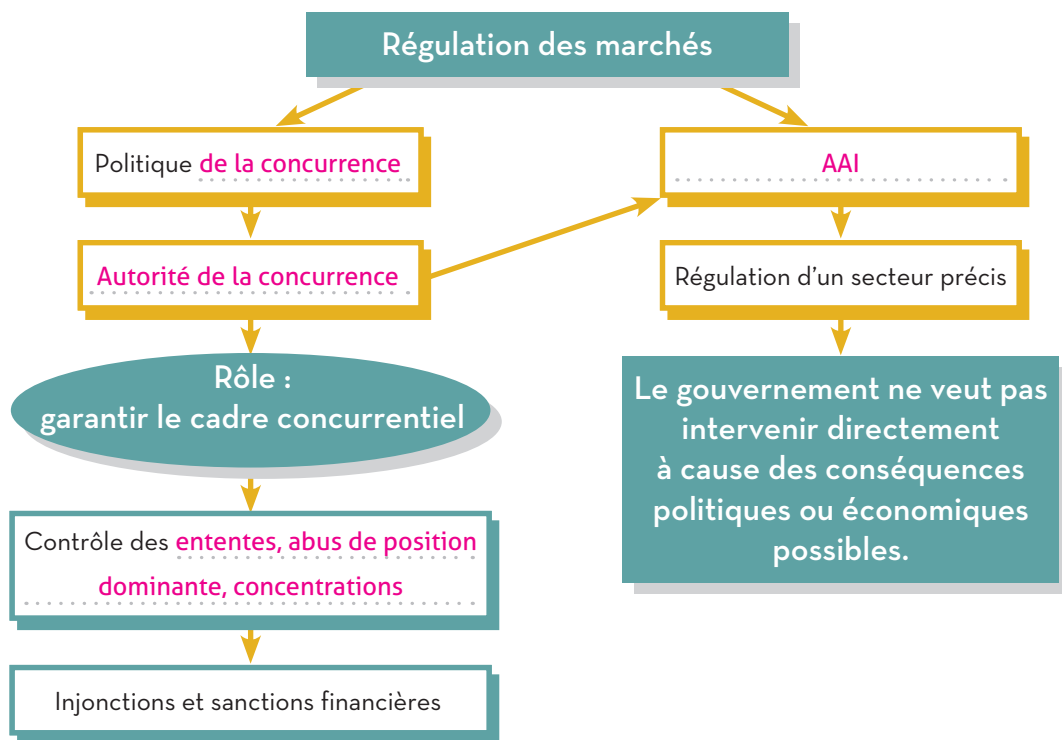
www.performance-publique.budget.gouv.fr

- 6 Identifiez les entreprises publiques sur le graphique et expliquez votre méthode.
On peut considérer que les entreprises à droite des 50 % en abscisse sont des entreprises publiques car majoritairement détenues par l'État.
- 7 Classez dans l'ordre décroissant les trois entreprises dont l'État détient une part majoritaire.
RATP, SNCF, EDF.
- 8 Repérez les secteurs qui concernent ces entreprises.
Il s'agit des secteurs suivants : énergie, transport, infrastructures de transport.
- 9 Identifiez quel rôle peut avoir l'État dans les entreprises dont il ne détient pas la majeure partie des actions.
Il peut influencer la politique de l'entreprise en matière d'investissement, d'emploi, de services fournis aux usagers.

Autorité de la concurrence : autorité administrative indépendante, spécialisée dans l'analyse et la régulation du fonctionnement de la concurrence sur les marchés.
Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante.
Service public : activité d'intérêt général pris en charge par des personnes publiques.

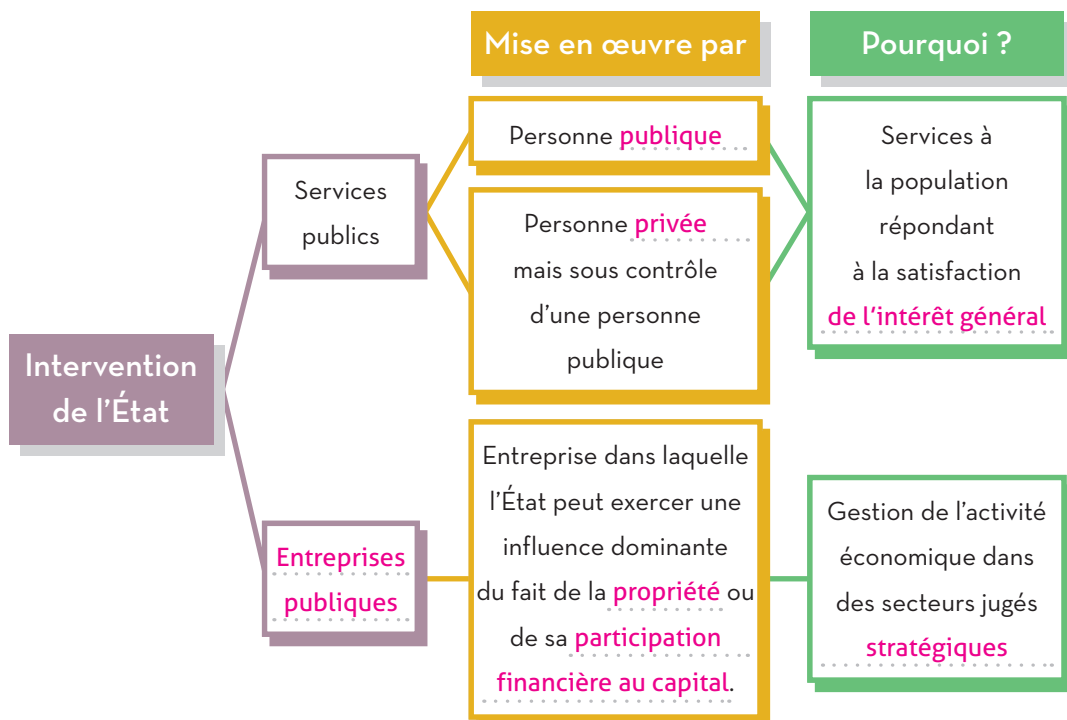
1

L'état régulateur des marchés



2

L'intervention de l'État sur le marché des biens et services



TESTEZ-VOUS!

Quelles sont les actions de l'État sur le marché des biens et services ? 14

1 Chassez l'intrus en rayant la mauvaise réponse.

- L'autorité de la concurrence lutte contre :
les abus de position dominante.
les ententes.
~~les contrats entre entreprises.~~
les concentrations.
- Une entreprise publique est :
une entreprise qui rend des services aux citoyens.
~~une entreprise qui exerce seule son activité.~~
une entreprise qui est détenue majoritairement par l'État.
- Un service public répond à différentes caractéristiques :
Il a un intérêt général.
Il permet l'égalité d'accès aux usagers.
Il permet une continuité du service.
Il s'adapte aux usagers au cours du temps.

2 Reliez chaque terme à sa définition et à son rôle.

Terme	Définition	Rôle
AAI	Autorité administrative indépendante, spécialisée dans l'analyse et la régulation du fonctionnement de la concurrence sur les marchés.	Réguler certains secteurs économiques importants comme l'énergie.
Service public	Institution de l'État chargée, en son nom, d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels.	Veiller au libre jeu de la concurrence et apporter son concours au fonctionnement concurrentiel des marchés.
Autorité de la concurrence	Service organisé dans une intention d'intérêt général et assuré par l'autorité publique.	Permettre un accès à tous et contribuer à la solidarité et à la cohésion sociale, culturelle et économique de la société.

ENTRAÎNEZ-VOUS!



Quick s'implante en Corse

DOC 1 Le cas Burger King

- **Restauration rapide : l'Autorité de la concurrence autorise, sous réserve d'engagements, le rachat de Quick par Burger King.**

Burger King France anime sur le territoire français un réseau de trente restaurants à l'enseigne Burger King dont dix sont détenus en propre et vingt sont exploités par des franchisés.

Le groupe Quick anime un réseau de quatre-cents cinq établissements de restauration rapide en France. La décision : après un examen détaillé, l'Autorité constate que sur la quasi-totalité du territoire, l'opération n'est pas susceptible de porter atteinte à la concurrence, compte tenu de la présence d'un nombre suffisant de concurrents partout où l'opération entraîne des chevauchements d'activités. L'exception à ce constat est la zone d'Ajaccio, en Corse, où l'opération risque de créer un quasi-monopole.

Caractéristique du marché corse : une offre particulièrement faible de restauration rapide, notamment d'enseignes spécialisées, sans équivalent dans le reste de la France. Aucun établissement des enseignes McDonald's, KFC ou Subway n'est présent sur ce territoire. L'entrée en octobre 2015 de Burger King sur le marché ajaccien de la restauration rapide à l'anglo-saxonne a permis de stimuler la concurrence dans une zone jusqu'à présent largement dominée par Quick. L'opération, en fusionnant les réseaux Quick et Burger King, risque de rétablir une situation quasi monopolistique à Ajaccio.

Pour prévenir les atteintes à la concurrence, Burger King résiliera un contrat de franchise à Ajaccio. Ce dernier pourra ainsi rejoindre une enseigne concurrente et animer la concurrence sur le marché de la restauration rapide à l'anglo-saxonne.

www.autoritedelaconcurrence.fr, 10/12/2015

DOC 2 La franchise

Il s'agit d'un mode d'organisation commercial contractuel par lequel une société dénommée franchiseur concède à des partenaires dénommés franchisés un droit d'usage d'une marque et d'un savoir-faire. Le franchiseur concède l'utilisation de sa marque et de ses méthodes, et, en contrepartie, les franchisés versent un droit d'entrée, des redevances sur les ventes et/ou respectent une obligation d'approvisionnement.

© Foucher

LE DÉCLIC



- Lisez bien le document pour le relier aux notions du cours sur le rôle de l'autorité de la concurrence.
- N'hésitez pas à surligner les points importants lors de la lecture.
- Identifier signifie retrouver dans le texte l'action mise en œuvre. N'oubliez pas d'explicitier les raisons ensuite !

- 1 Repérez et expliquez la pratique pouvant porter atteinte à la concurrence ici.
- 2 Montrez que l'opération envisagée ne devrait pas porter atteinte au cadre concurrentiel.
- 3 Identifiez la décision de l'Autorité de la concurrence à propos du marché corse et ses raisons.
- 4 Synthétisez en montrant comment l'État intervient ici dans l'économie.

Corrigé – Entraînez-vous !

Quick s'implante en Corse

Repérez et expliquez la pratique pouvant porter atteinte à la concurrence ici.

Le rachat de Quick par Burger King pourrait entraîner un abus de position dominante (lorsqu'il n'y a plus d'autres concurrents sur le secteur géographique comme ici à Ajaccio).

Montrez que l'opération envisagée ne devrait pas porter atteinte au cadre concurrentiel.

En fusionnant les deux enseignes sur le territoire corse, l'opération ne devrait pas porter atteinte à la concurrence car il y a présence d'un nombre suffisant de concurrents partout et il n'y a pas de chevauchements d'activités, sauf sur Ajaccio.

Identifiez la décision de l'Autorité de la concurrence à propos du marché corse et ses raisons.

Pour prévenir les atteintes à la concurrence, Burger King résiliera un contrat de franchise à Ajaccio. Cette mesure permettra le maintien d'une situation concurrentielle équilibrée en supprimant l'addition de parts de marché engendrée par l'opération. Elle assurera aux consommateurs ajacciens une offre concurrentielle et diversifiée.

Synthétisez en montrant comment l'État intervient ici dans l'économie.

Il intervient en fixant des règles et en imposant aux acteurs économiques de maintenir la concurrence dans un secteur donné, si besoin en revendant un magasin.

14

Quelles sont les actions de l'État sur le marché des biens et services ?

Synthèse rédigée

1 L'État régulateur des marchés

A La politique de la concurrence

L'État est garant, sous couvert de l'Europe, de la libre concurrence pour les entreprises de l'espace communautaire. La France et tous les pays de l'Union européenne ont délégué leurs compétences relatives à la politique de la concurrence à l'Union dans l'espace européen. La Commission européenne agit au nom de l'Europe et défend plusieurs principes.

Elle impose une réglementation garantissant aux entreprises le respect de la libre concurrence. Il s'agit :

- d'interdire les ententes qui pourraient léser les consommateurs et les concurrents extérieurs à cette pratique ;
- de sanctionner les abus de position dominante pour les mêmes raisons que les ententes ;
- de contrôler les concentrations qui pourraient avantager les entreprises concernées sur leur marché et potentiellement leur donner une position dominante.

B Les autorités administratives indépendantes

Au niveau national, l'État peut agir sur les marchés grâce à ses agences de régulation communément appelées AAI (autorités administratives indépendantes).

Celles-ci sont chargées d'assurer la régulation, en toute indépendance, de certains domaines jugés sensibles, pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement : radio et télévision avec le CSA (conseil supérieur de l'audiovisuel), marchés financiers avec l'AMF (autorité des marchés financiers), protection des données avec la CNIL (commission nationale de l'informatique et des libertés), gestion des marchés de l'énergie (électricité et gaz) avec la CRE (commission de régulation de l'énergie).

L'Autorité de la concurrence est considérée comme une AAI. Son rôle est de faire appliquer, conjointement avec la Commission européenne, la politique de la concurrence sur le territoire français. L'Autorité de la concurrence est spécialisée dans le contrôle des pratiques anticoncurrentielles et des opérations de concentration.

2 L'intervention de l'État sur le marché des biens et services

A Les services publics

Le service public est une activité ou une mission d'intérêt général. On appelle aussi service public l'ensemble des organismes en charge des activités d'intérêt général.

Les services publics peuvent être assurés directement par des organismes publics ou être délégués à des organismes privés.

Les domaines d'intervention des services publics sont nombreux : l'éducation, l'emploi, la santé, la justice...

L'offre de services publics par l'État a été mise en question par l'Union jusqu'à ce qu'un compromis soit consigné dans le traité de Lisbonne : l'idée de services publics est maintenue dans les domaines où l'intérêt général l'exige.

B Les entreprises publiques

L'entreprise publique est celle dont l'État détient une part majoritaire dans le capital, lui permettant d'agir sur sa gestion en matière d'emploi, d'investissement et de services.

L'objectif de l'État est de mieux réguler certains secteurs économiques et de garantir des services de qualité à des prix identiques pour tous les usagers, comme dans les transports avec la RAPT, la SNCF ou encore les ports et le secteur de l'énergie avec EDF.

À l'aide de vos connaissances et des ressources documentaires, vous répondrez aux questions suivantes.

- 1 Relevez et justifiez les nouveaux services proposés par la Poste.
- 2 Indiquez les raisons de la critique de la Cour des comptes sur les politiques de lutte contre la pollution en France.
- 3 Caractérisiez l'effet externe évoqué et justifiez sa prise en charge par les autorités publiques.
- 4 Expliquez les mesures préconisées par la Cour des comptes et leur intérêt.
- 5 Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : « Quelles sont les raisons qui amènent l'état à intervenir sur les marchés ? »

Document 1

Instantané : Service Plus, les nouvelles missions du facteur

- **Porteo** : les facteurs livrent les médicaments des particuliers remis le matin même par le pharmacien. De même, les facteurs apportent aux particuliers qui ne peuvent se déplacer des produits culturels (livres, magazines, CD, DVD) pour le compte de bibliothèques ou de médiathèques.
- **Cohesio** : les facteurs délivrent, pour le compte de collectivités, d'associations ou de mutuelles, un service de proximité, de veille et d'alerte consistant à rendre visite aux personnes fragiles et/ou isolées afin de s'assurer qu'elles vont bien.
- **Relevo** : les facteurs relèvent les consommations des particuliers pour le compte des opérateurs de gaz, d'eau ou d'électricité tels Totalgaz ou Butagaz, qui sont les clients du groupe depuis plusieurs années.
- **Equipeo** : les facteurs accompagnent la livraison d'équipement d'un appui ou d'une assistance à l'installation chez les particuliers. Par exemple : les nouveaux décodeurs numériques de Canal+.

www.legroupe.laposte.fr

Document 2

Pollution de l'air : la Cour des comptes critique l'incohérence des politiques publiques

La lutte contre la pollution de l'air est incohérente. Trois axes d'amélioration sont proposés :

- miser sur des stratégies locales ;
- appliquer le principe « pollueur-payeur » ;
- et coordonner les politiques climat et lutte contre la pollution de l'air.

La lutte contre la pollution de l'air « n'est pas encore une priorité nationale, sauf en cas de pics », critique la Cour des comptes, qui pointe « les incohérences entre les objectifs de cette politique et ceux poursuivis dans d'autres secteurs ».

Les pics de pollution « sont l'illustration des difficultés de la lutte contre la pollution de l'air : les chevauchements de compétences entre niveaux décisionnels sont parfois importants et les actions visent le plus souvent à agir sur des secteurs (industrie et transports) qui ne sont pas nécessairement les plus pollueurs », résume la Cour.

Telles sont les principales conclusions d'un rapport publié jeudi 21 janvier 2016. La Cour juge « urgent » de définir « une politique claire et ambitieuse, inscrite dans la durée ».

• Une situation particulièrement défavorable

Certes, depuis 1996, la pollution de l'air est mesurée en France sous l'impulsion européenne. Certes, certaines mesures dans le domaine des transports, de l'industrie et de la production d'énergie ont porté leurs fruits et le niveau des émissions de polluants a baissé globalement au cours des vingt dernières années.

Pour autant, « il reste encore de trop nombreux points du territoire où les niveaux de pollution sont durablement plus élevés que les valeurs réglementaires ». Cette situation ne satisfait pas la Cour

qui rappelle qu'« il est désormais établi » que la pollution de fond supportée au quotidien est plus néfaste en termes de santé que celle constatée lors des pics de pollution. Pire, « les seuils réglementaires déclenchant l'action publique en cas de pic de pollution sont au-dessus des normes recommandées par l'organisation mondiale de la santé (OMS) ».

• Fiscalité

Du côté des outils, la Cour demande que soient « identifiés par une pastille les véhicules selon leurs émissions de polluants, afin de pouvoir mettre en place rapidement des mesures de restriction de circulation ».

Par ailleurs, « il est regrettable que le principe constitutionnel « pollueur-payeur » ne s'applique que de manière très limitée et concerne surtout l'industrie », déplore la Cour, soulignant que l'agriculture et le résidentiel tertiaire y échappent totalement et les transports en partie. Pourtant, au-delà de la réduction attendue de la pollution, le principe permettrait la participation de tous les secteurs au financement de la lutte. Une application concrète du principe pourrait être « [une révision des] taux de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers afin de mieux prendre en compte l'impact des émissions des poids lourds sur la pollution de l'air ». Cela compenserait la disparition de l'écotaxe, souligne la Cour.

Concrètement, la Cour propose une mesure demandée de longue date par de nombreux acteurs de la lutte contre la pollution de l'air : « taxer le gazole et l'essence en fonction de leurs externalités négatives respectives (polluants atmosphériques et gaz à effet de serre), afin de rééquilibrer la fiscalité pesant sur ces deux carburants ».

Philippe Collet, www.actu-environnement.com, 22/01/2016

Document 3

Cour des comptes

La Cour des comptes est une juridiction administrative qui a plusieurs rôles dont celui de juger la régularité des comptes établis par les comptables publics dans les différents services de l'État et de contrôler le bon emploi et la bonne gestion des fonds publics, y compris dans les organismes non dotés de comptables publics.

Cette activité se concrétise aussi par la publication du rapport annuel de la Cour des comptes.

© Foucher

Document 4

Consommation résidentielle tertiaire

C'est la consommation finale d'énergie liée à l'usage des bâtiments, c'est-à-dire celle des secteurs résidentiel (logement des ménages) et tertiaire (activités de service : commerces, bureaux...). Cette consommation est détaillée par énergie et par usage (chauffage, eau chaude...).

© Foucher

Document 5

État, marché et concurrence

Qu'est-ce qui, fondamentalement, amène l'État à intervenir dans le jeu du marché ? Le rôle régulateur des pouvoirs publics peut se justifier par l'existence de défaillances de marché, qu'il s'agisse des externalités, des biens collectifs ou des monopoles, qui empêchent le marché d'aboutir à une solution optimale en termes de bien-être pour la société.

Toutefois, les opposants d'un quelconque rôle [...] de l'État dans l'économie soulignent que les coûts générés par l'intervention publique, pour compenser ces défauts, peuvent parfois dépasser ceux issus du libre jeu du marché.

[...] Si l'on se place dans une économie de marché, une condition nécessaire de la légitimité de l'intervention publique est que l'État soit susceptible de faire mieux que le marché.

- **L'État face aux défaillances du marché**

Dans certains cas, la défaillance du marché provient [...] de situations où se manifestent des externalités ainsi qu'à la question des biens collectifs. Dans le second cas, elle découle du caractère imparfaitement concurrentiel du marché et correspond notamment aux situations de monopole [...].

- **L'internalisation des externalités**

On parle d'externalité (ou d'effet externe) lorsque l'action de consommation ou de production d'un agent a des conséquences sur le bien-être d'au moins un autre agent sans que cette interdépen-

dance soit reconnue par le système de prix, et donc sans donner lieu à compensation monétaire. L'agent émetteur de l'effet externe n'est alors pas conduit à intégrer dans son calcul avantages-coûts la nuisance (en cas d'externalité négative) ou le bénéfice (en cas d'externalité positive) que son comportement engendre pour autrui.

S'il n'est pas rémunéré pour sa contribution au bien-être collectif, l'émetteur d'une externalité positive optera pour un niveau d'activité sous-optimal. Inversement, s'il n'a pas à assumer monétairement la pleine responsabilité des dommages qu'il impose, l'émetteur d'une externalité négative (d'une pollution par exemple) choisira un niveau d'activité supérieur au niveau socialement optimal.

- **Le contrôle des monopoles naturels**

Quand, étant donnée la taille du marché du bien considéré, la production est réalisée à moindre coût par une seule entreprise, la structure industrielle qui émerge naturellement est le monopole. L'entreprise la plus importante est alors en mesure d'éliminer ses concurrents comme on l'observe traditionnellement dans des secteurs tels que le transport ferroviaire, les télécommunications, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité. La position de monopole confère en effet à l'entreprise un pouvoir sur les prix (elle est « faiseuse de prix ») dont elle cherchera à tirer parti pour accroître son profit.

Yves Croissant, Patricia Vornetti, *Concurrence et régulation des marchés*, Cahiers français n° 313, www.ladocumentationfrancaise.fr

Thème 6 L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

Relevez et justifiez les nouveaux services proposés par la Poste.

La Poste propose que ses facteurs accomplissent de nouvelles tâches, par exemple en livrant des médicaments à domicile, en accompagnant les personnes seules, en livrant des matériels et en assurant la mise en service d'équipement, ou encore en relevant des compteurs.

Les services classiques de la Poste, entreprise publique, sont en déclin puisque qu'il y a de moins en moins de distribution de courrier. Cependant, dans les zones rurales, le facteur peut rendre d'autres services à la collectivité dans l'intérêt d'entreprises (relevés de compteur) ou dans l'intérêt général (accompagnement des personnes seules), ce qui devrait permettre au final de maintenir un service public dans des zones où ce n'était plus rentable.

(Notion de management : adaptation des services publics)

Indiquez les raisons de la critique de la Cour des comptes sur les politiques de lutte contre la pollution en France.

La Cour regrette que la lutte contre la pollution de l'air ne soit pas une priorité nationale, sauf en cas de pics de pollution. Elle souligne « les incohérences entre les objectifs de cette politique et ceux poursuivis dans d'autres secteurs » et le chevauchement de compétences entre les différents niveaux de décisions (État, collectivités territoriales).

Enfin, elle regrette que les actions mises en place visent le plus souvent à agir sur des secteurs (industrie et transports) qui ne sont pas nécessairement les plus pollueurs.

Caractérisez l'effet externe évoqué et justifiez sa prise en charge par les autorités publiques.

Il s'agit d'une externalité, ou effet externe négatif : la pollution de l'air. Celle-ci a des effets très néfastes en termes de santé, et pas seulement lors des « pics » de pollution. En effet, de nombreux points du territoire ont des niveaux de pollution plus élevés que les valeurs réglementaires définies par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), ce qui entraîne des conséquences sur la santé des populations.

Expliquez les mesures préconisées par la Cour des comptes et leur intérêt.

La Cour des comptes fait référence à des mesures réglementaires et fiscales.

Elle préconise, comme mesure réglementaire, la mise en place de pastille pour favoriser des restrictions de circulation.

La Cour propose, comme mesure fiscale, de mettre en place le principe du pollueur/payeur, c'est-à-dire de taxer les industries qui polluent le plus, notamment dans l'agriculture, le résidentiel (habitations et activités de bureaux) et en partie dans les transports (routiers).

Par exemple, la Cour préconise une révision des taux de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers pour mieux prendre en compte l'impact des émissions des poids lourds sur la pollution de l'air. Elle propose également de taxer le gazole et l'essence en fonction de leurs externalités négatives respectives (polluants atmosphériques et gaz à effet de serre), afin de rééquilibrer la fiscalité pesant sur ces deux carburants. Ainsi, l'État peut orienter la consommation vers les énergies moins polluantes.

L'agent émetteur de l'effet externe qui paiera cette taxe devra l'intégrer dans ses calculs de coûts et devra réduire les externalités que son comportement provoque.

Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : « Quelles sont les raisons qui amènent l'État à intervenir sur les marchés ? »

• (Introduction)

(Accroche)

L'État est un acteur essentiel de l'organisation d'une société.

(Définition des mots-clés)

On entend par « État » la personne morale de droit public qui représente une nation à l'intérieur et à l'extérieur d'un territoire déterminé, sur lequel elle exerce la souveraineté. Ce terme désigne également l'ensemble des institutions et services qui permettent de gouverner un pays.

(Problématique)

Mais quelles sont les raisons qui amènent l'État à intervenir sur les marchés ?

(Annonce du plan)

Nous étudierons dans un premier temps l'intervention de l'État face aux limites de l'économie de marché pour nous intéresser, dans un second temps, à l'intervention de l'État sur le marché des biens et services.

• (Développement)

I L'intervention de l'État face aux limites de l'économie de marché

A L'État producteur des fonctions régaliennes

L'État intervient pour différentes raisons. Il assure des fonctions régaliennes : police, justice et sécurité, permettant à tous de bénéficier de services d'intérêt général d'une façon équitable et harmonisée sur le territoire.

B L'État et la gestion des effets externes

Il intervient sur les externalités positives, en les favorisant, ou sur les externalités négatives par l'intermédiaire de la réglementation, des normes, des interdictions.

C L'État et la production de biens collectifs

Il produit des biens collectifs (éducation, santé, culture...) car ces domaines, où existe un intérêt général, ne peuvent être satisfaits par l'action du marché. En effet, ces biens non rivaux et non exclusifs posent un problème de rentabilité.

II L'intervention de l'État sur le marché des biens et services

A L'État garant de la concurrence

Par ailleurs l'État, à travers la réglementation, encadre les marchés pour favoriser la concurrence et éviter les ententes, les abus de position dominante et la constitution de monopoles.

B L'État régulateur *via* les AAI

Les AAI sont des organes assurant la régulation de différents secteurs, afin que ces derniers aient un fonctionnement harmonieux. Par exemple, l'Autorité de la concurrence veille au libre jeu de la concurrence.

C L'État producteur de services publics

Enfin, il propose des services publics à la population et intervient dans l'économie par le biais des entreprises publiques (SNCF, EDF, RATP, La Poste) dans l'intérêt général.

L'intervention de l'État est légitime dans certains secteurs car elle permet de mieux satisfaire l'intérêt général et d'encadrer les activités privées. La réglementation permet de limiter les effets externes et les défaillances de marché (position dominante, entente).

Elle est nécessaire car elle propose des services qui ne seraient pas fournis dans une économie de marché : services régaliens et biens collectifs.

Mots-clés

A

Agent à besoin de financement : agent dont l'épargne est inférieure aux dépenses d'investissement (les entreprises et les États). 100

Agent à capacité de financement : agent dont l'épargne est supérieure aux dépenses d'investissement (les ménages). 100

Agent économique : individu ou groupe d'individus qui réalise des opérations économiques. 22

Autofinancement : moyen de financement obtenu au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices non distribués aux actionnaires). 100

Autorité de la concurrence : autorité administrative indépendante, spécialisée dans l'analyse et la régulation du fonctionnement de la concurrence sur les marchés. 158

B

Besoins : naissent suite à un état de manque ou de désir et peuvent être primaires ou bien secondaires, c'est-à-dire vitaux ou de confort. Ils sont satisfaits principalement par les biens économiques qui sont le résultat du travail humain. 12

Bien collectif : bien qui, une fois créé, est accessible à tous, sans condition. 148

C

Capital humain : ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques d'un individu développées par l'éducation et la formation qui favorisent la productivité. 42

Choix économiques : les besoins des individus sont par nature illimités face à des ressources limitées. Pour les satisfaire les individus sont donc contraints de procéder à des arbitrages, c'est-à-dire de faire des choix. 12

Circuit économique : schéma qui représente les échanges et les types de flux existant entre les différents agents économiques. Il met en évidence l'interdépendance des agents économiques. 32

Coefficient budgétaire : part d'un poste de dépense appelé poste budgétaire d'un ménage dans le total de la consommation. Il est exprimé en %. 86

Combinaison productive : choix et quantités de facteurs de production utilisés pour produire des biens ou des services. 42

Consommation : part du revenu disponible des ménages pour se procurer des biens ou des services. 76

D

Demande : quantité de biens ou de services que les agents économiques sont prêts à acheter. 124

Différenciation : ensemble des moyens mis en œuvre par une entreprise afin de rendre rare, voire unique, son offre. 134

E

Échanges : relations entre les agents économiques qui se traduisent par des flux opposés. Ils peuvent être réels (échange de bien ou service) ou monétaires (échange de monnaie). 32

Effet externe ou « externalité » : répercussion de l'activité d'un agent économique sur d'autres agents économiques sans compensation monétaire. 148

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante. 158

Épargne : part du revenu non consommée. 76

F

Facteurs de production : moyens mis en œuvre par une organisation pour produire des biens et des services : facteur travail et facteur capital, ressources naturelles, information et savoir. 42

Financement direct : financement assuré par le marché des capitaux entre les ACF et les ABF grâce à l'échange de titres financiers (actions et obligations). 110

Financement indirect : financement réalisé par l'intermédiaire des banques qui accordent des crédits aux agents économiques. 110

Fonctions économiques : ensemble des opérations réalisées par les acteurs économiques. Les principales fonctions sont : la consommation, la production, la redistribution, le financement. 22

Fonctions régaliennes : ensemble des missions fondamentales que l'État prend en charge. 148

I

Innovation : mise en place d'une nouveauté technologique, commerciale ou organisationnelle : produit, service, processus de production, méthodes organisationnelles. 134

M

Marché concurrentiel : marché sur lequel les offreurs rivalisent entre eux pour capter les demandeurs. 124

Monnaie : moyen de paiement qui permet la réalisation des échanges et qui est donc essentiel à l'activité économique. 32

Monopole : marché sur lequel un seul offreur propose un produit donné. 134

O

Offre : quantité de biens ou de services proposée sur un marché par un vendeur. 124

Oligopole : situation de marché dans laquelle il existe quelques offreurs pour un produit donné. 134

Opérations économiques : désignent les fonctions de production, de répartition des richesses et de choix des dépenses qui permettent d'apporter une réponse aux besoins des individus. Elles déterminent une certaine organisation de la société. 12

P

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec ses revenus. 76

Prélèvements obligatoires : ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations publiques et les institutions européennes. 62

Productivité : rapport entre le volume de production et le volume de facteurs de production. 42

Produit intérieur brut (PIB) : ensemble des richesses créées (somme des valeurs ajoutées) sur le territoire national pendant un an par les agents économiques. 52

R

Revenu disponible : revenus primaires desquels on déduit les prélèvements obligatoires et auxquels on ajoute les revenus de transfert. 62

Revenus de transfert : revenus issus des mécanismes de redistribution. 62

Revenus primaires : revenus des ménages directement issus de leur participation à la production par le travail (salaire) ou par la propriété de certains biens (loyers, intérêts). 62

S

Secteur institutionnel : regroupement d'acteurs économiques ayant une fonction économique principale similaire et qui prennent des décisions de façon autonome. 22

Service public : activité d'intérêt général pris en charge par des personnes publiques. 158

Structure de la consommation : répartition des dépenses des ménages en fonction de postes budgétaires regroupant des biens et services dans des catégories homogènes (alimentation, équipement et entretien du logement, transport, logement, habillement, santé, culture et loisirs). 86

T

Taux de croissance du PIB : $(\text{PIB année } N - \text{PIB année } N-1) / (\text{PIB année } N-1) \times 100$. Le taux de croissance du PIB est l'indicateur généralement utilisé pour mesurer le dynamisme économique d'un pays. 52

Titres financiers : valeurs mobilières négociables et interchangeableables qui peuvent être cotées en Bourse. Les principales valeurs mobilières sont les actions et les obligations. 110

V

Valeur ajoutée : production – consommations intermédiaires. La valeur ajoutée d'une entreprise se définit comme la richesse qu'elle crée réellement. 52

Crédit photographique

p. 6 (hg) © YayMicro/Andia ; (hd) © Olsson/Altopress/Andia (3) ; (hmd) © SMC/Colorise ; (bg, bm, hmg, bd) © Matton
p. 10 © 2016 Apple Inc
p. 14 © Matton
p. 16 © Matton
p. 18 © Berti Hanna/REA
p. 20 © CIC
p. 24 © Richard Damoret/Rea
p. 26 © Matton
p. 28 (h, mh, b) © Matton ; (mb) © Pierre Gleizes/REA
p. 31 © Deligne/Iconovox
p. 34 © Per Magnus Persson/Johnér/Photononstop
p. 36 (de gauche à droite) © David BUTOW/REDUX-REA ; © Pascal Parrot/Divergence ; © Matton ; © Matton
p. 37 © Matton
p. 44 © Pierre Bessard/REA
p. 48 © Matton
p. 51 © Chaunu
p. 54 © Image Source/Photononstop
p. 56 © Matton
p. 60 © Georges
p. 64 © Philippe Turpin/Photononstop
p. 72 © Audi
p. 78 © Pascal Sittler/REA
p. 80 © Matton
p. 83 © Aleksander Rubtsov/Blend Images/Photononstop
p. 84 (g) © Matton ; (d) © Jose Luis Pelaez Inc/Blend Images/Photononstop
p. 88 © Gilles Rolle/REA
p. 94 © Jacques Loic/Photononstop
p. 96 © Jean-Claude Coutausse/Divergence
p. 97 © Matton
p. 102 © Pierre Gleizes/REA
p. 104 © Matton
p. 106 © Matton
p. 108 © Matton
p. 112 © Pierre Morel/Divergence
p. 120 <http://www.kelkoo.fr/> © 2016 Kelkoo
p. 121 www.lacentrale.fr/ © Car & Boat Media
p. 123 © Matton
p. 126 © Pascal Sittler/REA
p. 129 © Stéphane Ouzounoff/Photononstop
p. 130 © Matton
p. 132 © Ian Hanning/REA
p. 136 © Patrick Allard/REA
p. 142 (de haut en bas) © Ludovic/REA ; © Ludovic/REA ; © Ian Hanning/REA
p. 144 (h) © Matton ; (mg) © Reynold Mainse/Design Pics / Photononstop ; (md) © Alain Le Bot/Photononstop ;
(bg) © Matton ; (bd) © Michael Keller/Flirt/Photononstop
p. 150 © Nicolas Tavernier/REA
p. 153 © Deligne/Iconovox
p. 154 © Jean-Claude Coutausse/Divergence
p. 156 © Matton
p. 160 © Franck Crusiaux/REA

